

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

Notre nouveau supplément illustré
« LE MONDE LOISIRS »
et le choix commenté
des programmes de la radio
et de la télévision pour la semaine

La conférence islamique met fin au boycottage de l'Egypte

Camp David irréversible

Pour respecter la règle du consensus et, par conséquent, l'unité de ses rangs, le quatrième sommet islamique a adopté une résolution apparemment rigide concernant la réintégration de l'Égypte dans l'Organisation des conférences islamiques (OCI). Le président Mubarak en effet ne prendra pas le risque de provoquer un conflit avec Israël en acceptant de se plier aux conditions qu'on lui pose, puisque celles-ci sont en contradiction flagrante avec les accords de Camp David auxquels il a souscrit.

Il est possible, comme le soutiennent certains participants à la conférence de Casablanca, que l'on puisse par trouver un compromis qui permette à l'Égypte de respecter ses engagements à l'égard de l'État hébreu tout en réintégrant la famille islamique. En attendant, le succès que les États modérés - africains, asiatiques et arabes - ont enregistré n'est pas viable. La résolution définitivement ambiguë qu'ils ont fait admettre à leurs adversaires ne comporte aucun terme offensant pour un pays que l'on accusait il y a peu de « trahison » et évite de lui demander explicitement de rompre avec Israël. A en juger par les interventions au cours des débats, le consensus des États modérés de l'OCI estiment que le traité de paix israélo-égyptien est, en fait, irréversible.

Plus significative encore est l'attitude de l'ensemble des gouvernements arabes représentés au sommet de Casablanca. Les États du Golfe, Arabie Saoudite en tête, ont voté en faveur de la réintégration. Il est vrai conditionnelle, de l'Égypte. Le Liban, la Tunisie et l'Algérie n'ont pas pris part au vote pour des considérations qui ne relèvent pas toutes du conflit israélo-arabe. En dernière analyse, seules la Syrie et la Libye militent encore contre les accords de Camp David.

L'adoption du plan de Fès par le sommet constitue un autre succès pour ceux qui sont disposés à tourner la page pour rechercher une paix « globale et équilibrée ». Pour les chefs d'État arabes comme pour l'« réaliste » de l'OLP que dirige M. Yasser Arafat, ce projet devrait déboucher sur un règlement assurant la coexistence entre Israël et un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

M. Yasser Arafat, que la Syrie et la Libye espéraient éliminer de la scène politique, sort renforcé de la conférence. Il a été en quelque sorte piblicisé comme le chef incontesté de l'OLP, malgré les dénégations dont il est l'objet de la part des dissidents du Fath et des six organisations « radicales » qui siègent à Damas. Toutes les interventions du chef palestinien au cours de la conférence ont été accueillies par des applaudissements enthousiastes. Les Marocains l'ont acclamé à travers les rues de Casablanca, et le roi Hassan II lui a rendu un vif hommage à la séance de clôture.

Est-il vrai que M. Yasser Arafat se soit entretenu avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam ? La nouvelle a été démentie avec plusieurs heures de retard, mais certains délégués soutiennent que la rencontre a bien eu lieu. Si tel est le cas, le gouvernement de Damas aurait déjà tiré les conclusions de son échec et chercherait à ménager le président de l'OLP.

Le roi Hussein, de même, ne peut mieux, à supposer qu'il en ait l'intention, sur l'affaiblissement de son interlocuteur privilégié pour faire cavalier seul dans d'éventuelles négociations de paix. L'OLP a en effet été à nouveau reconnue au sommet de Casablanca comme l'« unique représentant légitime du peuple palestinien ».

M. Yasser Arafat a donc des raisons de se féliciter des résultats du sommet, même s'il n'a pas encore réussi à assainir la situation au sein de sa propre organisation.

De notre envoyé spécial

Casablanca. - Le quatrième sommet islamique a conclu ses travaux, tard dans la soirée du jeudi 19 janvier, en adoptant une série de résolutions qui devaient être rendues publiques ce vendredi. Le texte de l'une d'elles - la seule qui a été lue aux représentants de la presse - a plongé plus d'un observateur dans la perplexité.

Il a fallu trois jours et trois nuits de vifs débats aux quarante-deux chefs d'État ou à leur représentants, pour parvenir au compromis suivant : l'Égypte est invitée à réintégrer l'OCI (Organisation des conférences islamiques) après avoir pris l'« engagement d'adhérer aux principes, aux règles et aux décisions de l'organisation ».

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

L'Europe des télécommunications s'organise

L'Europe des nouvelles techniques de télécommunications vient de franchir une étape décisive. Réunis à Paris le jeudi 19 janvier, les directeurs généraux des télécommunications de vingt-six pays européens de la CEPT (Commission européenne des postes et télécommunications) ont adopté un ensemble de mesures visant à fixer des normes techniques communes et à briser une partie des barrières qui morcellent aujourd'hui le marché européen des communications en entités cloisonnées.

Les décisions adoptées visent à donner un réel pouvoir à la CEPT, organisation qui jusqu'ici n'était qu'une simple plateforme pour l'échange d'informations et pour élaborer une position commune des Européens quand le besoin se faisait sentir au niveau international.

Une commission sera créée en son sein qui sera chargée d'établir

des normes communes et de les rendre petit à petit obligatoires.

Les tests d'un centre technique d'un pays auront valeur européenne. En d'autres termes, quand les PTT françaises auront jugé un matériel « bon pour le service », celui-ci n'aura plus besoin de repasser dans tous les laboratoires des autres pays pour validation.

La CEPT enfin est chargée de mettre en place « des procédures communes d'agrément ». Les agréments des terminaux téléphoniques et télégraphiques étant indispensables pour obtenir le droit de connexion aux réseaux de chaque pays, il s'agit là d'une décision capitale, car établir un agrément européen revient à créer un véritable marché commun des terminaux.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 20.)

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'AFFAIRE ELF-ERAP

Les explications de M. Boyer homme d'affaires de l'« inventeur » belge

Washington. - Homme de confiance du comte Alois de Villegas de 1978 jusqu'à maintenant, protagoniste essentiel à ce titre de l'affaire des « avions renifleurs », M. Daniel Boyer surprend. Ce petit homme fatigué, qui frappe à la porte du bureau américain du Monde, n'a ni la prestance de son employeur, ni l'autorité naturelle de M. M. Albis Chalon ou de Pierre Guillaumat, ni la bouffonnerie de M. Aldo Bonassoli, l'« inventeur » italien, ni surtout

l'assurance de M. Jean Violet, l'avocat d'affaires international qui l'avait précédé comme conseil de M. de Villegas.

Lui, il a de grands yeux d'enfant dans un visage fardé, des vêtements légers d'employé modeste, et en a par-dessus la tête d'être dépeint comme un homme de l'ombre, agent de la CIA ou de mystérieux réseaux

politico-économiques. Sa vie - il le concède avec acabitement - est pleine de hasards étranges, mais en fait tout est, à l'entendre (sans heures durant), si simple que quelques phrases pourraient tout résumer.

L'argent d'abord. Les 200 premiers millions de francs suisses, soit 555 millions de francs, qui ont été versés par ELF-Aquitaine de 1976 à 1978 (avant qu'il n'entre en scène), il ignore à quoi ils ont été employés. Mais le mystère ne devrait plus longtemps persister.

Le 7 janvier dernier, il a en effet rencontré M. de Villegas à New York et il croit pouvoir dire, avec une certaine certitude, que le comte belge chargera bientôt un grand avocat parisien de présenter des comptes détaillés. Et cela, souligne Daniel Boyer, bien que le comte ait reçu quinze d'ELF-Aquitaine en bonne et due forme pour l'exécution du premier contrat.

Quant aux 250 millions de francs suisses versés à la suite de l'accord conclu le 24 juin 1978, tout ce qui n'a pas déjà été remboursé (soit 43 millions de francs suisses - environ 164 millions de francs) le comte comme cela avait toujours été convenu avec ELF, dans les mois à venir - dès qu'aura été terminée la liquidation des actifs des sociétés créées par M. de Villegas.

Pour ce qui est de l'« invention », ce n'est pas lui, Daniel Boyer, qui aurait pu se douter de quoi ce soit quand des « polytechniciens » d'ELF y croyaient dur comme fer. Aujourd'hui encore, il n'a pas d'opinion et s'interroge sans comprendre. Enfin, son rôle dans l'affaire serait limpide. Conseiller en investissements, il a d'abord cru participer à une gigantesque entreprise industrielle dont il pouvait espérer la fortune, et s'emploie, depuis l'écroulement du rêve, à ce que chacun rentre dans ses droits.

Reprenons dans le détail. Daniel Boyer, ressortissant américain (« depuis la fin des années 50 »), est né Daniel Javanovitch, en 1925, à Belgrade, dans une famille d'avocats et de professeurs. Enfant, il a vécu entre Paris et la Yougoslavie, élevé par les Pères, bien qu'il fût orthodoxe.

Janvier 1944, l'aventure commence « sinistrement ». Il est arrêté par la Gestapo. Il est, dit-il, torturé au point d'avoir aujourd'hui un visage « en plastique ». « Pas la peine, en dessous », et d'avoir gardé une incapacité à se souvenir des détails quand il n'a pas le secours d'un agenda.

Le voilà d'abord, dans une mine déçue, en Allemagne. Il s'en échappe en creusant un tunnel, gagne la France et, aidé par des paysans, se joint à la Résistance aux environs de Verdun.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 9.)

L'évasion et la modernité

OUI, des photos dans le Monde ! Oui, cher lecteur, chère lectrice : des photos et un peu plus que cela. Ce n'est pas une révolution car il y en a déjà eu, très modestement publiées dans le quotidien ou, de manière plus ambitieuse, dans le Monde Dimanche, pour faire rêver sur la beauté de l'image. Ce n'est même pas une remise en cause de ce journal, qui entend demeurer un pilier de l'écrit, ce moyen d'information et de réflexion privilégié dont aucun autre n'atteindra jamais la richesse.

Depuis sa fondation, il y a quarante ans, le Monde a donc, d'abord parce qu'il y avait pénurie de papier, ensuite parce que le pli était pris, priorisé au texte. Il continuera de le faire dans son traitement de l'actualité quotidienne, parce que l'écrit est notre meilleur moyen d'appréhender la relation avec ceux qui veulent disposer d'informations nombreuses, diverses, précises et classées ; ceux qui exigent des références ou souhaitent confronter leurs jugements à d'autres ; ceux qui entendent réfléchir sur l'actualité et pas seulement la subir comme un documentaire imposé avant le film. L'utilisation de l'image de l'événement, avec sa force, sa couleur, son mouvement, elle se fait beaucoup mieux dans d'autres médias, et c'est très bien ainsi.

La photo apparaît dans les nouveaux suppléments que nous vous présentons dans ce numéro et dans celui de demain, pour leur donner chaque semaine une nouvelle dimension et marquer davantage leur différence avec le reste du journal consacré à l'actualité. Le Monde a été le premier quotidien en France à proposer, en plus de la couverture de la réalité du jour, des assemblées spécialisées traitant les grands problèmes avec le recul nécessaire, revenant sur le passé ou s'ouvrant à la prospective.

Chaque jour, de la semaine à son supplément : l'économie, le lundi ; les sciences et les techniques ou la médecine, le mardi ; les spectacles et les arts, le mercredi ; les livres, le jeudi ; le tourisme, le vendredi et, en fin de semaine, le Monde Dimanche. C'est cette tradition que nous maintenons en l'enrichissant. A partir de ce numéro, les suppléments des deux derniers jours de la semaine se présentent avec une apparence et un contenu renouvelés.

Le vendredi est un jour de rupture dans la semaine de travail à laquelle le rythme du Monde est intimement lié. Le quotidien et le cahier séparé qui l'accompagne désormais traduiront ce change-

ment et le désir d'évasion, de récréation qui s'exprime ce jour-là. Le Monde Loisirs est consacré aux activités de week-end, aux vacances, au tourisme. Et aux instruments de l'évasion : la voiture, la moto, la pêche, la chasse. Et aux moyens de distraction : les jeux, les programmes de radio et de télévision (que nos abonnés continueront en conséquence de recevoir le lendemain, samedi).

Lorsqu'on a rompu avec le rythme de travail, que l'on a pris le temps de souffler un peu, que l'on a envie de traîner chez soi, avec la disponibilité revenue, se ravive la curiosité pour autre chose que la quotidienneté. Le numéro du samedi, dans sa partie consacrée à l'actualité, répond déjà à ces dispositions d'esprit. Le supplément qui va l'accompagner satisfait le goût retrouvé pour la lecture à loisir. Le Monde Aujourd'hui succède au Monde Dimanche pour décrire ce qui change autour de nous dans les domaines de la science, des techniques, de la médecine, de la sociologie, de l'histoire, de la philosophie. Articles de vulgarisation, portraits, entretiens, schémas, photos, tout sera mis en œuvre pour faire comprendre l'évolution des idées et des connaissances. Ce sera le magazine de la modernité.

Le souci d'explication, de décodage de notre univers et de nos sociétés, nous a conduits à redéfinir le rendez-vous avec les pages-dossiers qui permettent de faire le point sur un événement de l'actualité : il est fixé au mardi et le numéro de ce jour-là accueillera aussi la rubrique de la vie associative.

Le Monde fait un effort de renouvellement qui apparaît clairement dans le contenu de ces suppléments, leur pagination, leur illustration. En conséquence, à la fin de la semaine, le prix de votre abonnement - inchangé à 4 F, le numéro du dimanche-lundi passera de 5 F à 6 F.

Des photos, des dessins, des services et - sinon le Monde ne serait plus le Monde - beaucoup de lecture. Qu'on ne s'en effraie pas ! Il est permis de faire un choix dans ces ensembles, de piocher, suivant ses goûts ou son humeur. On peut aussi conserver ces cahiers détachés pour y revenir à l'occasion. On peut les laisser traîner après usage pour que d'autres lecteurs de la famille en fassent leur profit. A moins qu'on ne s'en serve pour empocher un objet ou allumer le feu. Ce sont toutes les libertés qu'offre la presse écrite en plus du plaisir de lire.

A.L.

PREMIER SPECTACLE DU ZÉNITH

Renaud, la chanson nature

Le chanteur Renaud remplit depuis trois jours le Zénith, la nouvelle salle de spectacle au parc de La Villette (le Monde du 14 janvier). Il le fait avec panache, sans forcer pour autant un personnage timide, tendre et plein d'humilité.

Il donne un des tons les plus justes de la chanson française avec des ballades et des complaintes exemplaires, des faits divers saisis dans les journaux, des histoires vécues, des coups de gueule et des cris d'amour, des textes solidement construits et de belles mélodies, un style direct et le sens de l'humour, de la parodie.

Surprenante aventure que celle de Renaud en évolution continue depuis dix ans. Pas un accord depuis le premier album (Hexagone). Pas un douzième, pour nous, depuis le succès public de Laisse béton.

Renaud est né à la chanson au mois de mai 1968. Il était alors au lycée et sa première chanson (Crève, salope), écrite spontanément au milieu d'un évènement, est reprise par Renaud. Depuis, il a écrit une quinzaine de chansons, toutes suivies. Renaud est un chanteur des études et des études. Il fait la marche dans la cour du lycée de la gare où l'écriturain est superbe. C'est là qu'il sera découvert et engagé par Polydor. Il se comportera d'abord en dilettante, en se laissant porter par les autres, en laissant parler les autres. Renaud est un chanteur des études et des études. Il fait la marche dans la cour du lycée de la gare où l'écriturain est superbe. C'est là qu'il sera découvert et engagé par Polydor. Il se comportera d'abord en dilettante, en se laissant porter par les autres, en laissant parler les autres.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 13.)

CYCLISME : LE NOUVEAU RECORD DE L'HEURE

Francesco Moser a passé le cap des 50 kilomètres

RUGBY : LE TOURNOI DES CINQ NATIONS

Quinze « pépés verts » contre l'équipe de J.-P. Rives

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 12

Un grand roman par un grand conteur

PIERRE JAKEZ HELIAS

La Colline des solitudes

Le Monde

idées

J'accuse l'Occident

par FOUAD MALEK (*)

AUTREFOIS, c'est-à-dire il y a à peine deux décennies, les États-Unis envoyaient des conseillers aux régimes amis en difficulté, parfois la sécurité de cette poignée d'hommes justifiait une intervention militaire américaine : à l'époque, il est vrai, les prétextes n'étaient ni si élaborés, ni tant raisonnés pour l'exercice de la puissance occidentale. Seule comptait alors la décision arrêtée de défendre tel ou tel bastion du monde libre mis à mal par des oppositions réelles ou fabriquées, une invasion, une occupation ou une agression.

Aujourd'hui, le monde occidental - les États-Unis en tête - devant la formidable « crise libanaise » qui s'est terminée depuis neuf ans, gesticule à l'infinitif et hausse le ton pour mieux cacher son intention arrêtée de ne pas s'engager efficacement au Liban, malgré toutes ses promesses. Et cependant, la « crise libanaise », qui n'a de libanaise pratiquement que son théâtre géographique, est issue en droite ligne de l'incapacité de l'Occident à résoudre les tragédies engendrées à sa périphérie par l'implacable lutte Est-Ouest. Les Libanais, la rage au cœur, ont été forcés de constater que huit années de guerre et de malheurs n'ont « inspiré » au monde libre que des médiocrités timorées, voire faillacieuses, assorties de vœux pieux tant que les ennemis du Liban avaient le vent en poupe.

Mais lorsque l'opération Paix pour la Galilée est déclenchée par Israël en juin 1982, ce même monde dit libre se jette à corps perdu dans l'entreprise visant à assurer à une fraction des destructeurs du Liban, les terroristes de l'O.L.P., une « sortie dans l'honneur et la dignité » : non seulement une fois, mais, comble de l'ironie, deux fois à seize mois d'intervalle. Alors que le Liban continue à se débattre contre les forces du mal et de l'antichristisme.

Et pourtant, n'est-ce pas l'Occident lui-même qui a mené le Liban à ce stade avancé de dégradation ? N'est-ce pas lui qui a promis son assistance et qui, aujourd'hui, s'en va à la Grande Riposte à une agression anti-occidentale perpétrée sur le territoire libanais ? N'est-ce pas lui qui a aligné une prétendue invincible armada, mais dont les obus font plus de bruit que de mal, pendant que de misérables États satellites - Syrie, Libye, Iran - et des organisations terroristes sponsorisées par ceux-là font un pied de nez aux premières puissances du monde ?

Démision générale

Et l'Occident ne réagit pas. Après avoir démissionné en Angola, en Iran, en Afghanistan, en Pologne, l'Occident a fait croire au monde libre qu'il arracherait le Liban aux complots qui le martyrisent depuis dix ans. En fait de sauvetage, cet Occident est venu mourir bronzé et idiot sur le sol libanais, l'arme au pied sans ordre de riposte. Par ses marionnettes - bersaglieri, violent leurs camarades tomber les uns après les autres sans pouvoir faire autre chose que serrer les dents et les poings. Mille cinq cents chrétiens ont été massacrés et près de cent trente mille autres contraints à devenir des

(*) Directeur du bureau des Forces Libanaises (phalangistes) à Paris.

réfugiés dans leur propre pays, à quelques kilomètres de leurs positions, sans autre réaction « multinationale ». Et pourtant, ce sont bien les populations civiles libanaises que la force multinationale est supposée protéger, à défaut d'aider l'État libanais à étendre sa souveraineté sur le Grand-Beyrouth. Les chrétiens du Chouf seraient-ils les victimes désignées de l'impuissance et du silence de l'Occident, alors que l'on n'a pas fini d'épiloguer sur le mort des ressortissants étrangers au Liban ? Y aurait-il deux poids et deux mesures dans les massacres et dans l'horreur ?

Aujourd'hui, au lieu de protéger les civils, les soldats de la force multinationale sont devenus les cibles privilégiées du terrorisme régional et international dans le cadre d'autres règlements de comptes. Ils se barricadent derrière leurs chicanes et attendent d'être canardés par leurs « amis » sur la scène libanaise, non sans constituer une nouvelle source de danger pour les Libanais, qui ont désormais tendance à s'écarter de leurs secteurs d'implantation. Il est loin le temps où l'on pouvait parler de soldats de la paix ; l'inconséquence d'aujourd'hui apparaît tout autant, sinon plus, criminelle, que le lâchage du Liban en 1975-1976.

L'Occident est aujourd'hui au banc des accusés, et c'est pourquoi il faut crier bien haut : cessez de brader le Liban ! Si vous êtes incapables de tenir vos promesses, incapables de protéger les civils, incapables d'aider l'État à restaurer la souveraineté libanaise et surtout incapables de vous défendre, si vous voulez continuer à assister aux massacres et à envahir votre insatiable de mots mielleux et éparpillés pendant que le Liban se meurt un peu plus chaque jour, alors, Occidentaux, nous, Libanais, nous déclarons coupables de complicité dans l'assassinat du Liban !

Les chrétiens dérangent

par ANTOINE BASBOUS (*)

DE quel péché les chrétiens libanais sont-ils donc coupables pour mériter les foudres de tout le monde ? A Washington on les sacrifie, à Paris on les charge de tous les maux du Liban, à Tripoli on les somme d'embrasser l'islam, à Téhéran on en appelle à leur élimination, de Damas on fait bombarder leurs maisons.

Une campagne bien orchestrée est déclenchée contre eux autour d'un thème central : ils sont devenus « minoritaires ». Cet argument est avancé pour justifier une double solution : offrir le pouvoir à l'islam - le Liban devenant alors un pays arabe comme les autres - et retirer le plus vite possible la force multinationale. Cette conception repose sur l'ignorance de plusieurs éléments :

1) Les estimations sur les effectifs de chaque communauté libanaise sont très fantaisistes. Le dernier recensement date de 1932. Il faut en effectuer un autre au plus vite. Des chercheurs sérieux, dont l'Américain R. Betts (1), affirment que les chrétiens représentent 60 % de la population tandis que, selon la *World Christian Encyclopedia*, ils représentaient 59,7 % en 1980. Le chercheur libanais (musulman sunnite) Bassam El-Jar (2) estime que l'équilibre numérique est très proche de la barre des 50 % avec peut-être un très léger avantage aux musulmans.

2) La diaspora libanaise compte environ cinq millions d'émigrés, dont largement plus des quatre cinquièmes sont chrétiens. Ils ont fui le Liban à la suite de vagues de persécutions et d'intolérance, telles que celles qui sévissent aujourd'hui. Faut-il que les chrétiens vident le pays ancestral ou deviennent des étrangers (« guest-workers ») comme les copistes d'Égypte ou les chrétiens du Soudan

dans un pays qui renierait l'égalité de l'homme et de la femme et bafouerait les droits de l'homme ?

3) La répartition du pouvoir au Liban est un exemple unique au monde : une présidence (de la République) pour les chrétiens et deux présidences pour les musulmans (la Chambre pour les chiites et le gouvernement pour les sunnites). Cela ne devrait pas empêcher la modernisation des institutions, la laïcité civile, la création d'un Sénat et d'un Conseil économique et social ainsi que le réajustement du Parlement au profit des chiites, la plus nombreuse des communautés islamiques.

4) La pérennité du Liban à travers les siècles et son indépendance sont le fruit d'une revendication maronite. Son progrès et sa modernité par rapport au tiers-monde aussi.

5) Dans cette région arabo-islamique, les chrétiens d'Orient ont au moins droit à une terre où ils peuvent se sentir chez eux : c'est le Liban, phare unique pour ce qui reste de la Chrétienté d'Orient (3).

L'Occident, plus sensible au sort des bibéophages qu'à celui des chrétiens libanais, gâche encore une fois par le lâche esprit de Munich, n'a-t-il pas aujourd'hui pour projet libanaise que de dire : oui à l'hégémonie syrienne, oui à l'islamisation du pays ?

(1) Dans « Les conflits libanais et l'extériorité » de Bassam-El-Jar (en arabe). Ed. An-Nahar, Beyrouth 1981.

(2) *Id.*

(3) Moins de douze millions de personnes dont sept millions en Égypte et le reste réparti entre le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, l'Iran, le Soudan, Israël et la Turquie (N.D.L.R.).

(*) Journaliste et auteur libanais.

Liban

Le drame s'installe quotidiennement au Liban, où le découragement gagne de plus en plus. Fouad Malek accuse, en termes vifs, l'Occident de venir mourir « bronzé et idiot » sur le sol libanais. Antoine Basbous lui reproche de moins se préoccuper du sort des chrétiens du Liban que de celui des bédouins phoques. Mais le docteur Hijazi pense que le salut ne peut venir que des Libanais eux-mêmes, et il invite le président Gemayel à réveiller les consciences.

Au président de jouer...

par A. R. HIJAZI (*)

EN quittant le Liban, le 31 décembre 1983, les troupes françaises laissent un pays indépendant, doté d'une administration et d'institutions efficaces. Mais les dirigeants n'ont pas su, par la suite, maîtriser les problèmes engendrés par l'évolution de la société et de l'économie. D'où la formation, au sein de la population, de blocs à base le plus souvent confessionnelle.

En 1975, seule on avec l'aide de forces armées palestiniennes, syriennes, israéliennes, etc., chacune des communautés a tenté, dans un premier temps, d'obtenir raison par la force des armes. L'internationalisation du conflit intervient ensuite : n'a rien changé, et l'on se retrouve aujourd'hui au point de départ. Chaque bloc campe sur ses positions. Pis : ces positions se sont radicalisées, menaçant l'existence même de l'État libanais.

Un entêtement qui conduit au partage

L'aveugle entêtement des dirigeants actuels, de gauche comme de droite, chrétiens comme musulmans, a abouti à un partage de fait. Si ces positions intransigeantes sont maintenues, c'est le Liban qui disparaît. Est-ce là leur but ? La survie de notre pays ne mérite-t-elle pas quelques concessions ? Faut-il implorer à genoux M. Joumbilatt ou M. Gemayel ? Attendent-ils la disparition du Liban pour réaliser enfin qu'il est trop tard ? La perte de la

Palestine ne leur a-t-elle rien appris ?

La force de notre pays a été et reste sa double appartenance au monde oriental et au monde occidental. Ceux qui veulent faire du Liban un pays oriental lui rendent un mauvais service, et ceux qui veulent le transformer en un pays typiquement occidental se trompent tout autant.

Le salut ne peut venir ni des Syriens ni des Israéliens, ni même des Américains, des Français ou des Russes. La réconciliation de façade dont le premier acte s'est déroulé en octobre 1983, à Genève, n'est qu'une mascarade.

Les phalangistes, les progressistes et toutes les milices, quelles qu'elles soient, ne doivent pas imposer leur volonté à la totalité de la population. Le Liban ne doit pas être phalangiste ou progressiste ; il appartient à tous les Libanais.

L'intransigence des phalangistes, leur désir de dominer l'État et d'imposer leurs vues au reste de la population n'ont guère été raisonnables. Cette position intransigente peut amener la disparition du Liban au tant qu'État. L'État dure du parti, à défaut d'avoir la majorité sur tout le pays, se contenterait d'un petit Liban maronite ; mais est-il certain que ce petit Liban lui laisseront longtemps une totale liberté de manœuvre ?

La position des forces progressistes n'est pas plus nuancée. Elle

devient même indéfendable lorsque Walid Joumbilatt déclare préférer un Liban sous contrôle syrien à un Liban phalangiste.

Incompréhensible

Admissible que des décisions concernant la souveraineté libanaise puissent être débattues, non au palais présidentiel de Baabda, mais à Damas, entre les dirigeants des diverses milices et le président syrien Assad.

Enfin, il est incompréhensible que le sort du pays soit confié, à Genève, à des personnalités dont la plupart

(*) Médecin, auteur de la Paix au Liban, une utopie.

LU

« La Chrétienté à l'heure de Mahomet », de Michel Clévenot

L'histoire en pièces détachées

MICHEL Clévenot poursuit son vaste projet d'histoire du christianisme : le quatrième volume, qui couvre les siècles obscurs (IV - VIII) s'intitule : *La Chrétienté à l'heure de Mahomet*. Toujours le même procédé : l'auteur va à la pêche au petit (ou grand) événement caractéristique qu'il exploite et commente à fond. Trente « séquences » par volume, très concrètes, qui se fixent dans la mémoire : au seul point de vue pédagogique la méthode est efficace.

Ajoutez à cela la verve, l'humour, l'allure journalistique de l'enquête : on croit y être. Quand à l'érudition, elle laisse paillasse : comment ce diable d'homme réussit-il à se mettre au courant ? Un bureau de travail qui serait en même temps un reporter plein d'astuce. Un papyrus nous apprend que, le 8 mai 476, une note est inscrite quelque part en Égypte : cinquante ans plus tard, nouveau document : on répare la machine. Mais le contexte est tout différent : les propriétaires, l'administration, en deux générations se sont entièrement christianisées. Personne avant Clévenot n'avait eu l'idée de rapprocher et d'utiliser ces deux textes.

Une modeste inscription sur un sarcophage lyonnais : ce qu'on peut en tirer au point de vue social et familial est surprenant : en Isère, et y ont découvert des traces de la très dure vie quotidienne aux temps mérovingiens. Notre auteur, abandon-

nant les bibliothèques (pour le VII^e siècle les rayons sont vides), nous met directement en présence de la famine et de la peur. Il met à sa vraie place un théologien méconnu, Maxime le Confesseur, mort en exil, la langue attachée, parce qu'il soutenait contre les ariens l'incarnation de Dieu.

Connaissez-vous les poèmes de Paul le Silencieux (truisier qui, au palais de Byzance, avait pour fonction de faire taire les bavards) ? Que savez-vous de Marc, cet excentrique, qui, à Alexandrie, convertit l'idiot et devient un saint posthume ? Mais le meilleur du livre, qui donne beaucoup à réfléchir, c'est peut-être l'apparition, par la faute d'un rigide ascète, l'irlandais Colomban, du premier pénitencier, ou code des expiations, point de départ du marché des indulgences : la grâce va bientôt se monnayer... Car cette histoire du christianisme est le contraire d'une apologie : on y dévoile bien des impostures, tout en rendant justice aux maltraités de l'histoire. Hélas ! A quel point les « hommes de la fraternité » ont pu trahir leurs origines et se montrer tristement, comiquement humains, trop humains !... L'œuvre de Clévenot, si brillante, si colorée et parfois si drôle, raconte, en définitive, une bien triste histoire.

JEAN ONIMUS.

* « Les hommes de la fraternité », t. IV, *La Chrétienté à l'heure de Mahomet*, Nathan, 1983, 265 p., 75 F.

N'oubliez pas le Chouf...

A propos de votre bilan de 1983 dans le monde arabe (*Le Monde* du 31 décembre), je m'interroge sur la nécessité d'y réparer encore d'événements très connus de 1982 comme les massacres de Sabra et Chatila. Puisqu'il s'agit de 1983, pourquoi ne pas avoir exposé, en quelques mots au moins, les massacres du Chouf ? Si Sabra-Chatila a fait 500 morts (rapport israélien Kabane), le Chouf et ses alentours ont vu périr de fin août 1983 à octobre 1983 de mille à deux mille Libanais chrétiens civils, selon les chiffres de Caritas, de l'Office catholique de Beyrouth et de divers patriarchats du Liban. Et 120 000 chrétiens ont quitté le Chouf pour y éviter le pire.

Cela vous étonnera peut-être, mais je suis musulman.

R. ABDEL WARAS, étudiant en histoire.

Minorités au pouvoir

L'article de Lucien George sur la « déprime » des Libanais chrétiens (*Le Monde* daté 8-9 janvier) correspond, hélas ! à la vérité. Une fois de plus. Cependant le fait que les chrétiens au Liban soient devenus une minorité est invoqué pour les inviter à s'effacer politiquement devant les musulmans. Je n'ai jamais entendu personne demander que la minorité alaouite de Syrie (10 % de la population) cède le pouvoir aux chrétiens syriens (12 %) et aux sunnites syriens (70 %) : que la minorité arabe sunnite (20 %) d'Irak cède aux

chittes (55 %), que la minorité bédouine de Jordanie (40 %) cède aux Palestiniens (60 %) : on pourrait multiplier les exemples à travers le monde arabe, sans oublier les minuscules castes militaires qui, ici et là, accaparent le pouvoir pris à l'immense majorité du peuple.

Minoriété ou pas, les chrétiens libanais, contrairement aux exemples cités, n'ont jamais établi de dictature ou de police secrète rendant la vie impossible, ni fermé les frontières, ni interdit quoi que ce soit, ni empêché les musulmans de détenir les postes de premier ministre et de président de la Chambre.

Doit-on supprimer le Liban, créé par cette « minorité » chrétienne, parce qu'elle en a fait le seul pays non dictatorial du monde arabe ?

GUY BOCQUILLON (Marseille).

Le Liban et Alfred Jarry

Au Liban, il y a des chiites, des druzes, des maronites, mais où sont donc les Libanais ?

Quand on se réclame d'une confession au lieu de se réclamer d'une culture, il n'y a pas de vraie nation.

Je ne me réclame pas de Pie XII ni de Jean-Paul II : je me réclame de Montaigne, de Voltaire, de Sartre et de Camus, bien que je sois baptisé.

Pour parodier le père Ubu : s'il n'y avait pas de Liban, il n'y aurait pas de Libanais.

ROLAND HOFER-BURY, (Montpellier).

MAITRISE de L'ENERGIE

Dans « Le Monde » daté 22-23 janvier

AU SOMMAIRE DU NUMERO 8

- Le FSPT pour accroître la compétitivité des entreprises
- Des thermiciens chez les agriculteurs
- Brésil : énergie et développement local
- Les humeurs de Claude-Marie Vadrot

Lettre mensuelle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69072 F
Tél. : 248-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	ABONNEMENTS			
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 9 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F. CFA ; Danemark, 8,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 378 F. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 nok. ; Pays-Bas, 125 f. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 340 F. CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Soudan, 1,50 L. ; Yougoslavie, 182 mt.	341 F.	605 F.	859 F.	1080 F.
	TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VUE NORMALE			
	661 F.	1 245 F.	1 819 F.	2 368 F.
	ÉTRANGER (par mandat)			
	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
	381 F.	685 F.	979 F.	1 240 F.
	IL - SUISSE, TUNISIE			
	454 F.	830 F.	1 197 F.	1 538 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : défiler les précédents (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimé : de l'Imprimerie de l'Édition du Monde, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris
Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

محكمة القضاء

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Argentine

ANCIEN CHEF DE LA POLICE

Le général Camps a été arrêté

De notre correspondant

Buenos Aires. — Le tortionnaire de M. Jacobo Timerman (1), celui qui s'était vanté devant un journaliste de l'hebdomadaire espagnol *Tempo* d'avoir ordonné l'écoulement et l'exécution de cinq mille « subversifs », celui qui avait caché dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Stern* ses sympathies pour le nazisme et qui affirmait récemment à la télévision avoir « la conscience tranquille », l'ancien chef de la police de la province de Buenos Aires, le général Ramon Camps, ne pourra plus se livrer à ses habituelles provocations. M. Raul Alfonsín, en sa qualité de commandant en chef des forces armées, a fait procéder à son arrestation. Le général Camps sera traduit devant le Conseil suprême des forces armées.

Selon le décret signé le jeudi 19 janvier par le président de la nation, « le général Camps a reconnu sa participation directe dans le rapt et l'assassinat de milliers de personnes, ainsi que dans l'enlèvement de mineurs. Il s'est en outre livré à l'apologie de la torture... Les faits dont le général Camps s'est attribué la responsabilité sont attestés par la découverte dans la province de Buenos Aires de nombreux cadavres non identifiés et par les multiples dénonciations d'enlèvements et de disparitions de personnes. »

Le général Camps entre donc dans la même catégorie que les neuf anciens commandants en chef, c'est-à-dire qu'il a, en principe, aucune circonstance atténuante. S'il est démis, alors que les membres des trois premières juntas sont toujours en liberté, c'est, selon le décret présidentiel, parce qu'il a « quité à plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, le territoire national et qu'il a encouragé les militaires à l'oppression publique ». L'opinion publique n'aurait pas accepté qu'il pût se soustraire à la justice.

La détention du général Camps a été favorablement accueillie par les organisations de défense des droits de l'homme qui commencent à

douter de la détermination de M. Raul Alfonsín. L'une des responsables de l'Association des mères de la place de Mai, M^{me} Nora Corina, nous a déclaré : « Il s'agit d'une décision très importante. Le président s'est rendu compte qu'il n'était pas possible de laisser en liberté des assassins notoires. » Elle regrette cependant « que le général Camps n'ait pas été démis de sa fonction ordinaire » et ajoute que les mères demandent « la peine maximale », c'est-à-dire, la prison à perpétuité.

La tâche de M. Alfonsín n'est pas facile. Il est en effet pris entre les militaires, qui sont de plus en plus irrités par les manifestations hostiles de la foule chaque fois que des officiers vont déposer, et ceux qui réclament l'action immédiate de la justice sans s'embarrasser des distinctions établies par le président entre les différents niveaux de responsabilité. Pour couronner le tout, les groupes d'extrême droite et d'extrême gauche profitent de la situation pour semer le désordre.

Dans un discours énergique prononcé mercredi à l'occasion du premier anniversaire de la mort de M. Arturo Illia, le président a lancé un double avertissement. « Ceux qui agissent les citoyens qui vont déposer, agissent-ils au nom de la justice ? C'est un mensonge. Agissent-ils au nom de la démocratie ? C'est faux. Ce qu'ils veulent, ce sont les tribunaux populaires, le poteau d'exécution, pas l'état de droit. » Il a d'autre part averti les militaires à la retraite qu'ils ne pourraient pas faire d'importants déplacements à caractère politique. « Les limites », a précisé M. Alfonsín, seront celles que fixe le code pénal. En arrêtant l'« inouchable » général Camps, le président a sans aucun doute voulu faire un exemple.

JACQUES DESPRÉS.

(1) Ancien directeur du quotidien *la Opinion*.

Bolivie

M. Siles Zuazo est contraint par l'opposition à former un nouveau gouvernement

La Paz, (AFP). — Le président bolivien M. Hernán Siles Zuazo a formé le jeudi 19 janvier un nouveau gouvernement, le quatrième en quinze mois. Celui-ci comprend huit ministres du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR), parti du chef de l'Etat, deux du Parti communiste bolivien (PCB, pro-soviétique), trois du Parti démocrate-chrétien (PDC), trois indépendants et un militaire. Un poste n'a pas encore été pourvu.

Voici les principaux titulaires : Affaires étrangères : M. José Ortiz Mercado (indépendant) ; Défense : M. Manuel Cardenas (MNR) ; Finances : M. Fernando Baptista (MNR) ; Intérieur : M. Federico Alvarez Plata (MNR) ; Planification : M. Roberto Jordán (indépendant) ; Aéronautique : général Antonio Arnez.

Education : M. Alcides Alvarado (MNR) ; Industrie : M. Oscar Bonifaz (PDC). Le cabinet a été formé trois jours après la décision du Sénat (où l'opposition est majoritaire) de suspendre ses relations avec le pouvoir exécutif tant qu'une nouvelle équipe ministérielle ne serait pas nommée. En décembre, le Sénat avait été à l'origine de la démission collective du gouvernement de gauche du président Siles Zuazo.

Toutefois le chef de l'Etat bolivien a décidé de reconduire dans leurs fonctions treize des dix-huit ministres « censurés » par le Sénat, dont ceux des affaires étrangères, de la défense, des finances, de l'intérieur et de la planification. Il a affirmé à cette occasion que la Chambre Haute avait outrepassé ses droits en lui demandant de remanier l'équipe ministérielle, dans la mesure où le régime bolivien est présidentiel.

El Salvador

Plusieurs officiers liés aux « escadrons de la mort » ont été arrêtés ou mutés

San-Salvador (AFP). — L'armée salvadorienne a annoncé, le jeudi 19 janvier, que la détention du capitaine Eduardo Avila, prolongée à l'issue des arrestations de trente jours qui lui avaient été infligées, obéit à de stricts problèmes de discipline et n'a rien à voir avec l'activité des « escadrons de la mort ».

En fait, cette arrestation était apparue comme un premier geste du gouvernement salvadorien à la suite des pressions exercées par les Etats-Unis pour mettre fin à l'activité des « escadrons de la mort ».

Selon des informations diffusées dans les milieux proches de l'ambassade américaine, le militaire était soupçonné d'être l'un des auteurs de l'assassinat du 1^{er} janvier 1981, du président de l'Institut salvadorien de transformation agricole, M. Rodolfo Viera, et de deux conseillers agricoles américains, MM. Michael Hammer et Mark David Perlman.

Son arrestation et sa détention ont provoqué de très vives réactions dans les milieux d'extrême droite qui ont réclamé la démission des principaux chefs des forces armées et accusé le gouvernement de céder « aux pressions inadmissibles » des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Salvador. Au cours des deux semaines qui ont suivi l'arrestation du capitaine Avila, plusieurs autres militaires, dénoncés par les organisations humanitaires comme membres des « escadrons de la mort », ont été mutés à l'étranger. Le commandant José Ricardo Pozo, chef des services secrets de la police des finances — un des corps de sécurité les plus répressifs — a été nommé attaché militaire au Paraguay et le colonel Aristides Alfonso Marquez, chef des services secrets de la police nationale, a pris la même fonction « dans un pays sud-américain ». Une dizaine d'autres officiers auraient connu un destin similaire, mais aucune confirmation officielle n'a été donnée à ce sujet.

PROCHE-ORIENT

La conférence islamique met fin au boycottage de l'Egypte

(Suite de la première page.)

Une délégation, composée de trois membres et du secrétaire général, M. Habib Chairy, se rendra au Caire pour recueillir son adhésion. Elle présentera un rapport au bureau du sommet, « qui, à la lumière des résultats positifs (...), invitent l'Egypte à réintégrer son statut de membre ».

Prise au pied de la lettre, cette décision devrait exclure, dans la pratique, le retour au bercail islamique de l'Egypte. Il est impossible, en effet, que cette dernière puisse mettre en œuvre les résolutions de l'OIC, lesquelles appellent, entre autres, à la lutte contre les accords de Camp David et à la résistance contre « la politique expansionniste colonialiste et raciste » d'Israël (texte adopté au sommet de Taïef, en janvier 1981). A moins, bien entendu, que le président Moubarak ne se résigne à violer le traité de paix conclu avec Jérusalem et qui exclut expressément toute activité ou propagande belliqueuse de l'un des deux signataires contre l'autre.

Devant une telle analyse, certains délégués à la conférence, et non les moins, répondent avec un sourire entendu qu'il y a des accommodements possibles, même avec le Bon Dieu. Et de faire remarquer que l'Organisation islamique est « peuple d'Etats et non peuple de religions », cordialement diplomatiques avec l'Etat d'Israël.

Arafat

se moque de nous !

Mieux, M. Yasser Arafat s'explique longuement à ses pairs établis que l'Egypte n'a jamais été exclue de l'OIC et que c'est elle qui, en réalité, boycotte les réunions de l'orga-

nisation. La thèse du président de l'OIP est d'une clarté limpide : il a fait remarquer, d'ailleurs à juste titre, que la décision de sanctionner le gouvernement du Caire a été prise par les ministres des affaires étrangères des pays membres lors d'une réunion tenue à Fès en 1979, mais qu'elle n'avait pas été formellement entérinée par le sommet de Taïef. Donc, concluait triomphalement M. Arafat, l'Egypte était en droit de reprendre sa place inconditionnellement au sein de l'OIC, d'autant plus que le Caire n'avait pas été formellement exclu de la séance en guise de protestation. Trois autres délégations ont déposé un bulletin blanc, tandis que trente-deux ont voté en faveur du texte qui a été ainsi adopté à la majorité des voix.

L'OIP a voté « blanc », nous a confié, sans autre explication, M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, et il ajoutait en riant : « Cela est conforme à notre tradition de répondre toujours par la non-réponse (mot composé en arabe, équivalent au « oui-non » à la normande). Le ministre libyen des affaires étrangères est cependant persuadé que la centrale des fedayins a mêlé son bulletin à ceux qui se sont prononcés en faveur de la résolution. J'en veux pour preuve, ajoutait-il, que c'est M. Yasser Arafat qui a exigé, et obtenu, que le scrutin soit secret. » Quoi qu'il en soit, certains membres de la délégation palestinienne ne cachent pas leur satisfaction, sans être en mesure, comme beaucoup d'autres, de déterminer sur quoi pouvait bien déboucher, dans la pratique, la résolution adoptée. Pour eux l'essentiel est que les « ennemis » de l'OIP, en particulier le Liban et la Syrie, aient été mis en minorité.

Le « oui-non » de l'OIP

« C'est M. Yasser Arafat qui est le maître d'œuvre de cette ridicule mise en scène, nous déclarait peu après M. Obeidi, le chef de la diplomatie libyenne. Il s'est engagé auprès du président Moubarak, lors de sa récente visite au Caire, à tout entreprendre pour réintégrer l'Egypte, non seulement dans l'OIC, mais aussi au sein de la Ligue arabe. Présentant la tragédie qui se préparait dans les coulisses,

le colonel Kadhafi a eu raison de boycotter les assises de ce sommet ».

M. Obeidi a tenu à préciser que, contrairement aux informations diffusées par certaines agences de presse, sa délégation ne s'était pas retirée, en guise de protestation, de la conférence. La Libye, en compagnie de la Syrie, de l'Algérie, du Liban, de la Tunisie et de la Haute-Volta — a-t-il précisé — n'a pas pris part au vote sur la résolution concernant l'Egypte. Seule la République démocratique du Yémen du Sud s'est retirée de la séance en guise de protestation. Trois autres délégations ont déposé un bulletin blanc, tandis que trente-deux ont voté en faveur du texte qui a été ainsi adopté à la majorité des voix.

M. Farouk Kaddoumi estime, pour sa part, que l'Egypte devrait maintenant « faire un effort supplémentaire pour obtenir sa réhabilitation » auprès de la Ligue arabe, qui tiendra une réunion au sommet le 31 mars prochain. « Il nous faut un geste significatif », nous déclarait le fidèle compagnon de M. Yasser Arafat avant d'ajouter : « Le président Moubarak pourrait par exemple inviter l'ambassadeur d'Israël au Caire à prendre un congé prolongé... » Selon M. Kaddoumi, les autres résolutions adoptées à l'issue du sommet de Casablanca « ne comportent aucune surprise ».

Les réserves

des alliés de Moscou

La conférence a fait sien d'abord le plan de Fès que les chefs d'Etat arabes et l'OIP proposent comme base de règlement au conflit israélo-arabe. Elle a consacré tout autant l'alliance stratégique conclue entre Israël et Washington que l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, tout en exigeant le retrait immédiat et inconditionnel des « troupes étrangères » de ce pays. L'OIP, la Syrie, la Libye et le Yémen du Sud notamment, ont émis des « réserves » sur ce texte, parce qu'il mentionnait nommément l'Union soviétique, jugée par eux comme étant « la fidèle alliée des mouvements de libération nationale ». La conférence s'est donc, d'autre part, de lancer un appel à l'Irak et à l'Iraq pour les inviter à mettre un terme à leur « guerre fratricide ».

En revanche, le sommet s'est abstenu de s'engager dans les conflits du Sahara occidental, du Liban et du Tchad. Les affrontements dans ce dernier pays ont été qualifiés de « guerre civile » ne relevant pas de la compétence de l'OIC. L'organisation islamique a renoncé à débattre du Liban sur la demande expresse de son premier ministre, M. Wazzan, qui a assuré ses pairs que les négociations en vue d'une réconciliation nationale étaient « en bonne voie ». Il a peut-être voulu éviter que la question du retrait de la Force multinationale ne soit mise sur le tapis, comme le souhaitent la Libye et la Syrie. Le sommet a cependant émis le vœu que le Liban obtienne le départ « des forces étrangères jugées indésirables » par le gouvernement beyrouth. Quant à la question du Sahara occidental, ni le maroc ni l'Algérie n'ont demandé qu'elle soit mise à l'ordre du jour.

En attendant que les divers textes adoptés soient rendus publics, la plupart des observateurs jugent que les résultats du quatrième sommet islamique sont bien maigres. A moins, bien entendu, que la résolution concernant l'Egypte ne conduise, à terme, à sa réintégration dans l'OIC.

ÉRIC ROULEAU.

UNE ENQUÊTE DE « JEUNE AFRIQUE »

Comment Téhéran organise et Damas facilite les actions des commandos-suicides

Sous le titre « J'ai rencontré les hommes-suicide », l'hebdomadaire *Jeune Afrique* publie, dans son numéro en date du 25 janvier, une enquête sur les « amoureux du martyre » menée par son collaborateur Mohamed Selhami à Téhéran, Qom, Ahvaz, Damas et Basle. « Ils sont regroupés, écrit-il, dans quatre mouvements : Amal, Addoua, Al-Amal et Moujahidin, dont le guide suprême est l'ayatollah Khomeiny. Pour certaines opérations, leurs commandos prennent l'appellation de Jihad al-Islam. A l'exception d'Amal, qui a un statut particulier, ils dépendent, en dessous de l'imam, du Conseil suprême de la révolution islamique irakienne, créé en 1961 à Téhéran et présidé par l'ayatollah Moïse Moïse Bakr al-Hakim, citoyen irakien ».

L'objectif déclaré du Conseil est d'instaurer un régime de type khoméniste à Bagdad mais ses ambitions sont en fait beaucoup plus vastes, prédisent nos confrères. L'Organisation Amal, qui recrute surtout des chiites libanais et dont le chef est à Basle, est dirigée par Hussein Moussawi, ancien instituteur et « inconditionnel de la révolution iranienne ». (Le Monde du 2 novembre 1983). Elle ne doit pas être confondue avec le Mouvement Amal de M. Nabih Berri, dont elle a fait scission en juin 1982.

Selon l'auteur de l'enquête, « toute la logistique d'Amal est fournie par Damas : armes, argent, plans des objectifs, encadrement ». Les camps d'entraînement dans la Bekaa sont dirigés par des officiers syriens appartenant aux services de Rifaat el-Assad, frère du chef de l'Etat. Les instructeurs sont aussi en majorité syriens, mais il y a aussi des étrangers — Yéménites, Pakistans, Libyens, Européens, Américains — recrutés par Damas. Les Iraniens enseignent la religion, aspect important de la formation d'un homme-suicide ».

Mohamed Selhami signale également d'autres « protégés » des Syriens et des Iraniens : les opposants islamiques irakiens qui mènent des opérations contre leur pays à partir du camp Assayda-Zaimah, à une dizaine de kilomètres de Damas, où ils n'ont pas le droit de circuler, le président Assad craignant la « contagion » pour les Frères musulmans syriens.

« Les représentants d'Addoua, d'Al-Amal et des Moujahidin en Syrie et coordinateurs des opérations des trois organisations sont l'Iranien Assayed Sadek Moussaoui et l'Irakien Assayed Dahkani, qui a aussi la haute main sur le millier de gardiens de la révolution basés dans la Bekaa libanaise. Tous deux opèrent sous les ordres du représentant de l'imam Khomeiny à Damas, Assayed Ahmed al-Fihri, et du responsable pour le Proche-Orient du Hizb Allah (le parti de Dieu), Achekh Sobhi. La coordination avec Téhéran se fait par l'inter-

médiaire de l'ambassadeur d'Iran en Syrie, Assayed Mohtahimi. Quant au recrutement, il est confié à un Irakien, Assayed Amour Houleou », écrit notre confrère.

L'« école de la mort » de Téhéran

Il souligne que « les cerveaux se trouvent à Téhéran », où il a rencontré deux d'entre eux, l'Iranien Mohamed Taki al-Moudarissi, trente-huit ans, né à Kerbala, qui dirige Al-Amal al-Islami, organisation spécialisée dans les « actions-suicide ». C'est lui qui avait mené de faire sauter la Maison Blanche. « Je peux, a-t-il déclaré, en une semaine, rassembler cinq cents fidèles prêts à se lancer dans des opérations-suicide. Aucune frontière ne les arrêtera », tandis que l'assistance formée d'adolescents en treillis et armés de kalachnikov répond : « Allah Akbar ». « Dieu est le plus grand ».

L'« école de la mort » compte à son actif une dizaine d'attentats à Bagdad, dont les deux derniers, le 27 novembre 1983, ont détruit la direction des services de renseignements et un immeuble administratif. Ce mouvement avait été fondé en juillet 1979 par l'ayatollah Chirazi. Il en a perdu la direction en 1981 au profit de Moudarissi, docteur en droit islamique. « A l'instar des autres mouvements islamiques, Al-Amal est multinational. On y rencontre des Irakiens, des Iraniens, des Bahreïn, des égyptiens, des Maghrébins et même des Malgaches, des Nigériens, des Zaïrois, des Sud-Africains, dont la plupart sont venus en Iran au lendemain de la révolution ». Le Tunisien Mounir, arrivé à Qom en juillet 1982, précise à Selhami qu'Amal compte cinq Marocains, un Algérien et trois autres Tunisiens.

Une quinzaine de Français

Le mouvement Addoua recrute parmi les déracinés et les prisonniers de la guerre opposant l'Irak à l'Iraq et choisit plus particulièrement « des jeunes de dix à vingt-cinq ans », selon Assayed Mahmoud al-Hachemi, membre de son conseil supérieur. Quant au mouvement des Moujahidin, né en 1980 avec la bénédiction de Téhéran, il fait parler de lui dès le mois de décembre 1981 en détruisant à Bagdad l'Agence irakienne de presse, un immeuble administratif et des dépôts de munitions de l'armée. Il est dirigé par le frère cadet de l'ayatollah Moïse Moïse Bakr al-Hakim, Aziz, secondé par Abou Ahmad al-Hadadi, chef des opérations, et le jeune Saghir, mathématicien et idéologue du mouvement. Celui-ci compte dans ses rangs une quinzaine de Français convertis à l'islam, et qui vivent depuis deux ans à Qom. L'un d'eux a déclaré au journaliste : « L'Occident a engagé une nouvelle croisade contre l'islam. Notre ré-


ponse sera : « Et il pour ait, dent pour dent. » Tant pis pour la France. Elle a choisi son camp. Aziz al-Hakim confie que son objectif est de déstabiliser les régimes arabes du Golfe, tandis que Saghir précise : « Nous travaillons en coordination avec tous les mouvements islamiques, partout dans le monde. » Hassan Radi, chef du Mouvement islamique de Bahreïn, présent à l'entretien, déclare à propos des attentats du Koweït : « Ils ont été organisés au nom de l'islam ».

En conclusion, Selhami décrit un camp d'entraînement de la région d'Ahvaz, qui en existe aussi à Tabriz, Qom et Isfahan : « Les recrues, tous mouvements confondus, y passent trois mois pendant lesquels elles reçoivent une instruction militaire doublée d'un enseignement religieux. Puis elles réintègrent leurs organisations respectives ».

EN LIBRAIRIE autrement

N° 56 - JANVIER 84 - 65 F

17 MILLIONS D'ANIMAUX FAMILIERS... OU LA NOUVELLE FAMILLE FRANÇAISE



ANIMAL MON AMOUR !

PROCHE-ORIENT

Israël

Le maire de Jérusalem s'élève contre la passivité des autorités à l'égard du « terrorisme juif »

Jérusalem. — « **Terrorisme juif** » : depuis quelques semaines, cette expression est passée en Israël dans le langage courant. La classe politique et la presse remplissent à propos d'une série de mystérieux attentats à la bombe perpétrés contre

Liban

● **Journée de deuil à la mémoire de Malcolm Kerr**. — Tous les écoles et les universités de Beyrouth ont observé, jeudi 19 janvier, une journée de deuil à la mémoire de Malcolm Kerr, président de l'Université américaine, assassiné par un commando se réclamant du groupe Jihad islamique. Ce meurtre a suscité une vive inquiétude parmi les résidents étrangers au Liban. Depuis le début de 1984, c'est la cinquième tentative contre des diplomates en poste ou des civils étrangers dans la capitale libanaise. Les ambassades des États-Unis et de France indiquent n'avoir pris aucune décision pour évacuer leurs citoyens. Des conseils de prudence, indiquent-on dans les deux représentations diplomatiques, ont cependant été donnés pour prévenir autant que possible les attentats.

De source officielle, on indique que le procureur général militaire, M. Fawzi Dagher, a établi un portrait-robot des deux agresseurs du président de l'Université américaine de Beyrouth.

● **Mort du chauffeur du consulat de France à Beyrouth**. — M. Raymond Vauthier, chauffeur du consulat de France à Beyrouth, est mort jeudi matin 19 janvier des suites de ses blessures. M. Vauthier avait été atteint à la tête d'une balle tirée par un inconnu le 3 janvier dernier à Beyrouth, alors qu'il se trouvait devant le domicile du consul général de France. — (A.F.P.)

De notre correspondant des institutions religieuses chrétiennes et musulmanes dans la région de Jérusalem (le Monde du 27 décembre 1983).

Depuis la mi-décembre, on a dénombré quinze attaques de ce genre. Elles n'ont fait, par chance, jusqu'à présent, que deux blessés : un muzein et une religieuse. Le plus récent a pris pour cible, il y a quelques jours, un couvent russe orthodoxe : une femme en est sortie indemne par miracle. Dans certains cas, les grenades, vraisemblablement volées à l'armée, ont pu être désamorçées à temps. Un même groupe, qui s'est baptisé TNT (Terreur contre, terreur), a revendiqué toutes ces attaques. Plusieurs établissements chrétiens ont, en outre, reçu des menaces par téléphone.

L'armée, la police et les services de sécurité ont chargé trois équipes d'enquêter sur ces affaires. Leurs recherches n'ont, à ce jour, rien donné. A l'origine, les autorités avaient soupçonné soit des musulmans fondamentalistes, soit des juifs religieux extrémistes. On n'évoque plus guère, ces derniers temps, que la seconde hypothèse.

Les premières attaques ont lieu peu après l'attentat contre un autobus, revendiqué par l'O.L.P., qui, début décembre, fit six morts à Jérusalem. Le groupe TNT les présente comme des actes de représailles, ce qui est d'ailleurs conforme à son sigle. Mais on ne voit pas en quoi de paisibles religieuses pourraient être tenues pour responsables de la mort de six innocents.

Certains Israéliens s'étonnent avant tout de l'impuissance des enquêteurs dans un pays dont la police passe, à juste titre, pour l'une des plus efficaces du monde. Est-ce, comme le suggère la presse, parce

que les services de sécurité ont, depuis l'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977, concentré leur attention sur les adversaires déclarés de l'État d'Israël et négligé les activités des extrémistes de droite ? Ceux-ci sont, en tout cas, soupçonnés, depuis 1980, de trois crimes restés impunis : la tentative d'assassinat contre trois maires arabes de Cisjordanie, le meurtre du militant pacifiste Emil Grunzweig et celui, en juillet dernier, de trois étudiants du collège islamique d'Hébron.

Existe-t-il une organisation juive clandestine ayant choisi de recourir à la violence ? Le ministre de la justice, M. Nissim, estime que la question est sans fondement. Le premier ministre, M. Shamir, plus prudent, refuse de « se prononcer clairement ». Tous les actes de violence ne semblent pas obéir aux mêmes motifs. Ceux commis en Cisjordanie, et souvent attribués à des groupes de colons très organisés, relèvent d'un courant ultranationaliste. Ceux perpétrés à Jérusalem expriment plutôt un fanatisme religieux.

Le maire de la Ville sainte, M. Teddy Kollek, s'est vivement élevé contre la passivité du pouvoir. « Tout le monde au gouvernement, s'il dit, ne semble pas prendre ces choses au sérieux. » Si les cibles de la violence étaient juives, commentait pour sa part *Al Hamishmar*, journal de la gauche travailliste, tous les ministres auraient déjà condamné les violences en hurlant. Selon deux sondages conduits par le *Jerusalem Post* auprès d'Israéliens n'habitant pas les territoires occupés, 74 % des personnes interrogées souhaitent que la police recherche avec autant de zèle tous les terroristes qu'ils soient. Mais 19 % déclarent soutenir l'action du groupe TNT.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

AFRIQUE

Maroc

VIOLENTES MANIFESTATIONS A NADOR CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE

Des affrontements se sont produits, jeudi 19 janvier, entre policiers et manifestants à Nador, dans le nord-est du Maroc, annonce l'agence Reuters, à partir de Madrid, sur la foi d'informations recueillies auprès du consulat d'Espagne, dans cette ville et par des journalistes espagnols basés dans l'enclave voisine de Melilla.

L'agitation a été déclenchée par des étudiants à propos d'une affaire de droits d'inscription, mais très vite leurs rangs ont été grossis par des habitants de Nador, mécontents de la cherté de la vie. Des barricades ont été érigées dans les rues, des magasins pillés et des voitures renversées. Selon les témoins, il y aurait eu de nombreux blessés à la suite de l'intervention de la police, qui aurait ouvert le feu. Le calme est revenu dans la soirée.

Des troubles analogues avaient éclaté quelques jours plus tôt dans la ville d'El-Hoceima, qui se trouve également sur la côte méditerranéenne. Il en aurait été de même à l'intérieur du pays, notamment à Marrakech, Meknes, Safi et Oujda. Toutefois, le ministre de l'Intérieur marocain a démenti ces dernières manifestations, ne faisant état que de grèves scolaires limitées le 5 janvier. (le Monde des 17 et 20 janvier.)

Enfin, l'agence Reuters annonce de Rabat que des policiers et des militaires en armes ont pris position autour des lycées de la capitale à la suite de la vague d'agitation scolaire qui a affecté plusieurs villes. En outre, des groupes de jeunes gens ont lapidé jeudi des voitures dans les rues de Rabat.

Sénégal

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PARTI SOCIALISTE

Le président Abdou Diouf entend rénover et démocratiser la formation gouvernementale

De notre correspondant

Dakar. — Treize mois seulement après avoir tenu ses assises ordinaires, que ses statuts ne prévoient que tous les quatre ans, et moins d'un an après avoir remporté une écrasante victoire électorale, en recueillant 80 % des suffrages aux élections législatives de février 1983, la formation gouvernementale sénégalaise, le Parti socialiste, tiendra ce week-end, à l'initiative de son secrétaire général, le président Abdou Diouf, un congrès extraordinaire pour entreprendre une rénovation en profondeur.

Les résultats des élections du 2 février 1983 n'avaient en fait satisfait personne. Les partis d'opposition, qui n'ont obtenu que neuf sièges de député sur cent vingt (alors que, tous ensemble, ils avaient recueilli 20 % des suffrages), affirment avoir été victimes d'une réforme préalable du code électoral destinée à minimiser leur audience, ainsi que de fraudes le jour du scrutin.

Tout en annonçant le « changement » de son accession à la tête de l'État, M. Diouf, pendant les deux ans où il a achevé le mandat de son prédécesseur, M. Senghor, a, dans un esprit de continuité, laissé en place, tant au gouvernement qu'à la tête du Parti socialiste, le personnel politique hérité de son prédécesseur. Les « barons » de l'ère précédente ont profité de ce répit pour « légitimer » leurs positions, au lieu d'admettre de nouveaux éléments.

Il en résulte deux graves inconvénients pour M. Diouf : d'une part, le Parti socialiste se révèle être, de plus en plus, un mauvais relais politique gouvernemental auprès des masses ; d'autre part, il bloque par ses pesanteurs toute tentative d'ouverture en direction de l'opposition.

Dans son rapport d'ouverture, M. Diouf va donc proposer aux congressistes de modifier fondamentalement les règles de désignation des responsables du parti à tous les niveaux, et tout d'abord à la base, afin d'extirper de celui-ci, aussi complètement que possible, les mœurs et les pratiques « clientélistes » dont il a toujours souffert et démocratiser sa formation.

Pour mener à bien cette tâche et réussir cet « Epinay à la sénégalaise », M. Diouf compte notamment

sur le soutien du Parti socialiste français, dont plusieurs émissaires, en particulier son secrétaire aux questions internationales, M. Jacques Hantzinger, sont venus à Dakar, en mission exploratoire. M. Lionel Jospin est attendu ici en février à la tête d'une importante délégation.

PIERRE BARNIER.

Nigéria

LE NOUVEAU POUVOIR AUTORISE LA DÉTENTION PENDANT TROIS MOIS SANS PROCÈS

Lagos (AP, Reuters, UPI). — Le Conseil militaire suprême a publié, jeudi 19 janvier, deux décrets. Le premier autorise la détention pendant trois mois, sans procès, de toute personne suspectée de sabotage économique et d'atteinte à la sécurité de l'État. Le second donne pouvoir au Conseil de suspendre la Constitution de 1979 suspendue lors du coup d'État du 31 décembre dernier.

Selon le brigadier Tunde Idiagbon, membre du Conseil militaire suprême, quatre cent soixante-deux responsables de l'ancien pouvoir ont été arrêtés. Deux cents d'entre eux ont été relâchés. Parmi les personnes encore détenues, soixante et onze se trouvent dans la prison de haute sécurité de Kirikiri, dont quatre-vingt gouverneurs d'État. Le brigadier Idiagbon a indiqué que les perquisitions effectuées au domicile de dignitaires de l'ancien régime avaient permis de récupérer d'importantes sommes d'argent.

Parmi les ministres de l'ancien régime qui sont actuellement détenus figurent M.M. Yayaya Dikko, conseiller pour les affaires pétrolières, Victor Maza, ministre des finances, Adams Oron, ministre de l'Agriculture, et Baba Ahmed, ministre des sports.

Le nouveau chef du Nigéria, M. Mohamed Buhari, a reçu, jeudi, la première visite d'un chef d'État étranger depuis son coup de force, le président du Soudan, M. Nemeiry.

APPRIVOISEZ L'INFORMATIQUE.



BASIC PLUS

ENCYCLOPÉDIE D'INITIATION A L'INFORMATIQUE ET AUX ORDINATEURS

Le langage, c'est la communication. Connaître l'informatique demain, c'est savoir lire et écrire aujourd'hui. Basic Plus est une encyclopédie pratique, adaptée à l'usage de chacun. Simple et imagée, Basic Plus explique comment se servir de l'ordinateur, choisir son équipement, concevoir et écrire ses programmes. Activités professionnelles, études, jeux, vie quotidienne, l'informatique est la langue vivante de demain. Alors dès aujourd'hui, lisez Basic Plus et apprivoisez votre ordinateur.

Le 20 janvier chez tous les marchands de journaux les 2 premiers numéros pour le prix d'un seul : 12 FF - 80 FB

PLUS DE 100 GAGNANTS

GAGNEZ AUX GRANDS CONCOURS BASIC PLUS

AVEC THOMSON VOTRE ORDINATEUR DOMESTIQUE
AVEC BULL DES VOYAGES EN CALIFORNIE POUR LES 15-18 ANS.

FRANCE PAYS ARABES

Au sommaire du n° 115 en vente actuellement

- Des précisions sur l'échange des prisonniers israéliens et palestiniens.
- France-Algérie : 20 ans après.
- Le Golfe arabe à l'heure de la confrontation (1^{re} partie).
- Dix années d'activités de l'Association parlementaire de coopération euro-arabe.

Les rubriques habituelles politiques, culturelles, économiques en supplément :

Le Guide Franco-Arabe 1984

Distribution N.M.F.P. - France, Maghreb, Liban.
14, rue Alger, 75007 Paris - Tél. : (1) 555.27.52
36, rue Trévise, 69006 Lyon - Tél. : (7) 537.18.53

Le prochain numéro de la revue « France - Pays Arabes », paraîtra le 15 février, avec notamment :

- Dossier France Jérusalem (Al Godeh) : « Chrétiens d'Orient. Témoignage et devoir : réflexion sur le drame libanais », par Myr Georges Chodry.
- Les relations euro-arabes et le problème palestinien en 1983, par Henri Legros.
- Seconde partie du rapportage sur le Golfe Arabe.
- Interview exclusive du premier ministre tunisien Mohamed Mzali.

Prix : 10 F

Spécimen sur demande

Vous cherchez :
un CABRIOLET SAMBA
une 205 GR, SR ou GT!
une 505 TURBO!
INJECTION!
une 604 GT!

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix - le bon service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

قناة من الامم المتحدة

DIPLOMATIE

ASIE

LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

Moscou est prêt à reprendre sa place aux négociations de Vienne sur la réduction des armes conventionnelles

L'Union soviétique est prête à revenir à Vienne pour continuer à participer aux négociations sur une réduction mutuelle et équilibrée des forces conventionnelles en Europe centrale (MBFR), a déclaré jeudi 19 janvier, M. Gromyko à Stockholm. Le ministre soviétique des affaires étrangères a fait cette déclaration... mais il avait été « doublé » la veille par la délégation tchécoslovaque sur le désarmement en Europe (CDE) - à plusieurs ministres européens des affaires étrangères qu'il a reçus à son ambassade. Il s'agit de MM. Andreotti (Italie), Geoffrey Howe (Grande-Bretagne), Van den Broek (Pays-Bas), Tindemans (Belgique), Macoschen (Canada) et Moran (Espagne). La veille M. Gromyko avait reçu, outre M. Shultz, M. Gensher (RFA) et M. Bodström (Suède).

Les négociations sur le MBFR, qui regroupent onze pays, ont débuté en 1973 et périclitent depuis, les participants n'ayant même pas

réussi à s'entendre sur le problème des effectifs des forces du pacte de Varsovie et de celles de l'OTAN. C'est le 15 décembre que l'URSS avait suspendu - mais pas rompu - les négociations qui pourraient devenir sans objet si la Conférence de Stockholm entre un jour dans sa deuxième phase dont le thème devrait être la réduction des armes conventionnelles dans toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Le retour de l'URSS à Vienne - sans doute aux alentours de la mi-mars - ne constitue donc pas à proprement parler une surprise. M. Gromyko, en revanche, a confirmé à ses interlocuteurs occidentaux ce qu'il avait déclaré mercredi à la tribune de la CDE, c'est-à-dire qu'il n'est pas question pour le Kremlin de revenir aux négociations de Genève sur les armes nucléaires (FNI) si l'OTAN ne renonce pas à l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe occidentale.

M. Gromyko, qui a toujours pris soin pendant son séjour à Stockholm de ménager les Européens (même ceux qui ont accepté l'installation sur leur sol des euro-missiles de l'OTAN), n'aurait pas échangé en revanche la possibilité d'une fusion des négociations FNI et des négociations sur les missiles intercontinentaux (START), qui ont été aussi suspendues par l'URSS au mois de décembre.

Autre petit geste, lui aussi destiné à apaiser les « malentendus » entre les États-Unis et leurs alliés : le ministre soviétique a annoncé que M. Macoschen que M. Andropov se rendait « intéressé » par une rencontre avec M. Trudeau, le premier ministre canadien, qui s'est fait l'apôtre d'un sommet des cinq puissances nucléaires pour débloquent les négociations américano-soviétiques sur le désarmement. Aucun date n'a cependant été fixée pour un voyage de M. Trudeau à Moscou.

Du côté américain, on continue à ne pas dramatiser l'attitude soviétique, tout en reconnaissant que l'entrevue Gromyko-Shultz de mercredi n'a en pratique aucun résultat concret. C'est ainsi que jeudi à Oslo, le secrétaire d'État américain a affirmé au cours d'une conférence de presse qu'il n'avait « rien de positif à déclarer » sur les négociations de Genève, mais que sa longue conversation avec M. Gromyko avait été « satisfaisante et nécessaire ». M. Gromyko avait beaucoup de choses à dire en privé avec lesquelles je n'étais pas d'accord et je le lui ai dit », a-t-il ajouté. On croit savoir, cependant, que MM. Gromyko et Shultz seraient tombés d'accord sur au moins un point : améliorer le système de communication entre les deux pays pour qu'une affaire comme celle du Boeing sud-coréen ne se reproduise plus.

J. A.

Vietnam

Ancien premier ministre de Bao Dai

M. TRAN VAN HUU EST MORT A PARIS

M. Tran Van Huu, ancien président du conseil vietnamien, est décédé le mardi 17 janvier à l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

[Né à Vinh-Long, dans le delta du Mékong, en 1896, il avait fait des études à Saigon, puis à l'école d'agriculture de Tunis, d'où il était sorti ingénieur. C'est à ce titre qu'il travailla dans les services techniques de l'agriculture de 1915 à 1929, avant d'être, jusqu'en 1946, inspecteur agricole du Crédit foncier d'Indochine. Avec la fin de la guerre et la proclamation à Hanoï de la République démocratique par Ho Chi Minh, il se lança dans la politique, devenant l'un des principaux représentants de ces autonomistes cochinchinois francophiles sur lesquels Paris compte faire pièce aux communistes.]

[Ministre des finances du gouvernement provisoire du Sud-Vietnam (décembre 1946 - octobre 1947), puis vice-président et responsable des finances et de l'économie (octobre 1947 - juin 1948), président du cabinet cochinchinois jusqu'à l'unification du Vietnam avec le retour de l'empereur Bao Dai, il sera son premier président du conseil, poste qu'il occupera de 1950 à 1952. L'arrivée au pouvoir de Ngo Dinh Diem le conduisit à quitter le pays en 1953. C'est là qu'il passa le reste de sa vie.]

[Converti au marxisme, il lance un appel à la trêve après l'assassinat de Diem en 1963, participe deux ans plus tard à la Conférence des peuples indochinois à Phnom-Penh, décline un brevet de nationalisme à l'« oncle Ho » et encourage les américains à se débarrasser du bûcher vietnamien. Lui qui avait œuvré pour empêcher la victoire du Vietnam participa aux cérémonies du vingtième anniversaire de la RDV à Paris et salua avec enthousiasme la signature des accords de Paris en 1973.]

P. de B.

Philippines

Le président immortalisé

De notre correspondant

Le secret d'Etat était bien gardé, et cela se comprend : on ne fait pas, comme cela, perdre la face à un président, surtout lorsqu'il s'appelle Marcos, prénom Ferdinand, et qu'il entend, en l'occurrence, rester vaincu.

Que l'on se rassure, il ne s'agit point ici d'une révélation dans l'affaire du meurtre du sénateur Aquino qui ferait, par exemple, apparaître une volonté présidentielle derrière une main criminelle et servile. On n'en est pas encore là. D'autant moins que la commission d'enquête a bien du mal à faire pointer les « hommes du président », présents et nombreux sur les lieux du crime.

Non, l'autre secret, bien gardé mais récemment dévoilé - non pas par un témoignage, mais par la chute d'un échafaudage ou par un simple caprice du vent, - c'est tout simplement que le dictateur philippin, soucieux de léguer de lui, monumental et de référence éternel, se faisait, si l'on peut dire, tirer le portrait dans la pierre, à l'instar de Montezuma et dans les grandes largeurs. Mais dans le plus grand secret. On n'est jamais si bien servi que par soi-même, a fortiori lorsque les sympathies populaires sont à ce point incertaines que les masques à l'effigie du président servent aujourd'hui à faire peur aux enfants.

Le site choisi pour la réalisation de cette œuvre monumentale - et peut-être colossale - est la région d'Agoo, à environ 200 kilomètres au nord de Manille. Choix opportun et symbolique : du haut de sa montagne, la grosse tête (rajeunie) du président surplombe d'un côté l'autoroute Ferdinand-Marcos et, de l'autre, le terrain de golf Ferdinand-Marcos. De ces attitudes, elle paraît contempler d'un air minéral et serin les convulsions politiques sanglantes et le naufrage financier inéluctable de la nation après vingt années de « nouvelle société », puis

de « nouvelle république » Marcos.

Celui qui se prend, très officiellement, pour le père de la nation philippine moderne (?), s'est-il ici inspiré du mémorial du mont Rushmore - où quatre grands présidents américains sont immortalisés dans la pierre par des portraits de 20 mètres de haut ? Rêve-t-il d'attirer à Agoo, comme cela est le cas au mont Rushmore, un million de visiteurs chaque année ? Imagine-t-il avoir dans la tête et dans le cœur des Philippines la place qu'ont Washington, Jefferson, Lincoln et Roosevelt dans ceux des Américains ? Enfin, une place est-elle prévue au flanc de la même montagne pour sa célèbre compagne, Imelda Romualdez Marcos, qui, elle aussi, a montré au cours de sa longue carrière politique un goût prononcé pour le somptueux et les projets petits et grands, marqués de son effigie et estampillés de son nom ?

Questions pour l'heure sans réponse : en dépit de sa face exposée, la « montagne Marcos » reste un secret - ou un embarras - d'Etat. On ignore ce que pense le contribuable philippin, saigné à blanc, de cette nouvelle manifestation du culte de la personnalité. Il a déjà vu passer tant de palais et de musées aux pertes et profits du « développement ». Et puis, qui l'informerait ? Qui lui demanderait son avis ? On se demande aussi, si l'on peut dire, la tête que font les États-Unis, les organisations financières internationales et quelques dizaines de banques étrangères qui retiennent les Philippines au bord du gouffre de la banqueroute et qui exhortent le gouvernement à faire, enfin, preuve de quelque rigueur. On se demande enfin ce qu'il adviendra de sa grosse tête de pierre le jour où le président Marcos passera vraiment à la postérité.

R.-P. PARINGAUX.

AU COURS DE SA VISITE A LISBONNE

M. Mauroy affirme que le Portugal saura cette année s'il peut entrer dans le Marché commun

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. - Dans les affaires de cœur, il suffit souvent d'un petit rien pour qu'une mauvaise querelle se termine par une amorce. On en était presque là, le jeudi 19 janvier, au soir de la première journée de M. Pierre Mauroy à Lisbonne. Il a suffi que le premier ministre se présente porteur d'un « souffle d'espoir » et exprime avec force la volonté de M. Mitterrand de voir la porte de l'Europe des Dix s'ouvrir enfin au Portugal, après sept ans d'attente, pour que son collègue, M. Mario Soares, se déclare « ravi » de ce « changement », et n'accuse plus la France d'opposer un veto à l'élargissement du Marché commun.

Chacun, en vérité, reste sur ses positions. M. Mauroy a réaffirmé que la France « souhaite une entrée rapide du Portugal » dans la CEE, mais à condition que ce pays procède aux harmonisations nécessaires dans les domaines budgétaire, fiscal et social, et que la Commission des Dix surmonte d'abord sa crise interne. M. Soares, lui, a répété que, faute de réponse positive à cette année, le Portugal cherchera « des appuis ailleurs », c'est-à-dire auprès des États-Unis. « J'attends une réponse sans équivoque dans les six mois », a-t-il dit aux journalistes français. Ou il y aura une réponse positive, ce qui signifierait la fin des négociations et la signature pendant la présidence française (1), ou nous constaterons que l'Europe n'est pas disposée à nous accueillir.

Il existe un fait nouveau qui se réduit pour l'instant à une déclaration d'intention. M. Mauroy a assuré M. Soares que M. Mitterrand était « bien décidé » à user de ses prérogatives de président en exercice du Conseil des Communautés européennes pour accélérer le processus et faire en sorte que le Portugal sache à quoi s'en tenir avant le mois de juin. « Durant sa présidence, la France veillera attentivement à ce que tous les dossiers ouverts soient discutés dans les meilleurs délais », a-t-il déclaré. Il est en effet nécessaire que les Communautés disposent d'ici quelques mois de tous les éléments d'appréciation afin d'être en mesure de donner une réponse claire à la demande d'adhésion du Portugal. La réponse sera donnée en

1984. Je crois qu'elle sera positive, mais les choses ne sont pas encore faites.

Rassurer

Le premier ministre a déjà demandé à la Commission européenne de reprendre les négociations sur les dossiers techniques, qui avaient été interrompues. En privé, M. Mauroy a confirmé à M. Soares que M. Mitterrand prendra prochainement des initiatives et lancera un appel solennel accompagné de propositions (le Monde du 19 janvier).

Selon le ministre des affaires européennes, M. Roland Dumas, qui accompagne M. Mauroy, le président de la République exposait vraisemblablement ses intentions au cours de son voyage aux Pays-Bas les 6 et 7 février : il s'agit de « régler le contentieux interne » au cours du premier trimestre et d'« assurer une relance de l'Europe » pendant le deuxième.

« Il ne saurait être question que les Européens soient convoqués aux urnes en juin prochain pour se prononcer pour ou contre la crise européenne », a ajouté M. Mauroy. Il faut qu'ils puissent voter en fonction d'une relance de la construction européenne et bien entendu, dans cette perspective, le problème de l'élargissement de la Communauté pourrait trouver sa place. Les négociations techniques entre la CEE et le Portugal ne devraient donc pas subir, selon le scénario français, le contre-coup de difficultés actuelles des Dix. Cela permettrait au Portugal de devenir effectivement le onzième membre du « club » à la date prévue, en 1986. La volonté politique manifestée par M. Mauroy a répondu à l'attente de M. Soares. « La France a enfin décidé de décider », a dit celui-ci. M. Mauroy est venu à Lisbonne surtout pour rassurer le gouvernement portugais sur les intentions françaises. Dès jeudi soir, sa mission paraissait réussie.

ALAIN ROLLAT et JOSÉ REBELO

(1) La France assure la présidence de la CEE jusqu'en 30 juin prochain.



SOLDE

ARNYS 14, rue de Sèvres 7 - Tél. 548.76.99

Inde GRÈVE GÉNÉRALE AU CACHEMIRE

New-Delhi. - (AFP). Le mot d'ordre de grève générale lancé par le premier ministre du Cachemire, M. Farouk Abdullah, était suivi, jeudi 19 janvier, de façon « calme et totale » dans l'Etat du Cachemire (nord de l'Inde), a indiqué l'agence de presse indienne PTI, citant des sources officielles. Le mouvement était destiné à appuyer les protestations du Parti de la conférence nationale (au pouvoir au Cachemire) après les attaques dont M. Abdullah avait fait l'objet dimanche à Calcutta de la part de militants du Parti du Congrès (1), formation du premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, minoritaire au Cachemire (le Monde du 17 janvier).

Selon PTI, l'activité était pratiquement au point mort dans la vallée du Cachemire et à Srinagar, la capitale, où les principaux marchés étaient déserts. Les magasins et les entreprises avaient fermé leurs portes. Les transports en commun du secteur privé et public ont également observé le mot d'ordre. Seuls les bureaux administratifs étaient ouverts. Les militants du Parti de la conférence nationale ont également manifesté, lançant des slogans condamnant les actions « injustifiées » du Parti du Congrès.

Chine PÉKIN ENVISAGE DE DOTER HONGKONG D'UN PARLEMENT

Pékin (AFP). - L'un des principaux conseillers du gouvernement chinois pour les affaires internationales, M. Huan Xiang, a déclaré cette semaine dans une interview à l'Agence France-Presse que Hongkong pourrait être doté d'un « Parlement » après le passage du territoire sous la souveraineté chinoise.

La Chine, a-t-il dit, préconise un système dans lequel « la composition du futur Parlement de Hongkong » serait représentative de trois catégories d'habitants : ceux qui sont « pro-Pékin », ceux qui sont « pro-britanniques », et ceux qui sont « neutres ».

Le diplomate chinois a rappelé les grandes positions de principe de Pékin sur l'avenir de Hongkong, soulignant en particulier que la question de la souveraineté et le fait que cette souveraineté est « inséparable de l'administration » ne peuvent faire l'objet d'« aucune marge de marchandage » dans les négociations sino-britanniques en cours, dont la prochaine phase doit s'ouvrir mercredi prochain, 25 janvier, à Pékin. M. Huan a également répété que Hongkong pourrait conserver son « système social capitaliste », pendant cinquante ans après sa récupération par la Chine et serait admistré par « les gens de Hongkong ».

FORUM RMC : LA PERSONNALITE DU JOUR

PIERRE BEREGOVOY

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE.

12h30 dimanche 22

Au Forum RMC, chaque dimanche de 12h30 à 13h30, une personnalité du monde politique s'explique avec les journalistes de la station et d'un quotidien régional, commente le journal de 13h, et répond aux auditeurs.

 **Radio Monte Carlo**

FESTIVAL

international de la FOURRURE

du vendredi 20 au 31 janvier

SOLDES

Spectaculaires!

MANTEAUX			
Lapin naturel	4450F	950F	
Guanaco mûresaux	2650F	1450F	
Patchwork Zorinos	2650F	1650F	
Pattes d'Astrakan	2450F	1650F	
Chevrette grise	3250F	2350F	
Murmel	3850F	2750F	
Astrakan pleines peaux	4850F	3450F	
Agneau Toscane	5350F	3750F	
Zorinos pleines peaux	7250F	4350F	
Regondin	8450F	4850F	
Rat d'Amérique (flanca)	9850F	5350F	
Pahmi	8650F	5350F	
VESTES			
Chat d'Asie	1650F	850F	
Chacal	2350F	1250F	
Murmel	2850F	1750F	
Agneau Toscane	3650F	2350F	
PELISSES			
Lapin mûresaux	1850F	1150F	
Lapin mûresaux.col Toscane	2650F	1350F	
Opossum	7250F	5350F	
Renard bleu	13250F	9450F	
Regondin	7250F	4350F	
Marmotte pleines peaux	7850F	5850F	
Marmotte	8450F	6150F	
Coyote	8950F	6450F	
Lapin col flanca de Marmotte	14950F	1180F	

SOLDES

Spectaculaires!

sur tous les VISIONS

le plus grand **Choix** :

- manteaux pastel,
- dark, pearl, blanc,
- saga, lunaraine,
- blackglama,
- blackdiamond, koh-i-noor.

Service après-vente • Les plus larges facilités de paiement
Garantie totale sur tous vos achats

27,29, Bd. des Capucines
Paris. Métro Opéra

magasin ouvert sans interruption tous les jours de 10h à 19h30

ASIE

Birmanie

BIEN QU'AYANT RENONCÉ À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Le général Ne Win continue d'exercer un pouvoir sans partage

Rangoun. — Pays refermé sur lui-même et qui craint plus que tout la publicité, la Birmanie a fait à plusieurs reprises, et à son corps défendant, la « une » de l'actualité au cours des derniers mois. En octobre, c'était l'attentat sanglant des Nord-Coréens contre la délégation de gouvernement de Séoul. Ce fut aussi l'enlèvement, le même mois, d'un ingénieur français et de sa femme par les séparatistes karens, qui ne les relâchèrent que le 25 novembre devant la presse internationale (*le Monde* daté 27-28 novembre).

On ne pouvait imaginer pire contre-propagande pour le régime du général Ne Win. D'autant que le pays connaît en même temps un regain d'affrontements entre insulaires séparatistes et forces de l'ordre, qui ont lancé de nouvelles offensives l'été dernier du côté de la mer, et en octobre 1982, avait conduit un commando karen au cœur de la capitale.

Tous ces événements s'accroissent alors que la Birmanie, soumise sous la férule du vieillissant général Ne Win. Même si on descend, à soixante-douze ans, à la démission de son poste de président de la République, se conservant que celui de chef du parti unique (U.U.), il continue d'être un diplomate, à décider de toute chose, grande ou petite, suivant son bon plaisir. Il est, imprévisible.

Ces débâcles successives seraient-elles un signe avant-coureur d'un déclin du régime ou simplement une coïncidence ? Les avis diffèrent.

Mais il est certain que la vague de purges qui a secoué la Birmanie après le limogeage du chef des services secrets, le général Tin Oo, en mai 1982, a affaibli le système et contribué à rendre possible l'attentat nord-coréen. Dans les services spéciaux, l'armée, l'administration, la campagne a, en effet, atteint toutes les personnes liées de près ou de loin à celui qui, on surnommait le « métronome » du régime et que le général Ne Win appelait son « fils adoptif ». Ainsi, l'officier chargé de surveiller le mouvement avant la visite du président sud-coréen ayant vu les têtes du soldat dérangées — par le commando nord-coréen — s'était-il contenté, dans son inexpérience, de les faire remettre en place par un soldat.

De sa résidence au bord du lac Inya, dans le quartier résidentiel de Rangoun, le général Ne Win continue de manipuler la vie politique du pays, tel un monarque de marionnettes. Il fait et défait les carrières des officiers, qui dominent totalement la politique et l'économie (il n'y a qu'un civil parmi les vingt-neuf membres du Conseil d'Etat). Depuis 1962, six généraux, qui se croient promus au rang de dauphin, ont tout perdu du jour au lendemain, se retrouvant parfois même en prison, de toute manière « morts politiquement ». Condamné, pour sa part, à cinq peines de prison à vie pour « corruption » — des accusations montées de toutes pièces, au dire de diplomates — le général Tin Oo n'a plus aucune chance de jouer un rôle, estime-t-on généralement.

L'humilité du président San Yu

« Il a agi trop vite, il se croyait déjà arrivé », ajoute-t-on à propos de cet officier qui démissionne dans un régime où personne n'ose parler à un étranger, où il faut une autorisation pour accepter une invitation à dîner dans une ambassade. Lui parlait-il vraiment, pendant des heures, de court-circuits ? Inconnu. Bref, il gémit. Le nouveau dauphin, le général San Yu, président de la République, n'est pas du même modèle. « C'est une grande leçon d'humilité que de travailler avec Ne Win, affirme un observateur, il faut s'être que l'ombre du maître. » Seul le général San Yu, travailleur mais sans grande personnalité, y est parvenu. Pourtant, en 1977, il avait eu l'audace d'obtenir plus de voix que le général Ne Win au congrès du parti. Un nouveau congrès fut convoqué, la moitié du comité central fut limogé, et tous les partisans du général San Yu — qui avait fait, pour sa part, amende honorable — furent écartés ou emprisonnés. « On lui a coupé les ailes », dit un Birman.

Parmi les autres personnalités du régime, seul le général Kyaw Htin, vice-premier ministre, ministre de la défense et chef d'état-major, et qui pourrait prochainement devenir chef du gouvernement, se détache du lot. On s'attend qu'à la disparition du général Ne Win une direction collective prenne sa succession, de laquelle se dégageraient progressivement un ou plusieurs hommes forts. « Mais la stabilité, la continuité, l'importeront ; il n'y aura ni révolution ni bouleversement, l'armée res-

De notre envoyé spécial

«... au pouvoir », dit-on à Rangoun. Il n'y aura sans doute pas non plus de libéralisation notable, le pays étant tellement habitué à être gouverné par les militaires qu'on ne saurait guère par qui les remplacer.

Le changement pourrait être sensible dans le domaine économique. Le général Ne Win est opposé à toute ouverture vers l'extérieur, tant que le pays se suffira à lui-même sur le plan alimentaire. Or, dans ce domaine, des progrès ont été obtenus. La culture du riz s'est développée pour atteindre 14,5 millions de tonnes, les exportations s'élevaient à un niveau record d'un million de tonnes (2). Mais les investissements étrangers privés sont toujours interdits, les joint-ventures (3) quasiment impossibles. Rangoun préfère nationaliser son pétrole, dont la production baisse, et l'exploiter par ses propres moyens, plutôt que de faire appel à l'étranger. Des nouvelles découvertes, sur terre et en mer, de gaz et de pétrole demeurent ainsi gelées. On espère beaucoup ici qu'une ouverture — timide — pourrait être tentée dans l'après-Ne Win.

L'évolution peut être également diplomatique. Comme pour son non-alignement intrinsèque, qui lui avait fait quitter, lors du sommet de La Havane en 1975, le Mouvement des non-alignés, jugé trop peu non-aligné, la Birmanie subit actuellement le contre-coup de l'attentat de Rangoun. Jusqu'ici aussi équilibrée de l'Est et de l'Ouest que de Pékin et de Moscou, elle a rompu en novembre ses relations diplomatiques avec la Corée du Nord. Plus, le général Ne Win, furieux de l'attentat de son « ami », le président Kim Il Sung a même retiré sa reconnaissance au régime du Nord. Dénoncé par les Nord-Coréens comme étant à un « complot américain-japon », la Birmanie a obtenu la sortie de la quasi-totalité du monde. Seule l'U.R.S.S. a pris le parti de la Corée du Nord. Les Chinois, plus prudents, se sont contentés de publier cet à côté les deux versions. Mais, en fait, ils ne cachent pas leur mécontentement à l'endroit de Pyongyang.

Insurrections ethniques et communistes

Depuis, les relations semblent s'être un peu détériorées avec l'U.R.S.S. D'autant que Rangoun se doit de ménager la Chine voisine (qui a longtemps soutenu les maquis communistes birman) et que l'essentiel de son commerce et de sa coopération économique se fait avec l'Ouest.

L'armée birmane, cependant, poursuit sans relâche sa lutte contre les insurrections ethniques ou communistes, auxquelles, au lendemain de l'indépendance déjà, le général Ne Win avait dû barrer la route de la capitale. Les 150 000 soldats birman, mal équipés et qui subissent chaque année de lourdes pertes,

combattaient sur une bonne demi-douzaine de fronts. Depuis six mois, les opérations se sont concentrées contre les Karens, y compris pendant la saison des pluies, habituellement période de trêve tacite. Pourquoi les Karens ? Parce qu'ils sont plus proches, et moins combattifs, que les communistes, estime un ancien militaire. Cynique, il ajoute que ces offensives « rendent l'armée heureuse et l'éloignent de la capitale ».

La Birmanie sera sans doute longtemps encore contrainte de mener cette « guerre en dents-de-scie ». Les guerilles des différentes ethnies, regroupées en un inefficace Front national démocratique (N.D.F.) dirigé par le Karen Bo Mya, ne seront jamais à même de menacer sérieusement le régime. Les communistes représentent un danger plus grave. En dépit de leurs échecs de la fin des années 60 et du début des années 70, ils ont élargi leur champ d'action parmi les tribus kachins et dans les Etats Shan. Les mouvements anti-communistes ont dû faire leur soumission, comme la Shan State Army (S.S.A.), dont l'ancien chef a trouvé son salut dans la fuite et s'est réfugié à Rangoun.

Mais le facteur le plus nouveau est certainement l'entrée dans le trafic de la drogue d'un parti proche, jadis pur et dur. Depuis le rapprochement sino-birman concerté par la rencontre entre MM. Deng Xiaoping et Ne Win en 1978, l'aide chinoise au P.C.B. s'est accrue. Pour s'équiper, les communistes ont dû faire comme les autres mouvements opérant dans le fameux Triangle d'Or. Ils auraient, selon certaines sources à Rangoun, le « quasi-monopole de production » de l'opium dans le pays (4) et ont été passés du stade de la « protection » des convois à celui de la production, auraient autorisé la construction de quelques raffineries d'héroïne. Le « roi » de l'opium, Khun Sa, alias Lo Hsing Han, malmené l'an dernier par les Thaïlandais, aurait-il trouvé un successeur ? En tout cas, un partenaire, car on dit ouvertement que le P.C.B. doit passer, par la S.U.A. (Shan United Army) de Khun Sa, pour écouler sa production vers la Thaïlande.

Le P.C.B. va-t-il être tenté de se tourner vers Moscou ou Hanoi ? Des travaux d'approche ont déjà été tentés par les Vietnamiens. Pour le moment, le P.C.B., comme toutes les forces politiques et militaires de cette mosaïque qu'est la Birmanie, se prépare pour affronter l'« après Ne Win ». Cela peut être demain, ou dans plusieurs années.

PATRICE DE BEER.

- (1) Partit du programme socialiste birman, ou B.S.P.P.
- (2) Sous la période britannique, la Birmanie avait exporté jusqu'à 3 millions de tonnes de riz.
- (3) Association entre une firme nationale et une firme étrangère.
- (4) Selon un rapport récent, pour 80 % la production d'opium serait concentrée dans les zones du P.C.B. ou de ses alliés.

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT/REDUCTION
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12* ☎ 347.21.32

LE CAMEROUN

L'U.P.C. de Ruben UM NYOBE, secrétaire général, vient de tenir une conférence à Yaoundé le 12 janvier 1984. A cette occasion, le général A. MAKANDA DUC-DIKOGA a clarifié la position officielle de l'Union des populations du Cameroun sur l'élection présidentielle qui s'est déroulée le 14/01/1984.

Elle réaffirme sa position officielle nationale, contenue dans son mémorandum en six points, remis le 7/11/82 à M. Paul BIYA, dont le teneur est la suivante :

- 1) La proclamation de l'amnistie totale, pleine, complète et inconditionnelle au Cameroun.
- 2) L'instauration immédiate d'un gouvernement national d'union.
- 3) La remise au président du haut-commandement, le mandat national d'organiser et de contrôler le bon déroulement des élections libres au Cameroun. Celui-ci renonçant solennellement d'en être lui-même candidat.
- 4) Retour et accueil au Cameroun, pays natal, des exilés politiques aux frais de l'Etat, sans conditions préalables, sans distinction aucune.
- 5) L'élaboration de la Constitution de la République du Cameroun.
- 6) La reconnaissance nationale aux héros de l'indépendance camerounaise.

Il a été démontré que le régime Biya n'a jamais, ni directement ni indirectement, accueilli réception de ce mémorandum, à plus forte raison avoir tenu compte d'un seul des six points.

Dans ces conditions, l'U.P.C., qui voulait prendre part à l'élection présidentielle derrière son candidat national, choisi depuis le 31/1/83, n'a pas jugé la démocratie actuelle différente de celle d'hier de M. Ahidjo, ni suffisante pour engager une campagne électorale nationale. Elle se réserve sa liberté d'action nationale, toute possibilité d'accès au pouvoir, à la gestion gouvernementale, à la sauvegarde de l'autorité et de la souveraineté nationales.

Elle n'est pas engagée. Seul un accord préalable, signé par elle, l'engagerait.

Vive la République, vive le Cameroun !

Le FRONT U.N.I.

EUROPE

URSS

Bilan (partiel) d'une année de répression

Les statistiques soviétiques en matière de répression politique ont le mérite de la simplicité. Sur tout le territoire de l'URSS, le nombre des prisonniers politiques s'élève officiellement à zéro. Tous les détenus sont des criminels de droit commun, même si leur crime est d'avoir écrit des poèmes jugés « antisoviétiques » ou d'avoir enseigné le catéchisme à des enfants.

Pour essayer d'en savoir plus, les diverses organisations de défense des droits de l'homme s'efforcent de faire des recensements, tout en sachant que les résultats obtenus ne peuvent être que très partiels : on compte souvent qu'environ la moitié des condamnations ou des arrestations restent totalement ignorées. Ces limites posées, le bilan annuel que vient de publier la Société internationale des droits de l'homme à Francfort énumère certains traits de la répression de l'ère Andropov, en particulier son caractère fortement antireligieux, et aussi provincial : ainsi on a eu connaissance, au cours de l'année 1983, de 167 arrestations pour des motifs politiques ou religieux. On dispose d'informations plus précises sur 95 cas seulement, qui se répartissent ainsi : motifs politiques, 33 ; motifs religieux, 50 ; des de quitter l'URSS, 12.

Toujours parmi ces 95 cas, on trouve 29 ouvriers, 45 représentants de l'intelligentsia, 6 prêtres, 5 étudiants, 3 écoliers et 7 sans profession. Au total,

78 hommes et 17 femmes. Parmi les personnes arrêtées pour motifs religieux, les plus nombreuses sont de loin les baptistes. La grande majorité des personnes arrêtées « connues » habitent la province (69 sur 95, contre 26 habitants des grandes villes).

Dans le cas des personnes condamnées, toujours en 1983, les proportions sont sensiblement différentes : sur un total de 129 verdicts « connus », on relève 63 condamnations pour raisons politiques, 44 pour raisons religieuses, 15 pour avoir tenté de fuir le pays ou exprimé le désir de la quitter, et 7 pour des motifs indéterminés. Il convient d'ajouter 11 personnes soumises à un « traitement psychiatrique » obligatoire. On relève en 1983 une condamnation à mort, celle d'un citoyen belge, M. Jean-Louis Lukanov, condamné à mort — après quinze ans de détention — pour « collaboration » avec l'occupant pendant la guerre, sans, semble-t-il, que la moindre preuve de cette « collaboration » n'ait été apportée.

Au total, la Société internationale des droits de l'homme dispose d'informations sur 1 479 personnes détenues en URSS pour des motifs politiques ou religieux. Quant au nombre total de détenus pour ces mêmes motifs, il est naturellement impossible de le connaître. L'agence catholique autrichienne KNA a risqué un chiffre : 10 000. J. K.

Pologne

WASHINGTON ANNONCE UN ASSOUPLISSEMENT DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES CONTRE VARSOVIE

En réponse à l'appel lancé récemment par le président de Solidarité, M. Lech Wałęsa, le président Reagan a décidé, jeudi 19 janvier, un assouplissement symbolique des sanctions économiques contre la Pologne. Les châtiments polonais vont être à nouveau assouplis à l'égard des entreprises américaines et un certain nombre de vols directs de Varsovie vers New York ont été autorisés. L'essentiel des sanctions imposées en 1981 et 1982 à la suite de l'instauration de la loi martiale en Pologne reste en vigueur, notamment la suspension de tous les crédits américains, celle de la clause de la nation la plus favorisée pour les exportations polonaises vers les États-Unis et l'interdiction des vols réguliers de la compagnie Lot.

Justifié par « la libération de la vaste majorité des prisonniers politiques et la visite réussie du pape Jean-Paul II » en Pologne, cet assouplissement « ne répond que très partiellement aux vœux de M. Wałęsa. Le Prix Nobel de la paix s'est félicité de la décision, mais il a rappelé qu'il souhaitait la levée de toutes les sanctions occidentales, les estimant dans l'état actuel des choses, plus dommageables qu'efficaces.

Washington, qui pouvait difficilement laisser l'appel du chef de Solidarité sans réponse, entend manifestement ne pas se priver de ses cartes maîtresses pour peser sur le comportement du gouvernement polonais et des autorités soviétiques. — (AFP, Reuters, UPL)

CORRESPONDANCE

L'ambassade de Pologne, Mgr Glemp et les euromissiles

Dans le Monde daté 8-9 janvier, nous écrivions que la condamnation par Mgr Glemp, primat de Pologne, de l'implantation des euromissiles risquait de heurter de front les sentiments « pro-Pershing » d'une grande partie de l'opinion polonaise. À la suite de cet article, nous avons reçu de l'ambassade de Pologne à Paris une lettre dont voici des extraits :

« C'est avec un grand étonnement et stupeur que nous avons pris connaissance de l'opinion ci-dessus. Nous aimerions bien connaître sur la base de quelles sources crédibles (vous avez) formulé une telle appréciation, d'autant plus qu'elle est contraire à celle exprimée par les personnes jouissant d'une grande estime morale en Pologne. (...)

« Prenant le passé tragique (de la Pologne) en considération, tout ce qui a menacé et menace actuellement la paix en Europe éveille notre profonde inquiétude et protestation. Le gouvernement polonais s'est plusieurs fois prononcé sur différents forums internationaux en faveur de la paix et du désarmement en Europe et dans le monde. (...)

[Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le fait que les euromissiles sont destinés à être détruits, et que les Soviétiques sont très convaincus des sentiments pacifistes des Polonais, qu'ils ne leur ont même pas proposé d'accueillir chez eux les nouveaux missiles américains qu'ils installent en RDA et en Tchécoslovaquie.]

Le message de M. Andropov au mouvement de l'appel des cent

À la suite de l'article de D. Dhombres sur le message de M. Andropov remis à l'appel des cent, nous avons reçu de M. Georges Séguin une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« Ce n'est pas M. Iouri Andropov qui a sollicité l'appel des cent », comme le laisse entendre l'article, mais notre mouvement qui lui a écrit, le 15 novembre 1983, de même qu'il s'est adressé au président Reagan pour poser aux chefs d'État des deux principales puissances les mêmes questions précises quant aux perspectives de négociation d'un désarmement équilibré au niveau le plus bas.

« D'autre part, je ne me suis pas rendu à Moscou seul, mais, à responsabilité égale, avec deux autres signataires de l'appel des cent, M. Suzanne Froux et le professeur Jacquard.

[Notre correspondant à Moscou avait écrit : « A cinq jours de l'ouverture à Stockholm de la Conférence sur le désarmement en Europe, M. Iouri Andropov a choisi de s'adresser à une organisation pacifiste française, l'appel des cent, pour réaffirmer les thèmes de Krenin. Dans un message à une délégation de ce mouvement, conduite par M. Georges Séguin, ancien secrétaire général de la CGT, qui séjourne actuellement à Moscou, le numéro un soviétique a, une nouvelle fois, félicité le mouvement, accusé les États-Unis et leurs alliés de chercher à obtenir une supériorité militaire « sur l'URSS ».

Les précisions de M. Séguin ne nous permettent pas de contrôler nos informations.]

● Décès de M. Ponomarevko. — L'agence Tass annonce le décès, survenu mercredi 18 janvier à l'âge de quatre-vingt-un ans, de M. Panteleimon Ponomarevko, ancien membre du Politburo — alors Présidium — du parti sous Staline. Après avoir dirigé l'organisation du PC au Biro-bidze de 1938 à 1947, il avait été nommé en 1948 secrétaire fédéral du Parti. Nommé ministre de la culture à la mort de Staline, il avait ensuite dirigé le PC au Kazakhstan en 1954 avant d'être remplacé à ce poste au bout de quelques mois par Brejnev. Depuis lors, il avait été ambassadeur en Pologne, puis en Inde, au Pays-Bas et ambassadeur de l'Agence atomique de Vienne. — (Tass).

● Rapport du sommet du COMECON. — Le sommet économique des pays du COMECON, prévu pour la première quinzaine de février, a été reporté en raison de l'état de santé de M. Iouri Andropov, a-t-on appris, jeudi 19 janvier, de source est-européenne bien informée à Moscou. — (Reuters).

(Publicité)

2080 m²
C'est la taille exacte du "Dépôt Vente de Paris", l'équivalent de 81 stands aux Puces. C'est de beaucoup le plus grand dépôt de la capitale mais aussi l'un des plus remarquables pour son choix de meubles anciens et de cadeaux, la qualité de sa présentation et l'intérêt de ses prix.
LE DÉPÔT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny (20^e) 372.13.91

Italie

Le directeur du «Corriere della sera» a été condamné pour «diffamation» envers le Parti socialiste

De notre correspondant

Rome. — Le directeur du *Corriere della sera*, M. Alberto Cavallari, a été condamné, mercredi 18 janvier, par le tribunal de Rome à une peine de cinq mois de prison avec sursis et au versement, à titre d'acompte sur une somme qui sera fixée par un tribunal civil, de 100 millions de lire de dommages-intérêts au Parti socialiste. Ce dernier s'estime diffamé par un article signé de M. Cavallari, qui a fait appel.

Ne se contentant pas de demander 1 lire symbolique comme reconnaissance du préjudice moral dont il avait été victime, ce qui est souvent le cas dans ce genre de procès, le PSI a estimé à 300 millions de lire la réparation du dommage subi, l'argent étant destiné à la fondation Walter Tobagi (nom d'un journaliste du *Corriere della sera* assassiné par les Brigades rouges).

La partie civile, dans cette affaire, était constituée, d'une part, de M. Craxi, président du conseil, en sa qualité de secrétaire du PSI, et, d'autre part, de M. Ando, membre de la direction du Parti, responsable de la section des problèmes de l'Etat, et membre de la commission parlementaire d'enquête sur la loge P2. Seul le second était présent à l'audience. Comme le relève l'ensemble de la presse italienne, on notait dans le public la présence, qualifiée de « singulière », par la *Stampa*, de M. Sternio, compagnon de parti et ami personnel de M. Ando, actuellement en liberté provisoire, mais accusé en sa qualité de vice-président de la région Sicile dans une affaire de corruption de 600 millions de lire (le Monde daté 15-16 janvier).

Les faits remontent au 7 avril 1983. Dans un article publié par *Il Manifesto*, M. Ando déclarait que la nomination de M. Cavallari à la tête du *Corriere della sera* était le résultat d'une coupure par Licio Gelli (grand maître de la loge P2, actuellement en fuite) et Ortisiani (financier vivant au Brésil et recherché par la police italienne pour le scandale de la P2).

Le lendemain, M. Cavallari, dans un article intitulé « Diffamation », écrivait notamment : « Comment se fait-il qu'une direction (celle du *Corriere*) qui préfère les carabinières aux valeurs de la République socialiste... Il qualifiait de « mafioso » les déclarations de M. Ando et estimait que ce dernier ne pouvait plus être appelé « onorevole », terme qu'utilisent les Italiens pour désigner les députés.

Au cours de l'audience, M. Cavallari a notamment déclaré : « Un journal de l'importance du *Corriere*, à peine sorti, sous ma direction, d'une crise grave (conspiration de la droite) a été dirigé par le propriétaire, M. Angelo Rizzoli

avec la P2), ne pouvait rester passif devant de telles accusations. Des accusations qui concernaient non seulement ma personne, mais également le journal et sa rédaction qui, en 1981, m'a choisi comme directeur, estimant que j'étais précisément un journaliste étranger au scandale de la P2. »

Un coup de téléphone de M. Craxi

À propos du passage où il écrivait, en substance, que le PSI avait reçu des subventions de la loge P2 pour ses journaux, M. Cavallari a indiqué que la suite de l'arrestation de M. Rizzoli, il avait été révélateur notamment qu'une subvention avait été accordée à la revue *Critica sociale*. M. Cavallari devait préciser, en outre, qu'il avait déjà été l'objet, par le passé, de l'hostilité du PSI. « En 1980, lorsque j'écrivis comme correspondant à Paris un article sur l'attentat de la gare de Bologne qui suscita, au demeurant, une réaction favorable du président de la République, la direction de mon journal me téléphona pour m'informer que M. Craxi l'avait invitée à ne plus me faire écrire sur les problèmes de l'Italie. »

Le ministère public avait demandé une peine de huit mois de prison contre le directeur du *Corriere della sera*. Reconnaissant, certes, que M. Cavallari avait fait l'objet d'une accusation injustifiée, le tribunal a cependant jugé qu'il avait diffamé le PSI dans sa réponse.

Pour le secrétaire de la Fédération nationale de la presse, cette condamnation « laisse entrevoir une volonté de la part de la magistrature de remettre en question l'équilibre, liberté et autonomie difficilement conquises ».

PHILIPPE PONS.

● Vingt ans de relations franco-allemandes. — La Documentation française publie, dans sa série d'études sur les « problèmes politiques et sociaux, dossiers d'actualité mondiale », un cahier consacré aux relations franco-allemandes depuis 1963. Préparé par M. Henri Minuier, maître de conférence à l'IEEP et chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, avec la collaboration d'Annick Briançon, ce dossier comporte à la fois une analyse du traité de l'Elysée et de son application, ainsi que la description des « Relations commerciales dissymétriques » entre les deux pays, une étude sur l'importance de l'approche comparative (l'interview d'Alfred Grosser), une chronologie et des orientations bibliographiques.

★ Vingt ans de relations franco-allemandes (1963-1983). La Documentation française, n° 476, 40 pages, 13 F.

RFA

L'honneur perdu de Günter Kiesling

Le débat sur le limogeage du général Kiesling s'éclaircit. Ce vendredi 20 janvier, le Bundestag devait en discuter en séance plénière, à la demande des Verts, alors que le chef de l'opposition social-démocrate, M. Vogel, a officiellement requis la démission du ministre de la défense, M. Manfred Wörner. Il est probable qu'une commission d'enquête parlementaire sera constituée. Les militaires officiels de Bonn s'agitaient du préjudice causé par l'affaire non seulement à la Bundeswehr, mais aussi à l'image du gouvernement de M. Kohl.

Deux jours de comparution de M. Manfred Wörner devant la commission de la défense du Bundestag n'ont pas suffi à dissiper les zones d'ombre de l'affaire Kiesling. Deux questions essentielles restent posées, dont la première a, à tort, éclipié la seconde : l'officier le plus gradé de l'armée ouest-allemande, commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe, est-il un homosexuel ? En quoi constituait-il un « risque pour la sécurité de la RFA », ces « mœurs spéciales » étant ou non avérées ?

Sur le premier point, il y a des « informations » qui tiennent plutôt du ragot : le général Günter Kiesling aurait été surpris la main dans la main avec un colonel dans la cour du quartier général de l'OTAN ; ou encore, il aurait sous son toit son chauffeur de trente-deux ans. Il y a aussi les éléments d'une enquête policière qui, si l'on en croit l'hebdomadaire *Der Spiegel*, a été bâclée. Des agents de Cologne ont montré la photo du général dans les bars de ville fréquentés par des homosexuels en demandant aux habitués s'ils le reconnaissaient. Le « Günter de la Bundeswehr » aurait tout aussi bien pu être « Jürgen de la Bundeswehr », du nom d'un gardien de caserne qui a admis avoir en effet passé quelques soirées dans les endroits louches de Cologne. M. Wörner n'a pas été en mesure de présenter ces photos à la commission.

Le ministère de la défense affirme maintenant que la théorie du « sosie » ne tient pas, que le gardien de caserne a été soudoyé — par qui ? — et il a fait citer devant la commission du Bundestag quatre témoins « en béton » qui n'ont plus été très sûrs d'avoir reconnu le général. Selon un journal de Cologne, un des témoins aurait même été payé pour déposer contre Günter Kiesling et affirmer qu'il était son amant. Face à ces témoignages pour le moins confus, il y a la parole d'un officier supérieur qui a fait une brillante carrière, à qui a été confiée pendant longtemps la formation de jeunes recrues, et qui affirme n'avoir jamais eu de relations ou de relations homosexuelles.

Pour laver son honneur, qu'il estime perdu, le général Kiesling a demandé, le 23 décembre, l'ouverture d'une procédure disciplinaire contre lui — ce que le ministre de la défense n'a pas encore fait. Il a déposé plainte contre X pour diffamation et a porté l'affaire de son limogeage devant le tribunal administratif.

Admettons cependant que le général soit un homosexuel (honteux, ce qui n'est plus un délit en RFA depuis 1978, mais ce qui, selon le règlement militaire, peut faire l'objet d'une sanction, laissée à l'appréciation du supérieur hiérarchique, en l'occurrence le ministre de la défense. Mais, le 19 septembre, M. Wörner avait accepté que le général — qui n'a que cinquante-huit ans — prenne une retraite anticipée le 31 mars prochain, comme celui-ci en avait exprimé depuis longtemps le désir. M. G. Kiesling souhaitait mettre à profit sa formation d'économiste pour enseigner dans une université de la Bundeswehr. M. Wörner avait cependant posé des conditions : que le général cesse immédiatement toute activité, qu'il n'apparaisse plus officiellement en public et — a-t-on appris pendant les séances de la commission du Bundestag — qu'il subisse des examens médicaux (?). C'est parce que l'affaire commençait à s'ébruiter que M. Wörner aurait décidé d'avancer la date de la retraite anticipée du 31 mars au 31 décembre.

Tout ceci n'explique pas pourquoi l'homosexualité supposée du général Kiesling constituerait pour la sécurité de la RFA un risque plus grand entre le 31 décembre et le 31 mars qu'entre le 15 septembre et le 31 décembre. Si, comme il l'affirme, M. Wörner avait été soucieux d'éviter un scandale, il aurait pu prêter le général ayant fait quitté son commandement à l'OTAN et n'ayant plus accès aux dossiers marqués « confidentiel-défense », il n'était guère exposé à un éventuel chantage de services secrets étrangers.

Les vraies raisons du limogeage de G. Kiesling sont-elles à chercher ailleurs ? Dans ses mauvaises relations avec son supérieur, le général américain Rogers ? Même si le prédécesseur du général Kiesling, l'amiral Günter Luthar, avait été éprouvé quelques difficultés à s'entendre avec le commandant en chef de l'OTAN, le prétexte apparaît bien mince. Ou bien des charges plus graves pèsent sur le général ou bien toute cette affaire est le résultat de représentations maladroites de la part des services de renseignements ou du ministère. Dans un cas comme dans l'autre, M. Wörner serait bien avisé de le reconnaître en chef de l'OTAN, le prétexte apparaît bien mince. Ou bien des charges plus graves pèsent sur le général ou bien toute cette affaire est le résultat de représentations maladroites de la part des services de renseignements ou du ministère. Dans un cas comme dans l'autre, M. Wörner serait bien avisé de le reconnaître en chef de l'OTAN, le prétexte apparaît bien mince. Ou bien des charges plus graves pèsent sur le général ou bien toute cette affaire est le résultat de représentations maladroites de la part des services de renseignements ou du ministère. Dans un cas comme dans l'autre, M. Wörner serait bien avisé de le reconnaître en chef de l'OTAN, le prétexte apparaît bien mince.

Belgique

LA DESTITUTION DU BOURGMESTRE DES FOURONS RELANCE LA QUERELLE ENTRE FLAMANDS ET WALLONS

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. José Happort, bourgmestre des Fourons, petite enclave francophone dans la province flamande du Limbourg, a été destitué jeudi 19 janvier. La députation permanente du Limbourg, organisme administratif élu par l'assemblée de cette province, avait en effet exigé de M. Happort, grand vainqueur des élections communales de 1982 dans les Fourons, qu'il passe un examen afin de démontrer sa connaissance de la langue néerlandaise. M. Happort s'y étant refusé, sa désignation comme bourgmestre a été annulée.

Cette affaire risque de relancer plus durement que jamais la querelle entre le nord et le sud de la Belgique et de mettre à rude épreuve la coalition gouvernementale chrétienne-libérale. Ministres flamands et wallons se sont déjà opposés jeudi devant la Chambre à propos d'un projet de loi aux termes duquel tous les mandataires publics dans les communes de la région flamande devraient obligatoirement être néerlandophones, même si la majorité de leurs électeurs est francophone. En même temps que l'affaire des Fourons, les querelles linguistiques reprennent également dans les communes périphériques de Bruxelles.

J. W.

LA VIE FRANÇAISE

- Les perspectives pour 1984 : économiques, financières, boursières.
- Le portefeuille spécial "VF" : nouveaux conseils.
- IMPOTS : les modifications fiscales à prévoir pour la déclaration de 1985.
- POLITIQUE INTÉRIEURE : la gauche et les syndicats.
- POLITIQUE ÉTRANGÈRE : l'Europe depuis 25 ans.

LE SPÉCIAL IMPOTS

avec son supplément de 40 pages est toujours en vente chez votre marchand de journaux.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

Le Monde

politique

APRÈS LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

Retour à 1981 ?

« Si des coups sont portés à la gauche (...), ils ne viennent pas des communistes », souligne, vendredi 20 janvier, l'éditorialiste de l'Humanité. Il faut croire que cette précision n'est pas inutile, au vu du rapport présenté par M. Georges Marchais au comité central du P.C.F. dont les travaux se sont achevés jeudi. Mais suffit-il de l'écriture pour convaincre ?

À qui le même éditorialiste s'adresse-t-il lorsqu'il demande, quelques lignes plus loin : « Et il faudrait (...) dire : courage, je vous en prie, brisez l'espérance pour des années et des années, assurez le retour de la droite comme cela s'est produit dans bien d'autres pays ? Et crier bravo, peut-être ? » Est-ce bien aux « Gattaz » et aux « Peugeot » que ces propos sont destinés ?

La subtilité dialectique se réduit à une précaution de langage, qui ne saurait tromper personne. Les communistes, en effet, ne croient pas « bravo ! » au gouvernement et à la majorité, dont ils ne sont, soulignent-ils, qu'une composante minoritaire. Tout au contraire : le rapport de M. Marchais admet encore que le bilan social de la gauche est positif - encore qu'il s'éloigne avec le temps, - mais lui impute un bilan économique négatif. Adversaire, dès le début, du « plan Delors », le Parti communiste persiste et signe.

Tout est fait pour prendre date. Le rapport de M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, sur la situation internationale, dont l'exposé a occupé les dernières heures de la réunion du comité central, ne devait être rendu public que samedi et publié par l'Humanité, le 23 janvier. Ainsi les positions du P.C.F. en matière de politique extérieure ne deviennent-elles pas faire d'ombre à la présentation, par M. Marchais lui-même, vendredi soir, sur FR 3, des conclusions économiques, sociales et politiques du comité central. Les propos du secrétaire général au cours de cette émission feront l'objet d'un tract distribué, à partir de lundi, à six millions d'exemplaires. Le même tirage est prévu pour un journal de huit pages, consacré aux mutations industrielles, et dont la diffusion sera accompagnée par huit cent mille affiches sur le même sujet.

Le P.C.F. avait donné un retardement comparable à son refus du 1 % de cotisation supplémentaire pour la Sécurité sociale, à la fin de 1981, puis du blocage des salaires, à l'automne de 1982. Cette fois, c'est bien la politique gouvernementale dans son ensemble qui est publiquement combattue. On retrouve même, dans les propos de M. Marchais, le thème de « l'union à la base », caractéristique des périodes d'affrontements avec le P.S. : plusieurs intervenants, au comité central, ont souligné que le mécontentement déborde les limites et la zone d'influence communiste et touche des salariés qui avaient voté pour le P.S.

En proposant une tout autre politique que celle dans laquelle s'est engagé le gouvernement, les communistes font revivre - et ne s'en cachent pas - le débat de la campagne présidentielle de 1981. Ils veulent de nouveau incarner la rupture avec un ordre économique et social, que les orientations des socialistes aboutissent, au contraire, à conforter. La PCF insiste encore sur l'hostilité de la droite, gage que la majorité sociale demeure du bon côté. Mais combien de temps les communistes continueront-ils à dissimuler leur critique des orientations gouvernementales sans celle des intentions qu'ils prêtent au patronat ?

PATRICK JARREAU

Après la sanction contre le préfet de l'Orne. - Les parlementaires de l'opposition du département de l'Orne considèrent que la sanction prise par le gouvernement contre le préfet de l'Orne, M. North, « est une nouvelle démonstration de l'incohérence du gouvernement socialiste-communiste » (le Monde du 20 janvier). MM. Francis Geng (UDF), Daniel Goulet (RPR), députés, Hubert d'Andigné (RPR) et Henri Olivier (R1), sénateurs, affirment, dans un communiqué, que le gouvernement « laisse développer des atteintes de plus en plus graves à l'ordre public et à la loi ». La décision du gouvernement, ajoutent les parlementaires de l'opposition, « est en fait une manifestation d'opportunisme qui traduit l'impuissance du pouvoir ».

« Si on ne supprime pas des emplois les entreprises seront condamnées » déclare M. Mauroy

De notre envoyé spécial

Lisbonne. - Le rattachement du Parti communiste à l'encontre de la politique industrielle du gouvernement ne paraît guère impressionner M. Pierre Mauroy. En tout cas, cette attitude ne modifie pas son discours. À l'occasion d'une réception offerte, jeudi soir 19 janvier, dans un hôtel de Lisbonne, à la communauté française du Portugal, le premier ministre a réaffirmé le caractère inéluctable de certains licenciements.

Les déclarations faites, à ce sujet, par M. Mauroy n'apportent, sur le fond, aucun élément nouveau, mais elles confirment les divergences qui opposent les deux principaux partis de la majorité, puisque le chef du gouvernement justifie les réductions d'emplois par la nécessité de « faire face » à la crise, alors que M. Georges Marchais dit : « Pas de licenciements, pas un chômeur de plus ! »

M. Mauroy a déclaré, en effet, à propos de la situation de l'emploi et des restructurations industrielles : « Les temps sont durs (...). Ce qui est en train de se passer, c'est, à la fois, un déclin et une naissance. Ce sera un déclin définitif pour ceux qui ne sont pas déterminés et qui ne veulent pas s'adapter. Ce sera une

naissance, en cette fin de siècle, pour ceux qui, au contraire, auront l'audace, le courage et la volonté de faire face (...). Certes, maintenant le chômage a tendance à reprendre, à aller au-delà des deux millions. Nous faisons tout pour le contenir. Mais il y a beaucoup d'entreprises qui ne doivent pas disparaître et qui souffrent du même mal. Pour retrouver une courbe de développement, de rentabilité, de prospérité, il faut apporter une solution au sur-effectif qui est, souvent, le leur. C'est le problème des charbonnages, de la sidérurgie, des chantiers navals. Mais nous allons nous battre. Il faut, naturellement, supprimer des emplois dans ces secteurs-là. Si on ne supprime pas des emplois, les entreprises seront condamnées (...). Il faut qu'elles renouent, qu'elles repartent ».

M. Mauroy a conclu, sur ce point, en réaffirmant que le gouvernement adapte sa politique d'aménagement du territoire, afin de traiter le chômage de façon particulière dans les régions et les bassins d'emploi les plus concernés par les opérations de reconversion industrielle.

ALAIN ROLLAT.

M. FITERMAN : ne pas laisser des milliers de gens sur le bord du chemin.

Lausanne (A.F.P.). - À l'occasion du voyage inaugural du TGV Paris-Lausanne, partant devant quelques journalistes, non « comme membre d'un parti politique, mais comme ministre du gouvernement français », M. Charles Fiterman, ministre des transports, a souligné la difficulté des problèmes que pose le renforcement industriel de la France. « Le gouvernement », a-t-il dit, « recherchera, dans le cadre des concertations nécessaires, des solutions qui ne laissent pas sur le bord du chemin des milliers de gens ».

Le ministre des transports ne juge pas qu'une loi contre les licenciements soit nécessaire, à l'image de la proposition émise par le Parti communiste en 1979, pour arrêter les licenciements dans la sidérurgie. « Il n'y a pas de recette toute faite à copier », a-t-il déclaré.

« LA FRANCE PART À LA DÉRIVE » assure M. Pons

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a déclaré, jeudi 19 janvier, à Paris : « La France est en train de partir à la dérive. Le chômage explose. Rien que dans la journée d'hier, qui a été un jour comme les autres, il y a eu deux mille cinq cents licenciements. Et ce n'était pas une journée de deuil comme celle du 9 janvier où il y a eu neuf mille cinq cents licenciements ». Le secrétaire général du RPR a ajouté : « Face à cette situation dramatique qui touche tous les salariés, on ne peut être que choqué par les déclarations de M. Georges Marchais et de M. Edmond Maire. Le secrétaire général du Parti communiste brosse un tableau très sombre de la situation économique en en rejetant la responsabilité sur ce qu'il appelle la droite et le patronat. Quant à M. Edmond Maire, chaque fois qu'il rencontre le président de la République, il se prend pour Bernardine Soubirous : « on ne le voit, ça va très mal et après tout va bien puisqu'il trouve le président décidé à nouer le dialogue avec les organisations syndicales ».

Élection validée en Seine-et-Marne. - Le Conseil d'Etat a validé, le 18 janvier, l'élection municipale de Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne) infirmant la décision d'annulation prise en première instance par le tribunal administratif de Versailles. En mars dernier la liste du maire socialiste sortant, M. Aubert, avait obtenu 2 155 voix (51,40 % des suffrages exprimés) et vingt-cinq sièges ; celle de l'opposition, conduite par M. Verseau, 2 035 voix (48,60 % des suffrages exprimés) et huit sièges.

Un nouveau directeur à l'Association des maires de France. - Après l'élection de M. Michel Giraud, sénateur RPR du Val-de-Marne, président du conseil régional d'Ile-de-France, à la présidence de l'Association des maires de France, M. Louis Lalanne, ancien préfet du Val-de-Marne, délégué général de l'Union des chambres syndicales françaises d'affichage et de publicité extérieure, a succédé à M. Jean Nemoz comme directeur de l'association.

M. GALLO : « IL FAUT AUSSI PRENDRE LE RÉEL EN COMPTE »

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a déclaré, jeudi 19 janvier, sur RTL, que M. Georges Marchais, en disant : « Pas un chômeur de plus ! », « exprime un vœu que tout le monde partage », mais « il faut aussi, a-t-il souligné, prendre le réel en compte ». M. Gallo a ajouté : « Il est possible qu'il y ait des industries qui licencient. Le problème vital, c'est que les hommes ne soient pas abandonnés, que la préoccupation sociale soit essentielle et que, au même temps, on ne manque pas la rénovation industrielle ». Le porte-parole a déclaré que le gouvernement doit accompagner les licenciements prévisibles d'une formation et d'un plan social, afin, a-t-il dit, de « prendre en compte toute la réalité ».

Interrogé, d'autre part, sur les déclarations d'Yves Montand, le 3 janvier, à la télévision, M. Max Gallo a dit, aujourd'hui, on ne peut pas vivre d'idées simples : on doit vivre d'idées claires. Si Montand exprime des idées claires, c'est bien ; s'il exprime des idées simplistes, ça ne va pas.

M. Debarge : solidarité gouvernementale. - M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du Parti socialiste, a déclaré, jeudi 19 janvier, au sujet de la réunion du comité central du P.C.F. : « Je rappelle au Parti communiste que les décisions sont prises au conseil des ministres, et que, s'il peut y avoir des différences d'appréciation, la solidarité gouvernementale doit aussi se traduire dans l'attitude des formations auxquelles appartiennent les membres du gouvernement ».

LA VISITE DE M. MITTERRAND A MONACO

« Tout va bien »

M. François Mitterrand et son épouse achèvent, vendredi 20 janvier, à Monaco, une visite officielle de vingt-quatre heures commencée jeudi 19 janvier et essentiellement destinée à réserver les liens d'amitié entre la France et la principauté.

Les relations franco-monégasques sont en effet au beau fixe après qu'ont été surmontées la crise

de 1962 entre les deux pays (le Monde du 19 janvier).

Les responsables du monde syndical monégasque se sont, pour leur part, félicités d'avoir été largement associés au séjour du président de la République française qui aura fait l'objet, d'autre part, d'importantes mesures de sécurité.

De notre envoyé spécial

Monaco. - « Sachez simplement que, en cette heure, tout va bien ». Ce conseil, établi jeudi soir par M. Mitterrand lors des toasts suivant le dîner officiel dans la salle du trône du palais princier, résume l'ambiance de la visite du chef de l'Etat en principauté. « Nous sommes venus et nous sommes restés à la hauteur de traverser le temps », a souligné le président de la République, qui a fait qu'effacer « les indélébiles problèmes de la vie quotidienne faciles à dominer ».

Le souverain monégasque a lui-même mis en évidence dans son allocution « les relations politiques confiantes, les relations économiques constructives et l'attachement à la même culture qui expriment, a-t-il déclaré, les rapports si étroits entre nos deux pays ». Le prince Rainier III a également évoqué la politique « volontariste » de développement économique de la principauté, conduite sous son autorité, « loin des déclarations tapageuses ou des interprétations tendancieuses ».

Arrivé jeudi par hélicoptère peu avant 17 heures, le président de la République et M^{me} Mitterrand, qu'accompagnait notamment MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Guy Langagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre

des transports, chargé de la mer, ainsi que M. Emmanuel Aubert, député et maire R.P.R. de Menton, président du groupe d'amitié France-Monaco à l'Assemblée nationale, avaient été accueillis sous une pluie battante par le prince souverain et le prince héritier Albert.

Les deux chefs d'Etat avaient ensuite passé en revue un détachement de la compagnie des carabiniers monégasques dans la cour d'honneur du palais princier avant de procéder dans le salon des glaces à un échange de décorations : la grand-croix de l'Ordre de Saint-Charles pour M. Mitterrand et les insignes de grand officier de la Légion d'honneur remis par le président de la République au prince Albert.

La journée de ce vendredi 20 janvier est essentiellement consacrée à des visites du Musée océanographique, du jardin exotique et du nouveau centre urbain de Fontvieille en cours de réalisation sur un terrain de 22 hectares entièrement gagnés sur la mer. Avant de donner une conférence de presse au milieu de l'après-midi, M. Mitterrand devait offrir en fin de matinée une réception à la communauté française de Monaco.

GUY PORTE.

RÉUNION DE L'OPPOSITION A MARSEILLE

M. Poniatowski dénonce les « méthodes fascistes » du gouvernement

De notre correspondant

Marseille. - Le chapitre - préparé pour Chantal Goya, qui vient dans quelques jours à Marseille - n'était qu'un motif rempli, le 19 janvier, pour la réunion organisée par la fédération des Bouches-du-Rhône du Parti républicain autour du thème : « Ensemble, défendons la liberté ». Pourtant, le « plateau » était bien fourni en élus locaux : venus d'Aix, de Toulon, de La Seyne, de Draguignan, groupés autour de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée. On notait aussi la présence de M. François Léotard, secrétaire général du P.R. de M. Alain Madelin, député UDF d'Ile-de-France, pourfendeur de la loi sur la presse, et de M. Michel Poniatowski, ancien ministre, qui saluait M. Gaudin d'un « Bonjour, monsieur le maire », ajoutant peu après que : « l'autre, le vrai, bouchevaux du Vieux-Port, non loin des Baumettes ».

Cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre d'un « tour de France » des responsables du P.R. sur le thème de la défense des libertés, a pris par moments des allures de réunion pré-électorale, notamment parce que, à Marseille, circule avec insistance le bruit d'une possible invalidation du résultat des élections municipales dans le troisième secteur (celui de M. Michel Prost) après le dépôt de plaintes pour fraude électorale. M. Gaudin lui-même garde bon espoir : « J'ai la faiblesse, a-t-il dit, d'être encore confiant dans la justice de mon pays ». Le député des Bouches-du-Rhône, qui a dressé le catalogue des atteintes aux libertés,

a notamment parlé de l'enseignement libre - qui est en survis - de la radio et de la télévision : « confisquées par les amis de François Mitterrand et Georges Marchais », de la « nationalisation des crédits », rend les dirigeants d'entreprises « prisonniers du pouvoir ».

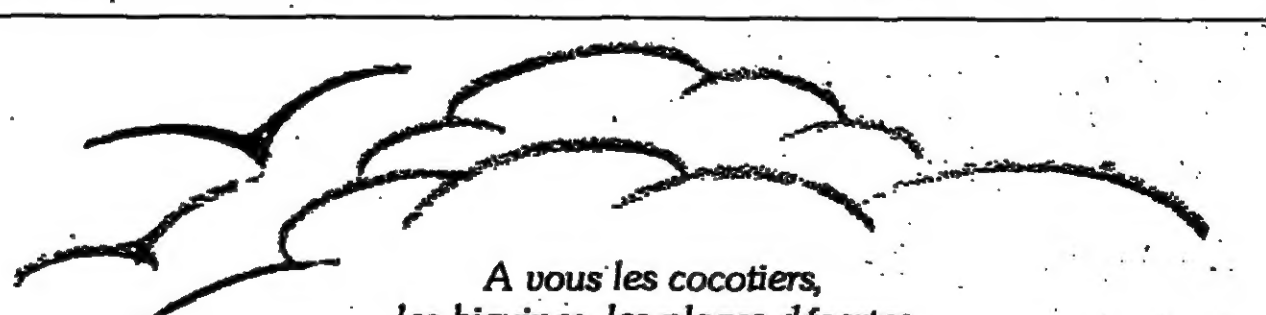
Pour le président du groupe UDF de l'Assemblée, il ne fait pas de doute que ces atteintes aux libertés obéissent à un même objectif : « S'attaquer à l'enseignement libre en 1984, a-t-il expliqué, ce n'est pas une nécessité économique ; c'est un impératif doctrinal ».

« C'est un moyen de faire plaisir aux militants durs », mais il y a aussi la crise, dont le pouvoir actuel ne sait pas sortir, a continué M. Gaudin ; cette crise qui, selon lui, « a fait fermer les frontières en 1983. On a beau se targuer des résultats du commerce extérieur, le taux d'endettement de notre pays pulvérise les records ». M. Delors a été qualifié de « Tartarin de la planche à vote ». Au tour actuel de la baisse de l'inflation, il devra attendre « vingt-deux ans pour arriver aux 5 % qu'il nous promet », a noté M. Gaudin.

Mais ce qui l'inquiète surtout, c'est la manière dont les hommes de la majorité entendent conserver le pouvoir, en multipliant les déclarations mensongères, en assomant l'opposition à l'extrême droite et en exhumant des « affaires ». « Le pouvoir cherche dans les poubelles ce qu'il n'est plus capable de trouver dans les urnes », dira-t-il ce propos M. Léotard.

M. Michel Poniatowski a retrouvé, avec un plaisir évident, le registre des phrases provocantes. Il a même fait de s'efforcer des réactions de son auditoire. « La vérité, a-t-il expliqué, fait se pécher, démentir et se convaincre la majorité ». Mais pour l'ancien ministre, on ne dit pas la vérité en dansant le mouset mais avec des mots forts. Le mot le plus fort qu'il ait trouvé pour qualifier la politique du président « actuel et provisoire », est le mot « déguenillé ». Il le répètera à satiété. « Déguenillé, parce que le gouvernement gère détestablement la France et la conduit à la marcialisation », a-t-il déclaré. « Les accusations - stupides et mensongères - propos des avions renifleurs ». Ce mot « choque », reconnaît M. Poniatowski, mais « il dit bien, selon lui, ce qu'il veut dire. C'est un mot militaire ». Et de lancer : « Marquis Gallo, essayez-vous préféré que d'un roi réprobateur l'évacuasse par la hant la nausée que inspire la confraternité socialiste ! (...) » « L'un des mots faits pour être entendus. Ici, à Marseille, haut lieu de la démocratie volée et violée, j'accuse le gouvernement de méthodes fascistes et de dérive vers le fascisme-socialisme », a expliqué M. Poniatowski qui a jugé que M. François Mitterrand « a érigé le mensonge et la mystification en système ». « Mentir est devenu une monnaie d'Etat », a conclu le président d'honneur du P.R.

JEAN CONTRUCCI.



A vous les cocotiers, les biguines, les plages désertes

Croisière aux Caraïbes. Et vous à bord...

La France grelotte. C'est le moment de rêver. Aux pays où l'été dure toute l'année. Où la mer est turquoise, les plages désertes. Aux pays où les biguines vous accueillent au rythme des tropiques. Partez pour les Caraïbes à bord de Mermoz. Croisières ensoleillées, au départ de Paris, c'est une idée Paquet. A l'horizon, des îles aux noms magiques : Trinidad, Antigua, la Barbade, les îles Vierges, la Guadeloupe, les Saintes, et bien d'autres encore. Des îles à découvrir en venant de la mer. A bord de Mermoz, renouez avec le savoir-vivre des grandes croisières signées Paquet. Découvrez tous les charmes de la vie à bord d'un grand paquebot. Mais n'attendez pas trop longtemps. L'hiver ne durera pas éternellement. Demandez un catalogue Paquet à votre agent de voyages. Trois programmes de 9, 12 et 13 jours, de Paris à Paris. Du 14 février au 8 mai. A partir de 8930 F.

Documentation et renseignements chez votre agent de voyages ou aux Croisières Paquet : Paris - 5, bd Malesherbes, 266.57.59 / Bordeaux - 1, allée de Chartres, 44.88.35 / Marseille - 41, rue Paradis, 33.58.00 / Nice - 2, rue Hooley, 88.81.90 / Genève - 42, rue Rothschild, 32.64.30 / Bruxelles - 20, rue Ravenstein, 51.3.62.70.



صكزامن الاصل

M. Barre souhaite que l'élection européenne ne soit pas utilisée à des fins de politique intérieure

Dans le numéro de janvier de sa lettre mensuelle *Faits et arguments*, M. Raymond Barre souhaite que l'élection européenne de juin 1984 ne soit pas utilisée en France à des fins de politique intérieure. Il est inutile, écrit-il, de politiser une élection dont les résultats ne peuvent avoir d'influence sur le comportement du pouvoir. (Cet) pourquoi donner aux Français de l'opposition de faux espoirs, aux risques de les rendre sceptiques et désabusés ?

« Je souhaite aussi, poursuit M. Barre, que l'élection de 1984 ne donne pas lieu à ce déferlement d'illusions qu'encourage une certaine mythologie européenne. Les progrès de la Communauté dépendent de la volonté politique des Etats ; c'est cette volonté que les électeurs européens doivent soutenir avec conviction mais réalisme. »

Selon l'ancien premier ministre, il faut apporter cette année « une solution aux trois problèmes qui affectent le bon fonctionnement et le développement de la Communauté : celui de la contribution britannique au budget communautaire, celui de l'aménagement de la politique agricole commune, et celui du financement de la Communauté. »

La France, qui exercera la présidence de la Communauté, peut jouer un rôle essentiel dans la

MM. Edgar Faure et Maurice Faure envisagent de constituer une liste pour les « Etats-Unis d'Europe »

Plus qu'un club, autre chose qu'un parti... qui s'il devenait « parti » présenterait l'originalité de n'être pas « partisan », selon M. Edgar Faure. Convergences démocratiques est né, jeudi 19 janvier, un mois jour pour jour (le Monde du 20 décembre) après que MM. Edgar Faure et Maurice Faure eurent fait connaître leur objectif de constituer une liste électorale. Les deux sénateurs s'étaient fixés un délai de deux mois pour faire le point sur l'intérêt suscité par leur initiative.

A « un parcours », ils ont voulu montrer que cet intérêt est certain puisque sont venus les rejoindre un certain nombre de personnalités, dont le PDG de la *Dépeche du Midi* et, mère, le président du MRG, M. Evelyne Baylet, le cinéaste Yves Boisset, l'ancien président du CNRP, M. François Ceylan, le journaliste Jean-François Kahn, le président de Médecins du monde, Bernard Kouchner, l'animateur des Amis de la Terre, M. Boris Labadie, l'avocat Paul Lombard ou encore le professeur Jacques Rufflé. En revanche, M. Edgar Faure a démenti avoir téléphoné à Yves Montand... qu'il souhaite cependant voir interpréter un jour une de ses chansons.

M. Maurice Faure, l'ambition de Convergences démocratiques va au-delà de la simple ambition de décrire la vie politique, pour passer « à la société de l'an 2000 ».

Première échéance pour le mouvement, les élections européennes. L'Europe est le domaine « dans

Les écologistes demandent que l'Etat prenne en charge les frais électoraux

Les deux formations écologistes, qui ont décidé de présenter une liste commune aux élections européennes de juin, craignent d'être empêchées de le faire par les dispositions de la loi électorale, relatives au financement de la campagne.

Mme Catherine Bonnel, porte-parole des Verts, et M. Pierre Schneider, secrétaire général de la fédération d'Ile-de-France des Verts - parti écologiste, ont souligné, jeudi 19 janvier, au cours d'une conférence de presse, que les frais d'une telle campagne comportent une somme de 4,5 millions de francs pour la seule impression des bulletins de vote, à quoi s'ajoutent les professions de foi et les affiches légales, leur schématisant dans les préfectures et une caution de 100 000 francs, ces sommes n'étant remboursées qu'aux listes ayant obtenu 5 % des voix au moins.

Mme Bonnel et Schneider ont insisté sur le fait que la loi « établit ainsi un barrage sans équivalent en Europe », puisque, partout ailleurs,

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'AFFAIRE ELF-ERAP

Les explications de M. Boyer

(Suite de la première page.)

Il n'a pas vingt ans à la fin de la guerre. Daniel Boyer entre à l'Institut d'études diplomatiques que dirige René Cassin, premier civil à avoir rejoint de Gaulle à Londres, prix Nobel de la paix en 1968, et dont deux fondateurs sont maître Violet, aujourd'hui célèbre, et le père Dubois, mort il y a quelques années, et qui était « le croix » de l'étudiantisme grisé de l'Eglise. L'étudiant Boyer, lui, milite aux jeunes socialistes. Vers 1951, il part aux Etats-Unis, enseigne et suit des cours aux universités de Yale et de Columbia. Il se lance dans les affaires, travaille pour l'Encyclopédie Britannica, fonde avec deux associés une société de « Machines à enseigner » pour le tiers-monde, tourne pour la chaîne de télévision NBC un reportage sur l'indépendance algérienne, représente en France deux gros éditeurs américains.

M. Violet : un homme très secret

« Par des hasards que j'ai oubliés », on lui propose « au avrils de 1971-72, de devenir doyen de la section française du collège Schiller, une université américaine fondée en Allemagne à la fin de la guerre. Parallèlement, il devient conseil de sociétés américaines voulant s'installer en France ou français voulant s'installer aux Etats-Unis. »

Et maître Violet, perdu de vue ? Dans un premier temps, on lui propose de venir à New-York avec père Dubois « pour assister la mission du Vatican à l'ONU dont il était, je crois, conseiller. »

« C'était un ami ? »

« Vous savez, c'est un homme très secret qui circule. Un homme important avec lequel on ne discute pas. Il était toujours très gentil, mais nous ne discutons jamais politique car moi je suis un démocrate, plutôt de l'aile gauche du parti, et pour lui les démocrates, ce sont des espèces de coqs. »

Il a la voix lente d'un homme cherchant ses phrases, presque sténographique, force de concentration.

Comment a-t-il rencontré l'inventeur ?

Alain de Villegas a un frère, Fernand, qui voulait envoyer son fils étudier en Amérique. Fernand vient s'adresser à Daniel Boyer. Le rendez-vous, auquel il se trouve que M. Violet assistait, a lieu « dans les salons du George-V ou d'un autre grand hôtel parisien, je ne sais plus », en juin 1978, le mois même de la signature du second contrat avec ELF. Le compte qui assure vouloir trouver des sources « dans les déserts espagnols » que l'argent ne peut importer et demande qu'on lui trouve « une immense propriété » pour le laboratoire, qu'on recrute du monde et « éventuellement qu'on achète une université. »

Pour moi, c'était un client comme un autre qui avait une obsession, le danger des invasions communistes et voulait traverser l'Atlantique. »

Des pleurs hystériques

La rencontre est brève, une autre suit « un mois après environ ». Quand le compte demande une seconde étude sur les perspectives de l'aquaculture « en octobre ou en septembre, Villegas, très nerveux, me demande de l'accompagner avec sa fille Anita dans la propriété de M. Violet, près de Saint-Raphaël. »

Il y va. M. Violet et M. de Villegas l'absorbent pendant deux heures. Le compte revient « extrêmement agité », refuse une invitation à dîner de l'avocat et tous trois regagnent leur hôtel. Deux heures plus tard, M. de Villegas, « affolé », frappe à la chambre de Daniel Boyer et le prie de venir voir d'urgence son père. « Il était dans tous ses états, pleurant hystériquement dans son lit. Je ne savais que faire. Je l'ai supplié de s'habiller et de venir faire une promenade sur la plage. Là, il se calme. Mais en

« Remboursez tout à ELF »

Les essais succèdent aux essais. Après celui de Pau, M. Chalandon demande que l'équipement soit laissé sur place en France. Furor de Bonassoli, que M. Boyer prend à part avec Tanguy de Villegas, le fils. « Un jeune homme un peu agité ». Il obtient son accord.

M. de Villegas veut désormais que tout se déroule à Bruxelles. ELF veut que tout se passe en France. M. Horowitz, le scientifique auquel

ELF a fait appel, découvre une supercherie. Aldo Bonassoli s'obstine. M. Chalandon finit par demander à M. Boyer de faire cesser tout cela. Les accusations fusent. Mlle de Villegas (« une femme solide ») empoigne Bonassoli (« Il est petit ») et veut le frapper. Boyer le sauve. Bonassoli explose, « dit qu'il en a marre, que son procédé est valable mais qu'on l'a tant poussé à produire des résultats immédiats qu'il a fait des fautes pour qu'on lui jette la paix ». D'Aniel Boyer : « Si Villegas avait été escroc, rien ne l'aurait empêché de partir bien avant avec les fonds. Or il disait : si Bonassoli a fait une connerie, remboursez tout à ELF ». Tentons une synthèse. M. Boyer obtient du compte d'autoriser M. Philippe de Week alers président de l'Union des banques suisses à bloquer, au profit d'ELF, ce qui se trouve encore en banque : 207 millions de francs suisses. Pour rembourser le reste, explique M. Boyer, il fallait liquider des actifs. M. Chalandon tenait à préserver la réputation d'ELF, et dut admettre qu'une brutale mise en liquidation des sociétés alarmerait les syndicats et qu'il fallait donc revendre mais en douceur.

M. Boyer sort de son attaché-case la photocopie de deux feuilles et demie sur papier libre, signature illisible, et datée à la main, si l'on lit bien, du 23 juillet 1979. C'est le contrat organisant la rupture. Il annule l'affaire, avant de détailler les différents versements du remboursement de 207 millions de francs suisses. Le solde soit 43 millions de francs suisses « fera l'objet d'un engagement séparé, signé conjointement par la FISALMA et M. de Villegas et Bonassoli, de payer en cas de retour de meilleure fortune. »

« Prelate Corporation »

M. Boyer est donc en train de veiller au règlement désormais proche du solde, avec l'accord de M. de Villegas. A liquider : le Centre européen de recherches et le Centre de recherche fondamentale dont les trois actionnaires sont Alain de Villegas, son fils et sa fille. M. Boyer, administrateur de la C.E.R. puis son président, a participé en mars 1979, en tant que prête-nom pour 250 millions de francs belges à une augmentation du capital.

Autrement dit, il est maintenant le propriétaire en titre. En 1981-1982, après le départ de l'administrateur délégué, M. Philippe Haloux, qui avait déjà procédé à des ventes, il fait entrer comme administrateur chargé de la liquidation un de ses amis, M. Sidney Schore, ancien attaché de presse de l'ONU à Genève, aujourd'hui à la retraite. Un avocat, M. Van Cutsem suivrait aussi le bon déroulement juridique des choses. « Le hangar de l'aéroport de Bruxelles a été vendu récemment pour 800 000 dollars (environ 6 millions de francs) à une société allemande, ou bien anglaise, je ne sais plus ». La vente des avions devrait rapporter « 6 ou 10 millions de dollars ».

Au bout du compte, avec la vente des actifs (château, terrains et appartements), on devrait s'y retrouver, selon M. Boyer, qui affirme être toujours resté en contact avec ELF, dont il a vu les dirigeants, « il y a trois ou quatre mois à Paris, chez eux ».

M. Boyer connaissait-il M. Pesenti, industriel italien, premier financier du compte belge ? Très peu. Il y a eu des échanges, M. Violet avait recommandé à ce financier

La Sorbonne occupée

Une centaine de personnes ont réussi, jeudi 19 janvier vers 20 h 30, à forcer les lourdes portes de la Sorbonne rue des Ecoles, malgré la résistance héroïque mais vaine des vigiles et des appariteurs insuffisamment verrouillés. Au bout d'une demi-heure environ, ils ont dû abandonner la place.

Il ne s'agissait ni d'une répétition des incidents d'il y a seize ans, ni du signal d'une subversion générale. Le reste du quartier Latin et les autres universités du pays semblaient calmes. Les manifestants n'étaient pas des disciples de Cohn-Bendit, ni des émeutiers des « Katarangs » de naguère. Ces néo-soixante-huitards n'étaient, en réalité, que des archéo-gaullistes conviés par l'institut Charles-

de Gaulle à célébrer vingt-cinq ans de V^e République en écoutant une conférence de M. Michel Debré, dans l'amphithéâtre Richelieu. Mais la porte idoine ayant été trop tôt bouclée, le trop-plein d'invités, parmi lesquels on reconnaissait quelques anciens visages, comme celui de M. Léo Hamon, a obéi à une seule pulsion collective : donner l'assaut. Curieuse idée, d'ailleurs, d'avoir choisi ce lieu, car la Sorbonne d'aujourd'hui n'est ni celle de mai 1968 ni la G.G. d'Alger de mai 1958.

Les 11 a fallu vite constater qu'il est moins facile de conquérir la Sorbonne en 1984, à mains nues et dans le froid, que de la faire évacuer avec des CRS dans la douceur du printemps. La célébration du quart de siècle de la Constitution par les fondateurs de celle-ci aurait quand même mérité d'être mieux organisée.

(Publicité)

ALGÉRIE...
...avec COREADIS ?
- plus de pannes inévitables
- plus d'immobilisations d'engins
- véhicules - électromoteurs ou machines
TOUT L'OUTILLAGE...
TOUTES LES PIÈCES... DISPONIBLES
Chez COREADIS
B.P. 72 PARIS 75022 CEDEX 01
COLIS CONTRE
REMBOURSEMENT

A. P.

EMPRISONNÉ POUR « VOL ET RECEL » DE PHOTOGRAPHIES

Le rédacteur en chef adjoint de « Paris Match » pourrait être libéré rapidement

CACHER L'HORREUR ?

Il faut admettre qu'une photographie n'est qu'un témoignage et se fixe une ligne de conduite. Les représentations de la réalité, mais aussi les œuvres d'imagination, peuvent influencer des esprits jeunes ou faibles. On le sait et c'est un risque que tous les organes de presse assument. Un document n'est qu'une information. La folie de la guerre se résume dans des tableaux de batailles, des photographies de corps déshabillés. On sait mieux jusqu'où peut aller la folie des hommes, dans le cas de l'étudiant japonais, la maladie mentale, devant les photographies des victimes. Ceux qui n'éprouvent pas le besoin de voir n'ont qu'à ne pas regarder. Pour d'autres la curiosité d'apprendre confine au voyeurisme.

Après la publication dans le magazine Photo de ces documents horribles, un juge d'instruction s'est appuyé sur l'incrimination de certains, le soul du deuil de la famille, pour appliquer toute la sévérité de la loi. La presse ne peut tout dire mais les limites de son témoignage ne doivent s'arrêter qu'au mensonge. Le goût morbide du public a peut-être encouragé les responsables de Photo, mais le moribond est un aspect du réel que la presse ne peut ignorer. Un anagramme de morale et de sensibilité permet aujourd'hui à la justice de régler ses comptes avec un principe qu'elle n'admet pas : le secret des sources.

A propos de quelle autre affaire moins « saignante » mettra-t-on demain un journaliste en prison ? On se sert de l'incarcération préventive comme d'un moyen de pression. La fuite provient de l'identité judiciaire mais on préfère jeter le discrédit sur une profession avant de balayer devant sa porte. L'honneur de la presse ne serait-il pas de ne rien cacher de l'horreur du monde ? Cette même horreur qu'on voudrait dissimuler au public par des adultes sans doute pour éviter tout incident informel.

Il est parfois malsain de lire les journaux.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Ce vendredi 20 janvier, M. Jean Durieux, rédacteur en chef adjoint de Paris Match, était toujours incarcéré à Fresnes, sous l'incrimination de « vol et recel de vol ». La parution, dans le mensuel Photo de décembre, de photographies, prises par les services de l'identité judiciaire à l'Institut médico-légal et montrant le corps mutilé et dépecé d'une jeune Néerlandaise, victime d'un étudiant japonais anthropophage, est à l'origine de la décision prise par M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris. M. Durieux pourrait être remis en liberté dès le début de la semaine prochaine.

Dans les derniers jours de novembre 1983, lorsque Photo, mensuel du groupe Filipacchi, met en vente son numéro 195 daté de décembre, le magazine comporte un « cahier spécial fermé » intitulé L'Amour fou. Si l'on veut en prendre connaissance, le lecteur devra user d'un coupe-papier pour libérer les quinze pages de ce cahier. Dans un texte de présentation, la rédaction de Photo explique qu'elle estime « devoir faire entrer [ces images] dans l'histoire du document photographique ».

Il s'agit de douze clichés en noir et blanc, d'une parfaite rigueur technique, sans le moindre effet « artistique », montrant l'histoire d'un fait divers. En juin 1981, on avait découvert, dans deux valises abandonnées dans le bois de Boulogne, les restes dépecés d'une jeune femme. La victime, Renée Harter, vingt-cinq ans, était une étudiante néerlandaise, et son frère, Issei Sagawa, un étudiant japonais de trente-deux ans, est arrêté.

Il avoue son crime et reconnaît s'être livré à des actes de cannibalisme sur le corps de la jeune femme, dont il a consommé plusieurs parties. Dans le réfractaire de son appartement parisien, les enquêteurs découvriront d'autres fragments de chair humaine déposés sur des assiettes. (Le Monde du 19 juin 1983). Le 30 mars 1983, Issei Sagawa bénéficie d'une ordonnance de non-lieu, les experts

aliénistes ayant estimé qu'il se trouvait en état de démence au moment des faits.

La série des photographies publiées par le magazine s'ouvre sur la valise encore posée sur l'herbe du bois de Boulogne, où apparaît un pied à demi caché dans des morceaux de tissu. On peut voir ensuite les assiettes contenant des morceaux de chair découverts chez Sagawa, puis les photographies prises à l'Institut médico-légal, après que les spécialistes eurent reconstitué, à la manière d'un puzzle macabre, le corps de la jeune femme.

Après la parution de ces photos, Me Antoine Weil, conseil de la famille Harter, demande en référé au tribunal de Paris de faire retirer de la vente, de toute urgence, la totalité des exemplaires de la revue, et obtient gain de cause : le 30 novembre, M. Pierre Drai, président du tribunal de Paris, ordonne que tous les moyens soient mis en œuvre pour ce faire (Le Monde du 1^{er} décembre 1983), et, le même jour, le parquet de Paris requiert l'ouverture d'une information contre X... pour « violation du secret professionnel, vol et recel de vol ».

« Atteinte à la liberté »

Aux yeux de la justice, il ne fait pas de doute, en effet, que les documents incriminés proviennent des services de l'identité judiciaire. Le dossier est confié à M. Claude Grellier, juge d'instruction, qui demande à l'inspection générale des services (IGS) la police des polices - d'enquêter sur commission rogatoire, de manière à établir l'origine de la fuite.

L'affaire a pris un tour nouveau, le 19 janvier, lorsqu'on a appris que M. Jean Durieux, cinquante-trois ans, rédacteur en chef adjoint de Paris Match, autre titre appartenant au groupe Filipacchi, venait d'être incarcéré à Fresnes, au terme de quarante-huit heures de garde à vue, sous l'incrimination de « vol et recel de vol » (nos dernières éditions).

Pour M. Frank Ténot, le directeur de la publication de Photo, sous sommes en présence d'une affaire « insensée, invraisemblable et

extrêmement dangereuse ». Si M. Ténot reconnaît, comme il nous l'a déclaré, que « ces photos ont été probablement frauduleusement subtilisées ou communiquées », il dénonce l'attitude de la justice, estimant que « ce n'est pas au journaliste de fournir aux policiers les éléments leur permettant de remonter la filière ». Dans un communiqué, le comité d'entreprise de Paris Match estime que l'incrimination et la détention de M. Durieux constituent « une atteinte à la liberté de la presse ». Pour le comité, M. Durieux, « en voulant préserver les sources de ses informations, n'a fait que son devoir de journaliste ».

Déontologie

Le secret professionnel n'est pas, légalement, reconnu aux journalistes. La nécessité de ce secret n'en est pas moins affirmée dans des textes qui, rédigés par les journalistes eux-mêmes, sont leur charte déontologique. Voici des extraits de deux documents les plus connus qui constituent un droit coutumier :

« Un journaliste, digne de ce nom, prend la responsabilité de tous ses écrits, même anonymes. Il ne reconnaît que la juridiction de ses pairs, souveraine en matière d'honneur professionnel ; n'accepte que des missions compatibles avec la dignité professionnelle ; s'interdit (...) d'user de moyens déloyaux pour obtenir une information (...); garde le secret professionnel ; n'use pas de la liberté de la presse dans une intention lucrative ; revendique la liberté de publier honnêtement ses informations (...). Ne confond pas son rôle avec celui du policier. »

(Charte des devoirs du journaliste, juillet 1918, révisée en 1939.)

« Le droit à l'information, à la libre expression et à la critique est une des libertés fondamentales de tout être humain. De ce droit du public à connaître les faits et les opinions procède l'ensemble des devoirs et des droits des journalistes (...). La mission d'in-

formation comporte nécessairement des limites que les journalistes eux-mêmes s'imposent spontanément (...).

« Déclaration des devoirs (extraits).

Art. 4. - Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.

Art. 7. - Observer le secret professionnel et ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement.

« Déclaration des droits (extraits).

1. - Les journalistes revendiquent le libre accès à toutes les sources d'information et le droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique. Le secret des affaires publiques ou privées ne peut, en ce cas, être opposé au journaliste que par exception et en vertu de motifs clairement exprimés.

3. - Le journaliste ne peut être contraint à accomplir un acte professionnel ou à exprimer une opinion qui serait contraire à sa conviction ou à sa conscience. »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Aux États-Unis

CONDAMNÉS À VIVRE

Mlle Elizabeth Bouvia, vingt-six ans, ne pourra pas « mourir de faim sous surveillance médicale » comme elle le réclamait depuis le 3 septembre à l'hôpital de Riverside (Californie). Ainsi en a décidé le 19 janvier le cour suprême de Californie.

Infirme motrice cérébrale, paralysée depuis la naissance, Mlle Bouvia a été placée à l'âge de dix ans dans un hôpital orthopédique. Après des études secondaires, elle exerce des fonctions d'assistante sociale. Elle vit, plus ou moins autonome, dans un appartement de Riverside.

Elle correspond alors avec un dévoué, tombé amoureux de lui, se marie en avril 1982 et suit son époux dans l'Oregon. Puis c'est la séparation. Elizabeth revient à Riverside où elle est hospitalisée dans le service de psychiatrie. C'est là qu'elle commence à demander qu'on la laisse mourir. Amplifiée par les médias américains, son histoire prend une dimension nationale.

En quelques mois, elle a reçu un courrier volumineux (plus de 750 kg) et de nombreuses propositions d'aides. Mlle Elizabeth estime que sa vie ne vaut plus la peine d'être vécue. Elle réclame le droit de se laisser mourir de faim tout en bénéficiant de médicaments analgésiques pour ne pas souffrir.

Une première juridiction refuse sa requête. La décision est confirmée en appel. Le cour suprême de Californie est allée dans le même sens. Les magistrats estiment en substance que le malade n'a pas le droit de contrôler le personnel médical et hospitalier à violer son éthique professionnelle. Jusqu'à aujourd'hui, Elizabeth a toujours décliné les offres de ceux qui lui proposaient de venir mourir chez eux.

Celle qui revendique le droit à l'autonomie, sans en avoir les moyens, estime qu'une société qui ne lui a donné la vie qu'à contrecœur doit savoir prendre ses responsabilités pour lui donner la mort.

(Publicité)

LA SCIENTOLOGIE OBTIENT UNE RECONNAISSANCE RELIGIEUSE INTERNATIONALE

L'Eglise Internationale de Scientologie a le plaisir de commencer cette nouvelle année par l'annonce d'une VICTOIRE : l'obtention d'une reconnaissance religieuse d'une portée internationale.

Dans une décision remarquable et unanime qui s'étend à toutes les croyances religieuses, la Haute Cour d'Australie déclara récemment :

« La liberté de religion est un thème fondamental de notre société. Cette liberté a été défendue tout au long de l'histoire par des hommes et des femmes qui résistèrent aux tentatives des Gouvernements de définir ou imposer, par voie législative, exécutive ou judiciaire, des croyances ou pratiques religieuses.

» La discrimination religieuse par des fonctionnaires ou tribunaux est inacceptable dans une société libre.

» Aux yeux de la loi, les religions sont égales. La règle de droit est « Ce qui vaut pour un, vaut pour tous ».

Telle est la dernière d'une longue série de récentes et importantes reconnaissances obtenues par l'Eglise dans sa recherche de la liberté religieuse pour toutes les confessions.

Parvenant à créer un tel précédent quant à la préservation de la liberté religieuse, l'Eglise Internationale de Scientologie étend sa politique d'ouverture à travers toutes ses églises de par le monde.

Venez voir nos églises et demandez à bénéficier d'une visite personnelle guidée. Rencontrez nos membres actifs, visitez nos locaux.

Eglise de Scientologie de Paris, 12, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 75005 PARIS.

Eglise de Scientologie de Paris IX^e, 41, rue de la Tour-d'Auvergne, 75009 PARIS.

M. GALLO :

« UNE AFFAIRE TRÈS DÉPLAISANTE »

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a déclaré vendredi à France-Inter que l'incarcération de M. Durieux constitue « une affaire grave et très déplaisante ». Pour M. Gallo, elle « pose le problème du secret des sources d'information des journalistes, un secret qui doit être respecté même et la responsabilité des journalistes est aussi d'assumer le respect des lois en vigueur ». Le porte-parole du gouvernement a ajouté : « Personnellement, je suis pour la liberté de l'information, pour le secret des sources d'information, et je suis aussi pour la responsabilité individuelle : par rapport à sa propre déontologie, un journaliste doit savoir qu'on ne publie pas n'importe quoi. »

Rappelant enfin que le parquet avait, à la demande du garde des sceaux, fait appel de la décision du juge d'instruction de faire écrouer M. Durieux, M. Gallo a dit : « Je crois que c'est là l'essentiel. »

UN PRÉCÉDENT

Il existe au moins un précédent à l'affaire Durieux : l'incarcération, pour recel, en août 1974 à Fresnes d'un autre journaliste M. Eric Asudam, alias Michel-Georges Miorbent par M. Alain Le Gaignec, juge d'instruction à Paris (Le Monde du 29 juin 1976). M. Asudam était accusé d'avoir eu entre les mains un chèque au nom de Georges Pompidou, volé à l'imprimerie de la Société générale où il avait été fabriqué. Ce détournement, opéré par une employée de l'imprimerie avait eu, semble-t-il, pour objet de nuire à la réputation de l'ancien président de la République. La nouvelle droite française dont M. Asudam est aujourd'hui directeur du bureau politique rappelle qu'il mit cinq ans « pour établir sa totale bonne foi et obtenir sa relaxe ».

LIBRAIRIE DUCHÊNE

histoire contemporaine
spécialisés des
1^{er} et 2^e guerres
mondiales
ACHATS et VENTES
Catalogue sur demande
581-33-18
27, rue de la Botte-aux-Canons
75013 PARIS

Ainsi va la justice

Il existe, en jargon de métier, un mot pour désigner les journalistes qui, comme ceux du magazine Photo, recherchent le sensationnel à tout prix. Ce mot a aujourd'hui une résonance terrible. On les appelle les « charognards ». La publication des clichés du corps dépecé de l'étudiante néerlandaise relève de cette spécialité très lucrative. Mais M. Jean Durieux, rédacteur en chef adjoint de Paris-Match, qui a reconnu avoir joué un rôle-charnière, est aujourd'hui incarcéré et la presse se sent du même coup menacée.

Ce n'est pas que les journalistes puissent tout dire, écrire ou montrer. La loi sur la liberté de la presse et les articles sur la diffamation et la vie privée, d'autres textes encore, fixent des limites à cette liberté. Mais il ne s'agit pas aujourd'hui de cela. M. Durieux est inculpé de vol et de recel, juridiquement, un journaliste qui obtient, comme lui, un document confidentiel et le publie, est un voleur présumé. Il risque la même inculpation.

On dira que les deux délits n'ont pas la même gravité. C'est ce que doit penser M. Claude Grellier, juge d'instruction, qui reproche surtout, semble-t-il, au groupe Filipacchi d'avoir récidivé. Photo avait publié des clichés du corps criblé de balles du gangster Jacques Mesrine, qui, comme ceux de la jeune Néerlandaise, provenaient des archives de l'identité judiciaire. Sans doute, le juge d'instruction est-il décidé à mettre un terme à ce trafic, en frappant fort s'il le faut. M. Durieux, qui a dormi jeudi soir à Fresnes, en sait quelque chose.

Il se murmure que, outre un ou des fonctionnaires de l'identité judiciaire qui tiraient profit de cette fuite, les clichés ou leurs négatifs transitaient par un ou des intermédiaires que la justice pourrait rapidement entendre. Dernier maillon de cette filière, M. Durieux ne serait donc coupable, au sens de la loi, que de recel. Pourquoi a-t-il été aussi inculpé de vol ?

Pour une raison un peu inquiétante pour les journalistes. La jurisprudence de la Cour de cassation assimile à un vol la publication de la photographie d'un document volé. Cela ne veut pas dire que le parquet entend poursuivre tous les journaux qui reproduisent des notes confidentielles. Mais la menace existe, permanente. De ce point de vue, l'inculpation de M. Durieux est un rappel à l'ordre.

Journaliste-recéleur aux yeux du juge d'instruction, M. Durieux n'est

que subsidiairement un « voleur ». Car si ce chef d'inculpation a été retenu contre lui pour des raisons juridiques, il l'a débarrassé pour des motifs techniques. Ne sachant où son enquête va le mener, M. Grellier a préféré « charger la barque » au départ, afin d'avoir les coudees franches, quitte à abandonner l'inculpation de vol en cours de route. C'est, paraît-il, l'usage. Ainsi va la justice, sans se soucier de l'effet produit.

Silence

L'effaire ferait moins de bruit si M. Durieux n'avait pas été écroué. Pourquoi l'a-t-il été ? Pour lui interdire de prendre langue, le cas échéant, avec ses « complices » et faire ainsi obstacle à la justice. C'est un des motifs d'incarcération prévus par le code de procédure pénale, qui autorise la détention préventive d'un inculpé lorsque « il existe une indication de conserver les preuves ou les indices matériels ou d'empêcher soit une pression sur les témoins, soit une concertation frauduleuse entre inculpé et complice ».

L'inculpation de M. Durieux montre la facilité avec laquelle la justice dispose de la liberté d'un homme. Beaucoup d'autres en ont fait l'expérience avant lui. Heureusement, les motifs de son incarcération fixent une limite à cette épreuve. Lorsque M. Grellier aura entendu les autres inculpés éventuels, c'est-à-dire probablement lundi ou mardi, rien ne fera obstacle à sa mise en liberté, affirme-t-on au Palais de justice de Paris, où le parquet était opposé à son incarcération mais n'a pu l'empêcher, le juge d'instruction étant maître de sa décision.

La mésaventure de M. Durieux a peu de précédents. Elle est révélatrice des méthodes de certains journalistes et de celles de la justice. Victime des uns et des autres, le rédacteur en chef-adjoint de Paris-Match est, du même coup, le symbole d'un conflit, dont l'enjeu est le respect du secret professionnel (la protection par un journaliste de ses sources d'information). Aucun texte ne reconnaît ce droit au silence, mais il doit être observé à tout prix.

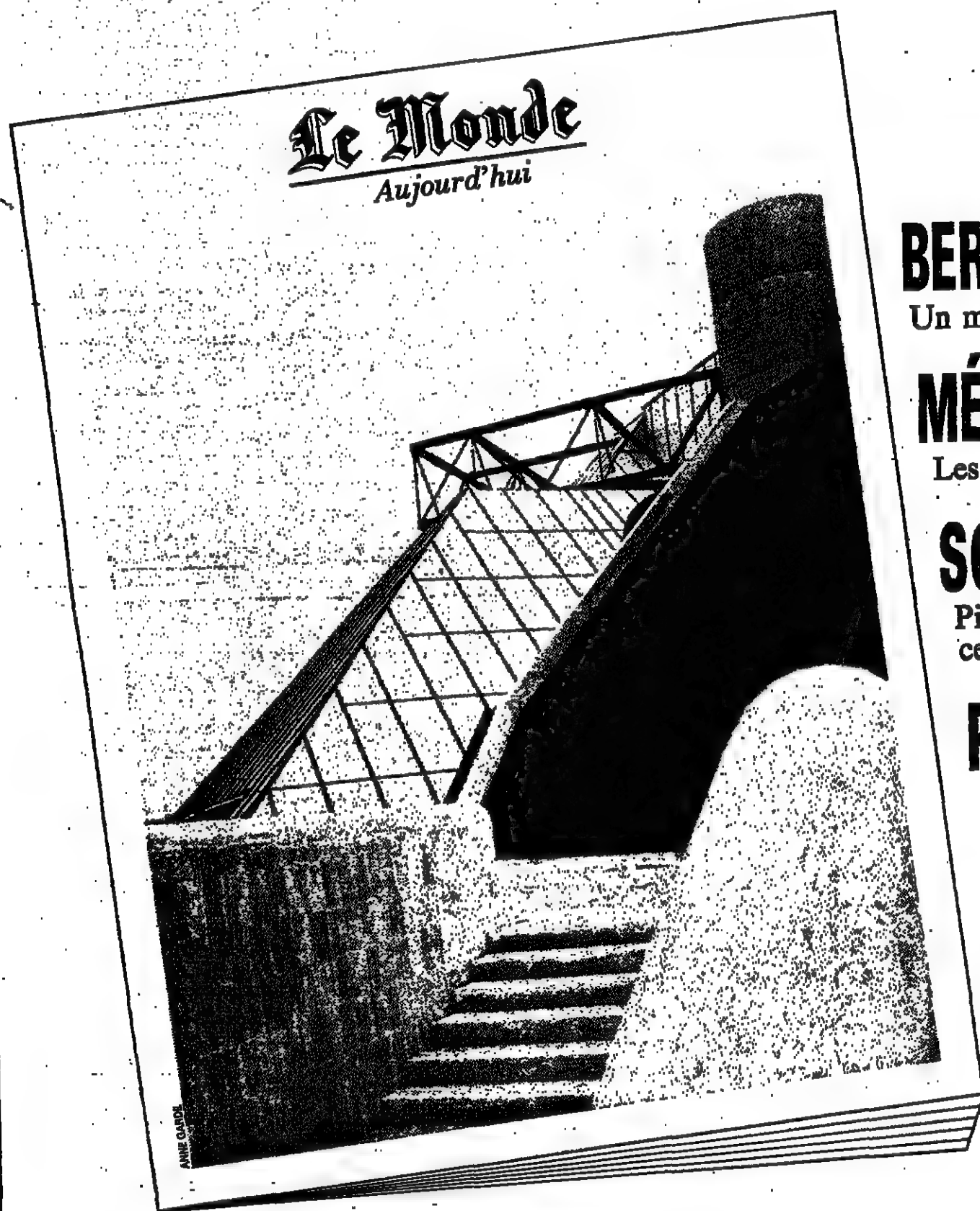
Si M. Durieux n'est pas officiellement incarcéré pour avoir refusé de « parler », il est probable que s'il avait tout dit, il n'aurait pas été incarcéré. Chacun ou non par les clichés de Photo, les journalistes, toutes sensibilités confondues, attachant du prix à ce silence.

BERTRAND LE GENDRE.

AVEC NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

LE MONDE AUJOURD'HUI

LE NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ AU MONDE DU SAMEDI DATÉ DIMANCHE-LUNDI



BERCY :

Un music-hall pour les sports.

MÉDECINE :

Les maladies des «grands» de ce monde.

SCIENCES :

Pièges et mystères de la génétique cent ans après Mendel.

PRÉHISTOIRE :

Les maisons solaires de «Monsieur Neandertal».

ALAIN ROBBE-GRILLET :

Entretien avec un intellectuel heureux.

VENDREDI
DATÉ
SAMEDI

: LE MONDE LOISIRS

SAMEDI
DATÉ
DIMANCHE-LUNDI

: LE MONDE AUJOURD'HUI

2 NOUVEAUX TEMPS FORTS POUR LE WEEK-END

Ces deux suppléments illustrés
sont vendus encartés dans les éditions quotidiennes du Monde.

Le Monde

ÉDUCATION

SANCTION CONTRE UNE EXPÉRIENCE DE RÉNOVATION

Un « collège pirate » est interdit par le rectorat de Paris

Lancés de l'initiative d'une partie du monde enseignant, douze professeurs avaient ouvert bénévolement, à la rentrée 1983 à Paris, la première classe d'un « collège autogéré », où ils avaient entrepris une véritable transformation des rapports éducatifs. Ils viennent d'être contraints par le rectorat de Paris de quitter les locaux du lycée François-Villon, qu'ils occupaient sans autorisation depuis trois mois. Aujourd'hui, les douze professeurs s'interrogent : quel avenir pour le projet de l'école nationale ?

A l'origine, l'initiative visait à assurer la continuité pédagogique pour les élèves sortant de l'école expérimentale Saint-Merri, installée depuis 1974 au centre de Paris : pédagogie de projet, dit à l'initiative, cette initiative privée. Elle a donc décidé de faire passer « le fonctionnement normal et légal » de la classe. Les parents d'élèves ont été sommés, le 23 novembre dernier, par le rectorat de Paris d'inscrire leurs enfants dans un autre collège. Mais la classe pirate, soutenue par la solidarité des parents de l'école Saint-Merri, continue, hors des sentiers battus de l'éducation nationale. Elle doit le projet se veut « totalement laïc » a-t-on trouvé refuge, depuis le lundi 16 janvier, dans un foyer catholique.

M^{me} Marie-Noëlle Bonisneau, l'une des animatrices de l'équipe. Pressée de passer son temps à se convaincre de la justice de ses méthodes, ces enseignants craignent que leurs collègues, volontaires comme eux pour travailler en équipe et lutter contre l'échec scolaire, ne finissent par être noyés dans le conservatisme ambiant. Ils suggèrent le regroupement des enseignants volontaires pour l'innovation dans des établissements existants, car le simple hasard des mutations ne peut garantir, selon eux, le succès d'un projet. « Le ministère accepte bien le projet pédagogique catholique, pourquoi pas le nôtre ? », poursuit M^{me} Bonisneau.

L'administration, elle, considère que, en installant une classe non autorisée, on a voulu lui forcer la main et que rien ne l'oblige à reconnaître cette initiative privée. Elle a donc décidé de faire passer « le fonctionnement normal et légal » de la classe. Les parents d'élèves ont été sommés, le 23 novembre dernier, par le rectorat de Paris d'inscrire leurs enfants dans un autre collège. Mais la classe pirate, soutenue par la solidarité des parents de l'école Saint-Merri, continue, hors des sentiers battus de l'éducation nationale. Elle doit le projet se veut « totalement laïc » a-t-on trouvé refuge, depuis le lundi 16 janvier, dans un foyer catholique.

Philippe BERNARD.

★ Collège autogéré. Foyer Montgaut, 46, rue Montgaut, 75002 Paris. Tél. : 233-60-78.

EN BREF

Détention pour deux immigrés clandestins

Deux immigrés clandestins, interpellés mercredi 18 janvier, lors d'un contrôle dans un foyer de Gonesse dans le Val-d'Oise (le Monde du 20 janvier), ont été placés, jeudi, par le tribunal de Fontenay, en détention provisoire jusqu'à leur jugement, prévu pour le 23 janvier. La nullité du contrôle soulevée par leur avocat, M^{me} Sylviane Mercier, qui affirmait qu'il était illégal, n'a pas été retenue. Sur les huit autres personnes interpellées lors du même contrôle, sept ont été remises en liberté après garde à vue, et une information a été ouverte pour présentation de faux papiers.

Plus de quatre cent cinquante immigrés avaient été contrôlés à la demande de l'Association pour le développement des foyers de bâtiment et des métaux (ADEF). Cette association, qui gère, sous tutelle des pouvoirs publics, quarante-huit foyers d'immigrés en France, a obtenu de la justice l'autorisation de faire contrôler les occupants de ces foyers pour en chasser ceux qui s'y trouvent indûment. Six de ces foyers ont déjà été contrôlés.

M^{me} Mercier, qui est présidente de la Fédération départementale de la Ligue des droits de l'homme et secrétaire générale du Syndicat des avocats de France, proteste, comme beaucoup de juristes de gauche, contre ces contrôles dans lesquels ils voient un détournement de la loi sur les contrôles d'identité.

Un caissier tué au cours d'un hold-up

M. Jean-Paul François, trente-quatre ans, caissier de l'agence du Crédit universel, dans le centre d'Avignon, a été tué, le 19 janvier, par un malfaiteur armé d'un pistolet. Au moment du hold-up, cinq ou six employés se trouvaient dans l'établissement quand le caissier s'est porté au devant de son agresseur qui a aussitôt fait feu. Ce dernier, qui s'est enfui en emportant une somme d'argent peu importante, n'a pas été retrouvé.

Le tribunal de Versailles demande à être dessaisi de l'affaire Boulin

Le parquet général de Versailles a saisi la Cour de cassation en vue d'un éventuel renvoi des deux informations judiciaires de l'affaire Boulin devant un autre tribunal que celui de Versailles « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » et pour éviter le « préjudice » de l'appartenance à la chambre criminelle de la Cour de cassation de donner éventuellement suite à cette requête et de désigner un nouveau tribunal pour l'instruction de ces dossiers : la plainte de la famille Boulin contre X pour « homicide volontaire » et la plainte du garde des sceaux pour « diffamation publique » du procureur de la République de Versailles accusé de « forfaiture » par la famille Boulin.

DÉFENSE SPORTS

En 1983

BAISSE DE 15 % DES VENTES D'ARMES AMÉRICAINES

Washington (Reuter). - Le montant des ventes d'armes américaines à l'étranger a été l'an dernier de 18,3 milliards de dollars, soit 3,2 milliards de dollars de moins qu'en 1982. Mais les experts militaires des États-Unis estiment que de près de 15 % n'est pas significative et traduit la nature fluctuante du marché.

L'Espagne arrive en tête des acheteurs d'armes américaines, devant l'Arabie Saoudite et Israël. Viennent ensuite la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Égypte, Taiwan, les Émirats arabes unis, la Turquie, Singapour, le Liban, le Corée du Sud, les Pays-Bas, le Japon, l'Allemagne fédérale et la Thaïlande.

L'Espagne a acheté en 1983 pour 3,2 milliards de dollars d'armes américaines (dont soixante-douze chasseurs F-16). L'Arabie Saoudite, à qui l'Espagne a fait perdre en 1983 la première place qu'elle occupait depuis cinq ans, a acheté l'an dernier aux États-Unis pour 2,6 milliards de dollars d'équipements militaires (dont soixante-deux chasseurs F-15, de nombreux blindés et des armes navales et aériennes). L'année précédente, elle en avait acheté pour 7,4 milliards de dollars, chiffre qui reflète son acquisition de cinq avions radars Boeing AWACS.

Quant à Israël, il a dépensé l'an dernier 2,5 milliards de dollars en armements américains, qui comprennent notamment soixante-cinq chasseurs F-16. Les achats américains par la Grande-Bretagne ont atteint 2 milliards de dollars.

Jamais, au cours de ce siècle, on n'avait enregistré dans cette discipline un tel écart. Il faut remonter à 1898, lorsque l'Américain Hamilton améliora le record de l'heure de quelque 1 500 mètres et dépassa les 40 kilomètres, pour trouver une progression plus importante, mais à cette époque le sport de la bicyclette n'était qu'à ses balbutiements.

Un vélo futuriste

Francesco Moser a réalisé, de toute évidence, un très grand exploit athlétique. On pouvait douter de ses chances, compte tenu de son âge (trente-trois ans) et du niveau de la performance réalisée en 1972 par Merckx. Le record de l'heure internationale en priorité les jeunes rouleurs sur route en l'honneur de son choix de leur forme. Coppi, Anquetil, Baldini et Rivière avaient tous moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils se mirent en piste. À l'inverse, Moser a derrière lui une longue carrière et ses résultats, depuis deux saisons, ne consistent pas un préjugé des plus favorables. Pour faire mieux que Merckx, qui était âgé de vingt-sept ans lors de son essai victorieux, il lui fallait respecter une moyenne horaire de 50 kilomètres, autrement dit parcourir cinquante fois de suite 1 kilomètre en 12 s. Ce qui paraît déjà prodigieux... Il est allé au-delà.

CYCLISME

AVEC 50,809 KILOMÈTRES

Francesco Moser bat le record de l'heure

1 378 mètres de plus qu'Eddy Merckx

Le jeudi 19 janvier 1984 marque une date exceptionnelle dans l'histoire du sport cycliste. Ce jour-là, en effet, un athlète du vélo est entré dans l'histoire en franchissant le cap des 50 kilomètres dans l'heure sans entraîneur, longtemps considéré comme inaccessible. L'Italien, Francesco Moser, a converti, très exactement 50,809 kilomètres en soixante minutes, battant de 1 378 mètres le record du monde établi douze années auparavant, sur la même piste de Mexico, par l'incomparable Eddy Merckx.

En l'occurrence, le routier-pistard italien a bénéficié de trois atouts essentiels : une vocation de poursuiveur - il fut, ne l'oublions pas, champion du monde de la spécialité - une préparation méthodique, voire scientifique et un matériel d'avant-garde. Le candidat à la succession de Merckx, qui avait pris des risques calculés, utilisait une bicyclette de conception futuriste, dont l'apparition marque, elle aussi, une date dans l'histoire de la technique cycliste.

Un bond considérable

Ce vélo très élaboré, qui ouvre de nouvelles perspectives dans le domaine de la technologie, explique dans une large mesure la différence de plus de 1 300 mètres entre le Moser de 1984 et le Merckx de 1972. Le bond, considérable, accrédité aussi la thèse selon laquelle le plus prestigieux des records cyclistes était partiellement dévalé. En dépit de son formidable effort qui souleva l'admiration, Merckx l'avait battu en catastrophe, tout comme Fausto Coppi trente ans plus tôt. Il n'en reste pas moins que la personnalité de ces deux champions contribua à décourager les postulants éventuels et freina une progression qui ne dépassa pas cinq kilomètres en soixante-dix ans.

On sous-estimait, sans doute, les possibilités du cyclisme des années 80. Francesco Moser vient, comme dirait Hissnat, de remettre les pendules à l'heure.

JACQUES AUGENDRE.

[Francesco Moser, né le 19 juin 1951 à Pahr et Gloro, près de Trun, possède un palmarès de routier étoilé. Il remporta notamment Tours-Paris en 1974, le Midi libre en 1975, le Tour de Lombardie en 1975 et en 1978, la Flèche wallonne en 1977, le Championnat du monde, la même année, et Paris-Roubaix à trois reprises (1975, 1978, 1980). Il fut aussi champion du monde de poursuite en 1976.]

FAUSTO COPPI A 5 KILOMÈTRES

Voici la progression du record de l'heure depuis 1942 :

COPI	(1942, Milan) 45,790 km
ANQUETIL	(1954, Milan) 46,150 km ... 361 m
BALDINI	(1956, Milan) 46,393 km ... 234 m
RIVIÈRE	(1957, Milan) 46,923 km ... 530 m
RIVIÈRE	(1958, Milan) 47,347 km ... 424 m
BRACKE	(1967, Rome) 48,093 km ... 746 m
KEITER	(1968, Mexico) 48,463 km ... 369 m
MERCKX	(1972, Mexico) 49,431 km ... 778 m
MOSER	(1984, Mexico) 50,809 km ... 1 378 m

Au cours de sa deuxième tentative victorieuse en 1958, Rivière fut retardé par une crevaisaison à la cinquième minute. En 1967 à Milan, Jacques Anquetil avait battu le record de Rivière en parcourant 47,483 km mais le résultat ne fut pas homologué, le Français ayant refusé de se soumettre au contrôle antidopage.

RUGBY

Quinze Irlandais « dangereux » contre l'équipe de Rives

Coup d'envoi du tournoi des Cinq Nations, le samedi 21 janvier au Parc des Princes : France-Irlande à l'effluve d'une fête ovale que la Fédération française de rugby pense rendre plus belle en lui donnant un petit air de folie. Comme à Roland-Garros, les commanditaires de l'événement ont les vilains de ténies dans l'encolure du stade. Cette fois, c'est une brigade de trentenaires.

Des cinq nations rugbyistiques qui se disputent le tournoi depuis des lustres, l'Irlande est la seule qui ne corresponde pas à une entité politique. Sous un maillot vert, ce sont des républicains du Sud et monarchistes du Nord, mais aussi catholiques et protestants. Pour l'amour du ballon ovale, des siècles de guerres civiles et religieuses sont mis entre parenthèses, au moins pendant quatre-vingt minutes. C'est la paix du stade. Un rêve éphémère qui ne change rien au tempérament de tempête des Irlandais : sur le pré, ce sont les « diables verts » qui se déchangent.

Cheque nation met dans son rugby ses pulsions profondes : rigueur, sévérité des universitaires

anglais, rudesse madré des paysans du Sud-Ouest français, ardeur des Bretons de Galles, fierté insupportable des Écossais. L'Irlande joue, elle, avec passion. Une passion folle et rouvrante : celle du *fighting spirit*, autrement dit l'esprit de combat. Le XV de France en a fait plus qu'une fois l'expérience à Lansdownes Road, ce stade en plein vent, qui est également une gare au cœur de Dublin. L'an dernier précédemment, les hommes de Jean-Pierre Rives avaient débarqué avec deux victoires à leur actif, pensant d'ailleurs que qu'ils allaient réussir le grand chelem tant convoité. Il leur fallait déchanter. Rapidement menés 15-3, ils avaient réussi à reprendre l'avantage 15-16, pour sombrer aussitôt 22-16. L'instrument de cette défaite s'appelait Ollie Campbell.

Représentant de métier et demi d'ouverture de vocation. Une belle tête d'intellectuel et un pied d'or. À lui tout seul, il mit quatorze points dans la balance de la victoire en botant cinq fois (une transformation et quatre buts) le ballon entre les poteaux français. À la fin du tournoi, il devint ainsi le meilleur réalisateur de tous les temps avec cinquante deux points en quatre matches. Il avait établi le précédent record en apportant 46 points dans la conquête irlandaise de la « triple couronne », ce tournoi à quatre dans le tournoi des cinq, pour sa première

sélection. Cet immense talent de joueur était heureusement compensé par des dispositions exceptionnelles dans le jeu de main, tout le monde s'accorda pour dire que Campbell était le meilleur ouvrier du monde. Il n'avait pas son pareil pour transformer un ballon sorti pourri de la mêlée en balle en or.

Un alchimiste

Cet alchimiste de l'ovale n'a cependant pas trop à forcer son talent. Il opère derrière un des packs les plus solides et les plus expérimentés qui soit. C'est le talonneur Claran Fitzgerald, un rouquin vigoureux qui est aux commandes de cette chambre des machines, une mécanique rodée par des dizaines et des dizaines de sélections. La seule pièce qui n'ait pas dépassé les trente ans est le deuxième ligne Donald Leishman. L'an dernier, ce pack de « pépés » a pourtant complètement déstabilisé la phalange de Jean-Pierre Rives, très souvent pris en défaut de surcroît par l'arrière écossais, M. Hossie.

Willie Jones McBride, qui entraîne désormais l'équipe irlandaise, après en avoir été le capitaine il y a une dizaine d'années, avait pensé faire appel à des jeunes en prenant son poste. Quelques semaines avant la formation de l'équipe devant rencontrer la France, il semblait que le pilier gauche, Jerry McLoughlin, qui relevait de deux mois de suspension, le deuxième ligne Moss Keane et le troisième ligne John O'Driscoll, en petite forme, devraient être remplacés. Après s'être réunis pendant quatre heures, les sélectionneurs ont décidé, le 8 janvier dernier, de faire confiance aux mêmes avant qu'en 1983. « Une sélection en équipe nationale fait autant de miracles qu'un voyage à Lourdes », a-t-on l'habitude de dire à Dublin.

Ce sont donc les vieux briscards, vainqueurs les deux années précédentes du tournoi, que l'équipe de Jean-Pierre Rives va retrouver sur la pelouse du Parc des Princes. Avec les mêmes raisons de se faire du souci. Certes, l'équipe au rufle n'a pas gagné à Paris depuis 1972, mais, en 1982, c'était surtout la chance qui avait évincé aux Français de recevoir la cuiller de bois pour cet ultime match de la compétition. Il leur en faudra de nouveau cette année, car il n'y a jamais plus dangereux que des Irlandais mis au défi de justifier leur sélection.

ALAIN GIRAUDO.

Lycees et colleges

LE SNALC APPELLE A LA GREVE

Les responsables du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) sont mécontents. Comme l'explique le président, M. Jean Bories, « les mesures prévues par les circulaires de rentrée n'annoncent rien de bon pour nos collègues des lycées et collèges, dont la situation en 1984 sera encore plus critique qu'en 1983 ». Pour signifier leur opposition « aux restrictions budgétaires, à la dégradation des moyens existants, à la stagnation des salaires, au gonflement des effectifs, à la dénaturation de notre fonction... », ils ont arrêté le principe d'une grève d'une durée maximum de la journée pour le mardi 24 janvier.

Le SNALC a décidé de ne pas faire grève le même jour que les syndicats de la FEN, le 31 janvier. Les responsables du SNALC qui se veulent les « défenseurs des vrais intérêts des professeurs et de l'enseignement », revendiquent douze mille adhérents.

MORT DU PHILOSOPHE MICHEL PÉCHEUX

Le philosophe Michel Pécheux, quarante-cinq ans, qui avait disparu depuis un mois, s'est donné la mort. Son corps vient d'être retrouvé dans la Seine.

(Agrégé de philosophie, Michel Pécheux, qui avait été élève, puis collaborateur de Louis Althusser à l'École normale supérieure, était maître de recherches au CNRS et venait d'entreprendre une Recherche coopérative sur programme (RCP), la Langue dans l'histoire : qu'est-ce que lire l'archive ? Dans les années 60, Michel Pécheux avait notamment participé à la série de cours de philosophie pour scientifiques, organisée par Louis Althusser, et publié à cette occasion *Sur l'histoire des sciences* (Maspero, 1969).

En 1975, il avait assuré la direction d'un numéro spécial de la revue *Langues* consacré à « Analyse de discours : langues et idéologies ». Il avait également publié *Analyse automatique du discours* (Dunod, 1969), *Les Vérités de la Poésie* (Maspero, 1975) et la *Langue insaisissable* (Maspero, 1981).

مكتبة الأصيل

Le Monde

culture

CINÉMA

A LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

Hommage au Film international de Rotterdam

Le Festival nommé Film international de Rotterdam, auquel la cinémathèque rend hommage actuellement, fut créé en 1972 par Hubert Bals, aimable géant inconditionnel du cinéma indépendant à travers le monde. Le but du Festival n'est pas seulement de faire connaître des films différents mais de collaborer même parfois à leur production. Jean-Marie Straub, Raul Ruiz, Stephen Dwoskin, se sont vus aidés dans leur travail. La prochaine manifestation, désormais intitulée Festival international du film de Rotterdam, se tiendra du 27 janvier au 3 février. Elle verra la création d'un marché international de ce cinéma ainsi que d'un Centre de cinématographie purement hollandais qui vise à coordonner les efforts des exploitants d'art et d'essai. Film international, la branche distribution du Festival, diffuse plus de quatre cents films.

Les vingt-deux films projetés à Paris, tous introduits de façon remarquable, aussi courtoise que possible, dans un dépliant publié en français pour l'occasion, sont révélateurs des choix d'Hubert Bals et de l'esprit de Rotterdam. On y verra des œuvres inconnues en France ou à peine entrevues, par exemple *Albert pour qui ?* de Josef Rbdl, *Femmes d'Orléans*, le premier film de Luc Béraud, tous deux de RFA, *Elfenkaia* de Shobai Inamura, l'auteur de la *Ballade* de

NaraYama, Fainéants de la vallée fertile, Grèce, films très remarquables des dernières années dans diverses manifestations, Berlin, Locarno, Hyères, et pas seulement à Rotterdam.

Si la France est absente, parce que les auteurs sont connus (Pialat, Duras, Garrel, Depardon, Rivette, par exemple), nous verrons en revanche une sélection de huit films néerlandais où se mêlent en général assez étroitement la volonté narrative du cinéma classique et des recherches plus « expérimentales », qui devraient permettre d'acquiescer à un panorama de ce cinéma national né dans la marge, mais avec l'appui des autorités.

Trois d'entre eux, achevés en 1982, auront leur première française, et d'abord le *Temps* de Johan van der Keuken, *Nighty Boys* d'Eric de Kuyper, qui a inauguré la manifestation, et le *Pièce retardée* de Frans von der Staak. Pour le *Temps*, le mercredi 25 janvier, il s'agit même d'une première mondiale : avec van der Keuken, le documentaire a retrouvé ses lettres de noblesse, réinterprété par un artiste qui se réclame aussi bien de son compatriote Joris Ivens que d'Alfred Hitchcock et de Richard Leacock.

LOUIS MARCORELLES.

* Cinémathèque, Palais de Chaillot, jusqu'au 3 février.

MUSIQUE

CHARPENTIER PAR WILLIAM CHRISTIE

Les âmes dévoilées

N'en déplaise au créateur de la nouvelle Fondation Marc-Antoine Charpentier, M. Jean-Jacques Allain (1), dont les intentions sont fort louables et sympathiques, on ne l'a pas attendu pour découvrir son saint patron. William Christie était encore en collette courte quand, en 1953, Louis Martini et les disques Erato ressuscitaient le *Te Deum* (qui devenait l'indicateur de l'Eurovision naissante), et si l'œuvre est immense, encore très insuffisamment explorée, il est profondément injuste de négliger les efforts de Guy Lambert, Antoine Geoffroy-Dechaume (pour ne pas remonter jusqu'à Michel Brenet ou Claude Crussard) et autres pionniers. Écrire que les partitions de Charpentier « n'ont jamais eu d'écho auprès des firmes de disques », c'est ignorer qu'en 1964 elles figuraient déjà sur dix-sept microillons français, et qu'une quarantaine d'œuvres étaient inscrites l'an passé sur catalogue, avec des interprètes tels que Corboz, Malgouère et autres René Jacobs.

Cela n'empêche rien aux mérites de William Christie dont on connaît d'ailleurs le respect dévot pour ses devanciers. Depuis quatre ans, avec son ensemble des Arts Florissants, il laboure le dix-septième siècle en tous sens dans des concerts et des enregistrements d'une beauté exceptionnelle, et en particulier nous donne les plus pures, justes et

vibrantes interprétations, peut-être, de Charpentier.

Ainsi, mercredi à Saint-Germain-Auxerrois, le *Magnificat* à trois voix d'hommes, chacune sur une basse obstinée de quatre notes descendantes qui combine une image de réflexion humaine avec l'élan joyeux des voix, des flûtes et des violes. Ou les ariettes *Antienne O* du temps de l'Avent, d'une transparence mystique dans l'efflorescence de chant qui médite les mots comme un miel divin, miraculeux accord entre une écriture liturgique austère et un lyrisme plein de tendresse, sans recherche pittoresque ou expressionniste.

Et que dire de la *Pastorale sur la naissance de Notre Seigneur Jésus-Christ* (H.483), alliance paradoxale des bergères de la carte du Tendre et des « histoires sacrées », voire de la pastorale populaire ? C'est une étonnante métamorphose de la musique des salons auxquels Charpentier s'adresse, « christianisée » avec une simplicité suave et une étonnante profondeur. Le mystère de Noël passe à travers ces divertissements mondains, dialogues de bergères et de bergères, danses, interventions solistes, concertos instrumentaux, chantés à merveille par des interprètes rompus au style baroque si sobre de Charpentier, avec surtout les deux voix de « dessus » scintillantes, aux âmes dévoilées, d'Agathe Mellon et Dominique Vissac (2).

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Dans le programme du concert de William Christie. Adresse de la Fondation : 19, rue de la Trémolle, Paris 75008.

(2) Toutes ces œuvres ont été gravées par les mêmes interprètes chez Harmonia Mundi : *Antienne O* (HM 13246), *Magnificat* et *Pastorale* (HM 10832). Signalez aussi une autre *Pastorale* (H. 482), publiée récemment avec l'*Oratorio de Noël* (HM 5130) ; cf. *Le Monde* Dimanche du 23 octobre.

Les Arts Florissants lancent un appel au mécénat pour la réalisation en concert et en disques de *Médée*, tragédie lyrique en cinq actes de Charpentier (40, rue de Paradis, 75010 Paris ; tél. : 523-08-66).

carrière d'opéra, car le rôle « riche », ambigu, retors, mystérieux, de fonctionnaire, est venu d'une façon très simple, sur une note, par Alain Mottet, alors que le rôle simple de la femme est joué avec infiniment de profondeur, de surprises, de contradictions, par Éléonore Hirt, une comédienne remarquable.

* Assemblée, 18 h 30.

Variétés

AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Les contes d'Alexandre Révérend

A quarante ans, Alexandre Révérend est déjà sur scène : avec son frère Clément à la batterie, il accompagne au piano le mythologue des gosses et du fantastique. Au Théâtre de la Ville, où il chante cette semaine entouré de Clément Révérend aux percussions, Gérard Cohen à la guitare et Serge Penabaz à la basse, Alexandre Révérend s'est « rockifié » et a fait d'immenses progrès, notamment dans l'orchestration de ses chansons et dans la manière de présenter un spectacle.

Il évolue toujours dans un univers baroque de rêve et de mélancolie, de tendresse et d'ironie, dans des histoires un peu folles où les contes de fées sont détournés. Il se glisse dans « des nuits où toutes les choses qu'on a rêvé de faire se demandent qu'il se déroulent », explore le temps à cheval sur une mobylette. Alexandre Révérend est un chanteur différent, porté par le délire surréaliste. Il chante avec plein de fougue et de charisme, triture un peu certains mots, s'attarde sur d'autres et nous montre, dans l'heure réglementaire du Théâtre de la Ville, quelques beaux échantillons de spectacle.

C. F.

* Théâtre de la Ville, 18 h 30, jusqu'au 21 janvier.

MUSÉES

UN TRAFIC HELLENO-ITALICO-HONGROIS

Sept perdus, un retrouvé

Un retentissant vol de tableaux de Raphaël, de Giorgione, Tiepolo et du Tintoret, survenu en novembre dernier au Musée national de Budapest, a pris récemment le tour d'une affaire internationale mettant à jour un réseau complexe de trafiquants d'œuvres d'art.

Jusqu'à présent, ont été arrêtés neuf personnes (cinq Hongrois et quatre Italiens, dont le dernier mercredi 18 janvier). Trois autres Italiens en fuite sont également impliqués. La piste semble, en outre, conduire à un riche homme d'affaires grec, fabricant d'huile d'olive, soupçonné d'avoir commissionné le vol. A l'exception d'une toile de Raphaël qui a été donnée à titre de compensation aux complices hongrois de la bande, tous les autres tableaux demeurent introuvables. Il s'agit de sept toiles de grande valeur, évaluées à 40 milliards de lires. (*La Madonna Estroica* et le *Portrait d'un jeune homme* de Raphaël, le *Saint-Famille de Palma le jeune*, la *Fuite en Égypte* et la *Vierge et Six Saints*, de Tiepolo, le *Portrait d'une femme* du Tintoret et une toile de Giorgione). Jusqu'à présent, n'a été récupéré que le *Portrait d'un jeune homme*.

La police a pu reconstituer l'opération avec précision. Le « cerveau » en a été Ivano Sciant, originaire de la province de Reggio Emilia. Profitant d'une interruption du signal d'alarme du musée, lorsque les gardiens effectuaient leur ronde, Sciant et deux complices italiens sont entrés dans le musée grâce à un échafaudage et ont réussi à s'emparer des toiles.

Un tournois de marque italienne et un sac en plastique également d'origine italienne, jetés avec les cadres sur les rives du Danube étaient les seuls indices de départ de l'enquête. Celle-ci s'est orientée tout naturellement vers l'Italie. Une ancienne affaire

de vol d'œuvres d'art survenu en janvier 1983 a incité les enquêteurs à se tourner vers la région de Reggio Emilia où déjà Ivano Sciant était recherché. Les policiers ont appris notamment que celui-ci se rendait souvent dans les pays de l'Est et entretenait des liens avec le milieu yougoslave et hongrois, spécialisé dans le trafic d'œuvres d'art.

L'arrestation d'une relation de Sciant, un certain Morini dont la police a établi que sa voiture avait passé, dans la nuit du vol, la frontière entre la Hongrie et la Yougoslavie, a permis de reconstituer l'opération. En décembre, la police hongroise a arrêté, d'autre part, à Budapest, deux personnes qui ont avoué avoir participé au vol et ont dénoncé leurs complices : cinq Italiens dont Sciant, toujours en fuite, et Morini.

Ce dernier dont la voiture avait également été signalée en Grèce a fini par avouer avoir ramené les toiles à un homme d'affaires grec : il s'agit de M. Esthimos Moschakidis.

Alors que les enquêteurs italiens sont convaincus d'avoir identifié la personne qui détendrait les toiles, la police hellénique en être beaucoup moins certaine. Après avoir longuement interrogé l'homme d'affaires, elle a fini par le relâcher. Celui-ci nie être mêlé à cette affaire et affirme ne pas être un amateur d'œuvres d'art. Selon la police italienne, M. Moschakidis aurait eu l'intention d'utiliser les tableaux volés à des fins de corruption de hauts personnalités du monde financier grec. Il aurait versé 50 000 dollars à la bande. La police italienne a, d'autre part, établi que Sciant, le cerveau de l'opération, s'était rendu trois mois avant le vol à Itea où se trouvent les usines de l'homme d'affaires grec.

PHILIPPE PONS.

NOTES

Cinéma

« P'TIT CON » de Gérard Lauzier

Produit typique

La dent dure, jugeant méchamment une société qui prend volontiers vessies pour les lanternes, Gérard Lauzier, cinquante ans, auteur de bande dessinée, apporte au cinéma une bagarre, une victoire, assez naturelle pour qui tient le crayon aujourd'hui. Ce produit par Alain Poiré de Gaumont, père fondateur de la France moyenne au cinéma depuis des générations, et Marcel Dassault, son nouveau film ne laisse rien au hasard.

Michel Chapon, le héros de Lauzier, en train de passer son bac, en veut au monde entier de son incapacité à s'adapter à la vie telle qu'elle est. Ses parents sont de ces petits soins mais ne le comprennent pas. Complètement à mourir, il n'arrive pas à aimer, à faire l'amour avec une loubarde maghrébine, père blanc, demeure et raciste, mère ramené d'Algérie lors de la guerre du même nom.

P'tit Con est un produit typiquement de chez nous, râleur, un brin ringard, où, derrière les apparences, les anciens continuent, sur un autre ton, de faire la morale aux plus jeunes. Mais à trop vouloir prouver, on perd le sens, et on rit jaune.

L. M.

* Voir les films nouveaux.

Théâtre

« CHANT DANS LA NUIT » de Marie Noël

Données immédiates

Chant dans la nuit, mis en scène par Jean-Pierre Nortel à l'Essaon, repose surtout sur des pages du livre de Marie Noël, *Notes intimes*, très beau cahier de choses vues, courts poèmes, fragments de journal, méditations singulières. Ce livre a beaucoup de lecteurs, et il est donc épuisé chez l'éditeur, Stock, qui le réimprime une fois de plus : les *Notes intimes* se trouveront de nouveau en librairie le 25 de ce mois de janvier, au plus tard.

« LE PASSEPORT » de Pierre Bourgeade

La femme du village

A la fin du siècle dernier, dans un village de la Russie à quelques centaines de mètres de la frontière polonaise, une femme vient recevoir son passeport chez le fonctionnaire de l'état civil. Ce passeport, elle l'a demandé depuis plus de vingt ans.

La pièce de Pierre Bourgeade, à propos de cette histoire d'un passeport qui en fin de compte ne sera pas accordé, oppose deux personnes, deux vies : celle de la femme du village, sincère, patiente, et celle du fonctionnaire, très bizarre, qui transgresse la loi en feignant de la respecter.

Ce petit spectacle, mis en scène par Bruno Cartucci, provoque un

VARIÉTÉS

Renaud, la chanson nature

(Suite de la première page.)

L'anarchiste libertaire (*Société*, tu m'asrai, le loubard qui ne se fait pas d'illusion, le « zonard » pris d'une H.M., blême, chantant en argot, en verlan des chroniques de paumées dans les banlieues, et le glorieux qui refuse l'armée pour des raisons humanitaires » et chante *Le Déserteur* le jeune homme que la mer a pris et qui va aux quatre vents « foutra un peu le boxon », qui voyage avec équipement, ferme et orfèvre et décroque dans les ports, dans les endroits un peu répétés qui sentent le travail, la laur et le mazout.

Anarchiste, Renaud l'est par amour de la liberté et parce qu'il se méfie des gens au pouvoir mais il n'est pas « je m'enfonce ». Ça, c'est une manière d'être conservateur », précise-t-il. Je ne dis pas : « Voter, c'est choisir son maître ». J'ai le cœur à gauche et je ne veux surtout pas faire partie des députés du socialisme ».

Au début, Renaud qui avait découvert Bruni à quinze ans, empruntait la pensée de Genet, fouleuse, rouge, caquette et pantalon à carreaux et les chansons avaient un peu une allure de western de banlieue. Aujourd'hui, Renaud est « nature » et malgré son infirmité puerile, il esquisse, de son propre aveu, une sorte d'autoportrait dans une chanson comme *Manu* :

« Eh ! Manu rentre chez toi
Y'a des larmes plein ta bière
Le bistrot va fermer
Pi tu gonflas la taillière
J'crois qu'un mec en cuir
Ce poutre pas t'arriver
J'pense même que souffrir
J'oublie qu'tes tatouages »

Et ta lame de couteau
C'est surtout un blindage
Pour ton cœur d'artichaut. »

Au Zénith, c'est un public où les générations se mêlent qui vient voir Renaud. La mise en scène est effrénée avec un dispositif de lumières très sophistiqué capable de transformer le plateau en un bateau, une salle de bal musette ou un manège de Luna Park. Quinze musiciens entourent le chanteur et certaines associations de son — par exemple l'accordéon et les violons — sont d'heureuses réussites. Quelques gags très courts et bien venus illustrent un concert de près de deux heures et demi sans entracte où Renaud chante *Chanson pour Pierrot*, *Manu*, *Mon beau*, *Le Père Noël noir*, *Dès que le vent souffle*, *Morgane de toi*, *Le Déserteur*...

Le Zénith quant à lui, a réussi son examen de passage : l'acoustique est bonne, la visibilité correcte et les sièges sont relativement confortables.

CLAUDE FLÉOUTER.

* 20 h 30.

à partir du 23

21 représentations

exceptionnelles

le lierre théâtre

22, rue du Chevaleret (13) 2 586 55 11

invite le théâtre du point aveugle

PROMÉTHÉE

ENCHAÎNÉ, eschyle

MORT DU COMÉDIEN GEORGES RIGAUD

Le comédien Georges Rigaud est mort le mardi 17 janvier, à la résidence gériatrique de Leagues, près de Madrid, après avoir été renversé par une moto. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

[Né à Buzon-Airès le 11 août 1905, Georges Rigaud, de son vrai nom Jorge Rigato Delisette, se fixe en Espagne en 1936, après avoir travaillé à Hollywood, en Italie, dans son pays et aussi en France, où il tourne, notamment, *Le Juillet*, de René Clair, et où il tient, au cinéma, les emplois de séducteur désinvolte.]

Le chorégraphe soviétique *Rostislav Zakharov* vient de mourir à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il avait dirigé pendant vingt ans (de 1936 à 1956) la troupe des ballets du Bolchoï.

PETITES NOUVELLES

Fin de la grève à la Comédie Française. — Les machinistes CGT de la Comédie Française, qui avaient reconstruit leur mouvement de grève jusqu'au 22 janvier, ont repris le travail le 19 janvier, sans avoir reçu de réponse positive à toutes leurs revendications.

SOUVENIR D'ANDRÉ BAZIN. — L'Atelier Lumière présente, en liaison avec la Cinémathèque française, un choix de sept programmes centrés sur le thème « André Bazin et le documentaire ». Méliès et Clouzot y côtoient Flaherty, Rossellini et Rouch. Les projections ont lieu les mardi et jeudi, à 20 h 15 (sauf le mardi 24 janvier), dans la petite salle de la Cinémathèque, à Chaillot.

QUELQUES DATES PARMI LEURS TOURNÉES



PATRICK SEBASTIEN



FRANCIS CABREL



RENAUD

JACQUES MAYOL

MAURICE TEFODOR

ARTMEDIA VARIÉTÉS

COMMUNICATION

La SFP et la création audiovisuelle

II. - Des mutations techniques et commerciales

Le sénateur Cluzel, dans son rapport annuel sur le service public de la radiotélévision, a notamment dénoncé les dépenses improductives de la Société française de production et de création audiovisuelle (le Monde du 11 janvier). Des redressements internes ont été déjà apportés, mais la SFP est-elle bien en mesure d'affronter avec succès la grande bataille de l'audiovisuel qui s'ouvre ?

L'œuvre originale de télévision est un véritable labyrinthe. Son coût de fabrication doit être amorti, en principe, en une seule soirée, alors qu'un film de cinéma peut bénéficier d'une succession de recettes, grâce à des projections répétées. Une soirée de télévision (soit trois heures au moins) revient, pour une famille, à un peu plus de 1 franc; une séance de cinéma (une heure trente à deux heures) coûte, pour trois personnes, entre 70 et 80 francs. Il convient de rappeler cette vérité première avant que d'aligner des chiffres qui peuvent décevoir.

A la SFP, l'heure de fiction peut varier entre 1 million de francs (pour « Messieurs les jurés ») et 4 millions (« Le Dialogue des carmes »). Autres exemples : « Les cinq dernières minutes » environnent à 2 millions l'heure et « Fabien de la Drôme » a coûté 3 millions l'heure. On estime donc le coût moyen actuel entre 2,7 et 3 millions de francs l'heure. A ce chiffre impressionnant, la Chambre syndicale des producteurs privés de télévision - qui se plaint d'un manque de commandes (le Monde du 22 et du 23 novembre) - oppose celui de 1,7 million de francs en moyenne qu'elle prétend pratiquer. Sur ces bases s'ouvre alors une controverse sans fin sur la comparaison des moyens utilisés, la qualité du produit et les amortissements très lourds assumés par la seule SFP concernant certains « à-côtés » (costumes, mobiliers, décors, etc.) que nous avons évoqués dans notre précédent article. Selon le rapport Cluzel, « le coût horaire réel dans le secteur privé est inférieur de 10 à 20 % à celui des émissions comparables réalisées avec la SFP ». Selon les dirigeants de celle-ci, la différence ne dépasse guère 10 %.

L'écart entre les barèmes est encore plus mince dans le secteur vidéo, notamment la vidéo mobile, où la rentabilité des moyens tourne cette fois à l'avantage de la SFP : les cars y sont utilisés cent quatre-vingts jours par an contre cinquante en moyenne dans le secteur privé. Il y a seulement trois ans, le montage vidéo était un gros travail. L'introduction de l'informatique à la SFP a permis de domestiquer beaucoup de choses à des prix supportables. Enfin, les moyens de post-production, induits par ce progrès, connaissent un succès énorme et assurent le plein emploi. Malheureusement, « les coûts sociaux de production ne cessent de monter », constate M. Bertrand Labrousse, PDG de la SFP, ce qui a le don d'annuler l'augmentation pourtant spectaculaire des recettes fournies

LA TÉLÉMATIQUE AU SECOURS DES TÉLÉSPECTATEURS MALENTENDANTS

Télédiffusion de France (TDF) va commencer à diffuser un modèle de décodeur vidéo particulièrement destiné aux sourds et malentendants. Cet appareil permet d'afficher en surimpression sur l'écran des sous-titres diffusés simultanément aux émissions grâce au procédé télématique de vidéotexte. ANTIOPE. Pour le moment, seule Antenne 2 « accompagne » ainsi ses émissions trois heures par semaine. Il s'agit notamment des feuilletons « Marco Polo » et « Fabien de la Drôme ». Mais la chaîne devrait développer cette initiative dans le courant de l'année et serait bientôt rejointe par TF 1, qui prévoit également de sous-titrer plusieurs de ses émissions dans quelques mois.

TDF a commandé trente mille décodeurs pour 1984 et veut les diffuser auprès des 3,8 millions de Français susceptibles d'être intéressés, par l'intermédiaire de deux réseaux commerciaux qui ne sont pas encore choisis. Avant que l'effet de série permette d'en faire baisser éventuellement le prix, le décodeur vaudra aux alentours de 2000 F. Certaines résidences pour personnes âgées ont déjà prévu de s'en équiper; ce serait le cas d'établissements situés à Lille, Arras, Nantes, Bordeaux et Besançon, comme la résidence Voltaire d'Alfortville où le président de TDF et le maire de la ville, M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité, devaient en inaugurer l'installation, vendredi 20 janvier.

par les commandes des sociétés de programme TF1, A2 et FR3.

« La SFP, c'est le royaume d'Ubu », avait-on coutume d'entendre, lorsqu'on apprit qu'elle avait réalisé, en 1982, un cash-flow positif de l'ordre de 5 millions de francs, avant déduction des amortissements et frais financiers, et ce malgré deux mois (juillet et août) catastrophiques en ce qui concerne l'occupation des différents plateaux : épidémie de rediffusions sur TF1, tournages en extérieurs par A2 et commandes nulles pour FR3. Pour éviter le retour de cet échec, une instance particulière - comprenant un comité paritaire SFP-sociétés de programme, assisté d'un groupe technique - a été mise en place « pour mettre les problèmes à plat et arriver à une bonne planification », selon les propres termes de M. François Lemoine, directeur général pour la production.

De même a-t-on pris des mesures contre cette maladie endémique que constituent les dépassements de devis et qui, sous le régime de la loi de 1974, étaient « épongés » par la SFP. Dernier exemple en date, cité dans le rapport Cluzel : la série télévisée « Les Misérables » dont le projet, engagé en 1980 sur la base prévisionnelle de 28 millions de francs, atteignait 49 millions de francs en 1981. Appelé à la rescousse, le Groupement des éditeurs de films acceptait, en août 1981, de prendre 51 % du projet à sa charge en vue d'une exploitation-film. Mais d'importantes dépenses de réalisation ainsi que des frais financiers ne pris en compte dans le devis - devaient se traduire, finalement, pour la SFP par une perte de 23,6 millions de francs. Même s'il est très difficile - les producteurs de films de cinéma le savent, de mal-triser parfaitement les phases multiples d'un tournage et les impondérables qui peuvent surgir, de telles « bavures » ne doivent bénéficier d'aucune circonstance atténuante.

De nouveaux outils

La Société française de production, désormais assurée d'un « minimum vital » financé par les sociétés de programme de télévision et d'une volonté politique de sauvegarde d'un vrai secteur public de production télévisée (1), semble aborder l'avenir avec confiance. La diversification de ses activités est probablement la chance qui s'offre à elle à l'heure du développement de la communication audiovisuelle. Il y aura bientôt dix ans, M. Jean-Charles Edeline, PDG de la SFP, dans un élan visionnaire, parait d'assurer l'équilibre financier de la société à l'horizon 80 sur la base du tryptique suivant : un tiers grâce aux commandes des chaînes, un tiers par la production propre à la SFP, un tiers enfin par les nouvelles techniques. Même si M. Bertrand Labrousse n'entretient pas précisément ce rêve d'écure, il place de sérieux espoirs dans l'utilisation et l'exploitation de l'informatique pour la création d'images. M. Michel Oudin, délégué à la prospective et au développement, et ingénieur passionné, est chargé de mettre en œuvre un « plan images » conçu dès 1981, dont la palette électronique Aurora - qui sert à fabriquer des logos, des génériques dont les trois chaînes se servent aujourd'hui - illustre déjà la réalité. Certes, « les Américains ont pris une certaine avance », reconnaît M. Oudin, ce qui explique qu'il ait incité la SFP à signer avec une société américaine Image West (49 % d'actions), un accord pour réaliser un prototype d'appareil d'animation, en trois dimensions, « permettant l'interaction entre le créateur et la machine ».

Le système Verself sera le cadeau de nouvel an 1984 de la SFP à l'équipe de techniciens du service recherche, dont Max Debranne, le célèbre maître tringueur des émissions de Jean-Christophe Averty. « Grâce au service public de l'audiovisuel », souligne encore M. Oudin, il est permis de dire que la recherche fondamentale, dans ce domaine, se fait maintenant en France et pas seulement aux Etats-Unis. L'enjeu étant de ne pas lancer seulement de nouveaux outils mais de révéler peut-être de nouveaux talents, une nouvelle race de créateurs... » A quand la première émission de fiction dans un décor entièrement électronique ? La SFP et l'INA ont, d'autre part, l'intention de créer une filiale commune pour le développement des nouvelles techniques.

Le marché institutionnel constitue aussi virtuellement pour la SFP une piste intéressante, que M. Pierre Cornille est chargé d'explorer. La vidéotransmission a déjà fait parler d'elle à plusieurs reprises, notamment à l'occasion de la transmission de l'opéra-bouffe la Belle Hélène dans dix-sept villes de France. Le

championnat d'Europe des nations, en football, peut fournir cette année un bon prétexte à vidéotransmission. La SFP souhaite aussi développer la réalisation de vidéogrammes de promotion (elle a fait, en 1983, celui du Crédit lyonnais) comme de films d'entreprise, bien que la concurrence soit vive dans ce secteur (on dénombrerait trente à quarante sociétés en France spécialisées dans cette branche). Enfin, on songe, rue des Alouettes, à conforter de timides débuts dans la réalisation de spots publicitaires vidéo. Dès l'année 1983, la section « marché institutionnel » aura rapporté 15 millions de francs à la SFP, tandis que M. François Lemoine estime que 13 % à 14 % du chiffre d'affaires de la SFP sont déjà réalisés en dehors des programmes de télévision.

D'autre part, on ne saurait sous-estimer les succès remportés par la branche cinéma de la SFP, qui a été, lors de la Nuit des césars 1983, le producteur le plus primé : six césars et dix-sept nominations. M. Charles Greber, directeur du service de presse et des relations publiques, vient d'être également nommé responsable de ce secteur « grand écran », qui a produit notamment pour la saison 1983-1984 « Un amour de Swann », le Bon Plaisir et le Grand Carnaval.

Pour une politique nationale

Les sections syndicales CFDT et CGT, nettement majoritaires à la SFP puisqu'elles totalisent, presque à parts égales, plus de 80 % des voix aux élections professionnelles - ne parviennent pourtant pas à la solide optimisme de la direction générale quant à l'avenir de l'établissement. Si le statut donné à la SFP par la loi de 29 juillet 1982 est, selon la CGT, « un élément positif » par rapport aux garanties de privatisation que contenait celle de 1974, « ses potentialités demandent à être creusées ». Le budget des investissements (50 millions de francs en 1984) est insuffisant : 70 millions seraient nécessaires, ne serait-ce que pour liquider des studios de Joinville (dont l'entretien coûte 15 millions de francs par an, à fonds perdus pour ainsi dire car ces plateaux n'ont plus aucun avenir).

Les cinq cents postes supprimés en 1980 pour réduire la situation financière de la SFP masquent la réalité : non seulement cette compression d'effectifs a réduit la capacité de production du service public, ce qui, selon la CGT, est gravement préjudiciable pour la politique culturelle des programmes, mais elle a induit, malgré tout, la présence nécessaire de quelque deux cents « occasionnels permanents ». Enfin, « on risque de payer cher les retards sur les nouvelles techniques », dit la CGT, malgré « un personnel très disponible », parce que les moyens de recyclage restent insuffisants.

Si les représentants de la CFDT expriment, sur ces mêmes points, des critiques semblables, ils regrettent beaucoup plus ouvertement l'occasion manquée qu'a été, selon eux, la nouvelle loi sur l'audiovisuel. Dans la perspective de développement du marché de l'image, « on est condamné à réuser ce qui a été acquis avec un secteur public de production fort et dynamique ». Or la SFP est trop dépendante d'un ensemble incohérent, vivant à l'année, sans garantie pour la suivante... Confrontée à des mutations technologiques considérables, entraînant des paris à trois, cinq ou dix ans, la SFP doit avancer un peu en jauge. Plus grave encore, toujours selon la CFDT : « La Société française de production n'a pas en son sein... de producteurs, c'est-à-dire des hommes à idées, des entrepreneurs. Car les chaînes préfèrent canoniser la SFP dans un simple rôle de prestataire de services ».

Mais pour que l'établissement joue le rôle qui devrait être le sien, il lui faudrait « se structurer en vraie entreprise de production ». Ce qui, pour la CFDT, n'est pas évident à cause des « mandarinats » que certains responsables cultivent à la SFP. A cet égard, les syndicats rappellent que la création d'un modeste comité paritaire de planification des productions a été obtenue à l'issue... d'une grève de personnel, en novembre 1982. La CFDT plaide également en faveur d'une « structure d'accueil simple, destinée à ne pas effrayer le client ». Ce qui n'est pas le cas actuellement.

Finalement, les syndicats se retrouvent d'accord pour réclamer la déflation d'une politique nationale de l'audiovisuel prenant en compte les besoins en programmes à l'horizon 90 (avec la quatrième chaîne, les satellites de télévision directe, le câble), politique dans laquelle la SFP serait le fer de lance.

CLAUDE DURIEX.
FIN

(1) L'autorité de tutelle a prévu, pour 1984, une enveloppe budgétaire supplémentaire de 300 millions de francs, dont 120 réservés à la SFP.

EXTENSION POSSIBLE DE LA ZONE DE DIFFUSION DE TÉLÉ-MONTE-CARLO

Télé-Monte-Carlo (TMC), la chaîne privée de télévision monégasque pour la région de la Méditerranée, a demandé à l'autorité de tutelle de la zone de diffusion déposée il y a plusieurs mois par la principauté et que la visite du président de la République à Monaco a remis à l'ordre du jour, pourrait en effet recevoir dans les jours prochains une réponse positive, assortie toutefois de recommandations semblables à celles figurant dans le cahier des charges de nos trois chaînes et concernant notamment la publicité, la diffusion des films de cinéma et l'équilibre de l'information.

Outre un rattrapage de la surface perdue au fil des ans à cause de la multiplication des récepteurs de Télédiffusion de France (TDF), cette augmentation de la zone d'émission pourrait également, comme l'espèrent les actionnaires de TMC - Europe 1 communication (60 %), RMC (22 %), la principauté (18 %) - conduire la station vers l'équilibre financier. Nul besoin, en tout cas, de suivre la procédure de concession de service public dont relève obligatoirement tout autre service privé de télévision hertzienne : l'article 85 de la loi du 29 juillet 1982 prévoit, pour les stations exploitées en vertu d'un accord international, un simple régime d'autorisation. Une autorisation dont le principe semble tout à fait acquis, mais sur laquelle sont encore mobilisés à la fois le Quai d'Orsay, le secrétariat d'Etat aux techniques de la communication... et l'Elysée.

VU

Les martyrs du Nordeste

Terre craquelée, effroyable, désolée. Autres caïnades, moignons dressés sous un ciel d'acier. Cela fait cinq ans qu'il n'est pas tombé une goutte d'eau dans le Nordeste, au Brésil. La soif a brisé un million et demi de kilomètres carrés (quatre fois la France). Douze millions de personnes sont menacées de mort ou de folie s'il ne pleut pas en 1984. On voit des familles manger des cactus, des racines, des rats : attendre le passage (incertain) des carillons, qui annoncent l'heure polémique qui donne le typhus. On voit des enfants travailler dans des froids de travail pour des salaires dérisoires. On voit ceux qui parviennent à échapper dans les bidonvilles de Fortaleza ou de Rio : ils vont chercher, dans la poubelle des décharges publiques, ce qui est mangé et ce qui ne l'est pas.

Images dures. Réalité terrible. On les a vues à deux reprises sur Antenne 2, la semaine dernière (à « Résistances », puis à « Dimanche magazine »). On les verra encore, ce vendredi soir, au cours de la soirée que TF 1 consacre à « La famine brésilienne ». Trois magazines coup sur coup, ce n'est pas trop pour ce drame humain (voir le Monde daté 15-16 janvier).

Le reportage de Christian Bincourt, sur TF 1, n'a pas eu regard critique. Tourné en novembre, il insiste davantage sur le drame humain, les mendiants qui se multiplient, les formes épuisées, les gosses qui deviennent idiots de manière irréversible. Document intense, plus émouvant qu'un humanisme, qui s'interroge aussi sur le refus du Brésil à accepter les aides internationales proposées.

On trouve beaucoup de monde, au Brésil, pour dénoncer l'absence de plan, bien sûr, mais pour dire aussi que certains ont intérêt à laisser la situation se dégrader. On attend du début qui suivra que cela soit dit.

CATHERINE HUMBLLOT.

Docman - se voit - plus curieux, sans préjugés, surprenant, dérangeant et utile par ses trucs et ses adresses... Plus sarcastique que d'autres magazines masculins dans lesquels la femme joue un rôle important, Dédicé offre 152 pages de lecture, format newsmagazine.

Vendredi 20 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Ce soir sur TF 1 à 20h30 **CARNAVAL SPÉCIAL** PATRICK SEBASTIEN. Nouveau Disque et Cassette. 1983. MARCUS.

20 h 35 Variétés : Carnaval. Une émission préparée et présentée par un spécialiste du travestissement et du déguisement, Patrick Sébastien. Surveys.
21 h 50 Les mardis de l'information : famine au Brésil. Magazine de la rédaction de TF 1 proposé par A. Demers. Dans le Nordeste au Brésil, il n'est pas tombé une goutte d'eau depuis six ans. Douze millions de personnes menacent de mourir, dans le Nordeste, au Brésil. Les secours n'arrivent pas. Pendant un mois, Ch. Brincourt et Ph. Viellecasse ont parcouru cette région où se développe la violence. Ce reportage sera suivi en seconde partie d'un débat avec H. de Macedo, psychanalyste brésilien, E. Rosti, journaliste brésilien, N. Pereira, chanteuse brésilienne et B. Lottiers, puis un concert brésilien, avec des grands... Chico Buarque, Edu Lobo, Jao Bosco, Paulinho da Viola.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Aidez-les... à réussir avec la collection **APPRENDRE** ORTHOGRAPHE-LECTURE. 19,50 F chez votre librairie. HATIER.

20 h 35 Feuilleton : Fabien de la Drôme, de J. Combes et S. Lorenz, réal. M. Wyn. Avec J.-F. Garraud, B. Avon, S. Aznar, C. Beaudouin. Scène épiques du grand feuilleton-épique de Stelio Lorenz, inspiré d'une histoire vraie racontée dans l'Arche. Chevaliers, bagarres, coups de fusil dans la France du Directoire. Derrière la morale simple, une peinture passionnante d'une époque extraordinairement trouble.
21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : Femmes d'influence, sont invités : René-Jean Clot (Un amour interdit), Michelle Coquilhat (Qui sont-elles ?), Michèle Sarda (Regard sur les Françaises), Jacques Tourneur (Jeanne de Luyss, comtesse de Verre), Henri Troyat (Marie Karpovna).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club (cycle France années 40) : le Capitaine Fracasse. Film français d'Abel Gance (1942).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Georges Méliès. Magazine d'A. Campagn. Préface d'abord le 13 janvier, l'émission a été reportée. Le secrétaire général du P.C.F., qui aura présenté le 17 janvier un rapport sur « les conditions de l'action pour le changement en 1984 » au comité central, répond aux questions de M. Naudy (Sport 3), G. Denoyen (France-Inter) et de notre collaborateur, P. Jervais.
21 h 50 Journal.
22 h 10 Bleu outre-mer. Tableaux : Ventes américaines à Born-Born : Guyane, « les Himogis à Cacao », Nouvelle-Calédonie, « la Vie des Mélanésiens ».
22 h 55 Prélude à la nuit. Sonnet 2 pour violon et piano, de M. Milosavljević, par A. Jodry (violon) et J. Koenig (piano).
FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE
17 h 5 Dessin animé : du plomb dans la neige.
17 h 10 Un regard d'arrière : les gens du voyage.
17 h 35 Le monde à Paris : Les Américains à Paris.
17 h 50 « Les Six de Bourgogne » : reportage chez J. Lameloise, restaurateur à Chagny.
18 h 15 Devenir musicien.
18 h 30 Ecoutez votre école : la recherche instrumentale.
18 h 55 Dessin animé : Gif et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers. Travaux vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.
FRANCE-CULTURE
20 h Le Naufage : avec des documents sonores enregistrés en pêche et à terre.
21 h 30 Musique : Black, mal blues, la mémoire africaine aux États-Unis.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct de Stuttgart) : Symphonie n° 9, de Mahler, l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. G. Berini.
22 h 15 Fréquence de nuit : Musiques de la Révolution.

Les programmes du samedi 21 janvier sont dans le Monde-Info.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 21 JANVIER
- M. Alfred Sauvy, économiste, participe au journal d'Antenne 2, à 12 h 45.

Mois de l'occasion chez Renault CREDIT 3 FOIS MOINS CHER*

*Du 14 janvier au 15 février 1984. Crédit total au TEG de 8,90 % pour une durée de 12 mois sur les véhicules garantis O.R. ayant au plus 3 ans d'âge. Exemple pour un montant financé de Fr 10.000 : 12 mensualités de Fr 946,81. Montant des intérêts Fr 438,81. Sous réserve d'acceptation du dossier par D.A.C. SA au capital de 350 millions de francs. RC PARIS 8 342 052 453. 51-53 Champs-Élysées - PARIS 8.

JUSQU'AU 15 FEVRIER

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

مكتبة الامم المتحدة

LA RÉDUCTION DES IMPÔTS
ET DES COTISATIONS SOCIALES

**Le piège
ou comment s'en sortir**

La promesse faite il y a quatre mois par le président de la République de diminuer d'un point, en 1985, le poids des prélèvements obligatoires — promesse confirmée mercredi 18 janvier — était-elle sage ?

Économiquement et socialement, M. Mitterrand ne s'est pas trompé. Un véritable danger existait : décourager les Français de travailler plus et mieux, d'innover, d'entreprendre, de favoriser le travail au noir, celui qui échappe à l'impôt et aux cotisations sociales. Le risque n'est pas illusoire : ce qu'on appelle l'économie clandestine, celle qui échappe aux statistiques comme au fisc, s'est considérablement développée. En Italie bien sûr, où il s'agit presque d'un système d'organisation, mais également, et d'une façon presque systématique, dans les pays à fiscalité élevée : Suède, Danemark, Islande... La Suède, pays le plus touché en Europe, selon le Bureau international du travail, est aussi celui où les prélèvements sont le plus lourds. Le risque existe aussi d'une fuite des cadres vers les pays à fiscalité légère. Ce risque est lui aussi bien réel.

M. Mitterrand avait eu une formule : « Trop d'impôts, pas d'impôt ». On pourrait dire

aussi : « Trop d'impôts, moins de travail ».

Politiquement, le président de la République n'a pas voulu laisser M. Chirac exploiter tout seul le thème — très populaire maintenant — de l'État envahissant. Même s'il est paradoxal de voir un socialiste chasser sur les terrains d'un libéral et promettre de réduire le rôle de l'État dans l'économie — en diminuant ses dépenses et ses recettes — on peut penser que M. Mitterrand voit juste, même s'il s'aliène la confiance des socialistes purs et durs, ceux qui estiment que le salut ne peut venir que de l'État.

Tout cela étant dit, M. Mitterrand s'est enfoncé — et a enfoncé avec lui son gouvernement — dans un terrible piège. Annoncer qu'en 1985 les prélèvements obligatoires devront baisser de 1 point par rapport à 1984, c'est attendre que ces prélèvements — impôts et cotisations sociales — reviennent à 44,5 % du produit intérieur brut, c'est-à-dire, grosso modo, à leur niveau de 1983. Promesses qui paraissent faciles à tenir, puis, que 1983 était déjà une année lourdement imposée. L'État et la Sécurité sociale abandonneraient en quelque sorte les surtaxations de l'année 1984, pas davantage.

65 milliards

Mais raisonner ainsi, c'est sous-estimer deux choses. La première est que, si rien n'est fait, les impôts et les cotisations sociales s'alourdiront à nouveau : en 1985, spontanément, pourrait-on dire. La seconde est que des mesures extrêmement importantes sont en jeu. En fait, la promesse de M. Mitterrand correspond à une réduction des prélèvements, l'année prochaine, de quelque 65 milliards de francs. Cela est considérable : puisque représentant l'équivalent de 30 % de la totalité de l'impôt sur le revenu. Ce simple rapprochement donne une idée de l'ampleur du problème.

Ce n'est pas tout. Réduire les impôts est facile et même agréable à annoncer pour un chef d'État. Et c'est là que se cache le piège : si l'on ne réduit pas les dépenses publiques, on ne peut pas réduire les impôts. Or, depuis 1980, les dépenses publiques ont augmenté de 12 % et que, cette année, la progression du budget ne dépasse pas 6,5 %, moins que la hausse probable des prix ? Si l'on se souvient qu'en 1982 les dépenses avaient augmenté de presque 28 %, on voit qu'en deux ans le freinage a été considérable. Si considérable que l'État a dû se décharger sur d'autres — les PTT, Gaz de France, le Calais des dépôts et consignations, etc. — du soin de financer un grand nombre de dépenses. L'État ne crée plus d'emplois et n'en crée plus pendant cinq ans. Malgré cela, le déficit budgétaire de 1983 n'a pu, semble-t-il, être contenu dans la limite des 119 milliards de francs prévus...

De même, la limite du déficit fixée pour cette année (125 milliards de francs) apparaît dès maintenant tellement difficile à respecter que, quelques semaines seulement après avoir été votée par le Parlement, la loi de finances pour 1984 est déjà soumise, tête, aussitôt par les pouvoirs publics, en vue d'un blocage de 20 à 25 milliards de francs de dépenses.

Comment, dans ces conditions, imaginer qu'on puisse à nouveau réduire d'un cinquième de milliards de francs les dépenses de l'État en 1985 ?

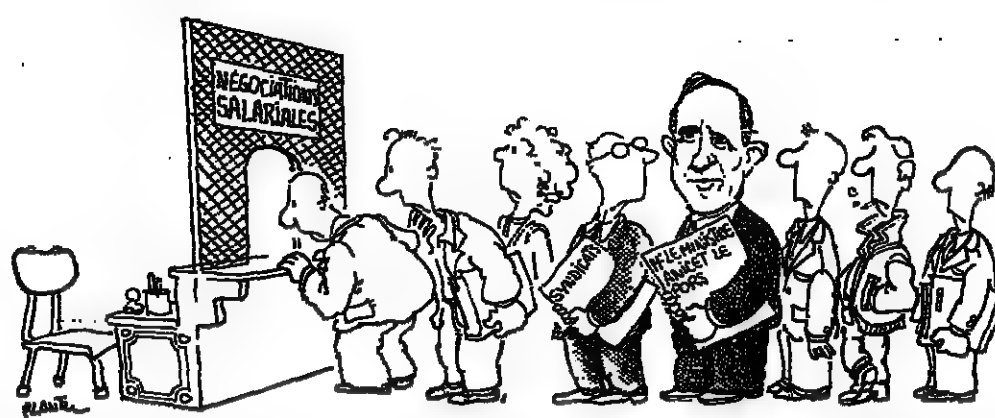
ALAIN VERNHOLLES.

LES NÉGOCIATIONS SALARIALES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

M. Le Pors entend d'abord régler la question de la « clause de sauvegarde »

M. Anicet Le Pors va devoir déployer des trésors de diplomatie ce 20 janvier lors de l'engagement des négociations salariales avec les fédérations de fonctionnaires pour faire avaler de nouveau une pilule d'austérité. La COC, non signataire du relevé de conclusions du 22 novembre 1982, comme la CGT et la FEN, brillera par son absence, ayant décidé en novembre dernier de rompre toutes relations avec le secrétaire d'État chargé de la fonction publique pour ne s'adresser désormais qu'au premier ministre. Il est vrai que ce n'est qu'au nom de M. Mauroy que M. Le Pors peut présenter des propositions et que le cadre fixé par le chef du gouvernement dans sa lettre du 31 décembre 1983 est particulièrement strict pour 1984.

Lors de cette première réunion, il s'agissait principalement de régler la question de la fameuse clause de sauvegarde, si ambiguë dans sa formulation, donc d'apurer 1982 et 1983 avant d'entrer dans le vif des discussions pour 1984. Mais tout est lié, et la marge est étroite. Le relevé de conclusions « prévoit qu'il sera procédé à un ajustement des rémunérations, en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse, après examen par les parties des modalités et du calendrier, en fonction de la situation et des perspectives économiques, lorsque sera connu l'indice des prix de décembre 1983 ». On n'a qu'une indication provisoire sur cet indice de décembre (+ 0,3 %), mais tant M. Le Pors que M. Mitterrand, M. Mauroy et M. Delors, pourtant récents au départ, se sont engagés à respecter cette clause de sauvegarde. Mais comment ?



Dessin de PLANTU.

Pour M. Le Pors, la clause de sauvegarde joue en masse et doit donc se comparer à la moyenne des prix pour un éventuel ajustement. Dans ce cas, va-t-on comparer la moyenne des prix 1982-1983 à la masse salariale 1981 ou la moyenne des prix 1983 à la masse 1982 ? Les fédérations de fonctionnaires vont jouer aussi sur l'ambiguïté de l'article 3 du relevé — « la valeur unique du point 100 sera établie au 1^{er} janvier 1984 sur la base du niveau résultant des hausses préfixées et différenciées intervenues » — pour obtenir une application de la clause de sauvegarde en faveur de son côté à travers les pertes constatées par rapport au glissement des prix. Alors que pour 1982-1983 celui-ci devrait être de 19,85 %, la hausse des traitements, avec le jeu de ce qu'on a appelé le « 2 % baladeur », a été de 18 %. Il y a donc décalage.

Le gouvernement avait envisagé,

pour régler cette question épineuse de la clause de sauvegarde, d'avoir recours à une prime exceptionnelle — uniforme ou dégressive — qui, ne portant que sur un mois, avait l'avantage de donner un peu plus de marge pour les discussions 1984. Mais les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils étaient hostiles à cette formule. Lors de cette première réunion, M. Le Pors devait surtout résumer l'application de cet engagement dans le contexte économique général et écouter les propositions des fédérations. Celles-ci, signataires ou non, se montrent très critiques et très inquiètes, la CGT ayant déjà annoncé une semaine d'action du 23 au 27 janvier.

Le relevé de conclusions pour

1984 risque de n'être pas signé, l'effet report des augmentations intervenues en 1983 sur la masse 1984 étant évalué à 6,17 %, alors que la moyenne des salaires doit augmenter conformément à celle prévue pour les prix, soit 6,1 % (l'augmentation ne devant pas excéder 5 % en niveau). Ce n'est qu'en réglant habilement la question de la clause de sauvegarde que M. Le Pors pourra se donner ou non une marge pour 1984. Difficile. D'autant que les syndicats ne croient guère à la réalisation de l'objectif de 5 % pour les prix et que le gouvernement sera peut-être hésitant à accepter une nouvelle clause de sauvegarde...

M. N.

SELON L'ENQUÊTE SEMESTRIELLE DE L'APEC

**Les cadres confirmés
sont moins frappés
par la crise de l'emploi**

Malgré un fléchissement général de l'emploi, les cadres confirmés semblent moins souffrir de la crise que les autres salariés. C'est ce qui ressort de la dernière enquête de conjoncture de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), un sondage effectué tous les six mois depuis 1976, auprès d'un échantillon d'entreprises appartenant exclusivement aux secteurs privé et national.

Au total, 3 175 entreprises, occupant en général un minimum de 50 salariés, ont été consultées, ce qui représente 2 241 000 salariés, dont 218 000 cadres, soit 14 % de l'effectif des cadres en France.

L'enquête révèle qu'en 1983 un peu plus d'une entreprise sur deux (54 %) a recruté au moins un cadre, soit une proportion supérieure à celle de 1982 (47 %). Toutefois, le nombre moyen de postes pourvus par entreprise a nettement diminué. Il en résulte une baisse estimée à 10 % des recrutements extérieurs (84 600 contre 94 000) dans les entreprises françaises du secteur privé, ainsi qu'une baisse estimée à 11 % des promotions internes (45 900 contre 51 700).

Sur 100 postes de cadres, toutes entreprises confondues, 35 ont été pourvus par promotion interne de non-cadres ; 20 par recrutement de jeunes diplômés au sortir des écoles ; 14 par recrutement de jeunes cadres ayant une expérience de un à cinq

ans, et 31 par recrutement de cadres confirmés.

Selon MM. Jean Prével, directeur général adjoint de l'APEC, et Michel Vilpoux, directeur du secteur études et développement de cet organisme, deux secteurs de pointe seulement, habituellement « investisseurs », restent fidèles aux jeunes diplômés : l'électronique et la construction aéronautique.

En ce qui concerne l'emploi de l'ensemble des salariés en 1984, les entreprises sont moins nombreuses à manifester l'intention de recruter (13,3 % contre 15,7 %) ou même de maintenir leurs effectifs (57,9 % contre 60,5 %). Quant au pourcentage d'entreprises envisageant d'augmenter leurs effectifs, il n'a jamais été aussi faible : 13,3 %.

Pour les cadres, l'APEC note un ralentissement des intentions d'embauche, sauf dans celles ayant entre 500 et 1 000 salariés, où les perspectives s'annoncent moins sombres. La promotion interne continuera d'occuper, au cours du premier semestre 1984, une place importante dans le pourvoi des postes de cadres, au détriment de l'embauche des jeunes diplômés. Quelques flots demeurent encore porteurs en matière d'emploi des cadres : l'énergie, la pharmacie, la construction électrique et électronique, les industries agricoles et alimentaires, la chaussure, le papier-carton, l'imprimerie-presses et les banques-assurances.

AGRICULTURE

**LA FNSEA réclame une hausse de 4 %
des prix agricoles européens**

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), dans un communiqué, « exige du gouvernement la plus grande fermeté dans les négociations à venir sur les prix agricoles et les mesures connexes » et réclame « une augmentation d'au moins 4 % en ECU » au lieu de 0,8 % (1 ECU : 6,90 F).

M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a déclaré à la presse, en lui présentant ses vœux le 19 janvier, qu'il faisait « le pari de l'espoir », pour l'Europe, ajoutant néanmoins que, « si l'Europe s'avérait incapable de surmonter ses différences et ses egoïsmes », toutes les actions et projets de son ministère « auraient bien peu d'importance au regard de la situation devant laquelle la France se trouverait alors ».

De son côté, M. Claude Villain, directeur général de l'Agriculture à Bruxelles, a déclaré le même jour devant l'assemblée générale de l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales que, si aucune solution pour la réforme de la politique agricole commune n'est trouvée d'ici au mois de juin, la Communauté européenne suspendra tous les paiements agricoles en octobre prochain, l'un des points qui devrait être absolument réglé au prochain sommet européen des 19 et 20 mars

étant celui de la contribution budgétaire britannique plus encore que celui de l'accroissement des ressources propres de la CEE.

Outre-Manche, la National Farmers Union (NFI) lance un cri d'alarme en affirmant que les propositions de la Commission de Bruxelles « menacent de ruiner » de nombreux agriculteurs britanniques, leur adoption devant entraîner des réductions de revenus pouvant atteindre 25 %.

Des camions interceptés

Pendant ce temps, les actions contre les camions transportant des produits importés continuent en France. Si vingt-sept camions belges, néerlandais et luxembourgeois ont pu franchir la frontière franco-belge escortés de C.R.S., le 18 janvier, le contenu d'autres camions a été détruit : du foin de porc roumain dans la Mayenne, du vin italien dans l'Hérault.

A l'étranger, les actions des agriculteurs français soulèvent la réprobation. Le Parlement européen à Strasbourg a condamné les « actes de violence » des paysans français, et les chauffeurs britanniques de poids lourds exigent des garanties des autorités françaises.

TRANSPORTS

LOURDEMENT DÉFICITAIRE EN 1982

**Air France a réalisé
un spectaculaire redressement financier en 1983**

La compagnie nationale Air France a opéré, en 1983, un redressement financier spectaculaire, passant, en une seule année, d'un déficit de 792 millions de francs à un bénéfice de 85 millions de francs. Présentant, jeudi 19 janvier, les résultats de l'entreprise, son président, M. Pierre Giraudeau, a insisté sur l'évolution très favorable de la marge brute d'auto-financement, qui a plus que quadruplé par rapport à 1982 (2 380 millions de francs contre 502 millions) pour s'établir à 10 % du chiffre d'affaires, ce qui représente à ses yeux « l'optimum pour bien vivre ».

Ces résultats financiers démontrent donc toutes les prévisions, puisque les projections budgétaires établies à la fin de 1982 laissent craindre un déficit de 610 millions de francs. Et certains événements survenus au cours d'années auraient bien pu l'alourdir encore. Ainsi, des pertes importantes résultant de la politique gouvernementale de rigueur et du renforcement du contrôle des changes ont été enregistrées sur le marché français : pertes que l'amélioration des positions de la compagnie sur les marchés étrangers n'a pas suffi à compenser. Certains de ces marchés n'ont pas tenu leurs promesses : au Proche-Orient et en Amérique du Sud, le niveau des affaires a brutalement décliné pour des raisons tantôt politiques, tantôt économiques. Enfin, la hausse du cours du dollar a amené la réévaluation de certains emprunts courts, alourdissant d'autant le compte des pertes et profits.

Si la situation financière d'Air France s'est inversée, c'est que d'autres facteurs — certains externes, d'autres internes à l'entreprise — ont joué en sa faveur.

D'abord, le coût des carburants a diminué, pour la première fois depuis quatre ans, de 10 % en dollars. En dépit de l'évolution défavorable

de la monnaie américaine, ce poste a évolué moins défavorablement que prévu : au total, 650 millions de francs ont été, de la sorte, épargnés.

Offre et trafic

L'offre de capacité a aussi été élargie pour s'adapter en permanence au trafic. Elle est ainsi demeurée stable, alors que le trafic des passagers augmentait de 2 % et celui du fret de 19 %. Événement significatif de la portée de ces ajustements : l'exploitation des Concorde, qui ne desservent désormais plus que New-York — le seul destination vraiment rentable du réseau supersonique initial, — a, pour la première fois, dégagé un bénéfice : 28 millions de francs.

Les frais financiers se sont, pour leur part, allégés.

Une baisse relative du loyer de l'argent, le report de certains investissements, ont permis de réduire les recours à l'emprunt, tandis que la baisse du prix des carburants et le rapatriement d'une partie des capitaux bloqués en Algérie depuis plusieurs années allégeaient d'autant les besoins de la trésorerie.

Air France s'est donc mieux comportée que la moyenne des grandes compagnies internationales (l'Association du transport aérien international (IATA) s'attend qu'elle enregistre un déficit représentant 2 % de leurs chiffres d'affaires) et elle n'a pu le faire sans sacrifier, contrairement à beaucoup d'autres, ses actifs ou son personnel. La compagnie est donc sur des bases d'autant plus saines pour affronter l'année 1984, que, selon son président, se présente sous un aspect plus favorable que la précédente, en ce qui concerne tant l'économie mondiale que le transport aérien. Mais la vigilance demeure de mise. — J. S.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.-L.	8,5485 8,5510	+ 170 + 290	+ 345 + 390	+ 940 + 1060
S. su.	6,8625 6,8655	+ 120 + 165	+ 260 + 320	+ 740 + 860
Yen (100)	3,6600 3,6635	+ 180 + 205	+ 355 + 390	+ 1050 + 1120
DM	3,0600 3,0620	+ 160 + 175	+ 315 + 340	+ 890 + 945
Fluka	2,7285 2,7225	+ 135 + 155	+ 275 + 320	+ 785 + 825
F.R. (100)	14,9855 14,9940	+ 110 + 220	+ 220 + 595	+ 275 + 625
F.S.	1,9420 1,9440	+ 280 + 385	+ 565 + 595	+ 1570 + 1645
L.I. (100)	5,0135 5,0170	+ 250 + 210	+ 470 + 410	+ 1315 + 1280
£	12,1890 12,1925	+ 280 + 340	+ 575 + 605	+ 1570 + 1780

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 3/4	9 7/16	9 13/16	9 1/2	9 7/8	9 3/4	10 1/8
S.E.-L.	5 3/8	5 3/4	5 9/16	5 15/16	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 7/16
DM	5 9/16	5 3/4	5 9/16	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 7/16
Fluka	10	11	10 1/4	11 1/4	11	11 3/4	11 1/4	12 1/8
F.R. (100)	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/4	1 1/4
ES	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
L.I. (100)	8 3/4	9 1/4	8 15/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
F. franc	11 1/2	11 3/8	12	12 5/8	12 1/4	13	13 1/2	14 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

L'Europe des télécommunications s'organise

(Suite de la première page.)

D'apparence technique, ces décisions de principe vont permettre d'élargir le marché de la communication pour les industriels jusqu'à leurs marchés nationaux respectifs et, de ce fait, freiner dans leur développement.

Un poste téléphonique français ne fonctionne pas en RFA, et réciproquement. Les pays européens ont développé des réseaux différents et incompatibles entre eux. Les conversations internationales par ordinateurs sont rendues artificiellement complexes par des procédures techniques peu harmonisées. Autant d'obstacles que la décision de la CEPT doit permettre de supprimer à terme.

Cette évolution est en tout état de cause inévitable. De très puissantes pressions politiques et commerciales s'exercent sur les administrations des PTT du monde pour qu'elles abandonnent leur protectionnisme, et laissent jouer la concurrence sur tous les nouveaux marchés de la communication électronique. Les États-Unis, qui ont inauguré cette voie de la « libéralisation » avec le démantèlement d'ATT, souhaitent que le nouveau modèle de concurrence qu'ils ont adopté soit appliqué dans le monde entier... en espérant que les firmes américaines, et en premier lieu IBM et ATT, seront les mieux à même d'en profiter. Les Européens, devant cette pression, se devaient de réagir dans l'ordre et de prendre les devants.

Il reste à mettre en application les décisions de principe prises jeudi 19 janvier, et « cela prendra du temps », estime-t-on en France. Cela dit, on pense à Paris que tous les pays européens sont conscients qu'une réponse doit être donnée à la

déreglementation américaine et à l'ambition des firmes d'outre-Atlantique. « La dynamique est engagée », estime-t-on. La CEE, qui n'est pas pour rien dans la décision de la CEPT, va faire tout son possible pour que les principes deviennent rapidement réalité... en tâchant aussi d'éviter que l'abandon des barrières protectionnistes de chaque pays soit plus favorable aux industriels américains qu'à leurs homologues du Vieux Continent. Pour ce faire, il faut, en clair, élargir au niveau européen les moyens de défense plus que les supprimer d'un coup. En tout état de cause, chaque pays reste au demeurant souverain et peut bloquer le processus s'il dérape. Tout est donc affaire de mesure. La Commission européenne et les Dix en sont conscients... même si cette stratégie n'est pas explicite pour ne pas heurter et le GATT et les Américains, qui, eux, font valoir qu'ils ont ouvert pleinement leur marché des télécommunications.

Pour la France, qui a pesé en faveur de la décision, cette ouverture européenne peut être une chance. Son industrie des télécommunications est puissante et son administration encore riche. Aux industriels, en premier lieu la CGE, de saisir la chance qui leur est offerte.

ERIC LE BOUCHER.

ÉTRANGER

L'Indonésie prolonge sa politique d'austérité

Le budget de l'Etat indonésien que vient de rendre public le président Suharto pour la période allant du 1^{er} avril 1984 au 31 mars 1985 confirme la politique d'austérité déjà manifestée dans le budget qui s'achève. D'un montant de 20 560 milliards de roupies (20,5 milliards de dollars), ce budget est équilibré. Les dépenses progressent de 24 % par rapport à l'exercice 1983-1984.

Les revenus provenant du pétrole (1) et du gaz naturel augmentent de 16 %, en raison notamment d'un accroissement prévu des exportations de gaz (celles de pétrole stagnent). Toutefois, la part des produits pétroliers dans les recettes de l'Etat reviendra de 66,6 % en 1982-1983 à 50 %. Quant à la part de l'aide étrangère, elle augmente de 60,9 % pour les projets de développement, atteignant 4 370 milliards de roupies (4,37 milliards de dollars). La dette extérieure du pays continue à s'alourdir et atteint 22 milliards de dollars. Elle entraîne une importante hausse du service de la dette (capital et intérêt), 2,6 milliards de dollars (+ 60 % en un an).

Après les mesures draconiennes prises l'an dernier - dévaluation et gel de quarante-sept grands projets de développement, le budget 1984-1985 se caractérise par une

augmentation des dépenses de fonctionnement plus importante que celle des dépenses de développement qui stagnent. Après la suppression des subventions au riz et au sucre, celles accordées à la farine disparaissent à leur tour, tandis que celles des produits pétroliers consommés localement sont réduites. En revanche, les salaires des trois millions de fonctionnaires et des militaires, bloqués depuis deux ans, seront augmentés de 15 %.

Les secteurs prioritaires demeurent l'éducation, l'agriculture et l'irrigation, les mines et l'énergie, les communications et le tourisme.

Ce budget d'austérité risque d'avoir des conséquences sociales importantes dans un pays qui devra fournir un emploi à neuf millions de jeunes, qui arriveront sur le marché du travail au cours des cinq prochaines années. Certains craignent un accroissement du chômage lié à la réduction des dépenses de développement. Le quotidien *Jakarta Post* émet pour sa part de nombreuses réserves sur l'instauration d'une nouvelle fiscalité, notamment de la T.V.A., dont l'Etat attend des recettes accrues. (AFP, UPI, Financial Times.)

(1) L'Indonésie est un important producteur de pétrole avec 63 millions de tonnes en 1983 (10^e rang mondial).

En Espagne

Les négociations salariales ont échoué

De notre correspondant

Madrid. - Pour la première fois depuis cinq ans, le patronat et les centrales syndicales ne signeront pas de conventions collectives, établies au niveau national une « fourchette » d'augmentations salariales pour l'année en cours. Les négociations entre partenaires sociaux ayant, le 18 janvier, abouti à une rupture, les accords devront être établis entreprise par entreprise, ce qui laisse prévoir une recrudescence des conflits de travail.

La CEOE (confédération patronale) proposait une « fourchette » de 5,5 % à 7,5 % à comparer à une inflation prévue de 8 %. Quant aux deux centrales syndicales, l'UGT (Union générale des travailleurs socialistes) et les Commissions ouvrières (communistes), elles demandaient respectivement une augmentation comprise entre 6 % et 8 % pour la première et entre 8 % et 10 % pour les secondes. Les désaccords portaient également sur la clause de révision salariale, qui prévoit un réajustement à la fin du mois de septembre, si le rythme de l'inflation est plus élevé que prévu.

L'échec des négociations semble dû en grande partie à des motifs d'ordre politique. Ni le patronat ni les Commissions ouvrières n'ont visi-

blement cherché à parvenir à un « pacte social », qui aurait renforcé la position du gouvernement socialiste. Quant à l'UGT, proche, elle, du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), mais dont les relations avec le ministre de l'économie, M. Boyer, ne sont pas au beau fixe, elle s'en est tenue à la promesse électorale des socialistes : maintien du pouvoir d'achat des travailleurs.

Le gouvernement s'avait d'ailleurs pas hésité à affaiblir la position des syndicats face au patronat, en annonçant, juste avant l'ouverture de la négociation entre partenaires sociaux, que les hausses de salaires dans le secteur public seraient limitées à 6,5 %. M. Boyer compte en effet beaucoup sur la modération des syndicats pour faire revenir le taux d'inflation de 12 % à 8 % durant l'année qui commence. L'UGT pouvait toutefois difficilement concéder à l'égard du gouvernement, sans risque de perdre de son audience, au profit des Commissions ouvrières, prêtes à exploiter le mécontentement des travailleurs, face à la persistance de la crise.

THOMAS MALINAK.

EN BREF

Agriculture

Record absolu de la production mondiale de blé en 1983. - Le conseil international du blé estime à 486,7 millions de tonnes la dernière récolte, en hausse de 3,6 millions de tonnes (+ 0,75 %) par rapport à 1982. Le conseil prévoit en même temps une expansion « considérable » des emblavures en 1984, ce qui devrait conduire à un nouveau record de production. (AFP.)

Automobile

Ford
ferme sa première usine construite hors des États-Unis

Ford vient de décider de fermer son usine de Cork en Irlande, la première usine construite par la firme il y a soixante-sept ans - hors des États-Unis. Huit cents emplois sont en cause. Les syndicats de cette ville, déjà affectée l'an passé par la fermeture d'une usine de Dunlop, affirment que les ventes moins bonnes que prévu de la Sierra sont à l'origine de cette décision. En outre, la suppression - à compter du 1^{er} janvier 1984 - de la taxe de 10 % sur les importations de voitures étrangères - des forts dégrèvements fiscaux dont bénéficiaient jusqu'à présent les usines d'assemblage d'automobiles en Irlande va peser sur la compétitivité déjà faible de cette unité.

Ford a par ailleurs annoncé la fermeture de la fonderie de Dagenham (Essex), à l'est de Londres, où deux mille emplois sont menacés. Les syndicats de la première marque sur le marché automobile britannique ont aussitôt menacé d'empêcher toutes importations (potamment d'Allemagne fédérale) de moteurs ou pièces de moteurs par Ford.

General Motors
et les importations japonaises

La limitation décidée par les États-Unis vis-à-vis des importations d'automobiles japonaises va obliger General Motors à réviser sa stratégie. La firme américaine espérait vendre 180 000 « petites » japonaises en 1984 et 260 000 en 1985. Or Isuzu (dont GM détient le mois prochain après consolidation d'un prêt, 43 % du capital contre 34 % actuellement) et Suzuki n'ont obtenu, pour quotas, respectivement que 50 000 et 17 000 véhicules. GM envisage de ne distribuer les Suzuki que sur la côte ouest tandis qu'une distribution nationale des Isuzu ne donnerait à chaque concessionnaire Chevrolet, qui commercialisera ces voitures, que 7 véhicules. Les dirigeants de GM qui se disent très déçus par ces limitations aux importations cherchent donc un moyen d'élargir leur gamme de petits modèles. La construction d'une moyenne cylindrée avec Toyota en Californie ne commencera pas avant la fin de 1984.

RENAULT EMPRUNTE UN MILLIARD ET DEMI DE FRANCS. - Diac, filiale de Renault spécialisée dans le financement des ventes à crédit, va lancer sur le marché français deux emprunts pour neuf ans d'un montant total de 1,5 milliard de francs. L'un, de 1 milliard, porte un intérêt de

14,10 % pour les trois premières années puis un intérêt révisable indexé pour les six suivantes. L'autre, de 500 millions, est à taux variable dérivé des taux moyens mensuels du marché monétaire.

Énergie

Les importations de charbon en France ont diminué de 18,5 % en 1983. - Pour la troisième année consécutive, les importations de charbon ont diminué en 1983 passant de 24,8 millions de tonnes en 1982 à 20,2 millions de tonnes en 1983, soit le volume le plus bas depuis 1973. La RFA est devenue le premier fournisseur de la France, avec 5 millions de tonnes vendues, devant l'Afrique du Sud et les États-Unis, dont les exportations en France ont chuté de plus de moitié (de 8,4 millions de tonnes à 4 millions).

Le rachat de Getty Oil par Texaco : un nouveau rebondissement judiciaire. - Un tribunal de Los Angeles a suspendu temporairement, le 19 janvier, la mise en œuvre de l'accord de vente de Getty Oil à Texaco pour 9,9 milliards de dollars. Cette décision a été prise à titre conservatoire, en attendant le jugement d'une requête d'annulation de cet accord déposée par trois des petits-enfants du fondateur de Getty Oil.

Social

M. Bérégovoy :
« Pas de diminution des prestations sociales »

Le nouveau conseil de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), réuni le jeudi 19 janvier pour la première fois, a réélu président M. Maurice Derlin (Forces ouvrières) par 20 voix contre 4 à M^{me} Michèle Cochard (CGT) et une abstention (FEN). Dans son discours d'installation du nouveau conseil, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a déclaré que la CNAM devrait « tenir compte des contraintes financières ». « On ne peut indéfiniment augmenter les cotisations sociales et les impôts sans risquer de freiner l'activité économique », a-t-il dit. En particulier, « l'évolution des honoraires médicaux devra rester compatible avec les objectifs fixés par le gouvernement pour les dépenses de santé et en matière d'évolution des revenus ». Répondant à des questions de journalistes, le ministre a précisé que l'objectif fixé par le président de la République de réduction des prélèvements obligatoires « ne signifie pas une diminution des prestations sociales », et qu'il espérait une réforme du financement de la Sécurité sociale à partir de 1985.

D'autre part, M. Bérégovoy a indiqué que « la réforme des caisses de sécurité sociale s'inscrit dans un vaste mouvement de décentralisation », qu'elle pourrait se traduire par des avancements locaux à la convention médicale, mais « cela suppose une définition claire des objectifs de la Caisse nationale, qui ne doit pas se substituer à l'Etat, des caisses régionales et des caisses primaires ».

« Pas de restructurations brutales et à la hache », déclare M. Edmond Maire devant des militants CFDT de Lorraine. - A Freyming-Mariebach (Moselle), le 19 janvier, au cours d'une réunion de militants CFDT des charbonnages, de la sidérurgie et de la chimie, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, a développé la conception de son organisation, en sept points, en matière de restructurations industrielles. Se

« déclarant favorable à la modernisation de tous les secteurs, car aucun d'eux n'est condamné », M. Edmond Maire a ajouté : « Les problèmes doivent être abordés suffisamment tôt et nous ne voulons pas de restructurations brutales et à la hache, opérées à marche forcée (...) où les syndicats sont mis devant le fait accompli ». Le secrétaire général de la CFDT a préconisé un traitement plus industriel que politique des dossiers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHAMPAGNE MUMM

Le Conseil d'administration de G.H. Mumm & Co, réuni le 17 janvier 1984 sous la présidence de M. Alain de Guesberg, a pris sous la direction de M. de Guesberg, le 19 janvier, la décision de réintégrer dans la société M. Mario G. Snozzi, admis à faire valoir ses droits à la retraite. M. Mario G. Snozzi conservera ses fonctions d'administrateur. Le Conseil a tenu à exprimer à M. Mario Snozzi ses sentiments de vive reconnaissance pour son indéfectible dynamisme et son remarquable dévouement au Groupe Mumm et à la cause du champagne. Pour le remplacer au poste de directeur général, le conseil d'administration a nommé M. Jacques Descomps, précédemment directeur général adjoint de la société. M. Jacques Descomps, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris,

titulaire en droit, Master of Business Administration de Harvard Business School, est entré dans la société G.H. Mumm & Co le 2 janvier 1983 après avoir rempli successivement, les dernières années, les fonctions de directeur général de la société de Louve et de la société des Hôtels Concordes (groupe Taittinger) et de directeur général adjoint de la société des maisons Philipps. Par ailleurs, les Conseils d'administration des sociétés Champagne Perrier-Jouët et Champagne Hédervin & Co, Mompelous, filiales de G.H. Mumm & Co, se sont également réunis le 17 janvier 1984. Ils ont enregistré la démission de M. Mario G. Snozzi de ses fonctions de président-directeur général. M. Mario G. Snozzi conservant ses fonctions d'administrateur. Pour le remplacer au poste de président-directeur général, ils ont élu M. Jacques Descomps.

SICAV DU GROUPE CIC

31/12/1983 SICAV (vocation)	Actif net (en milliers de francs)	Nombre d'actions	Valeur liquidative (en francs)	Evolution par rapport au 31/12/1981 (coupons incl.)	Evolution par rapport au 31/12/1982 (coupons incl.)
S.N.I. (DIVERSIFIÉE)	1.616.769	1.607.334	1.005,87	+ 57,45%	+ 28,13%
OBLISEM (OBLIGATIONS)	475.977	3.210.638	148,25	+ 48,92%	+ 25,67%
CREDINTER (INTERNATIONALE)	539.927	1.369.886	394,14	+ 77,32%	+ 43,61%
UNIJAPON (VALEURS JAPONAISES)	2.257.394	1.950.569	1.157,80	+ 100,19%	+ 67,84%
SICAVIMMO (VALEURS IMMOBILIÈRES)	480.943	1.031.888	466,09	+ 71,93%	+ 35,84%
FRANCIC (ACTIONS FRANÇAISES - CEA)	1.716.329	7.330.667	234,13	+ 61,57%	+ 38,13%
EUROCIC (OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES)	227.756	25.834	8.816,14	+ 59,81%	+ 32,14%
MONÉCIC ⁽¹⁾ (COURT TERME)	1.774.087	32.294	54.935,51	-	+ 16,10%
ASSOCIC ⁽²⁾ (EMPRUNTS D'ÉTAT)	485.027	22.317	21.733,53	-	-
TECHNOCIC (HAUTE TECHNOLOGIE)	-	-	-	-	-

Ouverture au public le 10 janvier 1984

Indice moyen des SICAV du Groupe CIC (hors MONÉCIC et ASSOCIC) - Base 100 31/12/81 = 186,7 - Base 100 31/12/82 = 186,74

(1) Ouverture au public le 1^{er} avril 1982

(2) Ouverture au public le 1^{er} juin 1983

Dernières informations :
- FRANCIC a recueilli M.R. 295 en souscriptions nouvelles au cours du 4^e trimestre 1983
- UNIJAPON a obtenu la meilleure performance des SICAV en 1983
- La performance d'EUROCIC la classe au troisième rang des SICAV obligations en 1983
- MONÉCIC a obtenu des autorités de tutelle une augmentation de son plafond d'emprunts de 60 000 titres
- Le Conseil d'administration d'ASSOCIC a été complété d'un nouveau conseil, le 19 janvier 1984

مقدمان الامم

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LUBAN : « J'accuse l'Occident », par Fouad Malek; « Les chrétiens dérangés », par Antoine Basbous; « Au président de jouer », par A.R. Hiyazi.
- 11 : « La Châtellenie à l'heure de Mahomet », de Michel Clevorot.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
 - ARGENTINE : ancien chef de la police, le général Campa a été arrêté.
34. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
 - SÉNÉGAL : le congrès extraordinaire du Parti socialiste.
5. DIPLOMATIE
 - La conférence de Stockholm.
 - La visite de M. Mauroy au Portugal.
- 5-6. ASIE
7. EUROPE
 - RFA : l'honneur perdu de Günter Kessling.

POLITIQUE

8. Après le Comité central du Parti communiste.
- La visite de M. Mitterrand à Monaco.
9. La préparation des élections européennes.

SOCIÉTÉ

10. L'affaire Dureux.
11. SPORT : Moser bat le record de l'heure cycliste.

CULTURE

13. MUSIQUE : Charpentier par William Christie.
- MUSÉES : trafic d'œuvres hellénistiques-hongroises.
15. PRESSE.
16. COMMUNICATION : le SFP et la création audiovisuelle (II).
19. La réduction des impôts et des cotisations sociales.
- Les négociations salariales dans la fonction publique.
20. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS
« SERVICES » (17): Jeunes; Météorologie; Bulletin d'enseignement; Loto; « Journal officiel ».
« Ammonces classées (18); Carnet (12); Programmes des spectacles (14-15); Marchés financiers (21); Mots croisés (XII).

Le numéro du « Monde » daté 20 janvier 1984 a été tiré à 469 837 exemplaires.

M. JEAN POPPEREN invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean Popperen, secrétaire national du Parti socialiste, répondra aux questions d'André Fauquier et de Patrick Jarreau, du Monde, et de Gilles Leclerc et de Bruno Cortes, de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vassier.

Le numéro deux du Parti socialiste, député du Rhône, répondra aux questions d'André Fauquier et de Patrick Jarreau, du Monde, et de Gilles Leclerc et de Bruno Cortes, de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vassier.

Sanjaack
Solde
Femmes & Hommes
97 Champs-Élysées

A B C D F G H

LA CHUTE DES COURS DU PORC Des agriculteurs mettent à sac la sous-préfecture de Brest et occupent celle de Dinan

De graves incidents se sont produits en Bretagne, à Brest et à Dinan, dans la nuit du jeudi 19 à vendredi 20 janvier, où des manifestants ont envahi les locaux des sous-préfectures, en raison de la chute des cours du porc aux marchés de cadran de Châteaufort-du-Faou et de Loudéac.

La sous-préfecture de Brest a été mise à sac par quelque cent cinquante agriculteurs, dont trois ont été interpellés en flagrant délit, et étaient encore gardés à vue ce vendredi matin.

Avec des masses et leurs propres véhicules, les agriculteurs ont arraché les grilles devant le bâtiment, malgré la présence de gardiens de la paix, et ont envahi la cour, incendiant au passage un véhicule de police. Ils ont ensuite forcé une porte de la sous-préfecture et commencé la mise à sac des locaux administratifs et de l'appartement du sous-préfet. Ils ont arraché les fils téléphoniques et, à l'aide de gazole répandu sur le sol et les rideaux, les manifestants ont allumé

DOLLAR : 8,56 F

Sur les marchés des changes très calmes à la veille du week-end, les cours du dollar sont restés pratiquement stables. A Francfort, la monnaie américaine a été légèrement fléchie à 2,7930 DM contre 2,7970 DM, et à Paris elle s'est établie un peu au-dessus de 8,55 F contre 8,5490 F la veille. Il est à noter que le franc commence à fléchir un peu par rapport au mark, dont le cours a dépassé 1,06 F, la monnaie étant freinée par les interventions discrètes de la Banque de France. Comme la veille, les rumeurs d'un départ de M. Delors préoccupent les milieux financiers internationaux.

L'URSS ACCUMULE LES ERREURS EN AFGHANISTAN déclare M. Weinberger secrétaire américain à la défense

L'Union soviétique accumule les erreurs et les échecs militaires en Afghanistan, déclare le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, dans une interview publiée, jeudi 19 janvier, à Londres par la revue spécialisée Jane's Defence Weekly. « Les Soviétiques, ajoute-t-il, contrôlent actuellement une partie de l'Afghanistan moins étendue que quand ils y étaient entrés. Sous tous les aspects, ce fut une série de pertes militaires graves. Il ne semble pas qu'ils aient un plan, mais d'un autre côté, on n'utilise pas ses propres troupes à cette échelle sans avoir l'esprit un objectif stratégique ».

Le secrétaire américain à la défense estime encore que l'U.R.S.S. « a fait de sérieuses erreurs de calcul. Elle n'a pas assez de troupes, bien qu'elle ait plus de cent mille hommes dans le pays, pour atteindre ses objectifs ».

D'autre part, M. Weinberger déclare, dans la même interview, que « L'Iran est dirigé par une bande de fous », mais que « cela ne veut pas dire que l'on peut la ignorer ou s'en moquer ». « Ils n'obéissent pas à d'autre plan prévisible ou à long terme que d'imposer leur propre forme de fanatisme », ajoute-t-il.

SOLDES D'HIVER
le bazar à tissus,
le plus chic,
le plus grand,
le plus étonnant.

TISSUS
"COUTURE"
ET
"DÉCORATION"
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Lisez
Le Monde des
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

un incendie avant de s'enfuir à l'annonce de l'approche de renforts de police et d'un peloton de gendarmes mobiles. L'incendie a été rapidement circonscrit par les pompiers.

« Il s'agit d'un acte de vandalisme inimaginable », a indiqué un collaborateur du commissaire de la République à Quimper.

Les manifestants avaient gagné Brest après une réunion tenue à Saint-Ségal, motivée par une nouvelle chute des cours du porc de 30 centimes au marché régional de Châteaufort-du-Faou. Les cours, qui étaient de 9,72 F au kilo avant Noël, étaient descendus à 9,63 F (après une chute à 9,41 F), et ont atteint le cours le plus bas avec 9,35 F.

A Dinan (Côtes-du-Nord), une centaine d'agriculteurs ont envahi, à l'appel du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), les locaux de la sous-préfecture. Après avoir enfoncé la grille, ils ont occupé les bureaux où, en présence du sous-préfet, ils ont exigé la venue immédiate de M. Charles Josselin, député (PS) et président du conseil général des Côtes-du-Nord. Celui-ci nous a indiqué qu'il était impératif que les

services des douanes et les services vétérinaires exercent des contrôles plus rigoureux sur les camions venant de Belgique. Il estime aussi urgentes des actions en faveur du stockage privé de viande de porc.

A la Fédération nationale porcine (FNP), on déclare ne pouvoir approuver les violences contre les biens et les personnes, mais on signale que les décisions de contrôle sanitaires aux frontières, annoncées par M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture (Le Monde du 12 janvier), semblent avoir été inopérantes. De plus, on déclare à la FNP que les importations de porc des pays tiers (comme ce camion de porc roumain intercepté dans la Mayenne) sont des « provocations ».

Le ministre de l'Agriculture a indiqué devant la presse, jeudi, ce qu'il pense des manifestations récentes : « Je comprends les inquiétudes de la profession. Mais je ne puis admettre les violences de tous ordres qui en ont résulté. Ces violences desservent les intérêts immédiats comme les intérêts à long terme des agriculteurs. Elles les desservent auprès du reste des Français comme elles créent des difficultés supplémentaires dans les négociations communautaires ».

Une équipe française découvre une nouvelle technique de greffe de moelle osseuse

Une nouvelle technique, mise au point par l'équipe que dirige, dans le département de pédiatrie de l'hôpital des Enfants malades, le professeur Claude Griscelli, va transformer le pronostic de nombre de maladies exigeant, sous peine de décès, une greffe de moelle osseuse. L'unité d'immunologie-pédiatrie de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a réussi, en effet, à débarrasser la moelle osseuse prélevée chez les frères des enfants ainsi atteints des éléments (dits lymphocytes T) qui engendrent, lorsqu'ils n'y a pas d'identité absolue des groupes tissulaires, le rejet, ou, pire, l'attaque des tissus de l'enfant, par les cellules greffées.

Chaque année, en France, six cents sujets sont en danger de mort, qui pourraient sauver une greffe de moelle osseuse, soit parce qu'ils sont nés sans défenses naturelles (déficit immunitaire), soit parce que leur moelle osseuse s'atrophie (aplasie médullaire), soit parce qu'ils souffrent de certaines formes de leucémies aiguës ou lymphoïdes.

Cent quatre-vingts seulement peuvent être greffés, à la fois en raison du coût de ces interventions (300 000 F par greffe) et de la difficulté de trouver parmi les proches un « donneur » strictement apparié.

La découverte du docteur Griscelli permet de greffer aux malades une moelle osseuse semi-identique (celle du père, dont l'enfant possède l'un des chromosomes commandant l'identité tissulaire) mais qui a été débarrassée de son potentiel d'agressivité. L'équipe française a découvert que les lymphocytes T (ou cellules tueuses, responsables des réactions de rejet) se fixent sur les membranes des globules rouges de mouton. Mise au contact de ces globules, de mouton, la moelle osseuse voit ses cellules tueuses alourdies se déposer au fond du tube de prélèvement alors que les éléments flottants peuvent être greffés sans inconvénient.

Les tout premiers résultats obtenus aux Enfants Malades, sur six jeunes patients, sont remarquables. Deux de ces enfants - condamnés - sont complètement guéris, et quatre autres sont en bonne voie.

Une telle technique va permettre d'étendre considérablement les indications de la greffe de moelle, et supprimera plus que vraisemblablement toute nécessité de procéder à des greffes de cellules de foie fœtal, solution adoptée jusqu'à présent, non sans remous d'ordre éthique, chez 60 % des enfants atteints de ces déficits et pour lesquels aucune greffe « identique » n'était possible.

En outre, le coût de ces interventions va diminuer car la durée d'hospitalisation après une greffe de foie fœtal atteignait de deux à trois ans (à 3 000 francs par jour) dans une bulle.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

**soldes
NICOLL**
la tradition anglaise
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

Sur le vif

Bourreaux de parents

Qu'est-ce qu'elles dévorent, les femmes ! Quand elles ne sont pas rossées par leurs maris, elles sont giflées par leurs frères. Non, je ne plaisante pas. Demandez à Jean-Pierre Elkabbach. Il évoquait hier à la radio sur le ton ému, sourd, attristé de qui présente des condoléances à la France meurtrie ce nouveau et douloureux problème de société : les parents battus. Si ça peut vous consoler, nos voisins sont victimes des mêmes violences. 15 % des jeunes Canadiens tabassent leurs pères et mères aux États-Unis, c'est pareil. Au Japon et dans les pays scandinaves, c'est pire.

ici et là, neuf fois sur dix, c'est la mère qui trinque. Normale : elle est plus fragile, plus petite, moins costard et surtout elle est là, à portée de la main. Le père, lui, brille souvent par son absence. S'il n'est pas mort, il est en fuite, il est allé chercher refuge ailleurs ou il est simplement retenu par ses affaires, planqué à l'arrière, loin du champ de bataille.

N'allez surtout pas croire que les milieux les plus défavorisés soient les plus touchés. Inutile d'accuser l'héritage de la droite et ses sinistres cités-dortoirs, pousse-su-crime et à la délinquance juvénile. Les bourreaux

de parents habitent volontiers les beaux quartiers.

Ce ne sont pas non plus des enfants martyrs défilés à se venger. Au contraire. Ce sont des enfants parfois uniques, longtemps désirés, choisis, gâtés, couvés, qui, à la moindre contrariété - allez c'est l'heure, ferme le télé et va te coucher mon petit chéri - montrent les dents, frappent du pied, menacent leurs parents terrifiés et les poursuivent dans les couloirs de l'appartement, le tourne-vie, le presse-papier ou le pic à glace au poing.

C'est un sujet tabou, c'est vrai. Ce ne sont pas des choses à raconter. A peine ose-t-on l'avouer au médecin qu'on est allé consulter au sujet d'un gamin nerveux, irritable : il se fâche pour un rien. Au cours de l'entretien, les gens téléphonnent à tour de bras. Ils auraient bien aimé témoigner, ils n'osent pas. Ils demandent conseil.

Quel remède apporter ? Il n'y a pas de médicament pour ça. Il y a des condamnés à mort, femmes, hommes, destinés à prévenir le mal avant qu'on ne puisse plus l'arrêter. Allez, les femmes, un peu de courage. Ne craignez pas de donner une telle à votre gosse avant qu'il ne soit assez grand pour vous le rendre.

CLAUDE SARRAUTE.

DANS UNE LETTRE A M. SHULTZ

M. M'Bow demande aux États-Unis de ne pas quitter l'UNESCO

M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a rendu public, jeudi 19 janvier, le texte d'une lettre de sept pages qu'il a récemment adressée à M. George Shultz, secrétaire d'État américain, pour lui demander que les États-Unis reviennent sur leur décision de quitter l'Organisation le 31 décembre 1984. « Je ne peux qu'exprimer mon espoir », écrit-il, « que M. M'Bow, que votre gouvernement, après revue complète de la situation, décidera de demeurer au sein de l'UNESCO, et continuera à lui fournir une coopération entière et sincère son universalité ».

Après avoir souligné que, pour la première fois dans son histoire, l'Organisation a inversé la tendance, jusqu'alors continue, à l'accroissement de son budget, le directeur

général estime, à propos du grief de politisation excessive et unilatérale adressé à l'UNESCO par les États-Unis, qu'il convient de « faire la différence entre les positions des États membres, ou de groupes d'États, et celles de l'Organisation, dont l'éthique est de ne pas transgresser les idéologies partielles sans toutefois les ignorer ».

A Moscou, l'agence Tass a à nouveau pris parti pour M. M'Bow dans cette controverse, et estime que les reproches formulés par Washington contre l'UNESCO n'étaient que des prétextes « visant à miner la coopération et à aggraver la tension internationale ».

(Voir le dossier sur la crise de l'UNESCO dans nos éditions du 18 janvier.)

**N°1 DE LA FOURRURE
D'OCCASION**
Derniers jours
SOLDES
- 20 - 50 %
LES DEUX OURS
106 Bd de Grenelle
Paris 15^e M^o La Motte Picquet 575.10.77

TED LAPIDUS
SAINT-HONORE
Femmes **SOLDES** Hommes
23, FAUBOURG SAINT-HONORE

PIANO: LE BON CHOIX
• Location à partir de 220 F par mois.
• Vente à partir de 329,72 F par mois.
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.
hamm
La passion de la musique.
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

قرا من الامم

مقتر من الاميل

Le Monde

Loisirs



Paris-Dakar, fête, plaies et bosses, page VI

Prague, la belle grincheuse de la vieille Europe, page III

Pierre Dumayet se lance dans l'aventure des sciences humaines sur TF 1, page VII

Faux Tior, faux Shanel, les contrefacteurs de la haute couture, page XV

Supplément au numéro 12126. Ne peut être vendu séparément. Samedi 21 janvier 1984.

Bleu de Chine

La littérature appliquée aux voyages de notre temps.

LES meilleures saisons pour visiter la Chine « vont de la quinzaine de la « Pure Lumière » (avril) à la quinzaine de la « Rose blanche » (septembre) à la quinzaine de la « Gelée blanche » (octobre-novembre), voire à celle du « Commencement de l'hiver » (novembre).

Si un guide se veut une invitation au voyage, celle-ci fera rêver les amoureux de la nature en même temps qu'à distance elle commencera à les initier au rythme millénaire des campagnes chinoises. Elle donne aussi le ton de ce nouveau Guide bleu, parfois plus littéraire que pratique — à tel point d'ailleurs que, sans doute pour ne pas alourdir le texte principal, un « index de renseignements pratiques » a été rejeté en fin de volume.

Cette formule adoptée par Robert Boulanger a ses avantages, et l'ouvrage peut effectivement se lire comme une introduction à la Chine, passionnante pour qui s'intéresse à ce lointain pays, et généralement exacte quant à son contenu.

Quelques points nous paraissent discutables — comme les dates de « 1966-1976 » données pour la révolution culturelle (c'est ce que dit aujourd'hui la propagande officielle) ou l'affirmation selon laquelle « le système métrique est utilisé couramment » (loin des grandes villes ?). Ils sont mineurs par rapport à de remarquables exposés, comme celui de Pierre Trollet sur

« Population et peuplement », ou à l'énoncé par Claude Larre de quelques vérités fondamentales — « Il y a toujours la nécessité de survivre ensemble, de se prêter main-forte dans les campagnes, de participer aux travaux communs » — qui devraient contribuer à éclairer le regard du voyageur.

Excellente suggestion aussi que celle de se lever très tôt le matin — mais vraiment très tôt — pour avoir la chance d'entrevoir quelques-unes des scènes les plus insolites, mais en même temps les plus authentiques, de la vie chinoise.

A ces différents titres, ce Guide bleu ne double pas vraiment avec d'autres guides qui l'ont précédé — le Nagel de longue date et le récent guide Delta, notamment — mais il les complète heureusement. Ni trop lourd ni trop léger — au propre comme au figuré — il est sans aucun doute un excellent compagnon de voyage.

Et pourtant... ce n'est pas encore l'idéal. Le parti pris « littéraire », d'abord, risque de laisser un peu dans l'embarras le voyageur à la recherche d'indications précises sur la meilleure manière d'utiliser son temps — et au meilleur prix. Quelques détails sur les prix pratiqués dans les restaurants pékinois seraient, par exemple, bien utiles et éviteraient sans doute de fâcheuses surprises.

L'ordre strictement alphabétique choisi pour la présentation de la partie proprement touristique de l'ouvrage, a

d'autre part, l'inconvénient de ne pas mettre suffisamment en évidence, à notre sens, ces unités géographiques et humaines que sont les provinces de Chine. Chacune, il est vrai, a droit à sa petite notice, à la place que lui assigne l'alphabet, et il est toujours possible de s'y reporter. Mais le résultat est quelque peu dispersé, privilégiant au bout du compte les circuits proposés par les agences par rapport aux réalités formées par les ensembles provinciaux.

Dernier reproche, qui nous semble plus grave. Tout voyage organisé en Chine comporte la visite d'usines, d'écoles, d'hôpitaux, de villages ruraux et d'unités de production agricoles. C'est à ces occasions que le visiteur peut poser quelques questions, apprendre un peu comment vivent ces Chinois, au-delà de ce qui peut être visible dans le seul spectacle de la rue, fût-il matinal. Encore faut-il être tant soit peu averti de la manière dont se déroulent ces visites, des questions qu'il peut être utile de poser et qui permettent d'espérer des réponses de quelque intérêt. Or cette « Chine au travail » n'a droit qu'à sept lignes, et d'ailleurs peu encourageantes. C'est moins que le Guide n'en consacre au restaurant ouvert à Pékin par M. Pierre Cardin et dont on se demande s'il mériterait une aussi généreuse publicité.

ALAIN JACOB.

* CHINE, par Robert Boulanger, Hachette Guides bleus, 880 pages, 220 F.

The thé

En France c'est une tisane, ailleurs, une boisson sacrée.

DE nombreux Français ne boivent pas de thé, car ils ne le connaissent pas. Les chiffres sont là : nous en consommons 120 grammes par habitant et par an, les Anglais 4 kilos. Cette constatation, ces précisions nous sont fournies par le *« Livre de l'amateur de thé »* (1) qui excuse notre dédain, justifié par la fade tisane qu'on nous sert sous ce nom dans trop d'établissements publics.

Notre ignorance, ses auteurs, Sabine Yi et ses collaborateurs, Jacques Jumeau-Lafond et Michel Walsh, se chargent de la dissiper totalement. Le lecteur ne se contentera pas désormais de savoir « qu'il existe différentes origines pour ce produit, qu'on trouve des thés corsés, des thés doux, des thés aromatisés, des thés que l'on consomme « nature » et d'autres au contraire dont les qualités sont mises en évidence par un usage de lait ».

Le lecteur saura donc tout sur le thé, à commencer par sa légendaire et longue histoire, qui remonterait en Chine à l'an 2737 avant notre ère... Des documents plus sérieux et moins anciens font notamment état du minutieux cérémonial attaché à sa dégustation, que Lao Tseu aurait codifié, le calquant sur les principes de sa doctrine. Cérémonial aux multiples variantes qui nous conduisent au Tibet, en Corée, au Japon où au seizième siècle le rituel devient le « symbole d'une authentique cosmogonie ».

On assiste à la rapide expansion du thé, en Inde, à Ceylan, et, en Occident, à son extraordinaire fortune en Angleterre, où les noms de Tommy Lipton, de Daniel Twining, fondateurs

de véritables dynasties, sont toujours familiers à nos contemporains. Les Anglais l'exportent en Russie, en Amérique, dans les pays arabes, acclimatent le théier en Inde, à Ceylan (on continuera longtemps à parler de thé de Ceylan et non de thé de Sri Lanka).

Ainsi l'infusion parfumée a conquis tous les continents. Chemin faisant, une initiation s'imposait. Nous sommes invités à suivre la culture du théier et la fabrication du thé, « de la graine à la tasse », de la cueillette des feuilles à la préparation infiniment complexe, poussée jusqu'au perfectionnisme du thé noir, du thé vert (non fermenté), du thé semi-fermenté, du thé soluble. Les botanistes vont lui arracher son secret, les chimistes mettre ses vertus en valeur. Les spécialistes vont déterminer ses différents « grades » selon la forme, la taille, voire le traitement de la feuille.

Les experts vont hiérarchiser les diverses sortes de thés, isoler les « Grands Seigneurs », les grands thés à l'état brut tels qu'ils sont sortis des manufactures, dénommés selon leur provenance, par exemple les « jardins » d'où ils proviennent. Les importateurs vont doser les mélanges afin que d'une année à l'autre les qualités soient suivies (comme pour les vins).

Chaque région de Ceylan donne des thés distincts, chaque « jardin » de l'Inde, en particulier ceux de Darjeeling et de l'Assam, a sa personnalité. Quant à la Chine, ses thés, dont la commercialisation est monopole d'Etat, sont classés en deux catégories : ceux du Yunnan... et les autres. Les auteurs du livre n'ont gardé d'ou-

bier ceux du Japon, d'Indochine, d'Indonésie et du Kenya.

Pratiquement, toutefois, après cette profusion de détails techniques, de statistiques économiques et commerciales, c'est le bon usage du thé qui sollicite notre intérêt. Une infusion, dont on veut conserver et dégager l'arôme, ne s'improvise pas. Il s'agit d'abord de choisir son thé et d'être renseigné au moins, d'après le nom indiqué sur les boîtes, sur la spécificité de chaque variété, et aussi sur la gamme des thés parfumés. Et l'on peut régler leur choix sur les différentes heures de la journée.

Au préalable on fera bien de se conformer à la préparation « classique », à la recette de base du thé, confirmée par une longue tradition, en respectant les « cinq règles d'or » : 1. Ebouillanter la théière ; 2. Mettre une petite cuiller de thé par tasse plus une pour la théière ; 3. Verser l'eau frémissante sur le thé ; 4. Laisser infuser 3 à 5 minutes ; 5. Remuer et servir.

Ces règles bien connues de tous les amateurs peuvent être modifiées selon les us et coutumes des diverses contrées. A chaque pays sa ou ses recettes. A peu près toutes sont données, y compris celles des boissons chaudes ou froides, avec ou sans alcool, etc.

Une ambiance poétique baigne cette véritable « somme » de bout en bout, transfigure les exposés à première vue les plus arides, renforcée, soulignée, par une iconographie abondante et raffinée, puisée aux meilleures sources.

JEAN-PAUL DUMOYER.

(1) Editions Robert Laffont, 95 F.

HÔTELS

Côte d'Azur

06800 ANTIBES
18 studios, cuisine, s.d.b., w.c., tél., park., jardin, salon téfé, prox. golf, tennis, bus, train, parc. 15 déc.-1^{er} mars, 2 pers. 8 jours : 990 F, 3 pers. : 1 290 F.
Tél. : (93) 53-50-75.

Côte d'Azur

06800 MENTON
HOTEL DU PARC***
Tél. (93) 57-66-66. Prox. mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08
Studios + cuisines 2 à 6 pers.
Piste de fond. Forfaits plein ski janvier. Tarif spécial mars.

38520 BOURG-D'OISANS
HOTEL OBERLAND***
30 ch., h. conf. (à 20 m d'Alpe d'Huez), B.P. 18, 38520 BOURG-D'OISANS. Parc, parking, téléph. direct, cuis. et serv. soigné. 1/2 pension (132 à 140 F), pens. (182 à 190 F). Tél. (76) 80-24-24.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES
Le petit hôtel de charme du Lubéron ouvert toute l'année. Haut confort. Cuisine de femme. Forfaits hiver. Randonnées équestres dans monts Ventoux et Lubéron avec guide. Semaines initiation au tourisme équestre.
MAS DE GARRIGON***
Tél. : (90) 75-63-72.
Accueil : Christiane RECH.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 41 1150 FENICE 1
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

CH-1838 CHAMPEX-LAC (Valais)
Vacances blanches en Valais
Hôtel familial, détente, bien-être où les enfants sont les bienvenus. Parfait du ski de fond - Ski alpin - Promenades
7 JOURS en pens. compl. + skis + ESSE FF 2 250 (basse saison : 2 040)
Non-évacués : FF 1 360 à 1 630.
Réduction pour enfants.
HOTEL SPLENDEUR**
1941/26/41145

CH-3962 CRANS-MONTANA
Vacances d'hiver exceptionnelles : soleil, tranquillité, confort et à l'hôtel « FELDORAD*** »
Conditions avantageuses surtout en janvier et mars
P. BONVIN - Tél. : 19 (41) 27/41-13-33.

CH-3962 CRANS-MONTANA (Valais)
Hôtel CRANS-AMBAADOR****
Tél. : 19-41/27/41-52-22
Chambres tout confort, piscine couverte, sauna.
Massage, bar, dancing.
Au départ des randonnées mégalithiques et à l'arrivée des pistes de ski.
Forfaits « Ski-Soleil » 7 jours demi-pension cts 3 355 FF
J. REY.
membre « Chaîne des Rotisseurs »

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1 250-2 000 m. La station suisse la plus proche de Paris. Domaine skiable double. Accueil et qualité suisses à prix français. Hôtels très cat. 1/2 pension 150 FF env. Forfaits ski : hôtel 7 jours 1/2 pension + 7 jours remontées mécaniques, env. 1 520 FF.
Offres détaillées par : Office suisse du tourisme.
F-75009 PARIS, tél. : 01/742-45-45 ou Office du tourisme, CH-1854 LEYSIN, tél. : 19-41/25/34-12-35, CH-1854 Leysin.

HOTEL MONT-RIANT** 40 lits.
Confort. Lift. Accueil chaleureux, soins attentifs, cuisine pour gourmets.
Pens. compl. F.S. 53-71 selon chambre et période (env. FF 190-260).
Tél. 19-41/25/34-12-35, CH-1854 Leysin.

HOTEL SYLVANA**
40 lits. Doté d'un confort moderne. Grand salon avec bar. Situation géographique, à 200 m des pistes de ski. Son restaurant « Le Refuge » avec ses spécialités.
Demi-pension dès F.S. 52 - (env. F.F. 170).
L. Bonelli, chef de cuisine.
Tél. 19-41/25/34-11-36 - CH-1854 Leysin.

Roue libre en Bretagne

A vélo à l'intérieur de la Bretagne, de Rennes à la pointe du Raz mais aussi en direction de la côte nord et de la côte sud. Neuf circuits présentés sur fiches qui indiquent avec précision les itinéraires, les sites, les monuments et les possibilités d'hébergement économique. L'auberge de jeunesse de Saint-Brieuc assure la fourniture de la bicyclette. Possibilité de location de tentes. Prix sans pension quatorze jours : 362 francs, sept jours : 163 francs (du 1^{er} mars au 30 septembre).

* Auberge de jeunesse Ty-Coul, rue Alphonse-Daudet, 22000 Saint-Brieuc. Tél. : (96) 61-91-87 (poste 376).

Ballons à Château-d'Oex

Une première mondiale pour le rendez-vous annuel des aérostats qui aura lieu du 21 au 29 janvier à Château-d'Oex, en Suisse : un décollage groupé de 50 montgolfières, performance encore jamais réalisée en montagne. Egalement au programme de cette 6^e Semaine internationale, à laquelle participeront 15 nations, des vols de ballons avec saute de parachutistes et largage de Delta ainsi que des vols passagers.

* Office du tourisme de Château-d'Oex, 1837 Château-d'Oex, Suisse. Tél. : (029) 4-77-88.

Le Haut Atlas à cheval

Une randonnée équestre au pays berbère (altitude maximale de passage : 1 800 mètres). Dîner et logement chez l'habitant. Et, pour reposer cavaliers et montures, une visite à Marrakech est également inscrite au programme. Huit jours à partir de 4 540 francs.

* Jet Evasion, 205, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 260-30-85.

STAGES D'EQUITATION

trois l'année dans la forêt des LANDES (60 kms au sud de Bordeaux)
Apprentis par moniteur D.E. Promoteur dans les Landes : 820 F par semaine. Prix spéciaux Comité d'Entreprise.
CENTRE EQUESTRE DE LA PETITE LEYRE
A BELHADE, 40410 PESGOS
Tél. (58) 07-77-19 ou 07-78-31

Week-end à Lausanne

Trois jours à Lausanne et voir envie d'y revenir. Grâce au T.G.V., Lausanne sera reliée rapidement à Paris, à partir du 22 janvier prochain. Un forfait week-end a été imaginé par l'Office du tourisme suisse, valable toute l'année. Trois jours et deux nuits pour 867 francs. Hôtel première classe et excursion en bateau à Evian.

* Office national suisse du tourisme, 11, bis rue Scrive, 75009 Paris. Tél. : 742-45-45.

New-York, New-York!

A partir du 5 février prochain, Nouvelles Frontières lance un vol charter chaque dimanche : Paris-New-York, en DC-8, pour 2 490 F (aller simple 1 490 F). A bord, service normal, avec repas et boissons. Les billets sont valables un an. Un

supplément de 300 F sera perçu pour tout séjour supérieur à soixante jours. A noter que les 25 mars et 1^{er} avril le billet coûtera 2 890 F puis 2 690 F du 8 avril au 24 juin.

* Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : 273-25-25.

Florence en confidence

Une découverte « thématique » de la cité toscane en suivant le « marche vers le pouvoir » des Médicis. Collections privées, jardins secrets et, évidemment, les grands musées. Le printemps toscan sera au rendez-vous. Du jeudi 31 mai au dimanche 3 juin. Prix : 5 150 francs.

* Le Monde et son Histoire, 82, rue Talbot, 75009 Paris. Tél. : 526-26-77.

Toujours le Groenland

Trialheux à chiens, excursions en hélicoptère, logements en chalets, pêche à la truite, croisières dans les fjords... Il n'y a que l'embarras du choix pour connaître une véritable expédition polaire de dix jours au moins, prix à partir de 12 100 francs.

* Office national du tourisme du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 562-17-02.

Une route Thibaud de Champagne

Un itinéraire qui présente les principales richesses touristiques et architecturales entre Paris et Troyes. Au programme : Champs-sur-Marne, Guermandes, Provins, Moret-sur-Loing, Fontainebleau et Blendy-les-Tours.

* Route Thibaud de Champagne, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 274-22-22.

中国之路

carrefour de la Chine

« connaître et aimer la Chine »

LA CHINE A VOUS
Toutes les adresses pour les amoureux de la Chine.

LES CIRCUITS
46 circuits proposés de 20 jours à 45 jours. Les dates, les itinéraires, les temps, etc.

ACTIVITÉS CULTURELLES
Apprendre le chinois, la calligraphie, la gymnastique, la cuisine, avec CARREFOUR DE LA CHINE.

LA CHINE MODE D'EMPLOI
Le guide du voyageur.

LA CHINE PAR LES SENS
Explication de quelques concepts chinois essentiels.

SIMBLES CHINOIS
Pense-bête.

PROCHES VOIES
Paris, Pékin, etc.

CARREFOUR DE LA CHINE - 12, rue Sainte-Anne - 75001 Paris - Tél. 261 08 28
Métro Palais-Royal

مكتبة الامم المتحدة

Prague la belle grincheuse

Une ville qui appartient à la vieille Europe et si mal embouchée qu'il vous vient l'envie de l'aimer.

« **P**LACE Venceslas, à Prague, il y a un type qui vomit. Un autre type passe devant lui, le regarde tristement et hoche la tête : si vous saviez comme je vous comprends. » Ces lignes de Kundera refont surface alors que s'achève un séjour choc dans la capitale tchécoslovaque.

Les images se bousculent. Première pensée pour Anna, rencontrée dans un cabaret dancing de cette même place Venceslas. Anna, qui parlait un savoureux cocktail anglo-franco-allemand et possédait des bribes de russe — obligatoire à l'école — mais n'en disait jamais mot. Par principe. Par haine. Par dérision. Une habitude ici. Anna qui, offerte, préféra renoncer à l'étreinte. Avant même d'être volé à l'étranger en un « hôtel des voyageurs » forcément fliqué, le premier baiser était souillé par la perspective, le lendemain, de l'inquisition.

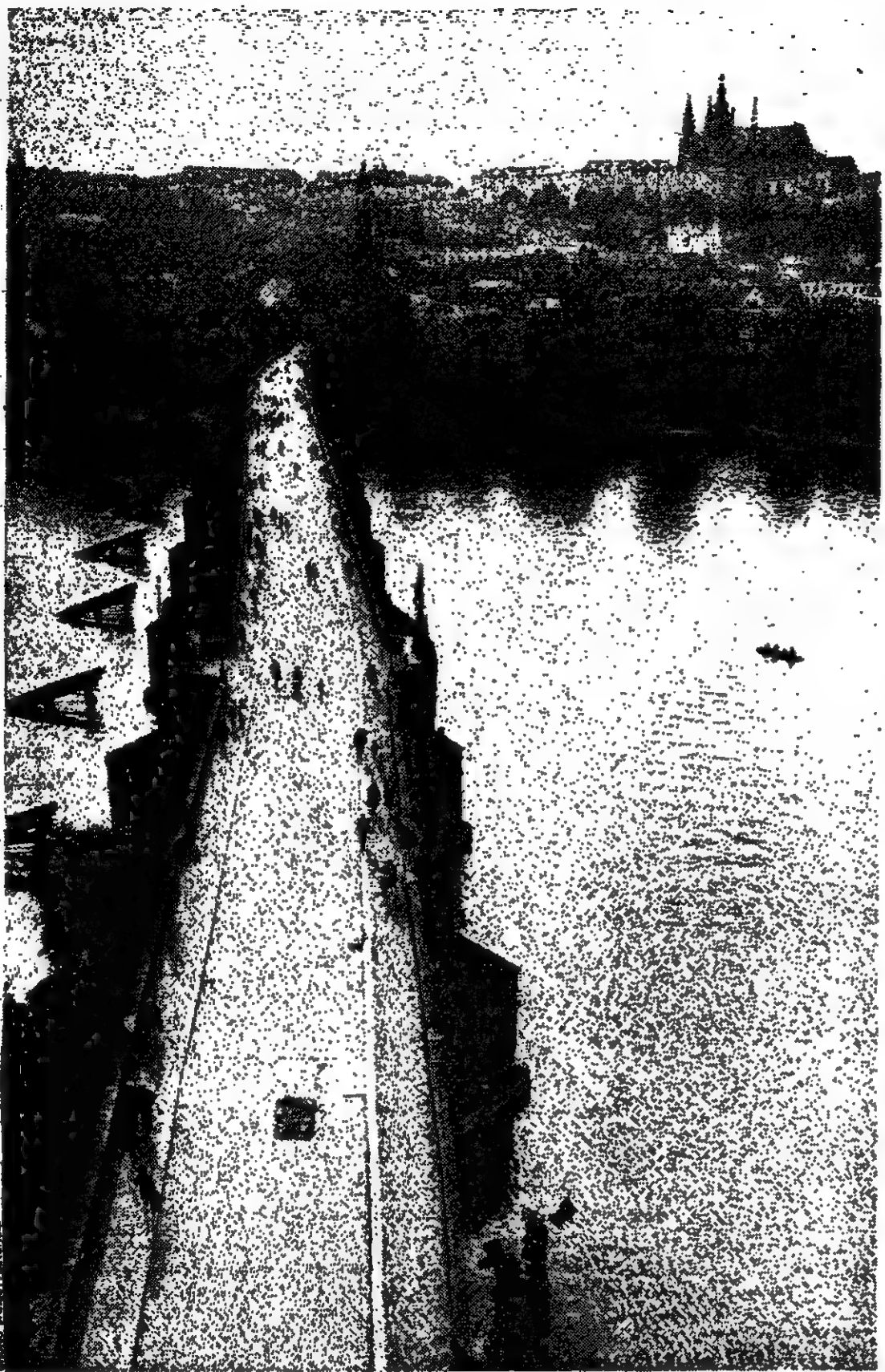
« Qui était-il ? Que voulait-il ? Pourquoi lui ? Qu'en avez-vous tiré ? Êtes-vous sûre de ne rien cacher ? » C'est qu'à Prague on ne badine pas avec la vie. Oni, Prague. Du coup de Prague et des chars soviétiques. Mais aussi Prague capitale du royaume de Bohême, mille ans d'art et de tumulte et un bouquet de nostalgie qui a « l'inflexion des voix chères qui se sont tuées ». L'une et l'autre partagent le même lit, celui de la Vltava, grande rivière triste et immuable. Et la première qui dort réveille l'autre.

Chuchotements

Dès son arrivée, un étrange malaise saisit le visiteur. Certes, les sourires ne voltigent pas d'un visage à l'autre, et les vêtements n'ont que leur grisaille à offrir au regard. Certes, les états ont oublié d'être aguichants et, face à la moue de la préposée du bureau du tourisme officiel, on ne se sent pas vraiment bienvenu. Et le même hôtelier bureaucraté (et cher) ne vous délivrera ce soir-là une chambre qu'à condition de faire vous-même votre lit tandis que des torchons pendents en guise de serviette.

Mais il y a autre chose. Une chose rampante et insidieuse qui empoisonne l'atmosphère et qu'on identifie seulement au bout de plusieurs heures : les gens ne parlent pas. Ils chuchotent. Vite, pour dissiper ce malaise, marchons, rêvons, égarons-nous dans cette cité dont on a pu lire qu'« elle parlait au visiteur comme un livre d'art ».

Complexe, retorse, fastueuse, la ville est toute à l'image de son histoire. Mieux



Le pont Venceslas sur la Vltava.

vaut d'abord ne pas trop chercher à la saisir, mais s'y perdre. Se perdre dans ce foisonnement de palais, d'églises, de places, de mégasolennités où tous les styles participent à la fête. Parmi eux, une architecture très en vogue : les « néo-échafaudages ». Ceux-ci ont envahi la ville mais presque personne n'y travaille. Sitôt construits, ils sont désertés pour... d'autres échafaudages. Ils n'ont de fonction que d'être voués à eux-mêmes, tandis que leurs semblables, leurs frères, se multiplient sans un geste d'excuse. Tant pis pour l'harmonie de la ville. Tant pis pour

l'esthète frustré. Tant pis, entre autres, pour la place de la Vieille-Ville dont l'église Notre-Dame-de-Tyn dresse deux somptueuses tours gothiques bardées de bois et de fer. Place de la Vieille-Ville, où en 1621 on décapita vingt-sept des instigateurs de la révolte contre les Habsbourg et où en février 1948 Klement Gottwald donna de la voix depuis le balcon du palais roccoco Kinsky.

Une place où il fait bon goûter la douceur d'un soir de printemps. Le vieux cimetière juif, qui date du quinzième siècle, a été épargné. Et pas seulement par les échafaudages. Des milliers de pierres tombales, austères, enchevêtrées, superposées, offrent, à l'ombre silencieuse de deux synagogues, un des tableaux les plus saisissants de Prague. Faut de place, on n'y enterre plus personne depuis deux siècles.

An détour d'un passage, ou d'une coupole, ou droit devant, le château dévoile sa silhouette massive et alambiquée. Tapie sur la colline Hradcany, sûr de lui et dominateur, il fait mine de veiller sur la ville. Le château qui pèse et qui pose. Lui qui a traversé les siècles abritant et cajolant le pouvoir. Quand Gustav Husak prend son bain moussant, il a aussi la délectation d'embrasser toute la ville (c'est du moins la rumeur qui court). Dans l'immense salle gothique Vladislav, les rois de Bohême

recevaient du décor pragoïse — qu'un chef-d'œuvre architectural. Enlevez le château et Prague n'en mourra pas. Maïde Chant de la Volga ou de Tango bavarois.

Retour à la rue, qui ne danse pas. Partout des queues silencieuses et ordonnées. Pour le pain ? Pour la viande ? Non. On fait la queue pour manger des glaces. Été comme hiver. Les mauvaises langues diront que ça réchauffe le cœur. Les boutiquiers, les cabaretiers, les limonadiers ont avalé leur sourire. Ne craignons pas de dire qu'on est particulièrement mal reçu dans cette ville. Au moins aussi mal qu'à Paris. A première vue, peu de policiers dans la rue.

Mais il ne faudrait pas s'imaginer que chacun a un flic dans sa tête. Simplement les forces de l'ordre ont des petits doigts en civil partout. Un peu trop partout au goût de ce diplomate en poste, lassé d'être régulièrement suivi. Cela n'empêche pas le marché noir de devises de proliférer. Celles-ci sont indispensables pour l'achat de certains produits importés. Afin d'ôter tout scrupule à l'étranger, on lui propose un taux environ trois fois supérieur au cours officiel. Si l'offre est encore plus alléchante, gare à l'habile filou ou au provocateur. Avec le risque de l'expulsion immédiate, voire d'une visite imprévue des geôles locales.

Ce marché parallèle génère son lot d'anecdotes. Ainsi dans le restaurant de la Maison des sciences et de la culture d'un grand pays frère, le serveur offrit — en couronnes, marks et francs — de nous vendre du caviar tout en nous précisant — en couronnes, marks et francs — ce qu'il en coûterait à Paris. Puis il insista pour changer quelques francs contre force couronnes discrètement posées sur une assiette recouverte d'une serviette impeccablement blanche. Enfin, il nous proposa une « jolie camarade », qui, elle, ne connaissait que les marks.

Baroques

Nuits de Prague. Nuits grises. Par curiosité : certains lieux sont à visiter, comme cette boîte de nuit qui fait tellement réalisme socialiste qu'on l'imagine volontiers abritant le musée Lénine (lequel distille ailleurs son flot caricatural d'omissions et d'ennui). Des dignitaires du parti dansent sur la pointe de leurs pieds trop lourds. Ils sont les seuls Pragoïse à pouvoir s'offrir les filles hors de prix qui traînent par là sans conviction. Ailleurs, quelques flonflons, des fins de

demande si on est toujours à l'Est. Cette question revient comme un leitmotiv quand on découvre le quartier de Malastrana où tous les baroques se déploient à profusion. Le baroque, qui fut ici la figure de proue d'une Contre-Réforme triomphante.

Au milieu de ces places, de ces fontaines, de ces palais, le vertige nous saisit d'autant plus qu'on a soudain l'impression d'être transporté à Rome. C'est à Malastrana, depuis la glorieuse ruelle qui surplombe les jardins de l'ambassade américaine, qu'on a la plus belle vue sur Prague. Tant pis pour Husak qui pensait avoir de sa baignoire la seule vue imprenable sur sa ville. Et c'est encore à Malastrana qu'on éprouve avec le plus d'intensité et d'émotion le sentiment que Prague n'appartient qu'à la vieille Europe.

On se demande comment Eisenhower, si près de la ville en mai 1945, a laissé l'armée rouge libérer Prague, alors qu'aucun accord préalable ne l'y obligeait.

Cet homme cultivé d'environ soixante-dix ans qui nous reçoit se pose peut-être la même question. Il a tant de choses à dire,



La brasserie U Fleku

mois qui s'arrondissent, des thés dansants qui se prolongent mais pas trop. On couche Cendrillon à 23 heures. Un peu d'animation dans des brasseries joliment décorées qui débitent de la bonne bière. Bien sûr, au bar de deux ou trois grands hôtels, de pulpeuses créatures, sac Vuitton en bandoulière, sont en mission. Comme dans les livres. Et puis, sur les hauteurs, le *ne plus ultra* : le pavillon Hanavsky, « le seul endroit intéressant de Prague », d'après Le Corbusier.

Cette villa kitsch, avec ses grands rideaux mauves, abrite une discothèque dont les filles qui s'y trémoussent semblent sortir droit de chez Castel. A se

mais il a tellement peur de parler. Alors il fait des moues, des gestes, de furtives allusions. Il est né autrichien mais s'est marié tchécoslovaque. Un soir, il s'est endormi allemand. Quelques années plus tard il s'est à nouveau réveillé tchécoslovaque avant de sombrer dans un mauvais rêve soviétique. Il est résigné, sans conviction. Fidèle reflet de tant de ces visages pragoïse.

Comme si, dans cette ville à laquelle Mozart offrit la première de *Don Giovanni*, « les gens n'avaient plus assez de musique en eux pour faire danser la vie ».

JACQUES TIANO.

Points de chute

- OFFICE DE TOURISME
Office de tourisme de Tchécoslovaquie
32, avenue de l'Opéra
75002 Paris
Téléphone : 742-38-45
- TRANSPORT
C.S.A. (Ceskoslovenska Aeroline C.S.A.)
32, avenue de l'Opéra
75002 Paris
Téléphone 742-45-26
- AGENCES
Transours : 28, rue Saint-Roch, 75001 Paris.
Téléphone : 273-25-25
Une semaine : pour une personne à Prague.
Avion (Paris-Paris) : 1.805 F.
+ chambre individuelle : de 300 à 600 F (selon hôtel)

- (demi-pension obligatoire comprise)
+ chambre double : environ 800 F.
Nouvelles frontières : 74, rue de la Fédération, 75015 Paris.
Téléphone : 273-25-25.
- MONNAIE
1 kes (couronne) divisée en 100 haléras
1 kes vaut 0,76 F
- FORMALITÉS
Un visa est nécessaire pour se rendre en Tchécoslovaquie. Il peut être obtenu (passeport et 2 photos) au consulat, 18, rue Bonaparte (Paris-6^e). Ouvert de 9 à 12 heures. Téléphone : 329-41-60.

La liberté a son club

ZARZIS
(Sud Tunisien)



2650^F

Paris/Paris

Club Sangho

TUNISIE CONTACT

30 rue de Richelieu 75001 PARIS

Tél: 296.02.25 296.14.23

L. K. A. 101

L'autre château sur la Loire

Électricité de France organise à Chinon des voyages au centre de l'atome. Curiosité et appréhension.

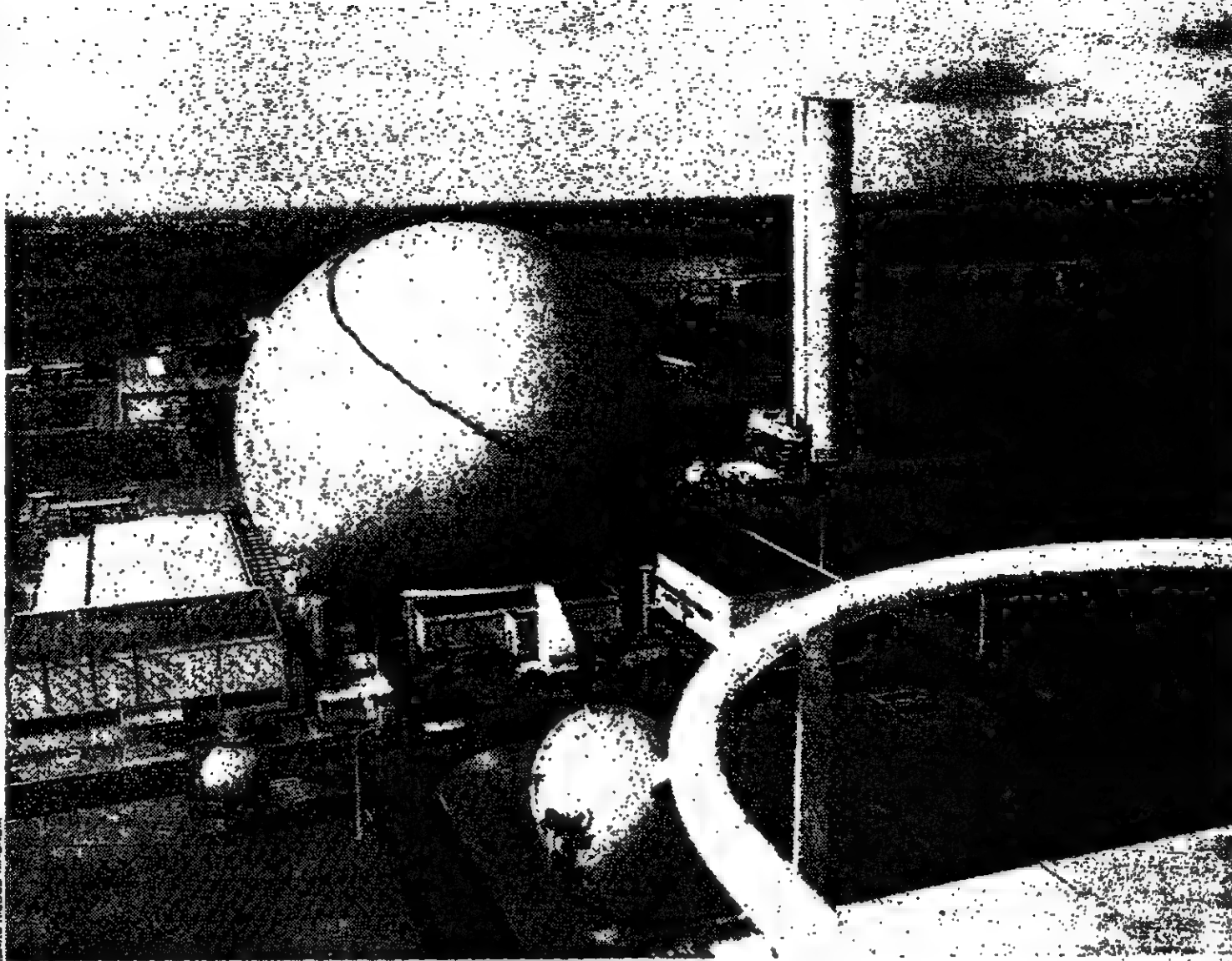
RABELAIS voyait dans la pointe du Thélot un cadre idéal pour l'abbaye de Thélème, promise au Frère Jean des Entommeures après les guerres piccolines. Électricité de France, elle, a choisi d'y implanter, sur la commune d'Avoine, son premier site électronucléaire. Chinon...

Posée sur la rive gauche de la Loire, en aval du confluent de l'Indre, la gigantesque sphère aux reflets argentés somnole depuis dix ans, frappée d'obsolescence : elle date de l'épopée de la filière graphite-gaz, aujourd'hui supplantée par les réacteurs à eau pressurisée, en service tout à côté. Que faire d'un tel mausolée ? Le démanteler ? Trop coûteux. Les élus d'Indre-et-Loire ont donc proposé d'y créer un musée. Étonnante accélération de l'histoire : rares sont les monuments qui peuvent ainsi accueillir un fragment de mémoire collective, après deux décennies d'existence.

Milliers de curieux

Tourisme nucléaire ? Pourquoi pas. La centrale de Chinon ne manque pas d'atouts : l'intérêt, teinté d'appréhension, que le public porte à l'atome, une politique d'accueil rodée au fil des ans, un environnement riche en hauts lieux. La Devinière, maison natale de l'auteur de *Gargantua*, le château de Rigny-Ussé, demeure de la Belle au bois dormant, celui d'Azay-le-Rideau, l'abbaye de Fontevraud, drainent chaque année des milliers de curieux, sans oublier l'attraction qu'exercent les crûs de Bourgueil.

De plus en plus, le crochet par la centrale s'impose : « Impossible de l'ignorer », observe M. Roger Lecrux, chargé des relations publiques. Elle se voit. Tout le monde en parle. De plus, cette boule intrigue, sa forme parfaite la rend un peu magique. D'ailleurs, les viticulteurs et les riverains y tiennent : c'est leur moulin d'Alphonse Daudet.



La « boule » qui abrite le nouveau musée

Témoin, l'emblème choisi par ce boucher d'Avoine pour orner son papier d'emballage : il a troqué la traditionnelle silhouette du bœuf sur pied contre les contours stylisés de Chinon...

Avec ou sans musée, le site propose d'ores et déjà sur 150 hectares un saisissant abrégé d'histoire de l'industrie nucléaire. Vingt ans de progrès continu séparent les moteurs Hispano-Suiza de la première tranche des quatre réacteurs de

900 mégawatts, dont deux en chantier, flanqués de leurs tours aéroréfrigérantes, vastes cathédrales circulaires qui offrent leur voûte de béton aux pales de ventilateurs colossaux. L'an dernier, plus de 16 000 personnes ont visité la centrale, dont 350 étrangers et 6 600 scolaires (chiffre dépassé en 1983 dès la mi-parcours). « En mars, raconte M. Lecrux, nous avons lancé une expérience pilote avec 65 lycéens nantais mobilisés sur le thème « Du terroir à

l'usine ». Dix d'entre eux ont circulé librement pendant trois jours, au gré de leurs centres d'intérêt. Autre innovation : le programme allégé destiné aux vacanciers en juillet-août. Les affichettes et imprimés envoyés dans 300 hôtels, campings et syndicats d'initiative de la région ont ainsi attiré 1 700 estivants.

« Hors saison », la visite obéit à un rituel immuable. Accueillis par les hôtesses, munis du badge remis contre

une pièce d'identité, les membres du groupe assistent à la projection du film introductif, puis à l'exposé d'un ingénieur, ajusté en fonction de l'auditoire. Rétroprojecteurs, diaporamas... « Nous sommes royalement équipés », admet non sans fierté M. Lecrux. Une question sur la fission de l'atome ? L'orateur pianote un code sur son clavier, la réponse apparaît en images. Reste alors à « suivre le guide » pour un périple articulé autour de quelques points forts : la dalle de

chargement d'un réacteur, une salle de commande, la piscine de désactivation, ainsi que le service de contrôle des matériaux irradiés, chargé de l'expertise des éléments combustibles avariés de toutes les centrales françaises.

« L'engouement du public n'a rien de surprenant, explique un jeune ingénieur. L'enjeu technique, devenu politique, a passé le cap des médias : les gens veulent se faire une opinion sur place. Beaucoup avouent leur déception, face à une réalité moins mystérieuse qu'ils ne le pensaient. »

La lourde porte blindée du sas d'entrée de la sphère pivote, avec un grincement douloureux. L'avers du décor étone. Un enchevêtrement d'escaliers à claire-voie s'élève le long d'un chemin de béton où dort le cœur du réacteur. À mi-hauteur, au détour du chemin de ronde, un étonnant phénomène acoustique guette l'intrus : portée par l'écho, la moindre interjection rebondit sur la paroi lisse et incurvée.

Le vaisseau fantôme

Aucun doute : ce vaisseau fantôme conviendrait parfaitement au futur musée. « Il s'agit de créer des sensations visuelles et auditives », précise M. Lecrux. À son retour au centre d'accueil, le visiteur trouvera les réponses aux questions ainsi suscitées. Mais nous pensons à demain : les hublots du belvédère supérieur guideront le regard vers les réacteurs actuellement en construction.

Hélas ! E.D.F. pourrait bien sacrifier cet ambitieux projet sur l'autel de la rigueur. À la direction de la production thermique, on indique, à mots couverts, que les travaux ne commenceront ni en 1984 ni en 1985. Alors, point d'orgue ou fausse note ? La réponse appartient aux argentiers.

VINCENT HUGBOUL

* Centre de Chinon, B.P. 25, 37420 Avoine. Pour les visites, il est préférable de prendre rendez-vous par téléphone un mois environ avant la date choisie, au (47) 93-04-30, poste 3257.

SOUDAN
Exploration des tribus du SOUDAN
en camion aménagés
PRIX : 12 000 F
Circuit accompagné par un spécialiste
14 personnes maximum
PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turenne,
75004 PARIS
271-50-58

LE MEURICE EST AUSSI UN RESTAURANT
Déjeuner d'affaires 160 F service non compris - Dîner à la Carte
RESTAURANT LE MEURICE
230, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 260.38.60
L.S. HOTEL INTERCONTINENTAL

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
Cours d'allemand pour étrangers
2 heures le 1^{er} jour, 1^{er} septembre 1984
sans frais de scolarité (5 heures le 2nd jour)
LABORATOIRE DE LANGUES
EXCURSIONS, SOINÉES
Age minimum 18 ans
DROITS D'INSCRIPTION ET DE COÛRS
Puis à raison de 2 200 francs (P. 1 000)
PRIX FORFAITAIRE (Inscription, cours,
dinner pour 4 semaines AS 5 350 francs)
P. 2770, Esplanade de la Sorbonne
Programme détaillé
UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DE VIENNE
4-10 rue de la Harpe, PARIS 5^{ème}

RÉSIDENCES
Campagne - Mer - Montagne
Côte d'Azur - Cap d'Antibes -
Le Roi Soleil -
163, bd Kennedy 06600
Studios meublés -
parking, piscine -
Prix divers, 2 pers :
semaine à partir de 960 F
quinzaine 1 480 F / mois
2 360 F
Int. comp. tél. : 16 (93) 61-09-30.
La Tzourmaz 1914 Mayens-
de-Ricdeu/Vallée/Suisse, sta-
tion reliée à Verbier, locations
avantageuses pour fé-
vrier/mars, Pâques, châteaux,
appartements, studios. Agence
Etablissements, tél. : 19-41-27/
86-25-41, télex ETAS 38141.
Résidence-Club RIVIERA I
PEYMEIDNADE PAR GRASSE
Pour cadres, professions libérales, commerciales, retraités
VIVEZ dans un cadre magnifique de 8 ha
ACHAT en copropriété et LOCATION de studios simples ou
doubles. Possibilité garages.
Tous les services au prix de revient pour une vie facile, heureuse
EN SÉCURITÉ
avec en plus un matériel paramédical 24 h sur 24.
Prix à partir de 138 000 F
Contacteur Mlle JALIBERT, tél. : (93) 66-16-93
ou Michel Bergé, tél. : (93) 68-30-25
91, bd Carnot - 06400 CANNES

MAROC
à partir de
2300 F
AGADIR
MARRAKECH
ALLER-RETOUR
à partir de **1250 F**
ALLER-RETOUR
à partir de **1050 F**
JET EVASION
la liberté retrouvée
260.30.85
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. : (1) 296.96.06
20, rue Monge - 75005 Paris - Tél. : (1) 354.86.28

Demandez :
un autre
tourisme
• VALERIE
devient de jour
en jour une amie
de CAMILLE
• Le photographe
qui dort ?
et toujours disponible
le WEEK-END
54, rue des Ecoles - 75005 PARIS
au par courrier

CHARTERS
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de
3090 F A/R
CANADA
MONTREAL
à partir de
3150 F A/R

VACANCES-VOYAGES
SKI EN QUEYRAS
Forfait alpin, fond
Places disponibles janvier, mars
(Pâques pour groupes)
Prix spéciaux
Hôtel LE COGNAREL *** NN
(Logis de France)
05390 MOLINES-SAINT-VÉLAN
Tél. : (92) 43-81-03
SKI EN QUEYRAS
(Hautes-Alpes)
2000 m d'altitude
Pensions 1/2 pension
Location studios
Forfaits spéciaux janvier, mars
« LA LOIRE - LE COIN »
05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. : (92) 43-81-03

هذه من اصل

Le pays où les Cadillac roulent à gauche

Au confluent de deux mondes, entre la raideur et la décontraction : les Bahamas.

BROUILLARD sur Paris, neige sur New-York. L'hiver n'avait lâché prise qu'à Miami. Nassau, capitale des Bahamas, laissait les passagers pantois. Son loden sous le bras, un étourdi semblait aussi désespéré qu'en bermuda sur la banquise. Traités tropiques. Sanglés dans d'impeccables vareuses blanches, douaniers et policiers, noirs comme la majorité de la population, affichaient un flegme trompeur : un air de calypso saffit à provoquer chez eux d'irrésistibles déhanchements.

Ce mélange de raideur et de décontraction est à l'image des Bahamas, indépendantes depuis 1973 et membres du Commonwealth. Un pays aux confluent de deux mondes auxquels il n'appartient pas : les États-Unis et les Caraïbes. Où l'on roule à gauche mais en Cadillac. Qui compte sept cents îles et une myriade d'îlots, inondés de soleil et éparpillés dans des flots turquoise.

Nous avions quitté Treasure Cay, sur l'un de ces îlots, tôt ce matin-là. Paré pour la pêche au gros, notre *cabin cruiser* se frayait en rouvrant un chemin parmi les yachts de milliardaires. Sous sa casquette à longue visière, Jack, le ventripotent capitaine de notre *Kingfish-II*, surveillait d'un œil expert la préparation des apâts.

Lutte furiuse

Les eaux chaudes des Bahamas sont parmi les plus poissonneuses du monde. Barracudas, requins, marlins bleus, wahoos (sorte de maquereaux) y croisent à portée de ligne. Le pêche devient vite miraculeux lorsqu'elle est pratiquée à bord d'un de ces coûteux joujoux, hérissés de cannes et dotés d'un confort de Pullman.

Depuis une petite heure, notre *Kingfish-II* maraudait au large, bercé par une mer lapis lazuli. Un *Goombay Smash*, un cocktail à base de rhum à la main, chacun guettait la chanson des moulinets défilant à toute vitesse, signe que la pêche allait commencer. Une lutte furiuse s'engage parfois entre le monstre marin, abusé par le beurre, et le pêcheur arc-bouté à son fauteuil à l'arrière du bateau. Elle peut durer plusieurs heures.

Hemingway, qui goûtait ce genre d'exercice autant que le rhum, avait jeté l'ancre dans les années 30 sur l'île baha-

miennne de Bimini, aujourd'hui rendez-vous mondial des pêcheurs au gros. Il faillit mettre prématurément un terme à sa carrière lorsqu'il se logea deux balles dans les jambes en visant au revolver un banc de requins. Mais il a aussi à son actif, au moulinet cette fois, un mako géant de 356 kilos.

Nous ne luttâmes pas comme le héros du *Vieil homme et la mer* trois jours et deux nuits contre un de ces fauves marins, mais cinq heures, et quelques *Goombay Smash* plus tard, nous rentrâmes à Treasure-Cay avec, à bord, deux barracudas de belle taille, aux dents acérées comme celles d'un tigre.

L'archipel est si beau que Christophe Colomb en fut ébloui lui-même. C'est à San-Salvador, une île des Bahamas, qu'il prit pied pour la première fois sur le Nouveau Monde, le 12 octobre 1492. Longtemps hanté par les corsaires, le pays est aujourd'hui l'un des plus dociles de l'arrière-cour américaine : si le parti de centre droit, au pouvoir depuis dix ans, venait un jour à céder la place, ce serait au profit de son unique concurrent, situé à droite.

On heurterait sans doute le pro-américanisme des Bahaméens, en leur disant que leur pays doit sa prospérité aux malheurs des États-Unis. Pourtant, ce sont des « dissidents » américains, fidèles à la couronne britannique, qui ont fondé les Bahamas en y emigrant avec leurs esclaves. On rencontre encore des descendants de ces « loyalistes », à New-Plymouth, un village au large de Treasure-Cay, dont les maisons de bois peint rappellent la Nouvelle-Angleterre. La proportion de Blancs dans cette enclave yankee du bout du monde (un habitant sur deux) témoigne de la persistance de l'héritage britannique.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, les Bahaméens surent profiter, en commerçant avisés, de la guerre de Sécession et de la prohibition de l'alcool aux États-Unis pour réaliser des substantiels bénéfices sur le dos des Sudistes puis des assiégés. Parallèlement, la prospérité touristique de l'archipel date de la fin des années 50, lorsque la chute de Batista interdit définitivement les plages cubaines aux Américains. Aujourd'hui, les États-Unis ac-



ECONOMY

« La gentillesse des Bahaméens efface l'impression de tourisme moutonnier qu'on ressent à Nassau »

cusent à mots couverts les Bahamas de favoriser le commerce des stupéfiants en offrant aux trafiquants de drogue le refuge de comptes bancaires inviolables, comme en Suisse.

Les capitaux étrangers affluent dans ce paradis fiscal discret et accueillant. Les Bahaméens n'en conçoivent guère de complexes, comme en témoigne une résolution adoptée en 1960 par leur Assemblée et affirmant qu'« il n'est pas dans l'intérêt supérieur de la colonie d'imposer quelque impôt que ce soit sur le revenu ou sur les bénéfices, aux personnes, aux compagnies et aux sociétés ».

Malgré un chômage endémique, l'archipel offre, par comparaison avec les pays des Caraïbes l'image de la richesse. Il le doit moins à ces privilèges fiscaux qu'au progrès du tourisme. Comme d'autres célèbrent le forage de leur premier puits de pétrole ou l'implantation de leur premier combinat, les Bahamas saluent comme autant de victoires la construction de nouveaux hôtels de luxe sur *Cable-Beach*, à l'ouest

de Nassau ou sur *Paradise-Island* face à la capitale (1).

Le pays tire du tourisme 70 % de ses revenus. Plus de deux millions de vacanciers (pour 220 000 habitants) y ont séjourné en 1983, amateurs de pêche, de plongée sous-marine, de sports nautiques, de yachting ou simplement de *far niente*. Les Bahaméens ont connu les affres de la récession en 1980 lorsque la courbe du tourisme a commencé à chuter. Mais la reprise n'a pas tardé. Les Américains et les Canadiens constituent le gros de la clientèle, surtout en haute saison, lorsque les frimas de l'hiver chassent vers le sud New-Yorkais et Québécois.

En invitant des journalistes à découvrir le pays, la Panam et l'Office du tourisme des Bahamas (2), espèrent convaincre une clientèle française « haut de gamme » et se laisser tenter. Mais on changeait il n'y a pas si longtemps le dollar bahaméen (aligné sur l'américain) à 9,30 francs et il faut compter 10 000 francs au minimum par personne pour une semaine à l'hôtel, voyage compris.

Une fois effacées les fatigues du voyage, on peut, si l'on a hérité d'un oncle d'Amérique, faire aux Bahamas le plus fabuleux des voyages. On commencera par Nassau, dont les maisons en bois conservent un charme colonial. Le port est très actif : hydravions et bateaux de plaisance y croisent d'immenses paquebots qui déversent chaque jour, dans les rues de la capitale, leur cargaison de touristes. Sur les quais, au milieu des étals de fruits tropicaux, les pêcheurs proposent des pyramides de conques dont les Bahaméens ont fait leur plat national. Ils accommodent à toutes les sauces ce coquillage à la chair élastique : frit, sous forme de soupe ou en salade.

Deux jours suffisent à découvrir Nassau, dont l'allure provinciale contraste avec les hôtels-tours qui peuplent ses abords. Les ornithologues pousseront jusqu'au *Cable Beach Hotel*, histoire d'observer de drôles d'oiseaux venus chercher le repos dans une de ces cages de sept cents nids.

La gentillesse des Bahaméens efface vite l'impression

de tourisme moutonnier qu'on ressent aux environs de Nassau et surtout à Freeport, la plus américaine des villes de l'archipel. Les Bahamas valent mieux que ce cliché. Une demi-heure de vol suffit à découvrir, à partir de la capitale, leur vrai visage, les « îles de l'extérieur ». Elles sont peu fréquentées, comme les Exumas, peut-être les plus belles, et baignées par une mer émeraude. Là, sur une plage déserte, au milieu des hibiscus et des bougainvillées, la vie paraît douce. C'est sur un de ces îlots désertiques, *Caya-Lobos*, que les passagers de six « *boat people* » haïtiens fuyant la misère, sont morts de faim en 1980. Leurs compagnons, comme eux touristes indésirables, en furent chassés par les soldats bahaméens. L'enfer au paradis.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Anthony Thompson, *An Economic History of the Bahamas, 1799*, Commonwealth Publications Limited.

(2) 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-61-30 et 260-60-20.

vivez vos rêves !

L'EGYPTE à partir de 6.680 F

Tout compris, pension complète, excursions...

Demandez la brochure GRATUITE "REV'EGYPTE" : 13 circuits et croisières archéologiques de 6.680 F à 16.620 F. 40 pages, 120 photos couleurs sur 5.000 ans d'histoire.

BON A DECOUPER et à retourner à "REV'EGYPTE" 31, rue Kappeler 75116 Paris

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

10 0128 - 420-00

Reo Vacances
vivez vos rêves

Dans toutes les Agences et au Supermarché VACANCES 45 bd de Sébastopol, 75003 Paris

VISITEZ L'AMERIQUE en version française

En Américain, le problème c'est l'accent... Mais soyez rassurés, votre accompagnateur CAMINO chevronné, parfaitement bilingue, vous fera comprendre et aimer l'Amérique.

CAMINO : circuits accompagnés
Conçus par des Français, pour des Français. 86 départs en 1984 sur 7 itinéraires différents.

CAMINO : l'expérience
Seule organisation à ne "faire" que l'Amérique depuis 22 ans, CAMINO la connaît sur le bout du doigt et vous en fait profiter.

CAMINO : la qualité
Pour ses circuits, CAMINO a choisi les vols réguliers Air France et en Amérique des cars climatisés et les vols réguliers de compagnies réputées. Les hôtels sont de tout premier ordre, et la plupart des repas inclus.

CAMINO : le prix
Fort de son expérience de sa compétence et du poids de ses achats, CAMINO vous en donne plus pour le même prix.

CAMINO : prix garantis
Si vous réglez 70% des frais de votre voyage, au moment de l'inscription, CAMINO garantit votre prix ferme, définitif et non révisable, quelle que soit la hausse du dollar, et même en cas de dévaluation.

Vous pouvez aussi ne verser que 25%, mais le prix reste révisable.

Visitez l'Amérique en V.O.
Si vous parlez bien l'anglais, demandez notre brochure *Sejours et Circuits Individuels* qui vous permettra de découvrir l'Amérique à votre gré et sur mesure.

Renseignements, inscriptions :
AGENCES DE VOYAGES, LE PLUS COURT CHEMIN pour l'Amérique de CAMINO

coupon à découper et adresser à CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris - Tél. (1) 572.05.11

Je désire recevoir sans frais, ni engagement vos programmes 1984.
() circuits accompagnés
() séjours et circuits individuels

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

LIC A 478 M CA 84

Fête, plaies et bosses sur le "Dakar"

Quelle est cette étrange passion pour ce curieux rallye ?

UN corps désarticulé qui vole dans un nuage de poussière ; une voiture folle qui part en tonneaux hors de la piste. Une jeune Africaine de Haute-Volta reste inerte sur le sol. Son enfant est grièvement blessé. Paris-Alger-Dakar est passé. Images insoutenables et révoltantes. Cet accident ne serait-il qu'un banal fait divers à mettre au compte de la fatalité ? Trop facile. Libre après tout aux concurrents de prendre des risques sur les pistes africaines, mais qu'au moins leurs jeux ne conduisent pas à de tels accidents. La mort d'un petit Malien en 1982 n'aurait-elle donc servi à rien ?

M. Thierry Sabine, l'organisateur du Paris-Alger-Dakar a beau répéter que « ces moments-là il les vit plus mal que n'importe quel », rien ne semble en tout cas remettre son rallye en question. Trop d'intérêts, trop d'argent, sont désormais en jeu. Les amateurs ne rêvent que d'évasion, les professionnels ne pensent qu'à leur victoire, les publicitaires ne songent qu'aux retombées financières. Et les médias sans qui le rallye n'existerait pas y trouvent leur compte.

L'image du « Dakar » ne s'est pas modifiée au fil des années. Les ouvriers de la première heure sont toujours là. Les candidats à l'aventure sont nombreux. Rassemblement hétéroclite de cadres, de gentlemen, d'obscur en mal de sensations fortes — « on a l'impression d'être important », avouait l'an dernier une jeune Allemande. Le rallye révèle pourtant des person-

Pierre Delefortrie est de ceux-là. Figure populaire du rallye, auquel il participe régulièrement depuis cinq ans, il formait avec son frère jumeau, Jacques, un équipage qui respirait la santé. Restaurateurs à Fort-Mahon (Somme), ils avaient, avec le concours de leur commanditaire équipé un 4x4, qui, de 1980 à 1982, fut vainqueur du rallye dans la catégorie Diesel. Robustes, le

ventre en médaillon, ils avaient la réputation de bien vivre. Le « Dakar » n'était pas seulement un rallye, pour eux, c'était aussi une fête.

En 1982, hélas ! la fête tourna court : une voiture vint se jeter sur la leur. Pierre qui était au volant s'en tira avec une fracture de la jambe droite ; Jacques fut tué sur le coup. Le temps de se refaire une santé, physiquement et moralement, et Pierre se retrouva au départ, mais invité dans l'hélicoptère de l'organisateur pour une autre épopée dont il sera éternellement reconnaissant à M. Sabine.

Frustré néanmoins de devoir suivre le rallye en touriste, le restaurateur de Fort-Mahon était de nouveau présent, place de la Concorde, le 1^{er} janvier, pour une autre aventure : « Une manière en tout cas de sortir du train-train quotidien, d'oublier les emmerdements, les factures de la Sécurité sociale, les impôts. Des vacances quoi ! » Avant, Pierre allait en Tunisie ou au Maroc sans pouvoir se libérer de ses soucis. « Sur le « Dakar », dit-il, il n'y a pas de téléphone. Là au moins, je fais le vide dans ma tête. »

Superbe looping

L'aventure, cette année, s'est terminée du côté d'Ife-rouane (Niger) : fracture du fémur de la jambe droite et de deux côtes. Son équipier Hervé Cotel, pilote du véhicule, s'en est tiré avec un tassement des vertèbres. A l'hôpital, Pierre Delefortrie raconte : « On venait de doubler deux ou trois voitures à 160 km/heure. A fond de cinquième. Le livre de route indiquait à cet endroit un obstacle, une marche. Sanglés dans le baquet, casqués, bref en toute sécurité, on y est allés. Le devant est bien passé, l'arrière en revanche... Le véhicule a décollé. Un bond d'une quarantaine de mètres. Un deuxième bond. Un tour complet dans les airs avant de se poser sur le cul, puis sur les quatre roues. Un superbe looping. On n'a pas eu le temps de s'interroger. »

Le véhicule a finalement, plus souffert que les deux hommes. Moteur explosé et coupé en deux, il fait partie des dizaines d'engins dont les éléments les plus précieux seront récupérés par les indigènes. La carcasse restera la propriété du désert !

On ne verra pourtant plus le concurrent Delefortrie sur le « Dakar ». Juré. Le restaurateur a décidé de prendre ses distances avec le rallye : « J'ai, dit-il, la responsabilité de deux familles, la mienne et celle de mon frère. » Son dernier rêve : organiser avec une bande de copains une expédition qui emprunterait l'itinéraire de l'épreuve. « Ce serait original et cela ne comporterait aucun risque. »

Justement. Pierre Delefortrie s'étonne que des concurrents puissent s'engager dans le rallye sans prendre le temps de la réflexion : « Ils sont trop nombreux à céder à la mode, sans la moindre préparation psychologique. » Dans cette

épreuve, la rivalité est plus aiguë que jamais, conséquence des sommes énormes engagées par les marques et les commanditaires. « La course se fait par équipes. Le jeu consiste à empêcher un adversaire de passer pour permettre à un équipier de prendre le large. »

Petite guerre

Dangereux. Les pistes sont étroites et les nuages de poussière ne laissent aucune visibilité. Des concurrents jouent en permanence à la petite guerre. Le Néerlandais Jan de Rooy a reconnu qu'entre Paris et Sète, à bord de son Daf, il avait fait une véritable course avec le Mercedes du Français Georges Groine : « Je l'ai même un peu poussé, pour voir... », a-t-il avoué en riant.

Etre fort moralement est l'un des impératifs pour affronter le rallye. Une jeune femme de vingt-quatre ans, Véronique Anquetil, témoigne que cette

épreuve n'est pas l'enfer. Première expérience en 1982. Premier coup de cœur. Elle court alors sur une Husqvarna 250 que lui a confiée l'importateur. Le prix d'un challenge moto organisé par une chaîne de télévision et l'armée de terre. Après avoir parcouru 6 000 kilomètres, elle fait une chute lourde du côté de Gao (Mali) ; elle est contrainte d'abandonner. Livrée à elle-même, elle retrouve le rallye un peu plus loin après avoir passé deux journées et deux nuits dans un train de marchandises.

Ligaments du genou distendus, hématomes aux coudes et aux mains, léger traumatisme crânien, Véronique racontait en souriant son « Dakar » : « C'était une expérience enrichissante. Entourée de gens de milieux divers, j'ai vécu une aventure unique. Deux années ont passé, Véronique n'a pas manqué un seul rallye. Les choses ont pourtant évolué. Sa technique et son courage ont conduit les respon-

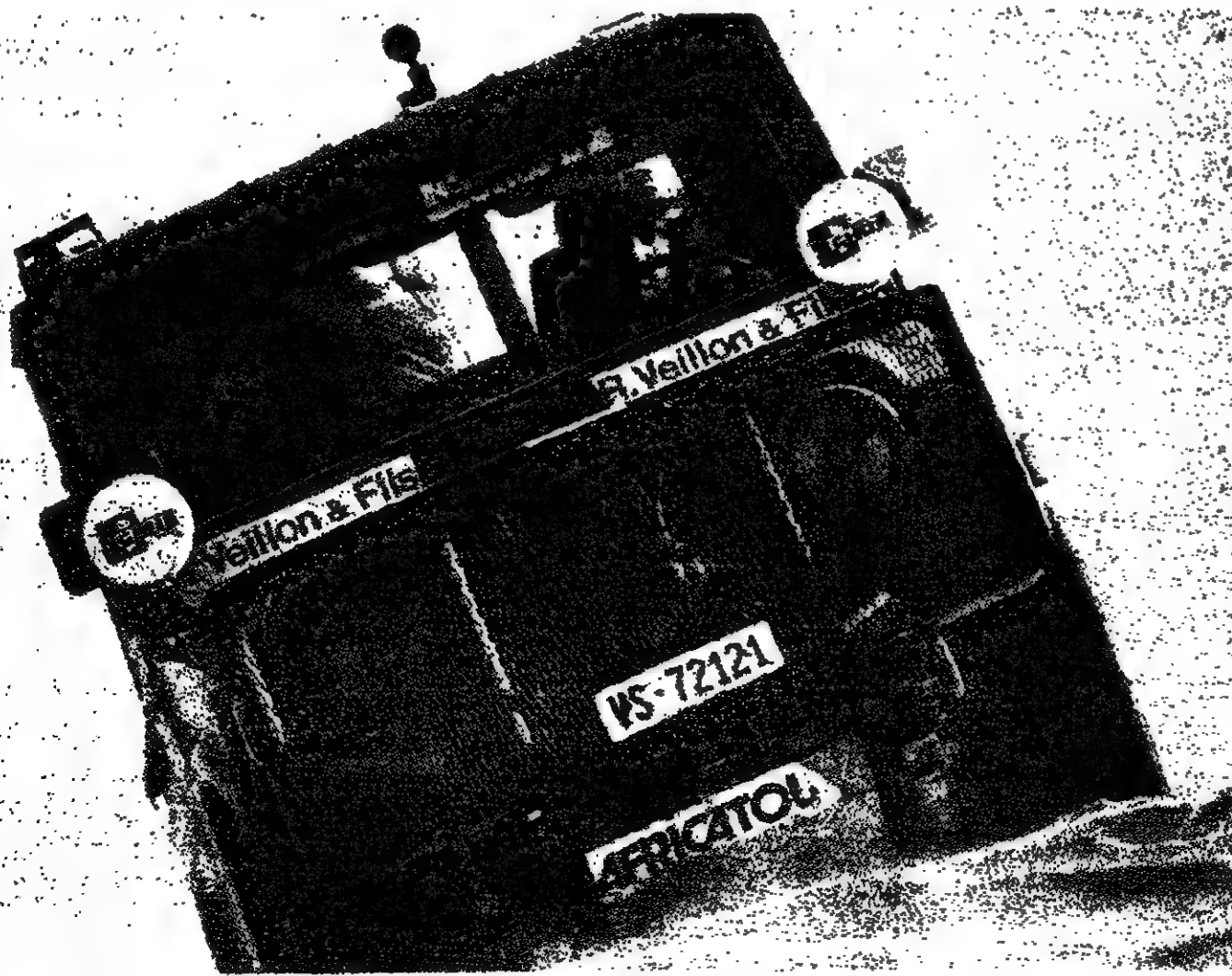
sables de Yamaha à l'engager dans leur écurie.

L'aventure est terminée qui, au fil des années, s'est réduite — faut-il s'en plaindre ? — à sa plus simple expression. Les pistes du désert sont désormais balisées depuis que Mark Thatcher, le fils du premier ministre britannique, s'est perdu dans le Sahara algérien. Chaque automobiliste est doté d'un poste émetteur qui permet d'entrer en liaison avec l'hélicoptère de l'organisation. Chaque concurrent est censé savoir se servir d'une boussole et d'une carte. Une vingtaine de petits avions, enfin, accompagnent le rallye. Difficile dans ces conditions de perdre complètement le nord. Les erreurs des concurrents se traduisent aujourd'hui par de simples égarements, de simples écarts. Il reste que 12 000 kilomètres séparent le départ de l'arrivée. Pas toujours de la partie...

GILLES MARTINEAU



« Sur le Dakar, au moins, je fais le vide dans ma tête. »



« Les pistes du désert sont désormais balisées depuis que Mark Thatcher s'est perdu dans le Sahara algérien. »

Dumayet, décodeur de l'étrange

Conversation (presque) silencieuse au milieu des livres. Un sage malicieux prépare une émission sur les sciences humaines. Bientôt sur TF1.

PERSONNE. Pas un chat à caresser, pas de Pierre Dumayet. C'est l'angoisse, que faire ? Attendre qu'il arrive et, en attendant, regarder, écouter. Jeter un œil dans un miroir blanc, y voir une paire de lunettes fines, une pipe de bois sombre, entendre le tic-tac d'une horloge tout au fond d'une rue parisienne, très longue. Univers ouaté. Une série de miniatures à portée de la main d'un rêveur, posées en silence sur la surface lisse acroïd d'un bureau ordonné. Le cabinet de méditation de Pierre Dumayet semble être équipé pour la haute navigation philosophique, et la pièce entière s'est emmitouflée de pied en cap de livres rares. Secrètement disposées en étagères badigeonnées, les œuvres de Rilke, Michaux, Flaubert, courtoises de mystérieux textes sacrés, le Zohar.

Pierre Dumayet à pas feutrés fait son apparition. Premiers signes de distinction : une parole lente ponctuée de lourds silences, une sorte de politesse de Boudha quelque peu tactique, laissant toujours son invité parler, un gai savoir qui s'apparente à une sagesse malicieuse. Traits de caractère avoués : « Amateur, dilettante, sans mémoire ». Malgré ces difformités de tempérament qui auraient été fatales au commandement des mortels, le bonhomme a fait belle carrière : près de quarante années de campagnes à la télévision, couvert de médailles, un empereur ; des émissions phares, « Lecture pour tous », l'encêtre d'« Apostrophes », « Cinq colonnes à la une », des documentaires historiques (de référence), des fictions à profusion, des scénarios pour le septième art et quelques romans « à très faible pagination », reconnaît-il.

« La télévision, cela m'amuse, c'est toujours un artisanat ». A l'inverse de son « copain », Pierre Desgranges, qui a mis une chaîne de télé sous sa botte, cet homme d'intérieur semble s'être taillé une paire de pantoufles à sa mesure. Trop sage pour avoir quelques ambitions directrices — « Les responsabilités, je n'ai jamais aimé », — il a, comme toute, réussi à utiliser le petit écran à des fins personnelles. Il met en scène ses passions, son privilège de téléaste incontesté, certes. Mais reconnaissons à ce doux sceptique la chevelure virginité qui mérite rare de se pas s'être endormi sous ses lauriers.

Des projets donc, à court terme, en coup par coup : une vie de la famille Tol-

tot déconçue en dix tranches — « une commande de la télé qui, à l'inverse du cinéma, impose les scénarios, c'est comme ça, pas autrement », — et puis une émission consacrée aux sciences humaines à partir du mois de mars sur TF1, « sans dispositifs précis, pour des



DESIGN DE BUREAU

objets de savoir très différents ». Des ethnologues, qui travaillent dans l'ombre ? « Je ne sais pas au juste. J'avancerais timidement, je ne veux pas être du côté de ceux qui savent. Plus le sujet paraît étrange, plus le langage approprié doit être clair ».

Clarté cristalline, c'est la rhétorique de Dumayet, et la citation de Boileau, « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément », pourrait figurer en exergue à une émission mensuelle, « Lire c'est vivre ».

C'est quoi au juste ? Un malin génie qui prend un souverain plaisir à tirer lentement les mots du nez à une brochette d'invités condamnés tôt ou tard à finir l'émission épinglés sur un canapé-divan. Inévitable, on le sait. Mais encore ? Des textes rares — de Queneau, Flaubert, Buber ou Tchekhov (en préparation) — suffisamment riches « pour susciter des débordements de significations ».

La lecture est un péché. Pierre Dumayet le sait et choisit ses victimes parmi des innocents. Ces innocents doivent se confesser au chanoine, qui a tous les moyens de les faire parler. Des gens

de toutes conditions sociales, « pas forcément des intellectuels chez qui la brillante nuit parfois et ennue souvent, des hommes simples à la parole directe... bouleversante ». Le texte (sa signification) est toujours exagéré par celui qui le lit et l'imagine, les mots sont animés d'un profond désir d'images. Pourquoi ? « Simplement parce que les mots sont comme les chiens, il leur manque la parole : l'image pure, transparente, est une composition, un paysage humain et remplace une citation écrite, la complète, l'enrichit ».

Evident, docteur Dumayet. Au fait, la politique, qu'en pensez-vous ? « Ennuyeur ». La télévision, sa critique systématique ? « C'est le bouc émissaire, la voix de la France, toujours la même chose. Un épiphénomène. Je n'ai pas de recettes pour une télé parfaite, d'ailleurs doit-elle l'être ? ». Le vice de ses dirigeants ?

« L'obsession du sondage ». Sa règle d'or : « Ce qui passe le mieux à la télé est ce qui est le plus vrai dans la réalité ».

Comme en littérature, sa passion. Elle est pour Dumayet parole vivante, une immense mémoire en action, quelque chose comme une tradition souterraine nous reliant à notre lointaine origine. « Qui a inventé l'histoire du Petit Chaperon rouge, une histoire chuchotée de bouche à oreille qui a traversé des siècles, quel est son auteur ? Mystère ! Lui, avec les moyens du bord, travaille en collaboration avec des réalisateurs amis (Robert Bober ou Roland Coste), tante de reconstituer patiemment le corpus des grands textes enfouis, leur redonner vie, signification ».

Tout en sachant l'entreprise toujours impossible, les textes sous leur apparente simplicité sont obscurs, troubles et se dérobent continuellement. « Quand les énigmes se pressaient et qu'aucune issue ne s'offrait, le chemin de campagne était d'un bon secours », disait Heidegger. Pierre Dumayet est l'un de nos guides, de nos herméneutes.

MARC GIANNESINI.

Vu pour Vous

Le rugby : une fête

La civilisation du rugby, FR3, dimanche 22 janvier, 20 h 35 (57 min).

Pourquoi ce sport de voyous, pratiqué par des gentlemen, importé d'Angleterre, s'est-il pris si bien racine, chez nous, au sud de la Loire ? Ce sport viril, qui exige un esprit d'équipe poussé jusqu'à l'abnégation, est un « sport naturel », selon le président Chaban-Delmas — ancien rugbyman, — puisqu'il se joue avec les mains, et que « les mains, remarque notre confrère Jean Lecourte, jouent dans le mode d'expression des Méridionaux un rôle considérable ».

Introduit en France il y a près d'un siècle, le rugby n'est curieusement devenu un sport national qu'en 1955, grâce à la place — et à la dimension — que lui a conférée la télévision. Grâce aussi, il faut le dire, à Roger Couderc, le « seizième homme » du XV de France, à l'occasion du Tournoi des cinq nations. Profitant de la reprise de cette confrontation annuelle, FR3 Aquitaine a confié à Pascal Ory et au réalisateur Patrice Bellot la mission de faire l'histoire de ce phénomène social.

Sport amateur, le rugby reste un jeu de masse, pas encore gangrené par l'élite et l'argent, qui plonge ses profondes racines le plus souvent dans un esprit de clocher. Tout un bourg, toute une petite ville « communie » chaque dimanche avec son équipe, réputée ou non. L'important, comme dit le légendaire Walter Spanghero, « c'est la troisième mi-temps », c'est-à-dire la joie, l'ambiance de fête qui précède et suit le match, car le rugby est d'abord une

famille à laquelle on appartient. Si les témoignages recueillis sont nombreux (un peu trop), les images sélectionnées illustrent bien les différents aspects du rugby, du sportif au sociologique. On entend même un dirigeant de club, ancien adepte lui-même, affirmer que le rugby est un « sport socialiste », alors que le jeu à XIII, son frère ennemi, serait plutôt « raciste » (?). Ce qui ne laisserait guère de place à l'opposition... La France étant, comme chacun sait, politiquement coupée en deux, on pourrait en déduire que le football est un sport de droite. Un sujet à creuser !

Le sera-t-il au cours du débat qui suivra l'émission ? Pascal Ory a invité MM. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, Pierre Albaladejo et André Mauga, anciens internationaux, et le professeur Minkowski, pédagogue réputé, passionné de rugby. Espérons que ce débat sur le ballon ovale ne tournera pas en rond.

CLAUDE DURIEX.

Papi raconte le jazz

Le jazz et vous, TF1, jeudi 26 janvier, 22 h 30 (60 min).

Quand on pense qu'on a attendu si longtemps pour avoir une nouvelle émission de jazz ! Des gentils enfants bafouillaient des questions face à un gentil monsieur en vestes à carreaux : « Qu'est-ce que c'est, le jazz ? ». Eh bien, mes petits, le jazz, voyez-vous...

Ce commence mal ; ensuite ça s'aggrave. Caméra vieillotte : pendant une heure, Jack Diéval, transformé en une sorte de Jean Nohain ou « Papi »-reconnu-nous, va nous faire écouter le jazz des années 50, attention, pas celui qu'on jouait dans la fumée des bars de Harlem, non, le jazz propre et sans danger, le jazz asseptisé tel qu'on l'entendait plutôt dans les salons de thé ou les grands hôtels d'Europe, joué par des musiciens en costume sombre et cravate.

Pas un seul musicien noir au cours de cette première émission (qui annonce une série). Une performance tout de même pour nous initier à cette musique inventée par les Noirs aux Etats-Unis — avec quelle énergie et quel génie —, qui a bouleversé les codes et transformé le paysage musical dans le monde.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas d'interdire aux Blancs de jouer du jazz, au contraire — la musique appartient à tout le monde, — il s'agit seulement de rendre à César ce qui appartient à César. Il y a donc cet « oubli », dans cet écartement de la réalité, une forme de récupération qui trahit le malhonnêteté. Jack Diéval, pianiste de jazz français né à Douai — c'est lui qui animait l'émission de radio « Jazz aux Champs-Élysées », — nous promet un rendez-vous mensuel et édictatoire. On veut bien, mais après un pareil départ il y a de quoi fermer définitivement son poste. Ce n'est pas une déception, c'est pire. Heureusement que la 1^{re} chaîne nous a offert mercredi une émission d'une autre qualité sur le blues avec Marguerite Yourcenar. Un cadeau, celle-là.

CATHERINE HUMBLLOT.

Les films de la semaine, par Jacques Siclier

DIMANCHE 22 JANVIER

■ Le Casse

De Henri Verneuil (1971), avec J.-P. Belmondo, O. Sharif. TF 1, 20 h 35.

■ Scarface

De Howard Hawks (1931), avec P. Muri, A. Dvorak. FR 3, 22 h 30.

LUNDI 23 JANVIER

■ Le secret

De Jacques Rouffio (1978), avec G. Depardieu, J. Carmet, M. Piccoli. TF 1, 20 h 35.

MARDI 24 JANVIER

■ Une étrange affaire

De Pierre Granier-Deferre (1981), avec M. Piccoli, G. Larvin, N. Baye. A2, 20 h 40.

■ Michel Strouff

De Carmine Gallone (1956), avec C. Jurgens, G. Page. FR 3, 20 h 35.

JEUDI 26 JANVIER

■ Le monarque rit jeune

De Georges Lautner (1984), avec P. Maurice, R. Delbar. FR 3, 20 h 35.

VENREDI 27 JANVIER

■ Le ciel est à vous

De Jean Grémillon (1943), avec M. Renaud, Ch. Vanel. A2, 22 h 55.

Samedi

21 janvier

TÉLÉVISION FRANÇAISE

1

10.00 Vision plus.
10.30 La maison de TF 1.
Comment louer à un étudiant ; construire des étagères ; développer des photos, etc.
12.00 Bonjour, bon appétit.
Magazine culinaire de M. Olivier.
12.30 La séquence du spectateur.
13.00 Journal.
13.35 Amuse-gueule.
Comment rire des petits faits qui empoisonnent notre vie.
14.05 Série : Pour l'amour du risque.
15.00 Grand ring dingue.
15.40 C'est super.
Un magazine pour rêver, étonner et émerveiller les enfants.
16.00 Dessin animé : Capitaine Flam.
16.35 Casaque et bottes de cuir.
Magazine du cheval.
17.05 Série : Joëlle Mazart.
18.00 Trente millions d'amis.
La dog connection ; les gros matous de Ryères ; le sphinx du salon du chat.
18.30 Magazine auto-moto.
19.05 D'accord pas d'accord.
Magazine de l'I.N.C.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Jeu : Les petites drôles.
20.00 Journal.
20.35 Téléfilm : Tu peux toujours faire tes bagages.
de R. Mirmont et J. Krier. Réal. J. Krier, avec R. Mirmont, M. d'Almeida, H. Virlojeux.
Un gentil gogo, produit de la génération soixante-huit tard et une jolie petite bourgeoise se rencontrent, se disputent, s'aiment dans un Paris irrisé. Une chronique de la vie quotidienne en période de crise, une comédie légère bien jouée, construite sur la rupture de rythme et ponctuée d'humour ravageur. — M.G.
22.10 Droit de réponse : L'esprit de contradiction.
Émission de Michel Polac.
Aujourd'hui : La lutte des classes. Ecoles laïques, écoles privées : un débat qui partage les Français, relancé par l'actuel gouvernement. Avec des lycéens, des parents d'élèves, des enseignants. Une émission houleuse en perspective.
0.00 Journal.

ANTENNE 2

10.15 Antiope.
11.10 Journal des sourds et des malentendants.
11.30 Platine 45.
(diff. le 18 janvier.)
12.00 A nous deux.
12.45 Journal.
13.38 Série : La vie secrète d'Edgar Briggs.
A la sortie d'un pub, le commandant se fait enlever...
14.00 La course autour du monde.
14.55 Les jeux du stade.
Rugby : tournoi des cinq nations France-Irlande ; en direct de Cardiff, 2^e mi-temps de Galles-Ecosse ; ski : coupe du monde descente messieurs.
17.25 Récit A2.
18.15 Les carnets de l'aventure.
Plongés dans les trous bleus au large de l'île Andros.
18.50 Jeu : des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.
Avec Eddy Mitchell, Isabelle Adjani, Francis Cabrel, Antoine, Rita Zarai, les Quila payans Fool on the gang. Et Pierre Desproges interviewé par Guy Bedos.
22.05 Magazine : Les enfants du rock.
Un spécial Houbba-Houbba en Australie. Le rock de R. Springfield, Q. Newton John, Men et Work, avec David Bowie, A.C.D.C., Warumpi Band, Inxs, Cold Chisel, Australian Crawl, Mental as Anything, Pat Wilson...
23.20 Journal.

FRANCE RÉGIONS 3

12.30 Les pieds sur terre. Émission de la Mutualité agricole.
Une usine nommée désir, la nouvelle usine de l'Union laitière à Lons près de Pau.
14.00 Entrée libre...
Avec Pierre Perret.
Images d'histoire : portrait de Joëlle Garon ; A corps et à cris ; un village se met à table ; Moby Dick ; les coloranis. Libéré 3.
16.15 Émission proposée par J.-C. Courdy.
Sur le thème : le système électoral, avec le P.S.U., le Club 89, le Carrefour social-démocrate, la Démocratie chrétienne française, l'Espace 89.
17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20.05 Les jeux.
20.35 Série : L'univers du rire.
Émission présentée par B. Reynolds, J. Lemmon, W. Marshall.
Cette émission, qui fait appel aux pionniers du film comique — Charlie Chaplin, Harold Lloyd, Buster Keaton, — est plus particulièrement consacrée ici à Max Sennett ; on en trouvera d'autres, de Mae West à Woody Allen.
21.30 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit dans son château trois invités vedettes du cinéma, du théâtre, de la télévision ou de la danse.
21.55 Journal.
22.15 Musiclub.
« Volkslieder » de J. Brahms, par E. Mathis, P. Schreier accompagnés par K. Engel au piano.

PÉRIPHÉRIE

■ R.T.L., 20 h, A. vous de choisir : le Couple témoin, film de William Klein, ou Un pyjama pour deux, film de Delbert Mann ; 21 h 30, Flash-Back ; 22 h, Ciné-club : Tille et Gux, film de Francis Martin.
■ T.M.C., 20 h 40, le Village d'enfants, film de François Leterrier (avec S. Frey, C. Rouvel).
■ R.T.B., 20 h 30, la Grande Attaque du train d'or, film de Michael Crichton (avec Sean Connery) ; 22 h 20, Cinéclip.
■ T.S.R., 20 h 5, Kajaki ; 21 h, Studio 4 : variétés ; 22 h 15, sport ; 23 h 15, Moneysmith, film de William Fraker.

	Dimanche 22 janvier	Lundi 23 janvier	Mardi 24 janvier
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>9.00 Emission islamique.</p> <p>9.15 La source de vie.</p> <p>10.00 Emission commune pour l'unité des chrétiens. Les trois équipes chrétiennes de la télévision proposent de 10 h à 12 h une émission commune et en direct pour célébrer la semaine de prière pour l'unité des chrétiens. Elle est réalisée avec les membres de la Croisade des chemins (Villeneuve-d'Ascq) ; des théologiens des trois confessions, avec le Père N. Osoline (« Orthodoxie ») ; le pasteur J. Damon (« Présence protestante ») ; le Père P. Abberly (« Le joia du Seigneur »).</p> <p>12.00 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starsky et Hutch.</p> <p>14.20 Hip-hop.</p> <p>14.35 Champions.</p> <p>Emission du service des sports de TF 1, en direct d'Avoriaz, présentée par Michel Densoz. Variétés avec Blondie, John Cougar, Karen Kamon, les Shores, Jane Birkin, etc. Sports : natation à Strasbourg. Coupe du monde de ski à Kitzbühel et Hercul à Vincennes.</p> <p>17.30 Les animaux du monde.</p> <p>18.00 Franck, chasseur de fauves.</p> <p>19.00 Le magazine de la semaine : Sept sur sept. De J.-L. Burgat, F.-L. Boulay et E. Gilbert.</p> <p>Le grand témoin : Jean-Luc Lagardère, P.D.G. de Matra et président du Racing-Club de France.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Le Casse</p> <p>Film français de Henri Verneuil (1971) avec J.-P. Belmondo, O. Sharif, R. Hossein, R. Salvatori, D. Caanon, N. Calfan (130 mn).</p> <p>Déplorable adaptation d'un roman de David Goodis. Verneuil s'en tire grâce à son savoir-faire. Et Belmondo n'est jamais à court d'exploits acrobatiques. — J. S.</p> <p>22.35 Sports dimanche</p> <p>avec M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S.</p> <p>23.20 Journal.</p>	<p>11.30 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 La Croisade des chansons.</p> <p>14.00 Téléfilm : l'Homme de la montagne.</p> <p>Un homme condamné par la médecine décide de passer ses derniers jours seul dans la montagne. Et finit par se retrouver à Washington pour essayer de sauver de la scie des bûcherons une forêt, qui deviendra le premier parc naturel des Etats-Unis.</p> <p>15.35 Les mardis de l'information.</p> <p>La semaine brésilienne (diff. le 20 janvier).</p> <p>16.30 C'est arrivé à Hollywood.</p> <p>Autour des films-catastrophes.</p> <p>16.50 Avec la comédienne Anne Marbeau, la chanteuse Catherine Sauvage.</p> <p>17.45 Ordinal 1.</p> <p>Un nouveau magazine de J. Chevalot, consacré à l'actualité informatique.</p> <p>18.00 Feuilleton : le Nouveau d'Amérique.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Heureux, Fernand Reynaud.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : le Sucre</p> <p>Film français de Jacques Rouffio (1978) avec G. Depardieu, J. Carmet, M. Piccoli (95 minutes).</p> <p>Un gogo, ruiné dans une escroquerie boursière, est pris en amitié par son émancipateur. A partir d'un fait réel, la jubilante caricature des magouilles financières et des personnages qui en vivent. C'est digne d'une comédie italienne. — J. S.</p> <p>22.20 Etoiles et toiles.</p> <p>Magazine du cinéma de F. Mittraud et M. Jossado.</p> <p>Le retour d'Hitchcock.</p> <p>23.15 Journal.</p>	<p>11.30 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Portes ouvertes, magazine des handicapés.</p> <p>14.05 Série : Jo Gaillard.</p> <p>14.55 Magazine : Contre-enquête.</p> <p>(Diff. le 19 janvier.)</p> <p>15.55 C'est arrivé à Hollywood.</p> <p>Les exploits au cinéma.</p> <p>16.15 Le forum du mardi : L'accueil à l'hôpital.</p> <p>La vie quotidienne des malades en milieu hospitalier.</p> <p>17.20 T.V. Service : Informations pratiques.</p> <p>17.30 Microdixie.</p> <p>18.00 Feuilleton : Le nouveau d'Amérique.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins cinq.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : Les petits drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.35 Les mardis de l'information : Derrière les murs du lycée.</p> <p>Magazine de la rédaction de TF 1, d'A. Davenas, R. Pin et M. Albert.</p> <p>Un reportage de F. Bouchet et A. Retain sur l'enseignement au lycée de Bichat de Lunéville (887 élèves), ses temps forts (la classe), ses temps morts (permances, récréations) et ses instants de liberté. A quoi sert l'école en 1984 ? Des témoignages d'adolescents de seize à dix-neuf ans.</p> <p>21.35 Musique : Il Signor Fagotto.</p> <p>Opéra bouffe de J. Offenbach, mise en scène M. Jacquemont, dir. L. Duzyer de Segonzac, réal. J. Hémard avec K. Fendler, J. Sand, G. Babin.</p> <p>Le maître Bertolucci souhaite que sa fille Clarinda épouse Caramello, un vieil antiquaire épris comme lui de musique sérieuse, mais celle-ci en aime un autre, un jeune musicien inspiré par la musique pop. Un duel où la musique « bouffe » triomphe de sa rivale. Un régal.</p> <p>23.10 Journal.</p>
ANTENNE 2	<p>10.00 Cheval 2-S. Magazine du cheval.</p> <p>10.30 Gym tonio.</p> <p>11.15 Dimanche Martin.</p> <p>Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Dimanche Martin (suite).</p> <p>Si j'ai bonne mémoire : 14.30 : Série : Magnum ; 15.20 : L'école des fans ; 16.05 : Dessin animé ; 16.25 : Théâtre dansant.</p> <p>17.05 Série : Papa poule.</p> <p>18.05 Dimanche magazine</p> <p>Afghanistan : deux journalistes, qui avaient filmé en 1981 la résistance dans le val de la Panahir, ont obtenu en 1983 des autorités un visa pour le quatrième anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques. Des visas mais pas des passeports pour la liberté. Salvador : la vie quotidienne, la misère, la mort.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Jeu : La chasse aux trésors.</p> <p>A. Léningrad, en U.R.S.S.</p> <p>21.45 Document : Vietnam.</p> <p>Série de H. de Turenne.</p> <p>Enorme frappe historique en six volets sur le Vietnam, de la période coloniale française à l'américaine, l'épopée et son envers, à travers des documents d'archives, des images filmées aujourd'hui. Dans cette deuxième partie, Henri de Turenne a recueilli les témoignages du major Patti, chef des services secrets américains au Tonkin, de Vu Quoc Hui, ancien maire de Haiphong, de La Tu Van, ancien leader trotskiste, de Lucien Bodard, journaliste. Un commentaire parfois lyrique, mais un film riche d'enseignements.</p> <p>22.40 Désirs des arts : Raphaël.</p> <p>De P. Daix, réal. S. Hanin et S. Freige.</p> <p>Raphaël, héros jaloux ou génie incompris ? Un regard autre avec J.-P. Cuzin, commissaire de l'exposition sur ce peintre au Grand Palais.</p> <p>23.10 Journal.</p>	<p>12.00 Journal (et à 12.45).</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Drôles de dames.</p> <p>15.45 Cette semaine sur l'A 2.</p> <p>16.00 Reprise : Apostrophes.</p> <p>« Femmes d'influence » (diff. le 20 janvier).</p> <p>17.10 La télévision des téléspectateurs.</p> <p>17.40 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Le grand échiquier de Jacques Chancel.</p> <p>Avec Claude Brasseur, Serge Reggiani, Raymond Devos, Patrick Sébastien, Roman Polanski, Josiane Balasko, Dominique Lavanant, Jean Carmet, Louis Chedid, John Mc Laughlin, Billy Cobham, Jonas Hellborg.</p> <p>23.15 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Drôles de dames.</p> <p>15.45 Reprise : La chasse aux trésors.</p> <p>« Léningrad » (diff. le 22 janvier).</p> <p>16.50 Entre vous.</p> <p>Les métiers d'art : le cuir ; les tissus anciens et la décoration sur porcelaine.</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.45 Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.40 Cinéma : Une étrange affaire.</p> <p>Film français de Pierre Gröbler-Delers (1981), avec M. Piccoli, G. Lantini, N. Baye (110 mn).</p> <p>Un jeune cadre subit l'envolement psychologique de son patron, homme de pouvoir réduisant ses sujets à la servitude. Etrange affaire en vérité. La mise en scène, les personnages glissent vers des abîmes d'ambiguïté. Tiré d'un roman de Jean-Marc Roberts, prix Renaudot 1979, le film a reçu le prix Louis Delluc. — J. S.</p> <p>22.30 Mardi cinéma, de P. Tchernia et J. Rouleau.</p> <p>Avec Francis Perrin, Andréa Ferréol, Margot Kidder et Jacques Villard.</p> <p>23.30 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>10.00 Images de...</p> <p>10.30 Mosaïque.</p> <p>15.50 Théâtre (Cycle Shakespeare) : Comme il vous plaira, de Basil Coleman.</p> <p>Reprise de l'excellent cycle produit par la B.B.C. anglaise et Time Life Films.</p> <p>16.15 Emission pour la jeunesse.</p> <p>19.40 R.F.O. Hebdo.</p> <p>Magazine d'information des DOM-TOM.</p> <p>20.00 Fraggle Rock.</p> <p>Une comédie musicale signée par Jim Hanson, le créateur des Muppet.</p> <p>20.35 La civilisation du rugby.</p> <p>Emission de P. Ory.</p> <p>(Lire page VII).</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : Scarface</p> <p>Cycle Aspects du film noir, film américain de Howard Hawks (1951), P. Muni, A. Dvorak, G. Raft (n.a. sous titre N.) (95 mn).</p> <p>Paul Muni et sa joue balafnée, George Raft et la pièce de monnaie qu'il fait sauter dans sa main. Le crépitement des mitraillettes, à Chicago, au temps de la prohibition, l'implacable crescendo tragique du scénario de Ben Hecht et de la mise en scène de Hawks. Cette chronique criminelle des débuts du parlant est entrée à jamais dans l'histoire du cinéma américain. — J. S.</p> <p>0 h 05 Prélude à la nuit.</p> <p>« Bajo la luna », le Marchande d'eau fraîche, de J. Ibert, par le groupe Neco Music.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : César.</p> <p>Cycle Pagnol : film français de Marcel Pagnol (1936), avec Raimu, P. Frenay, G. Demazis (N.) (133 mn).</p> <p>Vingt ans après... les événements de Fanny. Les acteurs, eux, n'ont visité que de quatre ans, mais il y a un nouveau venu, le petit-fils de César, Pagnol a écrit directement pour le cinéma et réalisé lui-même cette fin heureuse de la trilogie, semée d'émotion et d'amour. — J. S.</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.10 Thalassa, magazine de la mer de G. Pernoud.</p> <p>La vie à bord du ferry-boat, le « Prince of Brittany », qui véhicule deux mille passagers par jour de Saint-Malo à Portsmouth : une traversée qui dure neuf heures.</p> <p>23.55 Spécial MIDEM : Extraits de « Nabucco » et du « Trouvère » de Verdi, par les Chœurs de l'Opéra de Trieste.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.35 Cinéma : Michel Strogoff.</p> <p>Film franco-yougoslave de Carmine Gallone (1956), avec C. Jurgens, G. Page, H. Nassiet (115 mn).</p> <p>La figure de la cavalerie de Tito, les débris spectaculaires d'un vieux routier du cinéma italien et la célébrité de l'acteur allemand Curt Jurgens font le succès de cette adaptation simplifiée du roman de Jules Verne. — J. S.</p> <p>22.30 Journal.</p> <p>22.50 Prélude à la nuit (en simultané sur France-Musique).</p> <p>Spécial MIDEM : Quatuor opus 18 n° 1 de Beethoven, par le Quatuor Pro Arte de New York.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● R.T.L., 20 h, On aura tout vu, film de Georges Lantier ; 21 h 35, R.T.L.-le Monde.</p> <p>● T.M.C., 20 h, Un peu, beaucoup, passionnément ; 20 h 35, Evénement sportif ; Emission spéciale sur le 52° Rallye automobile Monte-Carlo 1984. Départ.</p> <p>● R.T.B., 20 h 10, Jeux : à la belle époque ; 21 h 15, téléfilm : « Homme qui aime les trains ».</p> <p>● T.S.R., 20 h, Les oiseaux se cachent pour mourir (2e partie) ; 20 h 30, « Du-moi ce que tu fais » ; 21 h 45, Regards ; 22 h 30, Table ouverte.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Histoire du Vietnam ; 21 h, Film Story, film de Jacques Drey ; 23 h, Entre amis.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Dites : 20 h 40, Parlez-moi d'amour, film de Georges Simenon ; 22 h 15, Vidéo-Solo.</p> <p>● R.T.B., 20 h, Ecran-témoins : Soleil vert, film de Richard Fleischer.</p> <p>● T.E.L., 20 h, Seniorama ; 20 h 30, Théâtre wallon : l'Effort, réal. L. Bastin.</p> <p>● T.S.R., 20 h 5, A bon entendeur ; 20 h 10, Spécial cinéma, de C. De-faye ; 23 h 5, L'autisme est à vous.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Chape ; 21 h, le Retour du grand blond, film de Francis Veber.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Les aventures de Jean Fautel ; 20 h 40, Dessin animé : D'Artagnan l'entraîne ; 21 h 50, Vidéo-Solo.</p> <p>● R.T.B., 20 h, Contacts ; 20 h 35, Les oiseaux se cachent pour mourir ; 21 h 5, Vidéoag ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.</p> <p>● T.E.L., 20 h, Eldorado ; 20 h 30, Théâtre d'Ensemble ; 21 h, Théâtre club : l'Escalier, réal. J.-P. Grumbach.</p> <p>● T.S.R., 20 h 30, Gals du MIDEM ; 22 h, Guy Bar, film sur le peintre verveux, réal. P. Smolik ; 23 h 5, Vidéo-Histoires sur place.</p>

Mercredi
25 janvier

Jeudi
26 janvier

Vendredi
27 janvier

11.0 Vision plus.
12.0 Le rendez-vous d'Année.
12.30 Atout cœur.
13.0 Journal.
13.3 Un métier pour demain.
13.35 La comptabilité.
13.9 Vitamine.
14.0 Jouer le jeu de la santé.
14.4 Temps X.
Magazine de la science-fiction.
17.9 Infos jeunes.
17.5 Jack spot.
18.1 Le village dans les nuages.
18.4 Variétéscope.
18.6 7 heures moins cinq.
19.0 Météorologie.
19.1 Émissions régionales.
19.4 Jeu : Les petits drôles.
19.5 TACOTAC : La loterie nationale.
20.0 Journal.
20.3 Tirage du loto.
20.3 Feuilleton : Dallas.
J.R. met en accusation un membre influent de l'organisation pétrolière. Cliff et Bobby sont en concurrence.
21.3 Indications.
Magazine de J. Barrière et E. Lalou.
Au sommaire : la résonance magnétique nucléaire appelée à remplacer le scanner ; l'utilisation de la caméra à position ; l'endoscope miniature pour visualiser les cordes vocales ; un nouveau procédé de diagnostic anténatal ; l'audiolyse à domicile. (Cette émission est prolongée par un débat vendredi 27 sur France-Culture à 20 h.)
22.3 Journal.



11.30 Vision plus.
12.00 Le rendez-vous d'Année.
12.30 Atout cœur.
13.00 Journal.
13.45 Objectif santé.
14.55 Série : Jo Gaillard.
15.30 Quarté en direct de Vincennes.
15.55 Divertimento à la hongroise.
Œuvres musicales populaires. Film tourné à Budapest.
16.30 Portraits d'écrivains.
Les maisons de Colette.
17.00 Série : Enquête en direct.
Un animateur de radio profite de la grande audience de son émission pour lancer un appel pour retrouver un chauffeur.
18.00 Feuilleton : le nouveau d'Amérique.
18.15 Le village dans les nuages.
18.40 Variétéscope.
18.55 7 heures moins 5.
19.00 Météorologie.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Jeu : Les petits drôles.
20.00 Journal.
20.35 Feuilleton : la Chambre des dames, réal. Y. André, avec M. Vial, H. Viergeux.
Septième épisode d'une saga médiévale. Guillaume, rendu fou par la séparation imposée par Florie, rôde autour de sa maison, la hercelle, le tourmente. Une grandiose mise en scène, dans la tradition des Buttes-Chaumont, les lourdeurs sont compensées par le jeu des acteurs.
21.35 Nouvelles de l'histoire.
Une émission de P. Dumayet, réal. M. Boucault.
Amour de trois livres : l'impossible mariage, d'E. et P. Lemaître, une enquête sur la vie paysanne sous l'Ancien Régime et un dix-neuvième siècle ; l'enterrement des bûches, de V. Forster, la correspondance de Van Gogh ; la Bataille de cent ans, de E. Radinow, premier volume d'une histoire de la psychanalyse.
22.30 Le jazz et vous.
De Jack Diéval, réal. A. Lombardi.
(Lire page VII.)
23.30 Journal.

11.30 Vision plus.
12.10 Ski : Descende dames à Megève (Eurovision).
13.00 Journal.
14.00 Série : Jo Gaillard.
14.55 Variétés : Yves Duteil.
En direct de l'Olympia.
16.00 Balade en Irlande.
17.00 Série : Enquête en direct.
18.00 Feuilleton : Le nouveau d'Amérique.
18.15 Le village dans les nuages.
18.40 Variétéscope.
18.55 7 heures moins 5.
19.00 Météo.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Jeu : Les petits drôles.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : les trophées du MIDEM.
Réalisation G. Barrière.
Fabrice présente Irène Card, Crocodile Harris (Afrique du Sud), Jéna (Allemagne), Bandolero, le Club, Indochine (France), The Shorts (Hollande)...
21.45 L'Odyssée du commandant Cousteau.
Le sort des louves de mer.
22.40 Branchée-musique : 22, v'la le rock.
Réalisation Ch. Cailleret.
Paul McCartney, Michael Jackson, Lionel Richie... une série de vidéo-clips.
23.25 Journal et cinq jours en Bourse.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1

10.30 Antiope.
12.00 Journal (et à 12 h 45).
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13.50 Les carnets de l'aventure.
Raid au jardin d'Allah, ou une traversée du Sahara en hiver.
14.25 Dessins animés.
14.30 Récré A 2.
14.40 Pistine 45.
Avec Jean-Baptiste Mondino, Roman Holiday, Gap Band, les groupes Imagination, The Rock Steady Crew.
14.55 Terre des bêtes : La chèvre du Rouv.
15.30 C'est la vie.
15.50 Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.35 Téléfilm : L'homme au masque de fer.
D'après A. Dumas, réal. M. Newell, avec R. Chamberlain.
Une adaptation libre d'un roman d'Alexandre Dumas. Le 18 septembre 1698, le nouveau gouverneur de la Bastille franchit les portes de la prison en compagnie d'un homme masqué. Ce mystérieux prisonnier est mort le 19 novembre 1703. Qui était-il ?
22.20 Mœurs en direct : Yoredeth ou la réunion de deux femmes.
Reportage de Simone Biron.
Le retour d'une jeune juive qui a quitté Israël huit ans auparavant. La télévision, la situation des territoires occupés, son regard subjectif sur l'évolution de son pays et les raisons pour lesquelles elle a décidé de vivre en France.
23.10 Journal.

10.30 Antiope.
12.00 Journal (et à 12 h 45).
12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
13.35 Feuilleton : Les Amours romantiques.
13.50 Aujourd'hui la vie.
14.55 Téléfilm : Une femme battue.
Réal. J. Llewellyn-Moore, avec D. Werber, S. Struthers...
Un téléfilm américain sur un problème qui concerne plus de six millions de femmes dans le monde.
16.30 Magazine : Un temps pour tout.
Les médiums.
17.45 Récré A 2.
18.30 C'est la vie.
18.50 Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.35 Série : Marco Polo.
De D. Butler, V. Labella et G. Moynald.
Avec K. Marshall, D. Elliot, T. Vogel...
Neuvième épisode. — Envoyé en mission dans le sud de la Chine par Achmet, Marco Polo assiste aux exactions des collecteurs de la dime de l'empereur et réalise l'injustice qui règne dans les campagnes du vaste empire chinois. Sa souffrance est adoucie par la présence de Monica. Un feuilleton lourd.
21.30 Mœurs en direct : Journal inachevé.
De Marilu Mallet.
Journal d'une femme chilienne exilée à Montréal. Film intimiste, presque indolore, une confidence dans laquelle la Canadienne Marilu Mallet s'engage tout entière.
22.20 Histoires courtes : Autopole, d'Y. Marciano.
22.50 Journal.

10.30 Antiope.
12.00 Journal (et à 12 h 45).
12.10 Jeu : l'Académie des neuf.
12.45 A 2 midi.
13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13.50 Aujourd'hui la vie.
14.55 Série : Drôles de dames.
15.45 Reprise : Magazine Mol-Jo. (diff. le 18 janvier).
16.40 Carnaval Caraïbe.
17.00 Cinéma : De Sophie Richard.
L'évolution d'un village hollandais filmé par des japonais.
Récré A 2.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.35 Feuilleton : Fabien de la Drôme, de J. Cosmos et S. Lorenzi, réal. M. Wyn. Avec J.-F. Garreau, B. Avoine, S. Aznar...
Remis de sa blessure, Fabien descend vers le village accomplir sa vengeance et l'œuvre de salubrité qu'il doit au souvenir de Vassilios. Dernier épisode d'un western qui se situe dans la France du Directoire. Une peinture des mœurs de l'époque, l'analyse politique de Stelio Lorenzi — une forme d'avertissement ? — sur une des époques les plus troublées de l'histoire.
21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : Kafka, Orwell et Kundera. Sont invitées : Milan Kundera (l'insouvenable légèreté de l'être), Simon Leys (Orwell ou l'horreur de la politique), Maurice Nadeau, directeur de la Quinzaine littéraire.
22.45 Journal.
22.55 Ciné-club : Le ciel est à vous.
Cycle France année 40 : film français de Jean Grémillon (1943) avec M. Renaud, Ch. Vanel (N) (105 mn).
Histoire de la brusque passion pour l'aviation qui saisit et transforme intérieurement une petite-bourgeoise déçue et autoritaire, l'éveille à la vie des autres. Inspiré de l'aventure authentique (en 1937), de la femme d'un garagiste de Mont-de-Marsan, ce film de Grémillon, magnifiquement interprété par Madeleine Renaud et Charles Vanel, exalte des valeurs humanistes et spirituelles bien au-delà de la « grandeur nationale » alors prônée par Vichy. — J.S.

ANTENNE
2

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20.05 Les jeux.
20.35 Cadence 3.
Émission de G. Lux et L. Milde.
Spécial Gay Burt, avec R. Menes, G. Lesormen.
21.45 Journal.
22.05 Feuilleton : Exil.
de R. Müller et E. Günther, d'après L. Feuchtwanger. Réal. E. Günther, avec K. Löwitsch, L. Martini, V. Glowna...
Quatrième épisode. Traurwein, d'un cinéma de banlieue, lance un appel à la Suisse pour la libération de Benjamin. Un feuilleton dépeignant sur la résistance allemande à Paris en 1935.
23.00 Prélude à la nuit (en simultané sur France-Musique).
Spécial MIDEM : Mélodies du XVI^e siècle, par le Lamentable Consort.
23.15 Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball. Limoges C.S.P.-Canis (Mulan) : 2^e mi-temps.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20.05 Les jeux.
20.35 Cinéma : Le monocle rit jaune.
Film français de Georges Lautner (1964), avec P. Meurisse, R. Dalban, B. Steele (N.).
Parodie d'espionnage à Hongkong. Troisième volet d'une série sur les aventures d'un officier du deuxième bureau.
On préférerait les deux premiers mais comment résister à l'humour flagrant de Paul Meurisse ? — J.S.
22.10 Journal.
22.30 Neuf-Brinch et Vaulien.
Réal. J. Mazéas.
Une évocation de l'art militaire et de la carrière de Vauban à travers sa dernière œuvre, Neuf-Brinch.
23.00 Prélude à la nuit.
En direct du MIDEM et en stéréo sur France-Culture : Concerto grosso en si bémol majeur de Fesck. « La Folia » en si bémol de Vivaldi, par l'Ensemble T. Koopmans.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20.05 Les jeux.
20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.
20.35 Vendredi : (carte blanche à Anne Gaillard) compartiment divorces.
Magazine d'A. Campana.
Denise, Jules, Ivy, Ludovic, Stéphanie, cinq personnes de cinquante à soixante ans. Le divorce des plus de cinquante ans, un phénomène social de plus en plus fréquent depuis quelques années. Des hommes pour la plupart, qui ont demandé la séparation, et des femmes qui ont vécu le divorce comme une répudiation. Témoignages recueillis par A. Gaillard, réalisation de Pierre Le Heric.
21.35 Journal.
21.55 Les pionniers de la photo.
Émission de J. Bardin, P. Dhôtel, J. Eguer.
Cette émission regroupe les dix épisodes qui ont été diffusés séparément l'année dernière dans le magazine Flash 3. Les pionniers de la photographie au XIX^e siècle : Niepce, Daguerre, Bayard et Fox Talbot, Hill et Adamson, Blanquart-Evrard et Maxime DuCamp, Nadar, Disdéri.
22.55 Prélude à la nuit.
Sonate pour violon et piano de Brahms, par F.R. Duchable (piano) et G. Cosset (violin) (en stéréo sur France-Musique).

FRANCE
RÉGIONS
3

• R.T.L., 20 h, Le souffle de la guerre ; 21 h, Little Big Man, film d'Arthur Penn ; 23 h 15, Essais.
• T.M.C., 20 h 40, Echappement libre, film de Jean Becker (avec J.P. Belmondo, J. Seberg).
• R.T.B., 19 h 30, Risques tout : 21 h 5, Le parrain ; 22 h, Document : La révolte de Darwin ; 23 h 15, Un autre regard.
• T.S.R., 20 h 5, Les Deux Thimides, pièce d'E. Labiche, mise en scène de J. Le Poullin ; 20 h 55, Thieu : L'histoire d'un abandon, réal. E. Arsovec ; 22 h 15, Musique : Genesis in America.

• R.T.L., 20 h, La croisière s'annule ; 21 h, Dallas ; 22 h, R.T.L.-Plus.
• T.M.C., 20 h 40, Une femme dans la ville, film de Joaquin Decker ; 23 h 15, Chronique magazine.
• R.T.B., 20 h, Minute pupillon ; 20 h 30, Légitime violence, film de Serge Leroy ; 22 h 5, Carrousel aux images ; 23 h 5, Émission politique.
• T.E.L., 20 h, Congo : Boule Marari ; 21 h 10, Concert avec les jeunes solistes francophones ; 22 h 10, Chap.
• T.S.R., 20 h 5, Temps présent ; 21 h 10, Dynasty ; 22 h 10, Poussière d'empire, film de Linn Lå.

• R.T.L., 20 h, Starsky et Hutch ; 21 h, Dynasty ; 22 h, Car-Wash, film de Michael Schultz ; 23 h 35, Goodnight vidéos.
• T.M.C., 19 h 35, Dynasty ; 20 h 40, Les bateliers de la Volga, film de Victor Tourjansky.
• R.T.B., 20 h, Reportage : l'Antarctique ; 21 h 5, Dernière séance : Won-Ton-Ton, le chien qui sauva Hollywood, film de Michael Winner.
• T.E.L., 20 h 5, Billet de faveur : L'amour fou, réal. P. Sabbagh.
• T.S.R., 20 h 5, Tell Quel ; 20 h 35, La Tour infernale, film de John Guillermin ; 23 h 10, Les maîtres de la photographie ; 24 h, Concert du groupe de hard rock Killer.

PÉRIPHÉRIE

Disques

CLASSIQUES

Motets et scènes sacrées de Bouzignac

• Arles, ARN 38734

Singuliers figurés que celle de Guillaume Bouzignac qui, né provincial, voulut obstinément le rester et fit carrière loin de Paris, ce qui expliquerait qu'il ait été, malgré le jugement très favorable du Père Mersenne à son sujet, vite oublié par les milieux officiels de la cour et de la capitale.

Pourtant, à la lumière des systèmes et des hypothèses séculaires, l'œuvre de ce Languedocien (né avant 1582, mort après 1641), formé à la cathédrale Saint-Just de Narbonne, n'est pas d'un petit maître prisonnier d'une existence routinière, mais respire au contraire une rare ferveur et aussi une ardeur vitale qui nous dit que le compositeur a été à l'écoute de l'art du temps, de ce style *nuovo* qui porte alors le message révolutionnaire de la tragédie en musique, et qu'une carrière parisienne à succès s'est peut-être effacée.

Musicien d'église dirigeant des maîtrises d'enfants au hasard des circonstances (à Grenoble, Carcassonne, Angoulême et Rodez), Bouzignac fut également employé par le duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc (celui-là même qui sera décapité sur ordre de Richelieu), et c'est à son service qu'il a écrit pour la première fois des musiques venues d'Italie et qu'il a subi leur influence (mais sans jamais cesser de rester lui-même, c'est-à-dire un génie individualiste farouchement attaché à son indépendance).

De ce point de vue, Bouzignac a été avant tout attentif au dramatique et à la couleur de son œuvre, et c'est à ce point de vue qu'il faut appeler son « colorisme », cette touche sensible dans la plainte ou le cri qui agrandit et transfigure le pouvoir du texte.

Comme la plupart de ses grands contemporains, notre méridional semble avoir été fasciné par cette dimension nouvelle du chant, au point d'y trouver ses propres modèles : un souffle lyrique permanent et des structures qui empruntent aux jeux du dialogue et de la scène sacrée (transposée au jeune oratorio) leurs ressorts ex-

pressifs. Et ici le rapprochement s'impose avec un autre compositeur, lui aussi italianisant célèbre et, à quelques années près, le contemporain de Bouzignac : Heinrich Schütz.

Ce que le Français partage avec l'Allemand, c'est le sens de la mise en scène et du décor visuel, du tableau dramatique à animer, et cette sagesse à manier et à opposer les voix, à user des contrastes de dynamique et de registre, à passionner le discours enfin, comme dans ces épisodes haletants où la fureur de la foule déferle jusqu'à Pilate en de saisissantes anticipations des chœurs de turbes chez Bach. A cet égard, l'intensité de son de Bouzignac est tout à fait exceptionnelle chez nous, et sa musique chargée d'un trop-plein de sentiment et d'émotion que nous ne retrouvons plus au même degré par la suite, si ce n'est chez Marc-Antoine Charpentier, son véritable héritier spirituel, un demi-siècle plus tard.

Il faut compléter le portrait en précisant que Bouzignac privilégie en même temps une note typiquement française, faisant valoir une saveur quasi rurale et un bonheur de tonner dont se souviendra à encore Charpentier (entre autres, dans sa Messe de Minuit fameuse).

Quant à l'interprétation que nous donne de cette brassée de chefs-d'œuvre l'ensemble Contrepoint, elle sera de nature à satisfaire les plus exigeants par sa vie intérieure et sa respiration rythmique qui correspond toujours aux intentions profondes de la musique. Sans doute ne s'agit-il pas exactement d'une approche accordée aux dernières exigences de la musicologie actuelle. Mais l'intuition baroque est quand même évidente, avec des voix solistes d'une pureté poignante (les sopranes vibrants de Véronique Dubois-Arbanault et de Véronique Dupuy, malgré des timbres un peu tendus dans l'aigu) et ce feu mystique courant sous les mots, ce mariage de pudeur et d'exaltation qui nous donne la mesure d'un de nos très grands musiciens enfin arraché à un injuste oubli.

ROGER TELLART.

«Daphné» de Richard Strauss

• EMI, 2 disques, 1435823, avec

Strauss et la mythologie, la confrontation à partir de nombreux traits : Salomé, Elektra, Ariane à Naxos, Hélène d'Egypte... et cette *Daphné* trop peu connue. Moins violente ou paroxystique que certaines de ses « consœurs », moins immédiatement scénique, elle est per contre musicalement plus équilibrée (Strauss prenant enfin son indépendance à l'égard de Wagner, même si ça et là les citations demeurent sensibles), plus strictement composée et « finie », avec une attention méticuleuse aux détails instrumentaux, à la prosodie vocale (un subtil mélange de colorature traditionnelle et de ligne « moderne »), et un souci constant de transparence et d'harmonie sonore. Il y a quelque chose de paillard dans cette œuvre, un sens pastoral de la nature, de la lumière, qui rappelle l'art poétique d'un Horace ou d'un Ovide. Mais il y a aussi quelque chose de mystique, d'exalté, de proprement dyonisia-

que. Fidèle à ses amours, Strauss l'a écrite pour un soprano, un vrai, rayonnant d'aigu, facile d'envoie, souple de ligne. Il l'a assorti de deux ténors qui doivent allier la veillance à la délicatesse, le romantisme du ton à l'héroïsme du son. Œuvre difficile, donc, pour les interprètes, malgré, ou peut-être en raison même de sa brièveté. Les mots y portent un poids poétique intense et la musique les sollicite constamment.

Sélections donc cet enregistrement qui réunit une Lucia Popp radieuse, immatérielle, lyrique telle une allégorie d'antique ; Reiner Goldberg et Peter Schreier, qui ne sont peut-être pas les plus beaux timbres du monde, mais qui sont parfaitement assortis. Bernard Haitink, à la tête des chœurs et de l'orchestre de la radio bavaroise, fait miroiter ces pages parmi les plus raffinées et les plus sublimement écrites de Strauss, servant cette transparence et cette fluidité que le vieux maître avait enfin trouvées après de multiples tentatives.

A. A.

«Così fan tutte» par Riccardo Muti

• Avec Margaret Marshall, Agnes Baltsa, Francesc Araiza, James Morris, Kathleen Battle, José Van Dam. 3 disques EMI, 1435163.

Qu'y a-t-il dans cette musique pour qu'à la dernière écoute, son pouvoir d'étonnement soit intact ? Et que, après tant d'enregistrements, dont certains qui semblaient « définitifs », ce dernier en date ramène les mêmes émotions, une identique ferveur ?

D'abord il y a un son. Qu'on pourrait qualifier d'italien, au sens où il privilégie le son, les couleurs instrumentales, les subtilités vocales, qu'il affirme un plaisir de chanter immédiat, une volubilité plutôt qu'une volonté de dire ou de signifier telle que l'impose, par exemple, un Klemperer (cf. le Monde Dimanche du 28 août 1983).

Surtout, il se fonde sur un rythme, sur un jeu incessant de pulsions, de scansion, de respirations dessinant une véritable chorégraphie lyrique, traçant une démarche,

un pas. On sent là que Muti a son Toeanini pour mémoire et pour horizon, et qu'il entretient avec la Philharmonie de Vienne une complicité profonde. Car une conviction emporte cette direction et s'impose d'emblée.

Enfin il y a un plateau, l'un des plus corrects concevable de nos jours : des voix jeunes, saines, sachant se plier à cette discipline d'ensemble qu'exige Mozart ; des techniques suffisamment maîtrisées pour se faire oublier et ce sans vrai du style mozartien tel que les illustres pionniers l'ont restitué et légué.

Cà et là, pourtant, une impression d'absence, de manque paraît sourdre comme si une grâce se dérobait, cette grâce que la glorieuse époque viennoise dispensait à foison.

Il n'empêche ! Avec ses limites mais aussi avec ses indéniables atouts, voici l'un des plus beaux *Così* que l'on puisse aujourd'hui sinon rêver, du moins attendre.

ALAIN ARNAUD.

Vidéosélection

Nord Tchad

• Nord Tchad, de Lionel et Emmanuel Cousin. Edité par Vidéo-Loisirs et distribué par Cinéthèque.

Lionel Cousin a passé près de dix-huit mois chez les rebelles toubous, qui, sous le commandement de M. Goukouni Oueddei, s'opposent au gouvernement central de N'Djamena. Au-delà du reportage politique, le film est un document passionnant sur la vie semi-nomade dans le décor grandiose du Tchad.

Pêcheurs d'Islande

• Pêcheurs d'Islande, de Pierre Schönderfer, avec Jean-Claude Pascal, Charles Vanel et Juliette Mayniel. Edité et distribué par U.G.C. Vidéo.

Un chelutier maudit affronte une mer déchaînée pour un voyage de la dernière chance. Pierre Schönderfer a adapté lui-même le roman de Pierre Loti pour ce film de 1959 où l'on trouve déjà cette méditation sur le courage, l'échec et l'humiliation, chère au réalisateur.

John Ford

• Le Massacre de Fort Apache, de John Ford, avec Henry Fonda et John Wayne. - Rio Grande, de John Ford, avec John Wayne et Maureen O'Hara. - Le Cavalier des braves, de John Ford, avec Ben Johnson, Joanne Dru et Ward Bond. Trois cassettes éditées et distribuées par Cinéthèque dans la collection présentée par Eddy Mitchell.

Pour les amateurs de western et de cinéma tout court, Cinéthèque édite trois films de John Ford : le Massacre de Fort Apache reprend l'épopée du général Custer en opposant un Henry Fonda, mégalomane et violent, au pacifique John Wayne. Autre couple célèbre, celui de John Wayne et de

Maureen O'Hara consacré par l'Homme tranquille, qui tient ici la vedette de Rio Grande, hymne classique à la cavalerie des Etats-Unis. Moins connu, le Convoi des braves met en scène Ben Johnson et Ward Bond, deux seconds rôles favoris de John Ford. Trois films qui, sans être les plus grands du réalisateur, contiennent pourtant l'essentiel de son art : un mélange unique d'humour et d'émotion, la densité humaine des personnages et cette économie de moyens qui s'accorde si bien avec la dimension épique.

Adorable mentesse

• Adorable mentesse, de Michel Deville, avec Marina Vlady, Macha Meril, Michel Vitold et Michael Lonsdale. Edité et distribué par R.C.V., collection « La mémoire du cinéma ».

Comment une fiévreuse mentesse, coquette et révisante, dupes ses nombreux soupçons et fait la conquête de son voisin, quinquagénaire désabusé. Les jeux de l'amour et du hasard à la manière de Michel Deville et Nina Campanez, qui ont signé ensemble les meilleures réussites de la comédie dans les années 60. Et une superbe distribution.

Walt Disney

• Quand les méchants sont des stars chez Disney, montage de soixante-quinze minutes. Edité et distribué par Walt Disney Home Video.

Fidèle à sa politique, Walt Disney réserve ses chefs-d'œuvre à l'exploitation en salles de cinéma et ne livre à la vidéo, comme à la télévision, que des œuvres destinées à entretenir la demande chez de nouvelles générations d'enfants. C'est le cas de ce montage, consacré aux « méchants », du capitaine Crochet à la reine sorcière de Blanche-Neige en passant par les sœurs de Cendrillon.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

JAZZ

«Backstreet» de David Sanborn

• Warner Bros 923906-L. Distribution WEA.

Il est des phénomènes phonographiques que l'on doit traiter d'abord comme des faits sociaux. Ainsi avons-nous parlé du *Winelight* de Grover Washington. Ainsi parlerons-nous du *Backstreet* de David Sanborn. Frank Ténor appelle ça, tout récemment, de la musique d'ascenseur. C'est le bon équilibre. Reste que cet art, destiné à congédier le silence et à envahir l'espace parce que celui-ci déteste le vide, l'emporte sur les autres, et de loin, dans les sondages d'opinion.

Un musicien comme Sanborn occupe aujourd'hui dans la musique de consommation la place que tenait autrefois Earl Bostic. A cela près que Bostic évitait d'être sinuieux ou gémissant. Sanborn ne renonce pas toujours à se plaindre. Reconnaissons qu'il pleure avec conviction, avec une énorme vigueur. Il sait aussi taquiner les blue notes (*When You Smile at Me*). Il acclimata à son mode antiseptique des rythmes afro et des fragments de gospel songs (*Believer*), des éléments de R'n'B, avec la slapping base (*Backstreet*), voire de reggae (*Blue*

Beach). Un de ses tours de force est de concilier tous les emprunts en un même style à la mode, parfaitement absorbant.

Au milieu de milliers d'autres, Sanborn contribue à confirmer la prophétie d'Adorno concernant un monde qui s'entrouvrerait dans l'industrialisation et la massification culturelles, avec ce que cela implique de répétition dissimulée sous le masque d'une fausse nouveauté et, enfin, de réduction de la musique au statut de simple marchandise. Toutefois le système a des failles. Ce serait de l'aveuglement que d'oublier ce qui subsiste chez Sanborn de capacité d'invention — par éclairs, elle ose se montrer — et ce qui demeure comme maîtrise, comme liberté de jeu, notamment hors de la tessiture officielle de l'instrument, dans un sursaut qu'il domine mieux que quiconque. Il suffirait d'un producteur convaincant pour qu'il s'associe à Hancock, par exemple, en quatuor « acoustique », ne serait-ce que le temps d'un concert, et pour que soient découvertes clairement en lui beaucoup de qualités qu'il bride.

LUCIEN MALSON.

ROCK

«Learning To Crawl» des Pretenders

• WEA, 923988-1

Voici donc la nouvelle formation des Pretenders, réorganisée après la mort (par overdose) de deux des musiciens : James Honeyman Scott, le guitariste, et Pete Farndon, le bassiste. Leur succèdent deux amis de Honeyman Scott : Malcolm Foster à la basse et Robbie McIntosh à la guitare (ce dernier ayant déjà joué avec le groupe à une époque où le besoin s'était fait sentir d'étoffer la formule).

Triste destin pour un groupe qui, plus qu'un autre, s'est toujours affirmé en tant que tel, éliminant le vedettariat individuel : Chrissie Hynde, qui doit son rôle de leader à sa double qualité de chanteuse-guitariste et d'autrice-compositrice, a toujours refusé de se comporter comme un porte-parole exclusif du groupe. Elle fait corps avec les autres musiciens, elle est présente sans chercher à s'imposer. Cuir noir et attitudes farouches, triturant sauvagement sa guitare, elle est à l'aise dans le rock comme aucune femme ne l'a jamais été.

Le nouveau disque, comme les précédents, est produit par Chris Thomas, l'un des grands magiciens du studio. On retrouve la maîtrise du son, volumineux et enveloppé, les nuances de tons, défilés et ciselés. Les Pretenders perpétuent la tradition d'un rock éternel, tel que le pratiquaient les groupes mythiques des années 60, Kinks ou Beatles. Ils ont le même et l'esprit pop, les compositions instantanées et l'exécution expéditive.

La modernité tient à des détails : un savoir-faire, une technique, des attitudes différentes, en prise avec l'époque. Ici pas de maniérisme, pas

de sacrifices à une mode ou à un courant, pas plus que d'instruments de synthèse, juste des sons naturels : une rythmique solide et efficace qui sert d'armature, des guitares mises en avant qui se chevauchent, se répondent en envolées fiévreuses, riffs plaqués en saccades et épèges en dentelles dans un échiquier d'harmonies limpides.

Par dessus tout cela, la voix donne au groupe son identité, sensuelle et frissonnante, piquante et troublante, une voix qui chante l'amour en dérapages contrôlés, avec des rilles de plaisir et des gloussements discrets, qui sait se faire violence jusqu'à l'agression puis tendre l'instant d'après.

Les Pretenders rockent dur et ferme sur des titres qui ont la précision des tubes radiophoniques des années passées et la magie des mélodies acidulées. Ils ont aussi l'audace de proposer des slow dans la plus belle tradition des romances à l'eau de rose sans pour autant sombrer dans la mièvrerie.

Le disque n'est pas, comme d'habitude, dédié aux deux sexes. A quoi bon une dédicace dérisoire ? Le plus beau tribut, c'est la vie qui continue. Et ça n'est jamais, au bout du compte, que du rock'n'roll.

ALAIN WAIS.



TOUT MATERIEL AUDIOVISUEL
700 FILMS - JEUX VIDEO
VIDEO-CLUB
BETAMAX
1, rue Vavin,
75006 PARIS-MONTPARNAISE
Tél. : 326-39-56

MAGNETOSCOPES MULTI-STANDARD
JVC
DISPONIBLES SUR STOCK AUDIO VIDEO
53, av. de Suffren 75007 Paris
Tél. : 734-47-72
TELEX : 201.519 F.

ERATO
Le Classique Français

Nouveautés Janvier 1984

O. CHARLIER Mendelssohn - Dir. L. Foster
NUM 75096 (2) MCE 75096

M. DALBERTO Brahms : 4 Ballades op. 10
6 Klaviersstücke op. 118
NUM 75097

P. DEVOYON Frank : Prélude, Choral et Fugue
Prélude, Aria et Final
NUM 75098

F. LODEON Dr. Saëns - Tchaïkovsky - Fauré
Dir. A. Jordan
NUM 75102 (2) MCE 75102

A. QUEFFELEC Haydn - Dir. A. Jordan
STU 75139

GINETTE NEVEU
1 concert: 3 mai 1948
1 disque STIL

Documentation sur demande:

NOM _____
Prénom _____
Adresse _____

à retourner aux éditions STIL
5, rue de Charonne, 75011 Paris - (1) 806-28-19

échecs

N° 1056

Passages stratégiques

(Championnat de Hongrie par équipe, Budapest, 1983)

Blancs : PINTER
Noirs : SZABO
Défense Bononi

1. e4	Cf6	21. Cf3	O-g6
2. e5	g5	22. Df4	h6
3. e6	g4	23. Cg3	Cd3 (1)
4. e7	g3	24. Dg2	g4 (2)
5. e8	g2	25. Df3	Df7
6. e9	g1	26. Cg4 (3)	Rf7
7. Cf3	g0	27. Cf3	Ff5
8. Cg4	g0	28. Df4	Cf7
9. Df4	g0	29. Tf4	Tg6
10. Tf4	g0	30. Cg3	Cg6
11. e4	g0	31. Cg4 (4)	Tg4
12. Df4	g0	32. Tf4	Ff7
13. Dg5	g0	33. Ff4 (5)	Cg4
14. Df4	g0	34. Cg4	Ff6
15. Dg5	g0	35. Tf4	Df7 (6)
16. Cg4	g0	36. Cg4	Tg6
17. Tf4	g0	37. Dg5	Df6
18. Cg4	g0	38. Tf4	Rg6
19. Dg5	g0	39. Dg4	h6
20. Ff4	g0	40. Df3	h6

NOTES

a) Dans cette position caractéristique de la « défense Bononi », les Blancs

ont le choix entre plusieurs plans, soit 1. e4, Fg7; 2. Fd2 (système Gligoric), soit le fianchetto - R. 7. g3, soit le développement du F-D en f4 ou en g3, soit cette dernière manœuvre du C-R, jouée pour la première fois par Nimovitch contre Marshall au Tournoi de New York 1927, dont le but est d'exercer une forte pression sur le pion d6 après Cg4 et Ff4.

b) On a... Cb-d7 et... Cc6.

c) Les Blancs renouent ici au schéma de Nimovitch pour retrouver par intervention de coups, une variante simple du « système Gligoric ».

d) Les Blancs peuvent s'opposer à l'arrivée du C-D noir en e5 par 12. f4 mais doivent jouer avec une extrême précision après 12... e4; si 13. Cxg4, Cxg4; si 13. Fxg4, Cxg4; 14. Dg2, Cg4; 15. Cg3, Fxg3; si 15. d5, dxc3; 16. Cxg4, Cxg4 et... 17. Ff4, Cxg4. Le noir aura 13. Rb1, Cg5; 14. d5, dxc3; 15. Cxg4, exf4; 16. Ff4, Cxg4; 17. Cxg4, Cxg4; 18. Td3 comme dans la partie Garcia-Talal (1974). A cet important carrefour, les Blancs ont le choix entre 12. b3; 12. Dg2 et 12. f3.

Le coup de texte, encore une satisfaction d'une autre variante, est une idée magistrale de Petrosian qui donne au rôle de premier plan à la T-D.

e) A considérer est aussi 12... Td6 mais les Noirs craignent 13. a3.

f) Maintenant la menace 16. f4 est effective.

g) La seule réponse, qui représente néanmoins un certain affaiblissement de l'aile-R.

h) Menace 17... Cxg4.

i) 17... b5 semble plus logique.

j) Peut-être 18... Cxg4.

k) Maintenant 18... b5 n'est pas sans bon : 19. a3, Cxg4; 20. Td2, a3; 21. Cg3.

l) Un échange qui évite 24. Cg3 et 25. Cf3.

m) Défend le pion a6 mais perd la case d4.

n) L'entrée du C blanc vaut bien le pion a6. Si 26... Dxc4; 27. Cf3 menaçant Dd1 et Dd5.

o) Les faiblesses du roque des Noirs apparaissent peu à peu.

p) L'explosion finale qui ouvre la colonne f au T.

q) Il n'y a plus de défense.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1055

(L. PROKES
« Caspary Czekoladovskysch
Sachista », 1921)

(Blancs : Rf1, Dd3, P45, f3, (2. Noirs : Rb3, Df7, P43, d7, e7, g7, g6.)

1. f4+; Rg4; 2. Dg3+; Rf5; 3. Dg5+; Rg4; 4. Dxc5+; Rf5; 5. Dg3+; Rg4; 6. Dg3+; Rf5; 7. Dxc5 (ou 7... Df6; 8. Dg3+; Rf5; 9. Dg3+; Rf5; 10. Dg3+; Rf5; 11. Dg3+; Rf5; 12. Dg3+; Rf5; 13. Dg3+; Rf5; 14. Dg3+; Rf5; 15. Dg3+; Rf5; 16. Dg3+; Rf5; 17. Dg3+; Rf5; 18. Dg3+; Rf5; 19. Dg3+; Rf5; 20. Dg3+; Rf5; 21. Dg3+; Rf5; 22. Dg3+; Rf5; 23. Dg3+; Rf5; 24. Dg3+; Rf5; 25. Dg3+; Rf5; 26. Dg3+; Rf5; 27. Dg3+; Rf5; 28. Dg3+; Rf5; 29. Dg3+; Rf5; 30. Dg3+; Rf5; 31. Dg3+; Rf5; 32. Dg3+; Rf5; 33. Dg3+; Rf5; 34. Dg3+; Rf5; 35. Dg3+; Rf5; 36. Dg3+; Rf5; 37. Dg3+; Rf5; 38. Dg3+; Rf5; 39. Dg3+; Rf5; 40. Dg3+; Rf5; 41. Dg3+; Rf5; 42. Dg3+; Rf5; 43. Dg3+; Rf5; 44. Dg3+; Rf5; 45. Dg3+; Rf5; 46. Dg3+; Rf5; 47. Dg3+; Rf5; 48. Dg3+; Rf5; 49. Dg3+; Rf5; 50. Dg3+; Rf5; 51. Dg3+; Rf5; 52. Dg3+; Rf5; 53. Dg3+; Rf5; 54. Dg3+; Rf5; 55. Dg3+; Rf5; 56. Dg3+; Rf5; 57. Dg3+; Rf5; 58. Dg3+; Rf5; 59. Dg3+; Rf5; 60. Dg3+; Rf5; 61. Dg3+; Rf5; 62. Dg3+; Rf5; 63. Dg3+; Rf5; 64. Dg3+; Rf5; 65. Dg3+; Rf5; 66. Dg3+; Rf5; 67. Dg3+; Rf5; 68. Dg3+; Rf5; 69. Dg3+; Rf5; 70. Dg3+; Rf5; 71. Dg3+; Rf5; 72. Dg3+; Rf5; 73. Dg3+; Rf5; 74. Dg3+; Rf5; 75. Dg3+; Rf5; 76. Dg3+; Rf5; 77. Dg3+; Rf5; 78. Dg3+; Rf5; 79. Dg3+; Rf5; 80. Dg3+; Rf5; 81. Dg3+; Rf5; 82. Dg3+; Rf5; 83. Dg3+; Rf5; 84. Dg3+; Rf5; 85. Dg3+; Rf5; 86. Dg3+; Rf5; 87. Dg3+; Rf5; 88. Dg3+; Rf5; 89. Dg3+; Rf5; 90. Dg3+; Rf5; 91. Dg3+; Rf5; 92. Dg3+; Rf5; 93. Dg3+; Rf5; 94. Dg3+; Rf5; 95. Dg3+; Rf5; 96. Dg3+; Rf5; 97. Dg3+; Rf5; 98. Dg3+; Rf5; 99. Dg3+; Rf5; 100. Dg3+; Rf5; 101. Dg3+; Rf5; 102. Dg3+; Rf5; 103. Dg3+; Rf5; 104. Dg3+; Rf5; 105. Dg3+; Rf5; 106. Dg3+; Rf5; 107. Dg3+; Rf5; 108. Dg3+; Rf5; 109. Dg3+; Rf5; 110. Dg3+; Rf5; 111. Dg3+; Rf5; 112. Dg3+; Rf5; 113. Dg3+; Rf5; 114. Dg3+; Rf5; 115. Dg3+; Rf5; 116. Dg3+; Rf5; 117. Dg3+; Rf5; 118. Dg3+; Rf5; 119. Dg3+; Rf5; 120. Dg3+; Rf5; 121. Dg3+; Rf5; 122. Dg3+; Rf5; 123. Dg3+; Rf5; 124. Dg3+; Rf5; 125. Dg3+; Rf5; 126. Dg3+; Rf5; 127. Dg3+; Rf5; 128. Dg3+; Rf5; 129. Dg3+; Rf5; 130. Dg3+; Rf5; 131. Dg3+; Rf5; 132. Dg3+; Rf5; 133. Dg3+; Rf5; 134. Dg3+; Rf5; 135. Dg3+; Rf5; 136. Dg3+; Rf5; 137. Dg3+; Rf5; 138. Dg3+; Rf5; 139. Dg3+; Rf5; 140. Dg3+; Rf5; 141. Dg3+; Rf5; 142. Dg3+; Rf5; 143. Dg3+; Rf5; 144. Dg3+; Rf5; 145. Dg3+; Rf5; 146. Dg3+; Rf5; 147. Dg3+; Rf5; 148. Dg3+; Rf5; 149. Dg3+; Rf5; 150. Dg3+; Rf5; 151. Dg3+; Rf5; 152. Dg3+; Rf5; 153. Dg3+; Rf5; 154. Dg3+; Rf5; 155. Dg3+; Rf5; 156. Dg3+; Rf5; 157. Dg3+; Rf5; 158. Dg3+; Rf5; 159. Dg3+; Rf5; 160. Dg3+; Rf5; 161. Dg3+; Rf5; 162. Dg3+; Rf5; 163. Dg3+; Rf5; 164. Dg3+; Rf5; 165. Dg3+; Rf5; 166. Dg3+; Rf5; 167. Dg3+; Rf5; 168. Dg3+; Rf5; 169. Dg3+; Rf5; 170. Dg3+; Rf5; 171. Dg3+; Rf5; 172. Dg3+; Rf5; 173. Dg3+; Rf5; 174. Dg3+; Rf5; 175. Dg3+; Rf5; 176. Dg3+; Rf5; 177. Dg3+; Rf5; 178. Dg3+; Rf5; 179. Dg3+; Rf5; 180. Dg3+; Rf5; 181. Dg3+; Rf5; 182. Dg3+; Rf5; 183. Dg3+; Rf5; 184. Dg3+; Rf5; 185. Dg3+; Rf5; 186. Dg3+; Rf5; 187. Dg3+; Rf5; 188. Dg3+; Rf5; 189. Dg3+; Rf5; 190. Dg3+; Rf5; 191. Dg3+; Rf5; 192. Dg3+; Rf5; 193. Dg3+; Rf5; 194. Dg3+; Rf5; 195. Dg3+; Rf5; 196. Dg3+; Rf5; 197. Dg3+; Rf5; 198. Dg3+; Rf5; 199. Dg3+; Rf5; 200. Dg3+; Rf5; 201. Dg3+; Rf5; 202. Dg3+; Rf5; 203. Dg3+; Rf5; 204. Dg3+; Rf5; 205. Dg3+; Rf5; 206. Dg3+; Rf5; 207. Dg3+; Rf5; 208. Dg3+; Rf5; 209. Dg3+; Rf5; 210. Dg3+; Rf5; 211. Dg3+; Rf5; 212. Dg3+; Rf5; 213. Dg3+; Rf5; 214. Dg3+; Rf5; 215. Dg3+; Rf5; 216. Dg3+; Rf5; 217. Dg3+; Rf5; 218. Dg3+; Rf5; 219. Dg3+; Rf5; 220. Dg3+; Rf5; 221. Dg3+; Rf5; 222. Dg3+; Rf5; 223. Dg3+; Rf5; 224. Dg3+; Rf5; 225. Dg3+; Rf5; 226. Dg3+; Rf5; 227. Dg3+; Rf5; 228. Dg3+; Rf5; 229. Dg3+; Rf5; 230. Dg3+; Rf5; 231. Dg3+; Rf5; 232. Dg3+; Rf5; 233. Dg3+; Rf5; 234. Dg3+; Rf5; 235. Dg3+; Rf5; 236. Dg3+; Rf5; 237. Dg3+; Rf5; 238. Dg3+; Rf5; 239. Dg3+; Rf5; 240. Dg3+; Rf5; 241. Dg3+; Rf5; 242. Dg3+; Rf5; 243. Dg3+; Rf5; 244. Dg3+; Rf5; 245. Dg3+; Rf5; 246. Dg3+; Rf5; 247. Dg3+; Rf5; 248. Dg3+; Rf5; 249. Dg3+; Rf5; 250. Dg3+; Rf5; 251. Dg3+; Rf5; 252. Dg3+; Rf5; 253. Dg3+; Rf5; 254. Dg3+; Rf5; 255. Dg3+; Rf5; 256. Dg3+; Rf5; 257. Dg3+; Rf5; 258. Dg3+; Rf5; 259. Dg3+; Rf5; 260. Dg3+; Rf5; 261. Dg3+; Rf5; 262. Dg3+; Rf5; 263. Dg3+; Rf5; 264. Dg3+; Rf5; 265. Dg3+; Rf5; 266. Dg3+; Rf5; 267. Dg3+; Rf5; 268. Dg3+; Rf5; 269. Dg3+; Rf5; 270. Dg3+; Rf5; 271. Dg3+; Rf5; 272. Dg3+; Rf5; 273. Dg3+; Rf5; 274. Dg3+; Rf5; 275. Dg3+; Rf5; 276. Dg3+; Rf5; 277. Dg3+; Rf5; 278. Dg3+; Rf5; 279. Dg3+; Rf5; 280. Dg3+; Rf5; 281. Dg3+; Rf5; 282. Dg3+; Rf5; 283. Dg3+; Rf5; 284. Dg3+; Rf5; 285. Dg3+; Rf5; 286. Dg3+; Rf5; 287. Dg3+; Rf5; 288. Dg3+; Rf5; 289. Dg3+; Rf5; 290. Dg3+; Rf5; 291. Dg3+; Rf5; 292. Dg3+; Rf5; 293. Dg3+; Rf5; 294. Dg3+; Rf5; 295. Dg3+; Rf5; 296. Dg3+; Rf5; 297. Dg3+; Rf5; 298. Dg3+; Rf5; 299. Dg3+; Rf5; 300. Dg3+; Rf5; 301. Dg3+; Rf5; 302. Dg3+; Rf5; 303. Dg3+; Rf5; 304. Dg3+; Rf5; 305. Dg3+; Rf5; 306. Dg3+; Rf5; 307. Dg3+; Rf5; 308. Dg3+; Rf5; 309. Dg3+; Rf5; 310. Dg3+; Rf5; 311. Dg3+; Rf5; 312. Dg3+; Rf5; 313. Dg3+; Rf5; 314. Dg3+; Rf5; 315. Dg3+; Rf5; 316. Dg3+; Rf5; 317. Dg3+; Rf5; 318. Dg3+; Rf5; 319. Dg3+; Rf5; 320. Dg3+; Rf5; 321. Dg3+; Rf5; 322. Dg3+; Rf5; 323. Dg3+; Rf5; 324. Dg3+; Rf5; 325. Dg3+; Rf5; 326. Dg3+; Rf5; 327. Dg3+; Rf5; 328. Dg3+; Rf5; 329. Dg3+; Rf5; 330. Dg3+; Rf5; 331. Dg3+; Rf5; 332. Dg3+; Rf5; 333. Dg3+; Rf5; 334. Dg3+; Rf5; 335. Dg3+; Rf5; 336. Dg3+; Rf5; 337. Dg3+; Rf5; 338. Dg3+; Rf5; 339. Dg3+; Rf5; 340. Dg3+; Rf5; 341. Dg3+; Rf5; 342. Dg3+; Rf5; 343. Dg3+; Rf5; 344. Dg3+; Rf5; 345. Dg3+; Rf5; 346. Dg3+; Rf5; 347. Dg3+; Rf5; 348. Dg3+; Rf5; 349. Dg3+; Rf5; 350. Dg3+; Rf5; 351. Dg3+; Rf5; 352. Dg3+; Rf5; 353. Dg3+; Rf5; 354. Dg3+; Rf5; 355. Dg3+; Rf5; 356. Dg3+; Rf5; 357. Dg3+; Rf5; 358. Dg3+; Rf5; 359. Dg3+; Rf5; 360. Dg3+; Rf5; 361. Dg3+; Rf5; 362. Dg3+; Rf5; 363. Dg3+; Rf5; 364. Dg3+; Rf5; 365. Dg3+; Rf5; 366. Dg3+; Rf5; 367. Dg3+; Rf5; 368. Dg3+; Rf5; 369. Dg3+; Rf5; 370. Dg3+; Rf5; 371. Dg3+; Rf5; 372. Dg3+; Rf5; 373. Dg3+; Rf5; 374. Dg3+; Rf5; 375. Dg3+; Rf5; 376. Dg3+; Rf5; 377. Dg3+; Rf5; 378. Dg3+; Rf5; 379. Dg3+; Rf5; 380. Dg3+; Rf5; 381. Dg3+; Rf5; 382. Dg3+; Rf5; 383. Dg3+; Rf5; 384. Dg3+; Rf5; 385. Dg3+; Rf5; 386. Dg3+; Rf5; 387. Dg3+; Rf5; 388. Dg3+; Rf5; 389. Dg3+; Rf5; 390. Dg3+; Rf5; 391. Dg3+; Rf5; 392. Dg3+; Rf5; 393. Dg3+; Rf5; 394. Dg3+; Rf5; 395. Dg3+; Rf5; 396. Dg3+; Rf5; 397. Dg3+; Rf5; 398. Dg3+; Rf5; 399. Dg3+; Rf5; 400. Dg3+; Rf5; 401. Dg3+; Rf5; 402. Dg3+; Rf5; 403. Dg3+; Rf5; 404. Dg3+; Rf5; 405. Dg3+; Rf5; 406. Dg3+; Rf5; 407. Dg3+; Rf5; 408. Dg3+; Rf5; 409. Dg3+; Rf5; 410. Dg3+; Rf5; 411. Dg3+; Rf5; 412. Dg3+; Rf5; 413. Dg3+; Rf5; 414. Dg3+; Rf5; 415. Dg3+; Rf5; 416. Dg3+; Rf5; 417. Dg3+; Rf5; 418. Dg3+; Rf5; 419. Dg3+; Rf5; 420. Dg3+; Rf5; 421. Dg3+; Rf5; 422. Dg3+; Rf5; 423. Dg3+; Rf5; 424. Dg3+; Rf5; 425. Dg3+; Rf5; 426. Dg3+; Rf5; 427. Dg3+; Rf5; 428. Dg3+; Rf5; 429. Dg3+; Rf5; 430. Dg3+; Rf5; 431. Dg3+; Rf5; 432. Dg3+; Rf5; 433. Dg3+; Rf5; 434. Dg3+; Rf5; 435. Dg3+; Rf5; 436. Dg3+; Rf5; 437. Dg3+; Rf5; 438. Dg3+; Rf5; 439. Dg3+; Rf5; 440. Dg3+; Rf5; 441. Dg3+; Rf5; 442. Dg3+; Rf5; 443. Dg3+; Rf5; 444. Dg3+; Rf5; 445. Dg3+; Rf5; 446. Dg3+; Rf5; 447. Dg3+; Rf5; 448. Dg3+; Rf5; 449. Dg3+; Rf5; 450. Dg3+; Rf5; 451. Dg3+; Rf5; 452. Dg3+; Rf5; 453. Dg3+; Rf5; 454. Dg3+; Rf5; 455. Dg3+; Rf5; 456. Dg3+; Rf5; 457. Dg3+; Rf5; 458. Dg3+; Rf5; 459. Dg3+; Rf5; 460. Dg3+; Rf5; 461. Dg3+; Rf5; 462. Dg3+; Rf5; 463. Dg3+; Rf5; 464. Dg3+; Rf5; 465. Dg3+; Rf5; 466. Dg3+; Rf5; 467. Dg3+; Rf5; 468. Dg3+; Rf5; 469. Dg3+; Rf5; 470. Dg3+; Rf5; 471. Dg3+; Rf5; 472. Dg3+; Rf5; 473. Dg3+; Rf5; 474. Dg3+; Rf5; 475. Dg3+; Rf5; 476. Dg3+; Rf5; 477. Dg3+; Rf5; 478. Dg3+; Rf5; 479. Dg3+; Rf5; 480. Dg3+; Rf5; 481. Dg3+; Rf5; 482. Dg3+; Rf5; 483. Dg3+; Rf5; 484. Dg3+; Rf5; 485. Dg3+; Rf5; 486. Dg3+; Rf5; 487. Dg3+; Rf5; 488. Dg3+; Rf5; 489. Dg3+; Rf5; 490. Dg3+; Rf5; 491. Dg3+; Rf5; 492. Dg3+; Rf5; 493. Dg3+; Rf5; 494. Dg3+; Rf5; 495. Dg3+; Rf5; 496. Dg3+; Rf5; 497. Dg3+; Rf5; 498. Dg3+; Rf5; 499. Dg3+; Rf5; 500. Dg3+; Rf5; 501. Dg3+; Rf5; 502. Dg3+; Rf5; 503. Dg3+; Rf5; 504. Dg3+; Rf5; 505. Dg3+; Rf5; 506. Dg3+; Rf5; 507. Dg3+; Rf5; 508. Dg3+; Rf5; 509. Dg3+; Rf5; 510. Dg3+; Rf5; 511. Dg3+; Rf5; 512. Dg3+; Rf5; 513. Dg3+; Rf5; 514. Dg3+; Rf5; 515. Dg3+; Rf5; 516. Dg3+; Rf5; 517. Dg3+; Rf5; 518. Dg3+; Rf5; 519. Dg3+; Rf5; 520. Dg3+; Rf5; 521. Dg3+; Rf5; 522. Dg3+; Rf5; 523. Dg3+; Rf5; 524. Dg3+; Rf5; 525. Dg3+; Rf5; 526. Dg3+; Rf5; 527. Dg3+; Rf5; 528. Dg3+; Rf5; 529. Dg3+; Rf5; 530. Dg3+; Rf5; 531. Dg3+; Rf5; 532. Dg3+; Rf5; 533. Dg3+; Rf5; 534. Dg3+; Rf5; 535. Dg3+; Rf5; 536. Dg3+; Rf5; 537. Dg3+; Rf5; 538. Dg3+; Rf5; 539. Dg3+; Rf5; 540. Dg3+; Rf5; 541. Dg3+; Rf5; 542. Dg3+; Rf5; 543. Dg3+; Rf5; 544. Dg3+; Rf5; 545. Dg3+; Rf5; 546. Dg3+; Rf5; 547. Dg3+; Rf5; 548. Dg3+; Rf5; 549. Dg3+; Rf5; 550. Dg3+; Rf5; 551. Dg3+; Rf5; 552. Dg3+; Rf5; 553. Dg3+; Rf5; 554. Dg3+; Rf5; 555. Dg3+; Rf5; 556. Dg3+; Rf5; 557. Dg3+; Rf5; 558. Dg3+; Rf5; 559. Dg3+; Rf5; 560. Dg3+; Rf5; 561. Dg3+; Rf5; 562. Dg3+; Rf5; 563. Dg3+; Rf5; 564. Dg3+; Rf5; 565. Dg3+; Rf5; 566. Dg3+; Rf5; 567. Dg3+; Rf5; 568. Dg3+; Rf5; 569. Dg3+; Rf5; 570. Dg3+; Rf5; 571. Dg3+; Rf5; 572. Dg3+; Rf5; 573. Dg3+; Rf5; 574. Dg3+; Rf5; 575. Dg3+; Rf5; 576. Dg3+; Rf5; 577. Dg3+; Rf5; 578. Dg3+; Rf5; 579. Dg3+; Rf5; 580. Dg3+; Rf5; 581. Dg3+; Rf5; 582. Dg3+; Rf5; 583. Dg3+; Rf5; 584. Dg3+; Rf5; 585. Dg3+; Rf5; 586. Dg3+; Rf5; 587. Dg3+; Rf5; 588. Dg3+; Rf5; 589. Dg3+; Rf5; 590. Dg3+; Rf5; 591. Dg3+; Rf5; 592. Dg3+; Rf5; 593. Dg3+; Rf5; 594. Dg3+; Rf5; 595. Dg3+; Rf5; 596. Dg3+; Rf5; 597. Dg3+; Rf5; 598. Dg3+; Rf5; 599. Dg3+; Rf5; 600. Dg3+; Rf5; 601. Dg3+; Rf5; 602. Dg3+; Rf5; 603. Dg3+; Rf5; 604. Dg3+; Rf5; 605. Dg3+; Rf5; 606. Dg3+; Rf5; 607. Dg3+; Rf5; 608. Dg3+; Rf5; 609. Dg3+; Rf5; 610. Dg3+; Rf5; 611. Dg3+; Rf5; 612. Dg3+; Rf5; 613. Dg3+; Rf5; 614. Dg3+; Rf5; 615. Dg3+; Rf5; 616. Dg3+; Rf5; 617. Dg3+; Rf5; 618. Dg3+; Rf5; 619. Dg3+; Rf5; 620. Dg3+; Rf5; 621. Dg3+; Rf5; 622. Dg3+; Rf5; 623. Dg3+; Rf5; 624. Dg3+; Rf5; 625. Dg3+; Rf5; 626. Dg3+; Rf5; 627. Dg3+; Rf5; 628. Dg3+; Rf5; 629. Dg3+; Rf5; 630. Dg3+; Rf5; 631. Dg3+; Rf5; 632. Dg3+; Rf5; 633. Dg3+; Rf5; 634. Dg3+; Rf5; 635. Dg3+; Rf5; 636. Dg3+; Rf5; 637. Dg3+; Rf5; 638. Dg3+; Rf5; 639. Dg3+; Rf5; 640. Dg3+; Rf5; 641. Dg3+; Rf5; 642. Dg3+; Rf5; 643. Dg3+; Rf5; 644. Dg3+; Rf5; 645. Dg3+; Rf5; 646. Dg3+; Rf5; 647. Dg3+; Rf5; 648. Dg3+; Rf5; 649. Dg3+; Rf5; 650. Dg3+; Rf5; 651. Dg3+; Rf5; 652. Dg3+; Rf5; 653. Dg3+; Rf5; 654. Dg3+; Rf5; 655. Dg3+; Rf5; 656. Dg3+; Rf5; 657. Dg3+; Rf5; 658. Dg3+; Rf5; 659. Dg3+; Rf5; 660. Dg3+; Rf5; 661. Dg3+; Rf5; 662. Dg3+; Rf5; 663. Dg3+; Rf5; 664. Dg3+; Rf5; 665. Dg3+; Rf5; 666. Dg3+; Rf5; 667. Dg3+; Rf5; 668. Dg3+; Rf5; 669. Dg3+; Rf5; 670. Dg3+; Rf5; 671. Dg3+; Rf5; 672. Dg3+; Rf5; 673. Dg3+; Rf5; 674. Dg3+; Rf5; 675. Dg3+; Rf5; 676. Dg3+; Rf5; 677. Dg3+; Rf5; 678. Dg3+; Rf5; 679. Dg3+; Rf5; 680. Dg3+; Rf5; 681. Dg3+; Rf5; 682. Dg3+; Rf5; 683. Dg3+; Rf5; 684. Dg3+; Rf5; 685. Dg3+; Rf5; 686. Dg3+; Rf5; 687. Dg3+; Rf5; 688. Dg3+; Rf5; 689. Dg3+; Rf5; 690. Dg3+; Rf5; 691. Dg3+; Rf5; 692. Dg3+; Rf5; 693. Dg3+; Rf5; 694. Dg3+; Rf5; 695. Dg3+; Rf5; 696. Dg3+; Rf5; 697. Dg3+; Rf5; 698. Dg3+; Rf5; 699. Dg3+; Rf5; 700. Dg3+; Rf5; 701. Dg3+; Rf5; 702. Dg3+; Rf5; 703. Dg3+; Rf5; 704. Dg3+; Rf5; 705. Dg3+; Rf5; 706. Dg3+; Rf5; 707. Dg3+; Rf5; 708. Dg3+; Rf5; 709. Dg3+; Rf5; 710. Dg3+; Rf5; 711. Dg3+; Rf5; 712. Dg3+; Rf5; 713. Dg3+; Rf5; 714. Dg3+; Rf5; 715. Dg3+; Rf5; 716. Dg3+; Rf5; 717. Dg3+; Rf5; 718. Dg3+; Rf5; 719. Dg3+; Rf5; 720. Dg3+; Rf5; 721. Dg3+; Rf5; 722. Dg3+; Rf5; 723. Dg3+; Rf5; 724. Dg3+; Rf5; 725. Dg3+; Rf5; 726. Dg3+; Rf5; 727. Dg3+; Rf5; 728. Dg3+; Rf5; 729. Dg3+; Rf5; 730. Dg3+; Rf5; 731. Dg3+; Rf5; 732. Dg3+; Rf5; 733

قائمة المطاعم

Province, tu perds ta gueule...

On a égaré les cuisines régionales. La Reynière pique son bœuf.

ALORS que la décentralisation est à l'ordre du jour, n'est-ce pas un comble de voir la cuisine française succomber à une uniformisation redoutable ?

Le régionalisme gourmand, le folklore de gueule, disparaissent. Les grandes étapes gastronomiques proposent des cartes qui se ressemblent toutes. D'un bout de l'Hexagone à l'autre les mêmes plats et les mêmes cuissons se retrouvent sous les mêmes cloches argentées du service à l'assiette !

Ce qui faisait le charme et la valeur de la cuisine française était pourtant sa variété, ses différences, nées des provinces, elles reflétaient les sols et le ciel, l'histoire et les mœurs. Les promenades des vacances à travers le terroir permettaient la découverte perpétuelle d'une autre cuisine, passionnante, dépayssante, instructive aussi. Or aujourd'hui - et cela est surtout remarquable dans les grandes maisons - toutes les cuisines se ressemblent, toutes les cartes reflètent une mode, laissant porte ouverte aux copieurs. De Dunkerque à Biarritz, de Brest à Menton, on retrouve partout la terrine ou le boudin de poisson (quand celui-ci n'est pas cru, mariné !); les brimbórios (de poisson ou de viande) « en habit vert »; l'éternel « magret » (qui n'en est pas un véritable puisque rarement de canard gras des Landes); le chavignol rôti présenté comme un nouveau (alors qu'il est vieux comme le fromage de chèvre); quelque chose à la mangue, aux kiwis ou au maracajus; un dessert au chocolat amer (qui n'est pas plus « amer » que sucré), etc.

Et ces mêmes préparations se cachent sous des appellations bur-

lesques et diverses, les courgettes sont en spaghetti, le turbotin en lamelles ou en éventail, la volaille en « effilée », les abats en gâteau, la salade « folle » et n'importe quoi en mille-feuille (ce qui fait une économie pour le patron, le feuilletage, bon marché remplaçant son poids de marchandise coûteuse !).

Alors on se demande vraiment si le coq au vin existe encore en Bourgogne; le gâteau de pommes de terre en Bourbonnais, l'éclade de moules en Charente, les pieds et paquets à Marseille, le tablier de sapeur à Lyon, la gelée aux pruneaux en Touraine, le potjevleisch en Flandres, le mâtéfaïm et le farçon en Savoie. J'en passe et des meilleurs.

Ersatz

Des régions semblent mieux protégées, pourtant. L'Alsace, le Pays basque, la Gascogne. Mais les bouillabaisse de fantaisie et la soupe de poissons en boîte sur la Côte, tout comme le cassoulet dans le Sud-Ouest (sans oublier le foie gras d'Alsace !) ne sont là que pour faire illusion, et le plat mijoté de l'atèle, de la « mamma », de la tradition, réalisée à la saveur, n'est le plus souvent qu'un ersatz. Les grandes toques ont le droit d'innover, certes, de créer et d'offrir une cuisine personnalisée. Lorsqu'elle est préparée à partir du terroir (par un Pierre Gleize - La Bonne Etape à Château-Arnoux - un Vanel à Toulouse, un Daguin à Auch, un Jacques Maximin - Le Négresco à Nice), on s'en enchante. Mais qu'un long des chemins touristiques les étouffe du *Michelin*, les toques du *Gault-Millau*, reproduisent sans imagination, et plus souvent sans talent

vrai, les mêmes plats, on est en droit de crier casse-cou ! Le saumon à l'oselle des Troisgras, le magret de Daguin, le loup en croûte de Boccuse, furent des trouvailles. Elles le restent chez eux, elles agacent ailleurs. On a envie de crier : « Pas ça ou pas par vous ! ». De même que l'on a envie de refuser le camembert au pays du brocciu, le cantal au pays du munster.

Les guides (les Anglo-Américains ne se déplacent pas sans le *Michelin* qui reste leur « bible ») se devraient de mieux exalter les cuisiniers du terroir. Sur les grands itinéraires, il faut remonter ceux qui maintiennent Brua à Marseille et son éternel menu (débutant par la tartine d'huile d'olive vierge) marseillais; La Couronne, à Rome, sa sole normande et son caneton au sang; Le Caveau à Eguisheim et ses plats alsaciens paysans; La Tupina à Bordeaux; Angereau et son beurre blanc aux Rosiers-sur-Loire; La Voûte à Lyon avec son gratin de macaroni et son tablier de sapeur « comme les marseillais Léa »; le cassoulet de Pujol, à Toulouse-Blagnac; les menus bourbonnais de l'Hôtel de Paris à Moulins, etc.

Mais c'est surtout dans l'arrière-pays, dans les campagnes mal connues, voire ignorées des guides, que se cachent les derniers chantres d'une cuisine qui n'ose presque plus dire son nom, crainte d'être éternellement pénalisée par les guides. Et les chroniqueurs !

Je voudrais citer Les Santons (à Levens, 23 km de Nice), ou encore cette Source (à Saint-Martin-de-Castillon) où un lecteur a passé « trois heures délicieuses face au Lubéron » me remerciant de lui avoir signalé par une miette cette petite ferme res-

taurée où il s'est régalé de cépages cuits à point, d'un lapin au roquefort, de chevrotins et d'œufs à la neige. Et encore si l'on peut remarquer que ces cuisines régionales sont souvent mieux représentées à Paris que chez elles, n'est-il pas amusant, pour le gourmet, de découvrir la tarte au fromage blanc lorraine à La Meuse gourmande (rue Saint-Michel à Bar-le-Duc, tél. : 79-28-40) les tripes et la tougoule (tarte au riz au lait) de La Bonne Auberge (à Boulon en Calvados, tél. : 79-37-60); les ravioles, le gratin d'ail et le choucroute sauté de Ponton (40, place Jacquemart, tél. : 02-29-91 à Romans-sur-Isère); la cuisine alsacienne de La Grange du paysan (rue Principale - tél. : 00-91-83, à Hisingen - Bas-Rhin); la potée landaise de « Pépette » en son Estantuet de Gastes (tél. : 78-42-00); le pontil, la truffade et les tripes des Remparts (tél. : 40-70-33 à Salers); la flamme aux poireaux de l'Auberge de Vendueil dans l'Aisne (tél. : 66-85-22). Merci à eux, merci à ces cuisiniers qui savent résister à la mode dévastatrice.

Plutôt que d'aller copier chez les « as », on voudrait que les jeunes fassent confiance aux cuisiniers de leur province. Plutôt que d'aller plus ou moins mal apprendre aux écoles hôtelières, mieux vaudrait qu'ils s'initient sur le tas. Plutôt que le Palais des légendes signé Senderens, Guérard, Chapel, ils se souviennent de leur petit Liré.

Alors les Français retrouveront leur appétit vrai, leur plaisir de vivre en France et d'y découvrir à chaque tour de roue - lorsque la route ne va pas trop vite - l'étonnante variété de sa cuisine.

LA REYNIERE.

Tables de la Semaine

La Rôtisserie sur Seine

Admirablement situé mais difficile à trouver dans le centre Beaugrenelle (mais le parking est juste en dessous), dans un décor agréable, l'accueil de Nathalie apporte un plaisir de plus aux plats honnêtement préparés : bonnes entrées, poissons frais (filet de barbeau à l'ail doux et grillades, notamment).

Le cochon de lait aux trois piriées, à la broche, est bien venu.

8, rue Linois (15^e). 575-72-29.

Le Quai d'Orsay

On ne présente plus cette maison (téléphonez pour réserver) à la copieuse et originale cuisine signée Biegar, au service (féminin) toujours souriant. Mais, en cette saison - et pour peu de temps, - il faut que les amateurs sachent qu'il y a, à la carte, des civelles (frais d'anguilles), excellentes introductions à un repas enchanteré : menu : civelles, pot-au-feu aux trois viandes, fromage blanc à la crème. Mon vin : cahors château Haute-Serre (61 F).

49, quai d'Orsay (7^e). 551-58-58.

Ma Cuisine

Alain Donnart vient de transformer le décor de cette triple salle en longueur où il peut donner le meilleur d'un cuisinier connaissant son métier. Un menu « Ma Cuisine » suggère une entrée, un plat, un fromage et un dessert au choix (150 F vin et serv. en sus). On appréciera le gâteau de foies blancs coulés d'écrasées, la bourride comme à St-Raphaël, le civet de lotte mais aussi le bœuf à la ficelle, la daube d'agneau pâtes fraîches. Glorieux desserts.

18, rue Bayen (17^e). 572-01-36.

La Marée Verte

Petite salle gentille et visant à la fraîcheur, vouée surtout au poisson.

Un menu 125 F net, vin compris (mais fromage OU dessert et quelques suppléments optionnels). Guy Epaillet, le maître de La Rochelle, a apprécié aussi le coq au vin aux pâtes fraîches et les talents du pâtissier Alain Chantreloup.

Fermé dimanche et lundi.

L. R.
9, rue de Pontoise (5^e). 325-89-41.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES AUBERGE DE RIQUEWIER, 12, r. de Fg-Montmartre (9 ^e). 770-63-39. ANTILAISES PRINCE DES ILES, 9, r. des Boulangers (5 ^e). Colombo de requin. F/dim. Ambiance musicale. 633-17-79. LA BARBACANE , 13, rue Cal-Lemoine, 326-37-01. Matouche de bonnard. Vend. sam. soir. Amb. folk. AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 225-01-10. F/sam-dim. BEAUJOLAISES LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS, 14, rue de Canteleu, 265-41-36. F/dim. BOURGIGNONNES CHEZ PIERROT, 18, rue E-Marcel, 508-05-48/17-44. F/sam-dim. Cuisine longévité. BRETONNES TY COZ, 35, r. St-Georges, 878-42-95. F/dim./lundi. Uniquement poissons, coquillages, crustacés. CORSES IN DE NOÛ, 156, rue Cardinet, 17. F/dim. Courgettes, sardines au brocciu, cabri. Rés. 226-43-81. COUSCOUS LE PETIT MOGADOR, 707-46-42. 11, rue du Faubourg, 5 ^e .	CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. Palais-Royal, 261-16-00. Juss. 0 h 30. Déj. dîn. sup. FÊTE PERMANENTE et CUISINE LÉGÈRE. Voirter. FRANÇAISES - TRADITIONNELLES C'est vers les septuagés, Madame, ou vers, Monsieur ! Le menu CHEZ FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais. Adresser des invitations, 7 ^e . Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. F. dim. soir et lundi. Tél. : 705-49-03. RELAIS BELMAN, 37, r. François I ^{er} , 723-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élégant. LAPÉROUSE, 51, qu. Gds-Augustins, 326-68-04. Cadre anc. authent. LYONNAISES LA FOULX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux. NORMANDES MANOIR NORMAND, 77, boul. de Courcelles, 227-38-97. F. sam. et dim. Langoustes, poissons au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale. PÉRIGOURDINES LE PÉRIOT, 40, r. Friant, 539-59-98. F/dim. Spéc. Périgord et poissons. RÉUNIONNAISES ILE DE LA RÉUNION, 233-30-95. F/dim. 119, r. St-Honoré, 1 ^{er} . Riz-cari.	SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 523-32-62. Cassoulet 65 F. Coiffé 65 F. SUD-OUEST LE REPAIR DE CARTOUCHE, 700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11 ^e). F/sam, dim. FRUITS DE MER ET POISSONS DESSIRIER, spécialiste de l'Indre, 9, place Péroire, 227-82-14. T.L.J. HUITRES, CRUSTACÉS, POISSONS. ROBERT VATTIER, 14, rue Coquillière, 1 ^{er} . 236-51-60. 24 h sur 24 même dim. et fêtes. Fruits de mer, coquillages, poissons. TOUR D'ARGENT, 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 du matin. TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon (12 ^e). Face à la gare. 343-88-30. Poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 du matin. LE PETIT NAVIRE , F/dim., lundi 14, rue Foch-Saint-Bernard. VÉGÉTARIENNES LE JARDIN AU NATUREL, 100, r. Bac, 222-81-56. F/dim. Déj., dîn. Cadre de verdure. VIANDES DE BŒUF 3 LIMOUSINS, 8, rue Berli, 8, 562-35-97. T.L.J. GDE CARTE DES VIANDES DE BŒUF. P.M.R. 185-215 F s.c. Menu 130 F s.c. LES 3 MOUTONS, 63, av. Fr.-Roosevelt, 225-26-95. T.L.J. AGNEAU ET BŒUF. P.M.R. 192 F. 212 F s.c. Menu 150 F s.c.	BRÉSILIENNES GUY, 6, rue Mabillon, 6, 354-87-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère en France. O'BRAZIL, 10, rue Guénégaud, 6, 354-98-56. RESTAUR. NORMAND. Spect. Chant. Discoth. Grand danc. L. J. seul fêtes et veilles. CHINOISES-THAÏLANDAISES CHEZ DIEP, 22, rue de Ponton (8 ^e). 256-23-96. T.L.J. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées et gastronomie chinoise-thaïlandaise. DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, 359-20-41. ESPAGNOLES EL PICADOR, 80, boulevard des Batignolles, 387-28-57. F/lundi-mardi. FORMULE à 75 F s.c. ÉTHIOPIENNES ENTOTO, 387-08-51. F/dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Danon, Beyazac au 1 ^{er} étage. INDIENNES VISHNOU, 88, r. Volney, r. Daumesnil, 297-56-54, 297-56-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche. INDRA, 10, r. Cdt-Rivière. F. dim. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI. ASHOKA, 5, rue De-Jacquemaître-Clemenceau (15 ^e). T.L.J. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI.	INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH, 15, r. J.-Chaplain (6 ^e). CARREFOUR MONTMARTRE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M ^e Vavia. MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 354-26-07. F/lundi. M ^e Maubert. Spécialité BIRIANI. ITALIENNES L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchez, 13 ^e . 589-08-15. F/dim., lundi, ÉMILIE ROMAGNE. MAROCAINES AÏSSA FILS, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20 h. à 0 h 30. Couscous, Pastilla, Tagines. F./dim.-lun. Rés. à part. 17 h. PORTUGAISES SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1 ^{er} (M ^e Châtelet), 236-30-71. Serv. j. minuit. F/dim. PRX MARCO POLO 1983. LAOTIENNES-THAÏLANDAISES DENG SIAM, F/dim. 633-92-37. 4, rue Frédéric-Sauton, 5 ^e . VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e), 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. TAN DINH, 60, rue de Verneuil, 7 ^e . Fabuleuse carte des vins. 600 grands crus. 544-04-84. J. 23 h 15. F/dim.
--	---	--	---	--

Rive gauche

ENTOTO
Le 1^{er} restaurant
ÉTHIOPIEN de PARIS
143/145 rue L.M. Nordmann
PARIS 13^e 587-08-51

La Petite Chaise
Cuisine traditionnelle
Tous les jours
38, rue de Valenciennes 75012 Paris

SAM'S NEARBY
RESTAURANT
COCKTAIL BAR
Open every days from noon to 1:00 a.m.
BRUNCH SATURDAY AND SUNDAY
9, rue Princesse - Paris VI
Tél. : 329.89.80

La barbacane
SPECIALITES ANTILAISES
SA FAMILLE MARQUET DES CARAIRES
Vendredi, samedi - Antilles Nord-Ouest
Antilles Nord-Ouest
13, rue du Capitaine-Lemoine 75008 Paris - Tél. 278.37.01
Ouvert de 11h à 1h30, mardi, mercredi et dimanche

Le PRINCE des ILES
633
MATOUCHE
de BONNARD
CULINARIEN DE NOUVEAU
PRÉFÈRE DE L'AMBIANCE
méditerranéenne
11, rue de la Harpe - Paris 5^e

Rive droite

RESTAURANT DU CASINO
Les SPÉCIALITÉS
du Chef JARRAULT
jusqu'à 23 heures - fermé dim.
41, rue de Clichy (9^e) - 280.34.62

CHEFS D'ENTREPRISE
POUR VOS INVITATIONS
le soufflé
ANDRÉ FAURE
bonne cuisine française
et ses soufflés
36, rue du MONT THABOR - F. Dim
Céres pl. Vendôme 75008 - 268.22.18

Prix raisonnables

SCHUBERT Y PIANOTERAIT !

Au vieux Berlin
Dégustez
l'Allemagne
en musique !
Déjeuner, dîner aux chandelles
32, av. George-V - 75008 Paris - Tél. 720.88.96
Fermé samedi et dimanche
Moyens d'alimentation offerts tous les jours
de 9 h à 22 h sauf dimanche

FLO
2 des plus belles brasseries 1900
OUVERTES APRES MINUIT
Fois gras frais 41 F.
Assiette 40,50 F.
Couscoute spéciale 41 F.
Fruits de mer
et bœuf d'Inde.
2, cours des Portes-Eclaires, Paris 10^e
Tél. : 770.13.59

Julien
Saison en rillettes 36,50 F.
Huitres chaudes
au champagne 46 F.
Cassoulet d'ole 56,50 F.
Coquillages chauds.
16, rue du Faubourg-Denis, Paris 10^e
Tél. : 770.12.06

SERVICE TOUTS LES JOURS
JUSQU'A 2 H. DU MATIN

227.82.14. **Dessirier** 380.50.72.
MAITRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péroire) 17^e

Charlot
la fraîcheur du poisson
la finesse des cuissons
CHARLOT
ROI DES COQUILLAGES
12, place de Clichy
874.49.64 et 65
CHARLOT 1^{er}
MERVEILLES DES MERS
128 bis, bd de Clichy
522.47.08

Binoche-le-Sioux

« J'adore la qualité à condition de ne pas la payer. » : les recettes d'un commissaire-priseur.

« **L**e temps marche vite pour les modes dans les arts », écrivait Delacroix dans son Journal. Comment se forment les modes et comment déprécient-elles ? Qu'est-ce que le bon goût et le mauvais goût ? Quelles sont les œuvres qui montent ou tombent dans l'oubli ? Quels sont les effets de la spéculation sur le marché de l'art ? Et comment orienter ses regards pour découvrir les inconnus qui seront célèbres demain ? Maître Jean-Claude Binoche, qui a introduit l'art contemporain en salle des ventes, répond.

« Vous avez été le premier à vendre à Paris des œuvres d'avant-garde. Quelles ont été alors les réactions ? »

« Dans le milieu très traditionnel des ventes publiques, cela a beaucoup choqué. Pour ma part, j'étais plutôt angoissé et j'avais pris un triple whisky dans un bar voisin de l'hôtel Drouot. Mais, miracle, le public était dans la salle, et les enchères ont vite monté. Je venais d'être nommé commissaire-priseur et je me disais : si c'est un échec, je paierai moins d'impôts. Au fond, je faisais cette vente pour me faire plaisir, parce que je m'intéressais personnellement à des peintres comme Fontana, Klasen, Camacho, alors inconnus. Cette première vente a montré — c'était en 1970 — qu'il y avait, dans ce nouveau secteur du marché de l'art, une clientèle potentielle, des acheteurs

nouveaux qui ne connaissaient pas du tout les ventes publiques — et qui du même coup ont découvert Drouot. Enfin cette vente rendait crédible le marché des peintres d'avant-garde.

« Qu'est-ce que l'avant-garde ? »

« Tout ce qui se crée aujourd'hui, en 1983. Ce qui me passionne, c'est l'acte de création, la volonté d'un artiste de s'exprimer, même si les « connaisseurs » considèrent que c'est laid. L'avant-garde, c'est le mauvais goût. Et l'arrière-garde c'est ce qui plaît aux gens réputés de bon goût. Mais en vérité, ce qui flatte est souvent laid. Tout ce qui ne choque pas est forcément intéressant. C'est ce que l'on trouve chez les marchands de tableaux qui travaillent comme des épiciers en ne pensant qu'à leurs bénéfices. C'est de la peinture pour idiots, de la peinture commerciale, de la peinture fabriquée par les arrière-petit-fils dégénérés des impressionnistes, les besogneux, parfois habiles d'ailleurs, qui ne cherchent qu'à bien vendre. L'arrière-garde est toujours alimentaire.

« Comment se créent les modes ? »

« Les modes prennent naissance par une espèce de capillarité. Un jour en salle des ventes, on voit tel ou tel marchand réputé pour son flair, acheter un tableau, un meuble ou un objet. D'autres suivent

l'exemple, et bientôt tout le monde s'y met. Il y a un côté moutonnier sur le marché de l'art.

« La mode n'est d'ailleurs pas seulement ce qui se fait aujourd'hui, c'est aussi des redécouvertes. Quand je me suis meublé avec des créations « Art-Déco », on considérait autour de moi que j'avais mauvais goût. J'avais acheté à Drouot pour 50 F un canapé et un fauteuil de Legrain... qui vaudraient aujourd'hui plus de 10 000 F. J'adore la qualité à condition de ne pas la payer.

« Il y a encore des découvertes à faire dans bien des domaines. On peut aujourd'hui, par exemple, acheter au prix du métal à la casse d'étonnants objets de table en argent, des pièces montées fabuleuses et baroques réalisées vers 1880. Un autre exemple : les belles marqueteries du dix-huitième siècle actuellement délaissées seront un jour redécouvertes et reconnues comme de grandes œuvres d'art. Bien des objets accessibles aujourd'hui vaudront beaucoup plus cher dans quelques années, quand la mode aura tourné.

« La spéculation peut-elle provoquer des modes ? »

« Tous les collectionneurs, qu'ils en disent, ont une petite arrière-pensée spéculative. Mais la dernière chose à faire est d'acheter sans aimer. Ce qui est malsain, c'est l'avidité financière sans référence à la qualité. Les grandes collections ne se font pas à coups de

millions. Ceux qui veulent spéculer sans s'y connaître achètent des tableaux produits par des « bons peintres », c'est-à-dire des canards boiteux. L'art n'est pas une question de moyens. Encore une fois, vive le mauvais goût, qui permet d'acheter à bon compte : il faut savoir découvrir les merveilles qui ne plaisent pas. Il y a toujours plus d'amateurs pour les mauvaises choses que pour les bonnes. Mais on assiste à de brusques oublis et de brusques résurgences. C'est le cas de peintres comme Klimt ou Gustave Moreau, dont la cote s'est mise à monter d'un seul coup. Il arrive aussi que l'on surpasse des peintres sans intérêt. On rira un jour des prix donnés aujourd'hui pour des « tantes » comme Marie Laurencin, Kislind, Utrillo ou Vlaminck — qui, à mes yeux, n'ont aucune importance dans l'histoire de la peinture.

« La mode étant ce qui se démode, quelles sont les modes successives que vous avez connues ? »

« Je suis arrivé au moment du nouveau réalisme triomphant. J'ai assisté ensuite à l'époque de la peinture conceptuelle. Puis j'ai vu le départ de la fusée hyperréaliste, j'y ai même quelque peu contribué, puisque j'ai été le premier à proposer aux enchères des tableaux de Malcolm Morley qui se vendaient à peine 4 000 F et qui, un an plus tard, s'enlevaient à 60 000 F (un tableau de ce peintre s'est vendu l'an dernier à Londres

plus de 250 000 F !). Après le « pattern » qui marque la redécouverte de la couleur, le « nouvel expressionnisme » prend vigueur. Ce nouveau style de peinture reflète bien, pour une nouvelle génération libérée de tout intellectuelisme, l'esprit de notre temps ; il faut dire que les mouvements précédents étaient orientés par les manœuvres des marchands qui imposaient aux peintres une certaine idée de la mode.

« N'êtes-vous pas influencé par les modes ? »

« Il est vrai qu'être anti-mode c'est aussi une façon de suivre la mode. Tout le monde subit des influences, bien des collections se font par snobisme, pour être dans le vent. Pour ma part, je ne suis pas collectionneur, je veux dire que je n'accumule pas, mais j'utilise ce qui m'intéresse : c'est une certaine façon de vivre avec les tableaux, de les absorber.

« Quels sont vos critères de choix ? Qu'est-ce qui vous fait vibrer ? »

« Ce qui me guide dans la recherche de nouveaux artistes, c'est de reconnaître l'authenticité. Ce que j'aime en regardant une œuvre, c'est sentir une nuit blanche derrière le tableau. Je prends mon pied quand l'artiste a pris son pied. Ce qui me réjouit, c'est la récupération d'une mode, d'une technique, la peinture qui cherche à répondre à une exigence extérieure.

« Il arrive que certaines œuvres ne me plaisent pas,

mais si elles sont sincères, spontanées, je pense qu'elles méritent d'être présentées en vente publique. Bien que je ne sois pas sensible au conceptuel, par exemple, je n'hésite pas à vendre des emballages de Christo. Bien entendu, je m'intéresse aux individualités en dehors des modes comme Hélion, Anton Pisaner, Erro, Klasen... Et puis, j'ai mes favoris comme Malaval, avec sa série de paillettes, ou des jeunes expressionnistes prometteurs, comme Jean-Charles Blais.

« Quels conseils donner aux amateurs en quête de nouvelles valeurs ? »

« Pour aiguïser son regard, il faut aller à Drouot. C'est là que se forment les modes, et non pas dans les musées qui ne font qu'entreposer les valeurs consacrées. Drouot est la seule vraie bourse des œuvres d'art. C'est de là que part le goût, le meilleur et le pire. Nulle part au monde on ne peut assister à un tel brassage d'objets. Les ventes anglaises, froides et cataloguées, n'offrent pas le même jour, au même moment, une telle diversité, de telles possibilités de choix. Tout le monde de la curiosité est là, dans cet espace restreint, alors qu'ailleurs vous avez affaire à des commerçants spécialisés qui proposent des objets de collection par catégorie. Drouot, c'est l'expérience quotidienne. Et pour acheter intelligemment, il faut davantage d'opportunisme que de billets de banque.

Propos recueillis par GERSANT.

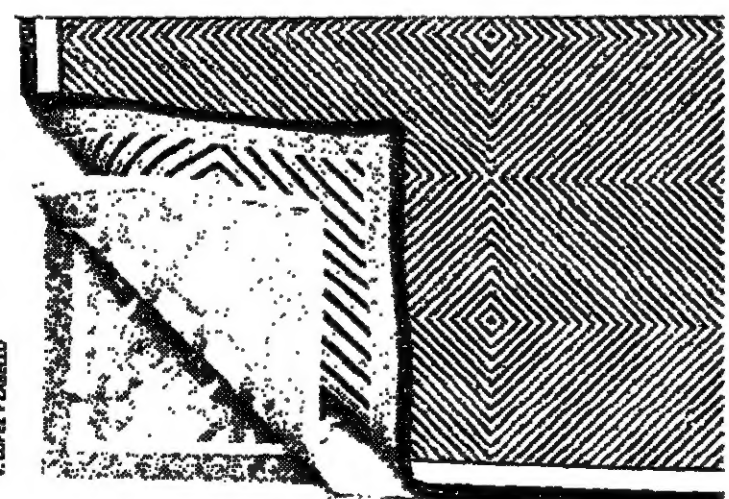
La Maison

Tapis d'Inde

Pour animer la surface d'une moquette, certains préfèrent autre chose qu'un tapis d'Orient. Les « durres » peuvent répondre à cette recherche : ces tapis, tissés à plat en Inde, sont connus en France depuis plusieurs années. Peu à peu, les Occidentaux les ont fait réaliser dans des dessins et des tons s'éloignant de la tradition indienne.

Les durres d'Yves Halard, tissés en laine, d'après des motifs et des

Les tapis de Casa Lopez sont totalement différents des durres par leur origine et leur tissage. Faits à la main en Espagne, ce sont des tapis de laine à dessins jacquard réversibles, à utiliser sur l'une ou l'autre face. Ils peuvent être réalisés, à la demande, dans toutes les harmonies de couleurs possibles, coordonnées à un tissu ou à un papier peint (deux tailles, de 2 250 F à 5 000 F).



colorations imaginées par sa femme Michelle, ont un aspect inhabituel. Celui appelé « Martine » a un dessin de grosses fleurs très colorées, de style 1925, traité dans un format ovale, inédit pour un durry (120 x 180 centimètres, 1 880 F). Les tout derniers modèles représentent des jeux d'optique très forts, en noir et blanc ; ils sont carrés ou rectangulaires.

Parmi les nouveaux tapis Casa Lopez, un fond noir encadré d'une bande jaune, puis verte, puis rouge, et un dessin très stylisé, blanc et rouge gansé de noir.

Yves Halard, 45, avenue Duquesne, 75007 Paris. Tél. : 567-80-32. - Casa Lopez, 39-41, galerie Vivienne, 75002 Paris. Tél. : 280-46-85.

Bain 84

La salle de bains est devenue la pièce la plus évolutive de la maison. Sa fonction s'est étendue au plaisir de s'y détendre ou de s'y mettre en forme, et le budget consacré à son aménagement s'est accru en conséquence.

Des nouveaux appareils sanitaires présentés au Salon Bâtiment, en novembre dernier, se dégagent deux tendances : des lignes courbes (concrétisant l'alliance du fonctionnel et de l'esthétique) et des tons pastels, avec parfois des effets de dégradés.

La ligne « Mango » de Allie est typique de ces nouvelles formes. Le designer français Gérard Tuduri, qui l'a conçue, est parti des formes pleines de l'œuf et de la mangue pour les adapter aux contraintes techniques et ergonomiques. Le résultat est un très beau lavabo à vasque ovale.

Son plan d'eau, assez profond, est protégé par un rebord ; de part et d'autre des robinets, une plaque plate permet de poser des objets de toilette sans qu'ils risquent de basculer.

La porte-savon en creux dans la céramique a été éliminée, facilitant ainsi l'entretien. Ce lavabo est monté sur une colonne galbée qui se raccorde en corolle avec la vasque (1 420 F environ).

La baignoire à un repose-tête et des accoudoirs galbés et de larges plages latérales. Cette ligne « Mango » se fait, outre le blanc, en huit teintes brillantes ou mates, dont deux nouvelles : un rose et un jaune vanille.

JANY AUJAME.

Allie, salle d'exposition, 44, rue Berger, 75001 Paris.

Philatélie n° 1827

Pour Andorre huit timbres

En accord avec les autorités andorranes le programme des émissions de timbres-poste pour 1984 a été arrêté. Il nous propose, sous quatre rubriques, huit figurines postales, très probablement à six dates différentes.

Deux valeurs pour la série « Europa », avec sujet retenu par le C.E.P.T. marquant son 25^e anniversaire ;

Deux timbres également pour la protection de la nature, avec le noyer et le châtaignier ;

Un timbre est destiné à la série artistique, dédié à saint Georges, détail d'une fresque de l'église Saint-Corneli de Nagol ;

Les trois timbres dans les émissions commémoratives et diverses sont : Jeux olympiques d'hiver, Sarajevo ; Communauté de travail des Pyrénées ; Centre de rencontres des cultures pyrénéennes.

Il est agréable de constater la sagesse de ce programme.

Par ailleurs, au cours de l'année 1984, il est envisagé, pour la série

d'usage courant, deux valeurs complémentaires, 3 et 20 F, au type « œuf » d'Andorre.

César, « Hommage au cinéma ». Parmi les émissions artistiques de l'année, le premier timbre sera le célèbre bronze du cinéma de César Baldaccini, né le 1^{er} janvier 1921 à Marseille, qui porte son nom. — Vente générale le 6 février (2/84).



4,50 F, brun clair, vert olive, noir. Format : 36,85 mm x 48 mm. Dessin et gravure de Pierre Forget. Tirage : 6 000 000. Taille-douce, Péguèreux.

Mise en vente anticipée : — Les 4 et 5 février, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15^e. — Oblitération « P.L. ».

Le 4 février, de 9 h. à 12 h. à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Poste-44, 5, avenue de Saxe, Paris-7^e. — Soit aux lettres spéc. pour « P.L. ».

ANTARCTIQUE BRITANNIQUE : 200^e anniversaire du premier vol de l'homme, 5, 13, 17 et



50 pence, sujets divers, types d'événement et logo « Montgolfier 1783-1983 ».

RELIQUE : Année mondiale des communications, 10, 15, 26 pence et 2 £, sujets divers.

AU PORTUGAL : quarante ans timbres, sont prévus au programme 1984, accompagnés de nombreux blocs et feuilles miniatures. Il semble s'élever à environ 2 000 émissions.

CANADA : les trois timbres de la série « Noël 83 » représentant, d'après les gouaches de



Claude Simard, des églises de diverses ethnies du Canada, 32, 37 et 64 cents.

CAMARON (Ras) : Série « coquillages », quatre valeurs, sujets divers, 3, 10, 30, 50 cents.

FALKLAND (Dépendance des) : 200^e anniversaire du premier vol de l'homme, 5, 13, 17 et 50 pence, sujets divers hélicoptères et avions, avec logo « Montgolfier 1783-1983 ».

EN NORVEGE : pour 1984, vingt timbres sont prévus, en dix émissions, dont les vœux de « Noël » en cartes, pour un montant de 61,50 kr.

RWANDA : « Noël 83 » un bloc-feuille de 200 F, la Vierge et l'Enfant de Bogahe.

ADALBERT VITALYOS.

Le Monde des PHILATÉLISTES

« LES NOUVEAUX PHILATÉLISTES »

Surviv

« Helvetia Debout »

Cartophilie

En vente dans les kiosques 10,50 F.

ODOUL AGENT GÉNÉRAL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

R. BERBIGIER
AMEUBLEMENT DÉCORATION
Antiquités
72 RUE H. BARBUSSE
95100 - ARGENTEUIL

VOIR TOUS LES HALOGENES
DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE.
READY MADE
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
Tél. : 260.26.81

ANTARCTIQUE BRITANNIQUE
200^e anniversaire du premier vol de l'homme, 5, 13, 17 et 50 pence, sujets divers, types d'événement et logo « Montgolfier 1783-1983 ».

CARTOPHILIE
Timbres et types
En vente dans les kiosques 10,50 F.

Faux Tior, faux Shanel, faux Saint-Laurentz

Les défilés de haute couture commencent. Les contrefacteurs sont à l'affût.

La haute couture et ses dérivés — parfums, prêt-à-porter, accessoires — sont devenus produits de consommation. A tel point que, comme les avions, les armes ou les réchauds à gaz, elle est aujourd'hui une formidable industrie et, à ce titre, une victime désignée de l'espionnage et de la contrefaçon. Les collections printemps-été 1984, qui seront présentées à partir de la semaine prochaine, verront l'œil des faussaires se mettre en mouvement au moment précis où les ateliers clandestins commenceront à faire chauffer leurs bécane.

En 1982, le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur haute couture, prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, a dépassé deux milliards de francs. Les premières indications de 1983 permettent de penser que ce chiffre est en progression de 25 %.

Si la haute couture, qui s'appuie à déferler sur les écrans et dans les journaux, ne représente que la plus petite mais la plus prestigieuse de cette activité, les accessoires : la parfumerie, le prêt-à-porter féminin et masculin, sont les véritables moteurs financiers de l'industrie du bon goût français.

L'engouement international pour cette industrie-là ne s'est jamais démenti. Et partout, les convoitises se sont aigüées. Dès lors que fut inventé le prêt-

à-porter, que les couturiers sortirent des salons de leurs maisons et diversifièrent leurs productions, sont apparus sur tous les points du globe les copieurs, adaptateurs, contrefacteurs.

Chaussures Shanel, parfum Yves Saint Laurent, sac de voyage Christian Dior, on trouve tout à tous les prix sur le marché international de la contrefaçon. Loin des salles lambrissées, qui sont le théâtre des défilés des modèles des grands couturiers parisiens, dans des bureaux encombrés de papiers, directeurs commerciaux et juristes des grandes maisons dressent inlassablement la liste des faussaires et des fausses productions.

20 000 emplois perdus

En 1983, la Fédération française de la couture a calculé que les contrefaçons de leurs articles ont fait perdre aux couturiers français plus de trois milliards de francs. Ce manque à gagner équivaut à plus de vingt mille emplois perdus pour la profession.

Il est impossible de dénombrer la totalité des affaires de faux, mais on sait que le tiers des modèles créés sont copiés. On a recensé l'an passé chez Christian Dior deux cent soixante-dix affaires pour les-

quelles ont été engagées des poursuites.

« Je traite en ce moment un dossier de fausses chemises découvertes dans les Emirats du golfe Persique », explique M^{me} Françoise Benhamou, en charge des problèmes de contrefaçon à la Fédération de la couture.

« Nous en avons retrouvé plus de soixante mille, ce qui laisse supposer une production trois ou quatre fois supérieure. Ces chemises, portant la griffe de six grands couturiers, ont vraisemblablement été fabriquées au Liban. Triste ironie du sort, la guerre arrange bien les affaires des faussaires. »

Il est aussi des pays tout ce qu'il y a de pacifiques où les escrocs, bien que très poursuivis, n'en bâtissent pas moins de profitables empires. Premier exemple : l'Italie. Dans les faubourgs de Naples, non loin des superbes canalis, combien sont-ils qui fabriquent des faux à longueur d'année ? Et à Naples, dans les ruelles inextricables qui s'élèvent au-dessus du port ?

Formidable habileté des faussaires italiens, qui, comme le racontait Philippe Pons dans le Monde daté 25-26 décembre, produisent intelligemment des contrefaçons de qualité, des imitations parfaites qui passent allégrement les frontières. La surveillance des autorités, souvent alertées, s'est

pourtant très sensiblement renforcée depuis que les créateurs italiens sont devenus eux aussi les victimes des escrocs de leur pays. Gucci n'est pas la moindre de ces victimes. Mais fausses ceintures, fausses lunettes, faux foulards n'en sont pas moins fabriqués à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires...

Tec en stock

Plus loin d'ici, il est d'autres fiefs de la contrefaçon. D'abord l'Asie, avec Taiwan, Hongkong, Singapour et le très civilisé Japon. Taiwan est le pays le plus difficile pour les couturiers, car il n'existe pas de relations diplomatiques entre la France et ce pays. En Amérique, les principaux faux producteurs se sont abrités sur l'immensité du territoire brésilien. Habileté là encore : pas de grosses productions, mais une multitude de petites fabrications.

Aux Etats-Unis, un homme a poussé le raffinement à son comble. Jack Mulqueen, qui se présente comme le « great fashion innovator », fabrique des copies conformes des grands couturiers français. Dès que les modèles sont présentés à Paris, il les copie, les fait fabriquer en Asie du Sud-Est plus rapidement, selon l'aveu même de certaines maisons françaises,

que les créateurs parisiens et les vend dans tous le pays, sans aucune référence aux marques, 40 % moins cher. Un triomphe contre lequel on ne peut rien faire.

Les couturiers ne peuvent se battre à l'étranger que lorsqu'on utilise abusivement leur marque, de près ou de loin. On ne compte plus les déformations orthographiques des grandes griffes. Chez Chanel : Shanel, Chance avec un petit c et un grand E, Chabel, Chenel, Cherel, Canelle ou Canal. Chez Dior : Fior, Dion, D'oro. Tior, Gior, Pio, Dior's, Dio. Diora ou Crystal d'or — très chic. Chez Saint-Laurent, appelé parfois YSL : Monsieu Saint Laurent, Saint-Lauren. Saint-Laurentz, Laurent's. YSF, YSI ou YCL... Chez les autres, la même chose.

Le prix de la lutte

La lutte anti-faux s'organise de plusieurs façons. La première est le dépôt de marque systématique dans tous les pays du monde. Ainsi Christian Dior a-t-il déposé sa marque pour neuf cent cinquante produits différents. Ensuite, les couturiers s'appuient sur leurs licences locales, qui ont tout intérêt à prendre garde aux contrefacteurs, car ils représentent un préjudice immédiat pour la santé de leurs affaires. Enfin,

ils recourent aux cabinets de marque qui défendent leurs intérêts sur le terrain juridique.

Ces procédures sont très coûteuses pour les maisons parisiennes. Chanel dépense près de 7 millions de francs par an pour lutter contre la contrefaçon et dispose d'un service anti-fraude de cinq personnes, dont un cadre, dans ses bureaux de Neuilly.

Le coût direct de la contrefaçon sur le chiffre d'affaires des marques n'est pas très important pour chacune d'entre elles si le manque à gagner global est énorme. Mais leur notoriété, leur prestige en pâtissent vraiment. La qualité des faux produits étant généralement très inférieure à celle des vrais, le mécontentement des acheteurs de faux surpris dans leur bonne foi est incalculable.

Il reste pourtant que la richesse des faussaires, si elle se nourrit de la créativité des grands couturiers, provient d'abord de leur clientèle. C'est elle qui achète et c'est elle qui sait qu'elle achète des faux. Par souci d'économie. Retenons pour conclure que la totalité des produits vendus dans les boutiques françaises sont vrais. Tout le reste est aléatoire.

OLIVIER SCHMITT.

GALERIES LAFAYETTE

-20%

Manteau mouton,
Sprung Frères
4.900F 3.900F
Veste 7/8 vison allongé,
Claude Litz
18.900F 14.900F

-30%

Veste en rat d'Amérique
8.500F 5.900F
Veste marmotte col américain
8.900F 6.200F
Manteau vison split,
col américain, Claude Litz
19.900F 13.900F

**SOLDES
FOURRAURES**

Credit gratuit 6 mois sur la fourrure, à partir de 2 000 F d'achats. Dès acceptation du dossier, après versement comptant 20 %. les frais de crédit Cetelem, saut assurance facultative sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

Offre et crédit gratuit valables jusqu'au 25.02.84.

Galeries Lafayette

-40%

Pelisse intérieur lapin rasé,
empiècement rond gansé cuir,
65 % polyester, 35 % coton,
Yves Saint Laurent
4.250F 2.550F
Veste mouton bicolore,
Jean-Louis Scherrer
9.900F 5.900F
7/8 astrakan
10.900F 6.500F

-50%

Veste pelisse intérieur lapin,
65 % polyester, 35 % coton,
Yves Saint Laurent
2.750F 1.375F
Veste morceaux de ragondin
de mutation
4.500F 2.250F

VENDREDI ET SAMEDI

smalto
SOLDE

44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
5, PLACE VICTOR-HUGO
A MARSEILLE, 38, RUE ST-FERREOL
A STRASBOURG, 22, PLACE KLEBER
A DEAUVILLE, RUE GONTAUT-BIRON
SOLDES POUR ELLES
5, PLACE VICTOR-HUGO

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS
IMPERMÉABLES, MANTEAUX
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS
CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDES

2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

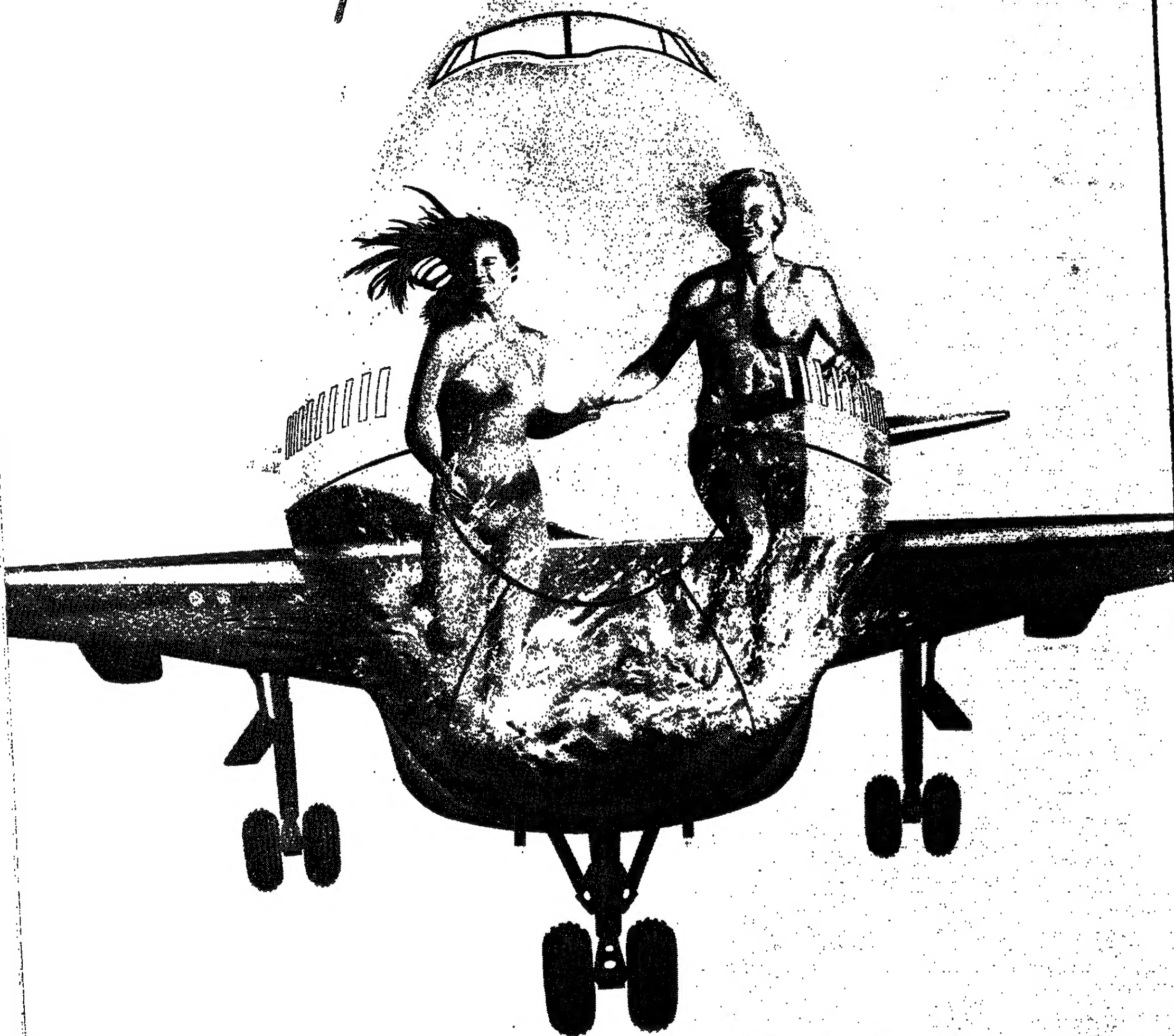
MEN SPORT

Tailleur - Chemisier

SOLDE

16, rue de Sèvres Paris 7^{ème}

DÉCOLLEZ POUR VOS VACANCES *par* IBERIA



TARIF AMIGO*

DES PRIX A PARTIR EN VACANCES !

PALMA	1 325 ^F AR	MADRID	1 610 ^F AR	VALENCE	1 485 ^F AR
ALICANTE	1 630 ^F AR	BARCELONE	1 240 ^F AR	BILBAO	1 095 ^F AR
MALAGA	1 770 ^F AR	LAS PALMAS	2 430 ^F AR	SEVILLE	1 770 ^F AR

* Prix au départ de Paris, valables jusqu'au 31 Mars 1984.
Autres tarifs Amigo au départ de Lyon, Marseille et Nice.
Conditions spéciales d'application : consultez votre agence de voyages,
ou téléphonez à Inforiberia - 720.41.41.

IBERIA 
LIGNES AÉRIENNES INTERNATIONALES D'ESPAGNE

هتدأ من الامل



Conseil
situationnel
arbitré

Conseil
situationnel
arbitré

Conseil
situationnel
arbitré

Elle
qu'un s

Parce qu'elle est
une femme, elle est
différente. Elle est
forte et douce. Elle
est intelligente et
sensible. Elle est
ce qu'elle est.

Place E...
Tel. 331.1
Boulevard
Tel. 300.4
30 bis, av. J...
Tel. 300.4